

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 158-159

Mai-Juin 1998

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

Sommaire

- **ANKARA: ATTENTAT CONTRE AKIN BIRDAL**
- **LA RECONNAISSANCE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN SUSCITE UNE VIVE TENSION AVEC ANKARA**
- **DOCUMENT: LE PARLEMENT TURC RECONNAÎT L'ÉVACUATION DE 3 428 VILLAGES ET HAMEAUX KURDES**
- **LE CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN FRANÇAIS LIBÉRATION CONDAMNÉ À 10 MOIS DE PRISON**
- **LE CONSEIL DE L'EUROPE A FINALEMENT ADOPTÉ LE RAPPORT SUR LES KURDES...MAIS...**
- **AINSI QUE...**
- **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

ANKARA :
ATTENTAT CONTRE AKIN BIRDAL

MONSIEUR. Akin Birdal, président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD) depuis 1992 et vice-président de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'homme (FIDH) a été grièvement blessé dans un attentat perpétré le 12 mai dans son bureau par deux personnes non identifiées. Les agresseurs ont tiré treize fois sur M. Birdal qui a été gravement touché à la poitrine et aux jambes. M. Birdal, qui a subi une importante opération chirurgicale

dans un hôpital proche pendant plus de quatre heures, a pu finalement être sauvé et se rétablir progressivement.

Selon Husnu Ondul, l'avocat de M. Birdal, ce dernier a récemment «*reçu des menaces anonymes (...) L'État turc ne lui a jamais donné la protection policière demandée par l'association.*» Le ministre de l'Intérieur, Murat Basesgioglu, a nié pour sa part ces propos.

Agronome engagé de longue date dans le combat pacifique pour la

démocratie, M. Birdal, 50 ans, avait purgé une peine de prison d'un an après le coup d'État militaire de septembre 1980. En 1997, il avait été condamné à un an de prison par la justice pour des propos «séparatistes» et «incitation à la haine raciale». Son cas est actuellement devant la Cour de cassation après un pourvoi introduit par ses avocats. Il fait aussi l'objet d'une vingtaine de procès pour «propagande séparatiste». Accusé à maintes reprises par plusieurs quotidiens et certains dirigeants turcs «d'agir en faveur du PKK», son nom avait été récemment mentionné parmi les personnes qui avaient apporté leur soutien au PKK dans les «aveux» de Semdin Sakik, ancien commandant du PKK en Turquie.

arrêté à la mi-avril dans le nord de l'Irak lors d'une opération de l'armée turque. M. Birdal avait cependant rejeté en bloc « ces accusations destinées à discréditer puis à éliminer les troubles-fête ».

Le fait de discréditer des opposants par des campagnes de presse orchestrées par la police politique (MIT), de les désigner à la vindicte populaire comme des « traîtres » ou des « terroristes » avant de les faire assassiner par des escadrons de la mort est une pratique désormais classique du régime turc. Le Premier ministre turc et son ministre de l'Intérieur ont d'ailleurs tenté de faire croire qu'Akin Birdal aurait été victime " d'un règlement de compte interne au PKK " alors même qu'une organisation illégale d'extrême droite, la Brigade turque de vengeance (TIT) revendiquait l'attentat.

L'attentat et les réactions intempestives des autorités turques ont suscité une vive émotion dans plusieurs pays occidentaux, une émotion à la mesure de la notoriété d'A. Birdal et du respect qu'inspire son action. M. Klaus Kinzel, chef de la diplomatie allemande, a été le premier à réagir en « déplorant profondément » l'attentat et en espérant que l'affaire soit « rapidement éclaircie ». Il a précisé qu'il connaissait ce défenseur courageux des droits de l'homme pour l'avoir rencontré plusieurs fois, la dernière à Ankara, en mars 1997. La présidence de l'Union européenne, dans un communiqué de presse rendu public à Londres, indique: « Nous avons appris avec stupeur et consternation le lâche attentat contre Akin Birdal ». L'UE « condamne cet attentat » et « soutient fortement les déclarations des autorités turques selon lesquelles tous les efforts seront faits pour transmettre ses responsables à la justice ». À Paris, une porte-parole du ministre des Affaires étrangères a

exprimé « l'émotion de la France » et rendu hommage « au combat mené sans relâche par M. Birdal en faveur des droits de l'homme ». « Nous voulons croire que cet événement renforcera en Turquie la détermination de tous ceux qui, y compris au sein du gouvernement, partagent cet objectif et se battent pour la démocratisation » a-t-il ajouté. L'Italie est « indignée » et « déplore » l'attentat perpétré contre M. Birdal a déclaré le ministère des affaires étrangères qui a souligné que pour Rome « l'adoption par le gouvernement d'Ankara de normes européennes en matière des droits de l'homme constitue la condition indispensable pour un rapprochement progressif de ce pays vers l'Europe ».

De son côté la Grèce a stigmatisé « les mécanismes autoritaires qui terrorisent les citoyens désireux de dire librement leurs opinions en Turquie, qui reste une démocratie grise prisonnière de ces mécanismes ». « Cet attentat n'est pas seulement un coup porté contre M. Birdal mais aussi contre la démocratie et les droits de l'homme qui sont en fait vides de contenu en Turquie » a conclu le porte-parole grec.

À Paris, dans une lettre ouverte adressée au président turc, Suleyman Demirel, Mme Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés et du CILDEKT, a exprimé son « indignation » face « à cet attentat atroce qui participe à la vague de persécutions, de menaces et d'assassinats des défenseurs des droits de l'homme » et a ajouté: « nous nous interrogeons sur la capacité de votre gouvernement de rétablir un État de droit en Turquie ».

À Londres, Amnesty a accusé les autorités turques d'avoir « créé le climat » propice à l'attentat. « Les autorités turques ont tenté avec persistance de discréditer l'Association

turque des droits de l'homme (IHD) et n'ont ni mené d'enquête ni condamné les précédentes attaques contre ses représentants » indique le communiqué d'Amnesty qui ajoute: « Plus de 10 membres de l'IHD ont été assassinés depuis 1991 (...) Il apparaît que ces meurtres n'ont pas fait l'objet d'enquêtes correctes, et même que leurs auteurs ont été protégés ».

Cette opinion est également partagée par de larges secteurs de l'opinion turque. Ainsi, pour Recai Kutan, président du groupe parlementaire du parti islamiste, la Vertu, « il est impossible de parler de la démocratie et des droits de l'homme dans un climat où le président de l'Association des droits de l'homme est accusé sans aucun fondement légal et ouvertement désigné comme cible pour des tueurs ». Cet argument a été repris par Aydin Erdogan, avocat à l'IHD: « Birdal a été désigné comme une cible ces derniers jours. C'était une invitation au meurtre ».

Le 14 mai, le Parlement européen a adopté une résolution condamnant " avec la dernière rigueur " l'attentat commis contre Akin Birdal. Pour les euro-députés Akin Birdal, est " un militant hautement respecté " ayant " régulièrement informé des délégations européennes, des ambassadeurs et plusieurs membres du Parlement " et ayant fait l'objet de " fortes pressions " de la part des autorités turques, dont " plusieurs procédures judiciaires ", " engagées contre lui pour ses activités en faveur des droits de l'homme " alors " que l'on n'a pas fait grand-chose pour traduire en justice les auteurs d'attentats commis contre d'autres membres de l'Association ".

Le Parlement européen a fait part de sa " très vive émotion et de l'indignation que lui inspire l'attentat commis contre Akin Birdal " et

s'inquiète "de ce qu'un tel attentat ait été le résultat du climat créé par l'impunité dont jouissent actuellement les personnes responsables d'attentats commis contre d'autres membres d'organisations de défense des droits de l'homme et contre des journalistes". Il "invite les autorités turques à faire en sorte que les auteurs et les commanditaires de ce crime, et d'autres crimes de même nature, soient traduits en justice"(...) et demande aux autorités turques "de faire en sorte que l'IHD et les autres ONG œuvrant dans le domaine des droits de l'homme puissent exercer librement leurs activités de défense et de promotion des droits de l'homme".

À Washington, dans une lettre datée du 15 mai et adressée aux autorités civiles et militaires turques avec copies au président Clinton, à Mme Albright et à Mme Mary Robinson, Haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, 24 ONGs américaines ont demandé l'ouverture immédiate d'une enquête sur l'attentat perpétré contre A. Birdal et écrivent :

"Le travail de M. Birdal et d'IHD est reconnu et respecté internationalement. M. Birdal est vice-président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). L'IHD comme le plus grand groupe de surveillance des droits de l'homme en Turquie continue de payer un lourd prix pour sa défense des droits de l'homme et de la démocratie. Comme vous le savez, plus d'une douzaine de bureaux d'IHD ont été fermés par le gouvernement, des douzaines de ses membres ont été tués par des escadrons de la mort et ses leaders font face à des poursuites légales continuelles. Malgré une répression sévère et un grand risque personnel, Akin Birdal et ses collègues ont continué à parler haut.

Nous croyons que l'attaque contre

Akin Birdal est une attaque contre les droits de l'homme, la démocratie et le militantisme non violent. En tant que leader d'un gouvernement professant son engagement pour les normes internationales des droits de l'homme, il est essentiel que les agresseurs d'Akin Birdal et les autres responsables de l'attaque soient conduits devant la justice. Il est encore plus essentiel que l'atmosphère critique envahissante qui alimente de telles attaques politiquement motivées soit dissipée afin d'éviter davantage d'effusion de sang.

Nous vous appelons encore à mener une enquête rapide et complète et à prendre des mesures pour empêcher d'autres attaques contre les défenseurs des droits de l'homme alors qu'ils accomplissent leur important travail".

Cette lettre est signée notamment par Center for Victim of Torture, International Human Rights Law Group, Human Rights Alliance, World Organization Against Torture/USA, Robert F. Kennedy Memorial Center for Human Rights, Physician for Human Rights et Washington Kurdish Institute.

De son côté, Le Secrétaire d'État adjoint américain, chargé des droits de l'homme, a écrit le 12 mai à Akin Birdal qu'il avait rencontré à plusieurs reprises. Extrait de cette lettre parue dans le *Turkish Daily News* du 15 mai : "J'ai été profondément choqué et attristé d'apprendre l'attaque contre votre vie ce matin. De tels actes n'ont pas leur place dans une société démocratique. Le gouvernement des États-Unis a condamné cette attaque dans les termes les plus forts et a appelé le gouvernement turc à remettre à la justice les auteurs de ce crime haineux. Je ne suis pas le seul à croire que la Turquie vous doit une dette de gratitude pour votre travail courageux en faveur des droits de

l'homme en Turquie. Votre groupe et la communauté des ONGs des droits de l'homme jouent un rôle vital en promouvant une plus grande démocratie. Nous continuons d'appeler le gouvernement turc à favoriser une atmosphère où de tels groupes puissent opérer librement et ouvertement sans crainte d'intimidation pour que la démocratie puisse s'épanouir en Turquie".

Le 18 mai, Me Patrick Baudoin, président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, s'est rendu en Turquie où il a pu rendre visite à Akin Birdal à l'hôpital Sevgi d'Ankara. Dans une conférence de presse donnée à la sortie de l'hôpital, Me Baudoin a indiqué que la famille de la FIDH "a vécu avec émotion et tristesse" l'attentat commis contre son vice-président A. Birdal. "Nous sommes ici pour manifester notre soutien et notre solidarité envers Akin Birdal et les défenseurs des droits de l'homme et rappeler aux dirigeants du pays, leurs responsabilités. Nous ne pouvons plus nous contenter de paroles rassurantes des autorités turques". Le président de la F.I.D.H. a ensuite lu à la presse le texte de la lettre ouverte adressée au président turc S. Demirel et au Premier ministre M. Yimaz. Pour la FIDH "il ne suffit pas de condamner l'attentat visant Birdal. Les autorités turques devraient prendre des mesures concrètes pour rechercher les auteurs de l'attentat du 12 mai, les arrêter et les remettre dans les plus brefs délais à la justice."

Enfin, le ministre britannique des Affaires étrangères lors de son voyage éclair du 21 mai à Ankara, a tenu à rendre visite au président de l'IHD dans sa chambre d'hôtel, pour prendre de ses nouvelles et lui souhaiter un prompt rétablissement. Parlant de Birdal, M. Cook a déclaré: «Nous suivons depuis longtemps l'IHD. Nous

appréciions la sensibilité qu'il (Birdal) a montrée sur la question des droits de l'homme et son rythme de travail». Soulignant que l'attentat contre Birdal avait conduit à des réactions adverses dans l'Union européenne, le ministre britannique dont le pays assume la présidence de l'UE a indiqué à Birdal que tous les pays européens avaient condamné cette attaque. «*Nous poursuivons le combat honorable que vous avez mené sur la voie de développement d'une culture des droits de l'homme*» a assuré M. Cook avant d'ajouter que «*les autorités turques doivent retrouver les auteurs de l'attentat*».

Remerciant le ministre britannique de sa visite hautement symbolique, le président de l'IHD lui a dit que l'attentat contre sa personne avait été organisé par ceux qui veulent éloigner la Turquie du processus de l'Union européenne et que lui-même et ses collègues s'efforcent de faire de la Turquie un pays démocratique où la paix sociale soit assurée. Rappelant que son association (IHD) était présentée par certains cercles comme «*ennemie de l'État*», Birdal a souligné qu'elle ne faisait que militer pour la paix et les droits de l'homme. «*La Turquie doit être un pays qui respecte les normes de l'Union européenne où la paix sociale est en vigueur et où chaque personne peut s'exprimer librement. L'IHD est ennuyée par la réputation de la Turquie pour les violations de droits de l'homme. Avec ces actions menées contre moi, il y a eu des efforts de pousser la Turquie, qui s'éloigne chaque jour du processus de l'UE, hors de ce processus*» a conclu A. Birdal à son illustre visiteur britannique.

Cette visite a donné lieu à des incidents entre la police et les responsables de l'IHD. Malgré les objections de ces derniers, trois policiers turcs, arguant des impératifs

de sécurité sont entrés dans la chambre de Birdal et assisté à l'entrevue de celui-ci avec M. Cook, accompagné de l'ambassadeur britannique, David Logan. Selon l'IHD; l'un des policiers aurait enregistré toute la conversation. Outre M. Cook, A. Birdal a reçu la visite d'une délégation d'eurodéputés socialiste et celle du président du Parlement autrichien, M. Fischer, en visite officielle à Ankara. Par ailleurs, dans plusieurs villes, notamment à Ankara et Diyarbakir, des milliers de manifestants pacifiques ont protesté contre l'attentat visant le président de l'IHD.

Ces fortes pressions extérieures et intérieures ont conduit les autorités turques à arrêter les exécutants de l'attentat. Le 22 mai, 6 Individus ont été arrêtés par la police turque. Parmi eux, les deux exécutants, B. Eken et K. Deretarla, qui ont tiré 13 coups de feu sur Birdal ; et un sous-officier de la gendarmerie, Cengiz Erserver, en poste à Büyükçekmece, près d'Istanbul, considéré comme l'organisateur de l'attentat, et divers complices. Lors d'une confrontation effectuée le 25 mai à l'Hôpital Sevgi d'Ankara où il est soigné, A. Birdal a reconnu formellement les deux pistolero. Ceux-ci sont d'ailleurs passés aux aveux. Ils ont raconté comment ils avaient été recrutés, présentés au sous-officier Erserver, entraînés «*pendant 90 jours dans la forêt de Silivri avec une quinzaine d'autres Ulkucu (militants d'extrême droite) à leurs missions futures*». «*Sur ordre d'Erserver, ils sont venus à Ankara 4 jours avant l'attentat pour faire des repérages. Leur mission était d'enlever Birdal pour l'amener dans le fameux triangle de la mort*» autour de Silivri, sur la route d'Ankara - Istanbul pour «*l'interroger*» avant de l'abattre «*dans l'intérêt de la Grande Nation Turque*». Selon eux, l'entrevue avec le président de l'IHD ne s'est pas

déroulée comme prévue. Quand Birdal a eu des soupçons et cherché à les éconduire sous prétexte d'un rendez-vous, ils ont décidé de l'abattre. Après leur forfait ils ont confié leurs armes à un complice à Ankara puis loué un taxi pour aller rendre compte à leur chef Erserver.

La presse turque présente ce dernier comme «*le bras droit de Yesil, alias Mahmut Yildirim*» dit aussi le «*Terminator*» ou l'«*ange de la mort*», l'un des principaux animateurs des escadrons de la mort turcs opérant sous des noms divers et agissant pour le compte et avec la protection du Bureau de la guerre spéciale. Plus de 4500 meurtres de civils sont imputés à ces escadrons. Des preuves des connexions étroites de Yesil avec à la fois les services de renseignement de la Gendarmerie (JITEM) et de la police politique (MIT) ont été à maintes fois publiées par les journaux turcs à la suite du scandale de Susurluk. L'un des chefs de la police, Hanifi Avcı, ancien directeur-adjoint du bureau de renseignement de la Direction Générale de la Sûreté, qui a été à l'origine d'une partie de ces révélations sur les liens entre certains services de l'État, la mafia de l'extrême droite et les gangs, comparaisant le 25 mai devant la Cour de Sûreté de l'État pour «*divulgaration des secrets d'État*» a déclaré au quotidien *Hürriyet* «*Si on m'avait écouté on aurait démantelé et mis hors d'état de nuire tous ces gangs et il n'y aurait pas eu d'attentat contre Birdal. Les gens impliqués dans cet attentat, en particulier Erserver, sont des hommes de Yesil. Des transcriptions d'écoutes téléphoniques établissent que Yesil et Erserver se parlaient parfois une vingtaine de fois par jour. On ne m'a pas écouté. Yesil et ses hommes impliqués dans tant de meurtres, de rackets et de trafics divers se promènent en toute liberté. Et moi, je suis traduit devant les tribunaux,*

menacé de 15 ans de prison pour avoir dit la vérité et demandé un État propre».

Le sous-officier Erserver a reconnu «avec fierté» avoir organisé l'attentat contre Birdal après «les révélations» attribuées à S. Sabik tendant à accréditer l'idée que le président de l'IHD serait un partisan du PKK. Cependant, pour les observateurs, Erserver lui-même n'est qu'un rouage et la justice turque n'osera pas pousser

son enquête jusqu'aux véritables donneurs d'ordre de tuer. Le Premier Ministre turc, M. Yılmaz, qui avait solennellement promis de tirer rapidement au clair l'affaire de Susurluk et les autres scandales des meurtres non élucidés a dû, assez rapidement, y renoncer. Interrogé par la presse, le ministre turc de l'Intérieur a affirmé qu'*il ne pourrait pas répondre à la question de savoir où est Yesil, s'il est mort ou vivant*.

La Turquie reconnaît la réalité de massacres mais rejette toute motivation «génocidaire». En marge d'une réunion de l'OTAN à Luxembourg, le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine et son homologue turc, Ismail Cem s'étaient rencontrés jeudi 30 mai 1998 pour débattre de cette proposition de loi. Ismail Cem avait fait savoir que les bonnes relations politiques et commerciales franco-turques pourraient se détériorer si celle-ci était adoptée. Les pressions sont toujours d'actualité puisque le Sénat devrait examiner ce texte à l'automne.

LA RECONNAISSANCE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN SUSCITE UNE VIVE TENSION AVEC ANKARA

L'Assemblée nationale a adopté vendredi 29 mai 1998, en première lecture et à l'unanimité des présents, une proposition de loi socialiste disposant dans son article unique que *«la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915»*. Aussitôt, la Turquie a fait part de sa «déception» et les médias turcs ont déclenché une virulente campagne de presse contre la France.

«La décision prise aujourd'hui par les députés français n'a aucune autre signification qu'une falsification des faits historiques», a affirmé le président turc Suleyman Demirel qui a ajouté : *«Il y a certains milieux occidentaux qui n'ont pas oublié le traité de Sèvres. L'empire ottoman a donné naissance à 26 États à l'exception d'Arméniens et des Kurdes et il n'y aura jamais d'États arménien et kurde en Anatolie. La Turquie reconnaît ses ennemis (...) Si tous ses ennemis s'efforcent de s'unir contre la Turquie, elle a la capacité de faire*

face». Le vice-Premier ministre Bulent Ecevit a souligné de son côté : *«la France nous semblait être le plus proche allié de la Turquie au sein de l'Union européenne. Nous constatons que nous avons été trompés. C'est extrêmement dur»*. M. Ecevit qualifie la proposition de *«déformation historique»*, alors que le rapporteur du texte, le socialiste René Bousquet rappelle que *«le total des morts oscille entre 1 000 000 selon les publications arméniennes et 800 000, chiffre reconnu en 1919 par le ministre de l'Intérieur turc et accepté par Mustafa Kemal»*.

Dans une lettre adressée à son homologue français, Lionel Jospin, le Premier ministre turc, Mesut Yılmaz écrit que *«le peuple turc ne peut accepter l'utilisation du terme «génocide» pour décrire les tristes événements qui se sont produits durant la Grande Guerre et il se sent injustement accusé d'un crime qu'il n'a pas commis, à une époque marquée par de grandes souffrances des deux côtés»*.

Le ministre de la Défense turc, Ismet Sezgin, a souligné le 5 juin que les compagnies françaises pourraient être écartées d'importants projets de l'armée turque et ajouté que *«en choisissant les pays auxquels la Turquie achètera des matériels militaires, nous prenons en considération, entre autres, la défense ou non de nos thèses par ces pays sur le plan international»*.

Premières repréailles turques dans le secteur commercial civil, la municipalité d'Izmir (Smyrne, troisième ville du pays) a écarté trois sociétés françaises de son appel d'offres pour la construction d'une ligne de métro, un contrat de \$275 millions (1,5 milliard de francs). En outre, Izmir a décidé de ne pas autoriser les entreprises françaises Cegelec et Sofretu à participer à la Foire commerciale qui s'y tient chaque été. *«Nous n'accepterons pas d'offres de sociétés françaises aussi longtemps que la position de la France n'aura pas changé. Ils ont une mauvaise interprétation des faits historiques»* a expliqué Haluk Narbay, porte-parole de la ville d'Izmir. La direction générale des chemins de fer turcs (TCDD) renouvelle également un appel d'offres pour 60 locomotives représentant 1,2 à 2,4 milliards de

francs, remporté pourtant par GEC-Alsthom, franco-britannique fin 1997 dans un précédent appel d'offres, annulé début avril pour «non-conformité technique».

Pour ce qui est du secteur militaire, un contrat de 2,7 milliards de francs entre Aérospatiale et la Turquie pour la fabrication de 10 000 missiles antichars de courte portée Eryx a été reporté à la veille de la signature. Le groupe franco-allemand Eurocopter négocie actuellement un contrat de 15

milliards de francs pour la production en partenariat local de 145 hélicoptères de combat Tigre, et Giat Industries pour la production en partenariat d'un millier de chars Leclerc pour 25 milliards de francs.

Les officiels turcs ont annoncé que Thomson CSF ne pourrait plus participer à un appel d'offre d'un montant de quelque 900 millions de francs destiné à équiper les avions de surveillance maritime turcs. D'autres contrats militaires risquent de pâtir de

ce refroidissement des relations puisque la Turquie a annoncé, le 11 juin, la suspension de toute négociation sur des contrats de défense d'un montant total de \$10 milliards avec la France. «Un processus est en cours au parlement français à propos de cette loi. Tant que ce processus se poursuit, s'il y a des choses à signer, c'est suspendu. S'il y a des choses à négocier, c'est suspendu jusqu'à la fin de ce processus» a déclaré Necati Utkan, porte-parole de la diplomatie turque.

DOCUMENT:

LE PARLEMENT TURC RECONNAÎT L'ÉVACUATION DE 3 428 VILLAGES ET HAMEAUX KURDES

LA Commission des migrations du Parlement turc vient de rendre public un rapport de 120 pages sur la situation sociale, éducative et sanitaire sur les provinces du Sud-Est. Ce document reconnaît l'évacuation forcée de 3 428 villages et hameaux kurdes (décompte officiel établi à la date du 30-11-1997). Voici

des extraits significatifs de cet important document:

Villages évacués, habitants contraints à l'exode.

D'après l'enquête de la préfecture de la région d'état d'exception (OHAL) relative à l'importante évacuation des villages en 1993 et 1994 : Dans la

région OHAL (Diyarbakir, Hakkari, Siirt, Sirnak, Tunceli, Van) et les zones contiguës (Batman, Bingöl, Bitlis, Mardin, Mus), à l'exclusion des personnes qui ont regagné les 11 provinces en novembre 1997, le chiffre des personnes exilées a atteint le nombre de 378 335 pour 820 villages, 2 345 hameaux évacués.

D'APRÈS LES DONNÉES DE LA PRÉFECTURE
DE LA RÉGION D'ÉTAT D'EXCEPTION (OHAL)

TABLEAU - I-

Les villages et les hameaux évacués et la situation de nos citoyens ayant été contraints à émigrer

DE DÉPARTEMENTS	Ceux qui ont émigré						Ceux qui sont retournés						Ceux qui ont fait une demande de retour					
	Villages	Hameaux	Familles	Population	Villages	Hameaux	Familles	Population	Villages	Hameaux	Familles	Population	Villages	Hameaux	Familles	Population		
RÉGION	90	225	7.745	50.371	7	9	323	1.820	2	0	55	449	24	59	1.895	10.595		
D'ÉTAT	42	145	5.026	41.761	7	2	303	2.720	2	0	126	972	3	1	331	4.326		
D'EXCEPTION	81	100	4.908	31.818	3	1	198	782	25	1	0	0	27	2	905	6.008		
	105	225	9.734	71.874	5	1	190	1.016	10	3	591	3.990	10	3	633	4.305		
	183	823	8.439	41.939	10	2	213	714	32	29	600	2.728	27	25	496	3.111		
	16	87	1.756	13.573	2	3	118	826	2	3	118	826	4	40	820	5.740		
ZONES	517	1614	37.608	251.368	34	18	1291	6.096	73	36	1400	8.963	95	139	5.170	24.703		
	32	110	2.456	18.400	4	0	123	714	5	10	327	2.406	1	3	139	804		
	41	188	3.702	24.944	6	18	200	2.442	6	15	274	1.904	2	2	69	571		
COTIGUÉS	88	125	4.379	30.411	21	14	700	4.636	9	14	573	3.465	11	14	422	2.161		
	129	131	8.008	52.826	8	7	446	3.447	0	0	0	0	23	17	902	6.901		
	13	71	1.161	8.376	5	13	856	5.658	8	24	296	2.673	8	61	355	3.712		
	303	731	19.706	128.900	44	52	2495	16.097	28	63	1470	10.228	45	97	1887	12.439		
TOTAL GÉNÉRAL	829	2.345	57.314	378.335	78	70	3.706	22.903	101	99	2.900	19.191	140	227	7.957	47.602		

Source : La préfecture de la région d'état d'exception (OHAL), novembre 1997.

La préfecture de la région OHAL n'ignore pas que l'évacuation des villages et hameaux existe également en dehors des 6 provinces sous régime d'état d'exception et les 5 provinces contiguës.

Par conséquent, d'après les documents officiels, 85 villages et 178 hameaux ont été évacués dans les provinces en dehors de la région en état d'urgence et des zones contiguës.

-TABLEAU 2-

UNITÉS D'HABITATION ÉVACUÉS EN DEHORS DE LA RÉGION SOUS ÉTAT D'EXCEPTION ET DES ZONES CONTIGUËS

Départements	Villages	Hameaux
Agri	8	45
Kars	12	8
Erzurum	15	
Erzincan	17	70
Sivas	1	
Sanliurfa	4	20
Adiyaman	10	12
Igdir	9	4
Elazig	9	19
TOTAL	85	178

Ainsi, le nombre de villages évacués est de 905 et d'hameaux 2923, soit un total de **3 8 28 d'unités d'habitation**. Reste qu'il existe des arguments qui affirment que ces chiffres communiqués par la préfecture de la région en état d'exception n'englobent pas tous les villages et hameaux évacués. Par exemple; le député de la province de Tunceli, Orhan Veli Yildirim, a fait les constats suivants:

"Les données des statistiques officiels relatifs aux villages évacués sont fausses. Par exemple, dans ma province, le village de Baylik est mon village, et aujourd'hui il est vide... Officiellement on le considère habité. Et pourtant il est vide. Çemçeli également y passe pour un village habité, il est également vide. Yesilkaya, village voisin de celui de notre maire est inscrit comme habité. Il est vide. De même, le village de Çemisgezdek, Ulukale est dit occupé alors qu'il est complètement vide. De plus, dans ce dernier cas, l'État, pour changer le lieu d'implantation du village par une action d'habitation, a affecté des domaines à exproprier. Le village d'Ibimahmut du district de Mazgirt est encore une fois vide alors qu'on le voit habité. J'énumère ici les villages dont je suis sûr". (annexe.1, page: 201-202).

TABLEAU -III-

TOTAL DES UNITÉS D'HABITATION ÉVACUÉES

	VILLAGES	HAMEAUX	TOTAL
Région d'état d'exception	517	1614	2131
Zones contiguës	303	731	1034
Autres départements	85	178	263
Total	905	2523	3828

LE CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN FRANÇAIS LIBÉRATION CONDAMNÉ À 10 MOIS DE PRISON

RAGIP Duran, correspondant du quotidien français Libération et éditorialiste du quotidien *Ülkede Gündem*, condamné le 18 décembre 1995 à une peine de dix mois de prison, pour «propagande d'organisations terroristes» (article 7, alinéa 2 de la loi antiterroriste), est entré en prison le mardi 16 juin 1998, pour purger sa peine réduite par le jeu des remises de peine à 7 mois.

Chargé de cours à l'université francophone de Galatasaray à Istanbul où il enseignait l'éthique journalistique, le journaliste qui avait également travaillé pour la BBC et l'Agence France Presse, avait été condamné en décembre 1994 pour un encadré en marge d'un entretien avec Abdullah Ocalan, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), paru le 2 avril 1994, dans le quotidien *Ozgur Gundem* (prédécesseur d'*Ülkede Gundem*-interdit depuis). La Cour de Sûreté de l'État d'Istanbul n'avait pas vu d'objections à l'interview mais à l'analyse faite des propos où le journaliste écrivait que Abdullah Ocalan avait acquis la carrure «d'un philosophe et d'un moraliste, en plus de son rôle politique et militaire». La Cour de cassation avait confirmé la sentence en 1997 mais M. Duran avait bénéficié d'un sursis qui a expiré.

Ragip Duran qui avait été en 1991 désigné «journaliste de l'année» par l'Association des Droits de l'Homme en Turquie et avait reçu en 1997 le prix de la liberté d'expression de l'organisation Human Rights Watch a

commenté sa condamnation en ces termes dans un article paru le 16 juin dans *Libération*:

«Mes collègues étrangers n'avaient pas cru d'abord au verdict final de la Cour de cassation: «propagande d'organisation terroriste séparatiste»! Tout le long du procès, j'ai essayé d'expliquer aux juges et au procureur la différence fondamentale entre l'information et la propagande. Mais il a été impossible de les convaincre. Car, en Turquie, les grands médias sont plutôt organes de propagande, cinquième colonne du pouvoir politico-économique. Ils sont libres de louer les politiques économiques du gouvernement (95% d'inflation annuelle!), de faire l'apologie de la violence de l'armée turque contre les Kurdes (plus de 25 000 morts

depuis quatorze ans!), d'insulter les Grecs, les Arméniens, voire Bruxelles et tout récemment Paris (soutien des terroristes arméniens de l'ASALA!), mais il leur est interdit d'interroger le rôle et la place des forces armées dans la société et l'État turcs, d'essayer de comprendre et de faire comprendre les revendications des Kurdes».

Dans un communiqué du 15 juin 1998, l'association Reporters sans Frontières a demandé la révision de la condamnation et a qualifié celle-ci d'«atteinte grave à liberté de la presse, (...) dérives de la loi antiterroriste qui permet de réduire au silence certains journalistes en Turquie». De son côté, le Comité de Protection des Journalistes (CPJ) a souligné le «dénier illégal des droits [de M. Duran] à la liberté d'expression, en tant que journaliste et citoyen turc».

M. Duran s'est constitué prisonnier sous les applaudissements des autres journalistes, à la prison de Saray, à 150 km d'Istanbul.

LE CONSEIL DE L'EUROPE A FINALEMENT ADOPTÉ LE RAPPORT SUR LES KURDES...MAIS...

LE Conseil de l'Europe a, le 25 juin 1998, approuvé à main levée le rapport intitulé «Situation humanitaire des réfugiés et des personnes déplacées kurdes dans le Sud-Est de la Turquie et le nord de l'Irak» de sa Commission des migrations, des réfugiés et de la démographie.

Ce rapport avait l'ambition de «comprendre les causes des importants déplacements de populations, essentiellement d'origine kurde, tant à l'intérieur qu'en provenance du nord de l'Irak et du Sud-Est de la Turquie, et d'évaluer leur situation et leurs besoins

humanitaires» et appelait pour que «le gouvernement turc prenne des mesures afin qu'un dénouement pacifique puisse mettre un terme au conflit armé dans lequel il est engagé dans le Sud-Est du pays».

À l'issue d'un débat très animé, la directive 545 a été adoptée. Cette directive stipule que l'Assemblée devrait «jouer un rôle plus important dans la promotion de la paix et de la réconciliation dans les régions kurdes du Sud-Est de la Turquie et ailleurs (...) [et] charge sa commission pour le respect des obligations et engagements des États membres d'examiner la question de la minorité

kurde dans le cadre de la procédure suivie relative à la Turquie".

Après quatre heures de débat et le vote de nombreux amendements turcs Mme Vermot-Mangold, rapporteuse du texte a déclaré "Je ne reconnais plus ce rapport complètement dilué": Ainsi, l'idée d'une conférence internationale sur la question kurde soumise par la rapporteuse a été remplacée par l'envoi d'une délégation du Conseil dans la région pour écouter des témoignages sur les événements. Autre point important, le rapport final ne demande plus que soient poursuivis les membres des forces armées accusés de violations des droits de l'homme, mais appelle pour que soit traduit en justice "quiconque" violant les droits de l'homme. De plus, le rapport condamne la "violence et le terrorisme perpétré par le PKK" aussi bien que "l'évacuation et l'incendie des villages par les forces armées turques". Le texte final appelle tout de même Ankara à prendre des mesures pour faciliter l'exercice des droits culturels et politiques des Kurdes et demande à la Turquie de dissoudre le système des protecteurs de village payés par le gouvernement.

Au cours des débats il a été reproché à Mme Vermot-Mangold de "créer un problème kurde" et de se placer sur un plan politique et pas seulement humanitaire. La délégation turque a qualifié le rapport de "politique, partial et incomplet". Ils ont regretté les critiques proférées à l'égard des militaires turcs qui selon eux sont présents dans la région pour protéger les villageois. Ils ont également parlé d'"informations fausses et tronquées".

Parmi les orateurs, Lord Judd (Royaume-Uni) a souligné à quel point l'atmosphère était "passionnée et tendue". M. Christodoulides (Chypre) a salué "l'objectivité et le

courage politique" de Mme Vermot-Mangold "en raison de la réaction de la délégation turque, qui est allée jusqu'à présenter un contre-rapport et à déposer plus de cinquante amendements en vue de dénaturer le projet de recommandation". M. Varela (Espagne) a rajouté que "la délégation turque a fait tenir aux autres parlementaires un petit livre destiné à contredire ce document en rejetant toute la faute sur le PKK". M. Brunetti (Italie) a relevé les chiffres éloquentes de la commission d'enquête du Parlement turque dans un rapport mis sous scellés par le gouvernement turc: 37 000 victimes en 15 ans, plus de 3 millions de réfugiés. "Il s'agit donc d'un exode biblique, dont les effets sont ressentis jusqu'en Italie" a-t-il ajouté. Mme Dumont (France) a pour sa part repris les termes du rapport: "la question kurde n'est plus aujourd'hui un simple problème intérieur. Elle est devenue un problème international de droits de l'homme, qui concerne donc la communauté internationale".

Cette dernière a également déploré le fait que les droits civils et politiques des Kurdes soient bafoués. "Le mot est impropre, car encore faudrait-il que ces droits aient existé. Ces droits n'existent pas" a-elle-ajouté. Par ailleurs, certains députés ont appelé à ce que les députés kurdes emprisonnés en Turquie depuis 1994 retrouvent leurs libertés.

Il a été reproché également à Mme Vermot-Mangold de ne pas s'être rendue en Turquie par crainte pour sa vie. Ce à quoi Mme Gelderblom-Lankhout (Pays-Bas) a partiellement répondu en évoquant son voyage en 1994 dans le nord de l'Irak qui a nécessité son passage par la Turquie: "Qui, du parlement ou de l'armée, dirige vraiment le pays, l'armée fait l'objet de multiples rumeurs, allant jusqu'à être accusée de trafic illégal d'êtres humains. Les parlementaires turcs ici présents maîtrisent-ils vraiment ce qui se passe en Turquie?".

AINSI QUE.....

• **6 DIRIGEANTS DU HADEP CONDAMNÉS À TROIS ANS ET NEUF MOIS DE PRISON.** La Cour de Sûreté de l'État d'Ankara a condamné, le 6 mai 1998, à trois ans et neuf mois de prison six dirigeants du Parti de la Démocratie du Peuple (HADEP), accusée de «soutenir une organisation armée en toute connaissance de sa nature et de ses caractéristiques». La Cour s'est fondée sur des documents saisis dans les locaux du HADEP au cours d'une perquisition en automne dernier, plus particulièrement sur un calendrier publié par le parti qui mettrait en scène des photos de militants du PKK et sur une affiche de MED-TV,

télévision kurde émettant d'Europe, retrouvée dans les locaux. Le procureur avait requis 22 ans et 6 mois de prison à l'encontre des responsables du HADEP, régulièrement accusé d'être la branche politique du PKK.

Cependant, le 18 juin la Cour de Cassation turque a annulé pour «investigations insuffisantes» l'arrêt condamnant les responsables du HADEP, accusés de «soutien à une organisation armée illégale». Murat Bozlak, président d'HADEP et 31 responsables et sympathisants parti, avaient été condamnés le 4 juin 1997 à des peines variant entre quatre ans et

six mois et six ans de prison par la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara. 12 autres avait alors été acquittés. M. Bozlak avait été arrêté et placé en détention pendant 10 mois après le second congrès extraordinaire d'HADEP le 23 juin 1996 au cours duquel le drapeau turc avait été enlevé et remplacé par la bannière du PKK par un sympathisant.

La Cour de cassation a confirmé la sentence de 22 ans et 6 mois de prison de Faysal Akcan, le jeune sympathisant qui avait descendu le drapeau turc alors que le procureur Atila Atalay demandait une plus forte peine.

• **DOUBLE CONDAMNATION DE LA TURQUIE PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.** La Cour européenne des droits de l'homme a, le 25 mai 1998, condamné la Turquie dans deux affaires distinctes.

Statuant sur l'interdiction du Parti Socialiste, la Cour a jugé que la Turquie avait violé les dispositions relatives à la liberté d'association garantie par la Convention européenne des droits de l'homme dont elle est signataire- en interdisant ce dernier, fondé en 1988 et dissous par la Cour constitutionnelle turque pour avoir «*fait la distinction entre les nations turque et kurde au détriment de l'intégrité territoriale de la Turquie*».

La Cour a considéré que rien ne justifiait l'interdiction d'un groupe qui ne faisait pas usage de la violence même si ses arguments politiques irritaient les autorités. «*La dissolution du Parti Socialiste (SP) a été disproportionnée par rapport au but poursuivi et par conséquent inutile dans une société démocratique*» a-t-elle jugé. À titre de dommages et intérêts, un montant de 50 000 francs a été accordé au président de SP, İlhan

Kirit et à Dogu Perinçek, ancien président du SP. La Cour qui s'était prononcée sur une affaire similaire en janvier 1998 concernant l'interdiction du Parti Communiste Unifié de Turquie, a souligné qu'elle ne pouvait ordonner l'annulation des dites interdictions prononcées à l'encontre des partis.

Statuant sur le cas d'Uzeyir Kurt, jeune Kurde de la région de Bismil porté disparu depuis son arrestation en novembre 1995, intervenue au cours des affrontements opposant les forces de sécurité turques et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), la Cour a jugé que la Turquie avait violé l'article 5 de la Convention et a accordé la somme de \$40 000 à Kocer Kurt, la mère de la victime à titre de dommages.

Le 9 juin, deux semaines après une double condamnation de la Turquie pour des atteintes aux droits de l'homme, deux nouveaux verdicts dans deux affaires distinctes, ont été prononcés à l'encontre d'Ankara par la Cour européenne des droits de l'homme.

Statuant sur la première affaire, la Cour a jugé que la Turquie avait violé le droit à la liberté d'expression ainsi que le droit à un procès indépendant et impartial d'Ibrahim Incal, un des dirigeants du Parti du Travail du Peuple (HEP) à Izmir, condamné à six mois et vingt jours d'emprisonnement et à une amende, pour avoir fait imprimer des tracts politiques critiquant la gestion de la mairie en juillet 1992.

Dans la seconde affaire, la Cour a statué qu'Ankara n'avait pas mené d'investigations suffisantes concernant la plainte déposée par Salih Tekin, journaliste au quotidien kurde *Özgür Gündem*, arrêté en février 1993 pour «*menaces présumées à des gardes des*

villages», il avait été torturé à la gendarmerie de Derinsu, puis de Derik, avant d'être libéré.

La Cour a décidé d'allouer à Ibrahim Incal, une indemnité de 30 000 francs et une somme de 15 000 francs pour frais et dépens à titre de dommage moral et à Salih Tekin une indemnité de £ 25 000 pour dommage moral et £ 15 000 pour frais et dépens.

• L'EDUCATION AU KURDISTAN.

Dans une interview accordée au quotidien *Turkish Daily News*, le ministre d'Etat en charge du Projet du Sud-Est (GAP), Mehmet Salih Yildirim a apporté ses observations sur la situation actuelle dans les provinces kurdes:

«*Il existe beaucoup de problèmes au niveau de l'éducation. Le taux d'illettrisme dans la région est de 60% et au Sud-Est d'Anatolie il atteint les 65%. 61% des femmes sont incapables de lire et écrire et la moitié d'entre elles ne peuvent parler le turc! Maintenant c'est à vous d'en juger. Nous devons être réalistes. 32% des écoles de la région sont fermées. 45% des instituteurs nommés, y refusent leurs fonctions*». Interrogé sur la question de la langue kurde il a rétorqué qu'il ne pensait pas que «*l'éducation en kurde soit quelque chose de réellement indispensable*».

Si on prenait en considération Batman, une ville kurde de la région, sur 223 écoles fermées, seules 23 ont pu ouvrir au cours de l'année. Autour de Batman, 163 écoles primaires des zones rurales, dont 31 à la suite des déplacements de population, restent fermées. Sur environ 4000 élèves issus de ces villages, la moitié, soit 2 559 n'ont pu avoir accès à l'éducation.

• **LES COURS DE KURDE SONT TOUJOURS INTERDITS EN TURQUIE.** Yilmaz Çamlıbel,

président de la Fondation de Recherche et de la Culture Kurde (KURT-KAV) et Mehmet Celal Baykara, membre de la fondation, ont été, le 5 mai 1998, acquittés par la Justice turque. Ils étaient accusés de donner des cours de kurde dont l'enseignement et la diffusion sont interdits en Turquie. Les accusés risquaient deux ans de prison s'ils étaient déclarés coupables.

La décision de la Cour a été clémentaire car elle a pris en considération le fait que les cours étaient privés et non ouverts au grand public. Interrogé par l'agence Associated Press, M. Çamlıbel a déclaré que le procureur n'avait pas l'intention de faire appel de la décision mais qu'il était interdit à la fondation de continuer ses cours de kurde. Il a ensuite ajouté qu'ils étaient déterminés à avoir gain de cause et a rappelé à ce titre que dans une autre affaire la fondation poursuit en justice le ministère de l'Éducation nationale pour que les cours de kurde soient autorisés.

• INTERDICTION DES ONDES POUR PLUSIEURS RADIOS ET CONDAMNATION À UN JOUR DE SUSPENSION POUR DES CHAÎNES DE TÉLÉVISION. Le Haut Conseil audiovisuel turc (RTUK), l'équivalent du Conseil Supérieur de l'audiovisuel français (CSA) a décidé, au cours de ses réunions des 11 et 16 juin 1998, de condamner plusieurs radios et télévisions. Ainsi, «*Metro FM*» de Diyarbakir a été interdite d'émission pendant un an à partir du 10 juillet 1998 pour «*atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la République turque*». «*Radio Karacadag*» à Sanlıurfa sera interrompue à partir du 19 octobre 1998 pour une durée d'un an pour «*incitation à la violence, à la terreur et à la différenciation ethnique et la diffusion de programmes créant un sentiment de haine au sein de la*

nation». Le même motif a été invoqué pour «*Radio Demokrat*» à Izmir et «*Radio Arkadas*» à Adana qui ont été sanctionnées pour une période de 6 mois. De plus les chaînes de télévision *Show TV* et *ATV* ont été interdites des écrans pour un jour, la première pour avoir diffusé des informations avant toute décision juridique définitive et la seconde pour avoir violé les articles relatifs au droit de réponse. Pour finir la chaîne *KTV* émise à Konya a été condamnée à un jour d'interdiction et *Cine-5* et à nouveau son acolyte *Show-TV* à un jour de suspension respectivement.

Par ailleurs, le bureau du quotidien prokurde *Ülkede Gündem* à Batman a fait l'objet d'un attentat le 21 juin 1998. Une bombe a explosé au siège du

quotidien causant d'importants dégâts matériels. Dans un communiqué daté du 22 juin 1998, Reporters sans frontières a dénoncé le fait que «*depuis l'interdiction de diffusion du journal dans la région en décembre 1997, les collaborateurs du quotidien [fassent] l'objet de nombreuses pressions de la part de la police locale*» et demande «*l'ouverture immédiate d'une enquête afin que toute la lumière soit faite sur cet attentat*».

• BILAN DU MOIS D'AVRIL DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. Le bilan du mois d'avril des violations des droits de l'homme rendu public le 26 mai se présente comme suit:

Meurtres non élucidés:	12
- Condamnations extrajudiciaires, morts à la suite de tortures subies ou morts en garde à vue:	9
- Actions à l'encontre de civils:	2 morts 28 blessés
- Disparitions:	4
- Personnes torturées:	70
- Personnes placées en garde à vue:	5 579
- Nombre de personnes arrêtées:	117
- Nombre d'associations, de syndicats, d'organes de presse fermés:	8
- Nombre de publications saisies ou interdites:	22
- Détenus pour délits d'opinion:	133

En mai la situation ne s'est guère améliorée si l'on en croit le bilan publié le 25 juin par l'Association de défense des droits de l'homme *Mazlum-Der* (Islamiste):

- Meurtres non élucidés, décès douteux:	17
- Exécutions sur place, morts à la suite de torture et morts en garde-à- vue:	8
- Morts au combat:	197 / Blessés: 58
- Morts à la suite d'actions contre les civils:	9 / Blessés: 3
- Nombre de personnes tuées par les mines et les bombes: 5 / Blessés: ...	10
- Personnes torturées:	118
- Menacés d'accusation d'espionnage, kidnapping, déclaration de disparition:	15
- Arrestations:	180

• **LE PRIX EUROPÉEN DES DROITS DE L'HOMME DÉCERNÉ À LA FONDATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME.** Le septième prix européen des droits de l'homme, attribué tous les trois ans par le Conseil de l'Europe, a conjointement récompensé, jeudi 4 juin 1998, la Fondation turque des droits de l'homme (IHV), Clara Lubich, fondatrice du Focolare Movement en Italie et le Comité pour l'Administration de la Justice (CAJ) de l'Irlande du Nord suite à une proposition de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation.

Institué en 1980, ce prix honorifique vise à « consacrer les mérites d'une personne, d'un groupe de personnes, d'une institution ou d'une organisation non gouvernementale qui ont œuvré pour la promotion ou la défense des droits de l'homme conformément aux principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du droit ». Parmi les précédents primés se trouvent, la Commission internationale de Juristes (CIJ) en 1980, la Section médicale d'Amnesty International en 1983, MM. Raul Alfonsín et Christian Broda en 1986, M. Lech Wałęsa et l'International Helsinki Federation of Human Rights en 1989, M. Felix Ermacora et Médecins sans Frontières en 1992 et enfin, MM. Sergei Kovalyov et Raoul Wallenberg en 1995.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a commenté son choix en ces termes: « *La Fondation turque des droits de l'homme a joué un rôle exceptionnel dans la défense des droits de l'homme en Turquie au cours des sept dernières années. Sa raison d'être et sa fonction sont d'appliquer, sur le terrain, les valeurs universelles reconnues par les conventions internationales et de contribuer à la lutte pour l'élimination de la torture et des autres violations des droits de l'homme.* »

La remise du Prix de 1998 est prévue le 2 septembre 1998 au Conseil de l'Europe lors d'un colloque organisé pour commémorer le 50ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Cette reconnaissance n'a pas empêché les autorités turques de fermer, le 17 juin 1998, le Centre de réhabilitation pour les victimes de la torture, de Diyarbakir, créé par la Fondation des droits de l'homme de Turquie avec le soutien du Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture basé à Copenhague. Cinq jours après son ouverture, le centre a reçu l'ordre de fermer ses portes par une quinzaine de policiers sous prétexte que l'autorisation d'ouverture ne serait pas conforme. « *Ils ne veulent pas de témoins ni de défenseurs des droits de l'homme au Sud-Est de la Turquie* » a affirmé Nazmi Gur, de l'Association turque des droits de l'homme d'Ankara.

La plupart des violations de droits de l'homme ont lieu au Kurdistan, où une guerre ravage la région depuis 14 ans. La torture y est également monnaie courante dans les prisons et les commissariats de police.

• **LA PUBLICATION D'UN LIVRE QUALIFIANT LA TURQUIE DE «NARCO-ETAT» ATTISE LA COLÈRE D'ANKARA.** Les autorités turques ont vivement critiqué le livre « *La mafia turque* », publié en mai 1998 par Frank Bovenkerk et Yucel Yesilgöz, deux criminologues de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas). L'ambassade de Turquie à La Haye a jugé « *raciste* » l'ouvrage qui soutient que la mafia turque est « *constituée d'un ensemble de réseaux de criminels qui opèrent ouvertement et sous les auspices du gouvernement et de différents mouvements politiques* ». Les responsables turcs ont accusé l'étude de vouloir dénigrer la Turquie.

• **70 157 CITOYENS TURCS SONT INTERDITS DE QUITTER LE TERRITOIRE.** En réponse à une question du député F. Saglar, le ministre turc de l'Intérieur a indiqué que 70157 citoyens turcs sont interdits de sortir de la Turquie. 45678 d'entre eux en raison de leurs dettes envers le Trésor, 22673 sur décisions des tribunaux et 1806 sur ordre du Ministère de l'Intérieur « *en raison des inconvénients pour la sécurité générale du pays* ». En Turquie les citoyens condamnés pour motifs politiques, y compris et surtout pour délit d'opinion, perdent leurs droits politiques. Ils ne peuvent être élus ou occuper des emplois dans la fonction publique et les universités. Souvent, ils sont également privés du droit de voyager à l'étranger.

• **LE SOMMET DE CARDIFF: PAS DE RÉELLE AVANCÉE POUR LA TURQUIE.** Après le camouflet infligé par l'UE à la Turquie en décembre 1997 lors du sommet de Luxembourg, qui avait refusé d'intégrer Ankara au « *processus d'adhésion* » engagé avec 10 pays de l'Europe centrale et orientale plus Chypre, le sommet de Cardiff qui a réuni mardi 16 juin 1998 les dirigeants européens, devait amorcer un certain rapprochement avec la Turquie. Or, la campagne menée par Paris et Londres n'a pas réellement porté ses fruits, puisque les propositions franco-britanniques ont été bloquées par la Grèce et que la seule avancée soit une référence aux « *propositions* » que compte faire la Commission européenne pour débloquer l'aide de 375 millions d'écus promise à la Turquie et bloquée par la Grèce depuis des années.

« *Nous avons voulu démontrer que la Turquie appartient à la famille européenne (...) J'espère que les autorités turques ont compris le message de Cardiff* » a déclaré Jacques Santer, président de la Commission européenne.

Accueillant avec prudence les résultats du sommet de Cardiff, le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem, a déclaré: «Je ne peux pas dire que ce soit un grand succès. Mais il y a des développements positifs». Il a ajouté qu'Ankara tiendrait compte de la bonne volonté manifestée par certains pays de l'UE.

Auparavant, la Turquie avait bondé la réunion du conseil d'association du 25 mai à Bruxelles. «Les conditions requises pour la tenue de cette réunion ne sont pas réunies. Le texte sur la Turquie qui devait être débattu lors de ce conseil prévoyait un approfondissement des relations entre l'UE et la Turquie mais pose certaines conditions politiques. Nous ne pouvons les (conditions) accepter» a déclaré à l'AFP, un porte-parole turc. «Les conditions préalables que l'on nous avance pour l'application du texte de «stratégie européenne pour la Turquie» sont les mêmes que celle formulées par l'Union fin avril» a-t-il ajouté en référence à un communiqué de l'UE du 29 avril dernier appelant Ankara à des améliorations dans ses relations avec la Grèce, dans le conflit chypriote et dans le domaine des droits de l'homme.

Or la Turquie fait l'impasse sur les questions politiques et ne veut discuter que de la coopération économique et financière, en particulier du déblocage d'une aide financière de 375 millions d'écus (412,5 millions de dollars) prévue par l'accord d'union douanière entrée en vigueur en 1996. Chacun campant sur ses positions le dialogue turco-européen est en panne, pour quelque temps.

• **LA VISITE À MOSCOU DU GÉNÉRAL KARADAYI.** Les généraux turcs se chargent désormais eux-mêmes des missions diplomatiques qu'ils considèrent comme les plus

importantes pour la sécurité du pays. C'est dans cet esprit que le chef d'état-major des armées turques, le général Karadayi, a effectué à partir du 18 mai, une visite entourée d'une large publicité à Moscou où il a rencontré son homologue russe, le ministre de la défense ainsi que des responsables des industries d'armement.

Selon le quotidien turc *Milliyet* qui lui consacre la Une de son numéro du 20 mai, le général turc a indiqué à ses interlocuteurs russes que la Turquie pourrait acheter des hélicoptères russes KA-50 et KA-52, ainsi que des chars T-80 et peut-être des avions MIG-29 et SU-27 si la Russie renonçait à vendre des missiles S-300 à Chypre. Les responsables russes lui auraient répondu que l'annulation de contrat de vente des S-300 n'est pas impossible. En clair, cela dépend du marchandage turco-russe.

Au cours de sa visite, le chef d'état-major turc a également demandé aux Russes de cesser de livrer des missiles et de la technologie nucléaire à l'Iran et à la Syrie et de ne pas tolérer les activités du PKK sur leur territoire. Il a avancé l'idée de la création d'une force d'action rapide turco-russe pour intervenir dans des troubles et crises d'intérêt commun notamment au Caucase, idée qui aurait reçu un bon accueil chez les dirigeants russes. Cependant, les conflits d'intérêt important, et les contentieux historiques entre la Turquie et la Russie rendent difficiles le développement d'une coopération significative entre les deux pays, à supposer que les Américains, qui ont leur mot à dire sur la politique étrangère turque, acceptent une telle coopération.

• **RAPPROCHEMENT ENTRE ANKARA ET OSLO.** Le gouvernement conservateur norvégien Norvège s'apprête à vendre des

missiles Penguin à Ankara après trois ans de tension dans les relations entre les deux pays. L'achat de ces missiles, produits par Kongsberg constitue une part importante des négociations qu'Ankara mène pour acquérir huit hélicoptères navals S-70 Seahawk américains d'un montant de \$ 200 millions- 12 autres Seahawks étant prévus pour 2002. Les relations entre la Turquie et la Norvège avaient été gelées lorsqu'en 1995 Oslo a imposé un embargo sur les armes à Ankara en réponse aux violations des droits de l'homme commises par la Turquie. A leur tour les autorités turques avait décidé d'inscrire la Norvège sur leur «liste rouge» des pays interdits des marchés turcs. 35 missiles Penguin devraient être achetés dans un premier temps pour un montant d'environ \$ 35 millions par la Turquie.

• **LA TURQUIE RAPPELE SON AMBASSADEUR EN SUISSE.** Déjà en conflits avec ses voisins grec, chypriote, syrien, irakien, iranien et arménien, et en froid avec plusieurs capitales européennes et Moscou, la Turquie a trouvé encore le moyen de se brouiller avec la très neutre Confédération helvétique. Elle a rappelé «pour consultation» son ambassadeur à Berne a-t-on appris de sources diplomatiques, le 22 juin. La raison invoquée; la ville de Zurich a refusé la location de deux immeubles au consulat turc qui devant déménager ne se trouve pas où loger. Selon la ville, ce sont les citoyens des quartiers concernés qui refusent le voisinage d'une représentation consulaire turque en raison des «risques de nuisances». On évoque à ce propos l'assassinat en 1994 d'un manifestant kurde devant les grilles de l'ambassade turque à Berne par des tirs tirés de l'intérieur du bâtiment par les policiers turcs, assassinat resté impuni pour des raisons d'immunité diplomatique qui n'en a pas moins

traumatisé l'opinion publique suisse sur les moeurs violentes de l'État turc y compris à l'étranger. D'où le refus des citoyens suisses d'accepter le voisinage de représentants turcs.

Et comme dans le même temps le maire de Lausanne avait rejeté la requête turque de célébration du 75ème anniversaire du Traité de Lausanne signé en juillet 1923 dans la

ville, les Turcs croient «au complot suisse contre l'unité de la Turquie». Pour le maire, ce traité qui est à la base de la reconnaissance internationale de l'État turc est aussi un texte qui a consacré le partage du Kurdistan et le déni des droits des Arméniens. Le maire a déclaré publiquement qu'il en a honte pour sa ville. La brouille turco-suisse risque donc de durer un certain temps.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

AFFRONTEMENTS ENTRE POLICE ET MANIFESTANTS À ISTANBUL: 74 blessés. (A.F.P., 1er mai 1998), p.1.

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT GREC S'EN PREND À L'HISTOIRE DE LA " RACE " TURQUE. (A.F.P., 1er mai 1998), p.1.

TURQUIE/1ER MAI: UN MANIFESTANT PASSE À TABAC À ISTANBUL. (A.F.P., 1er mai 1998), p.2.

COMBAT CONTRE L'ORGANISATION PKK. (Turkish Anadolu Agency, 1er mai 1998), p.2.

SEMDIN SAKIK INTERROGÉ PAR JITEM (SERVICE DE RENSEIGNEMENT DE GENDARMERIE). (Turkish Daily News, 2 mai 1998), p.3.

RAPPORT US: LE PKK BÉNÉFICIE DU SOUTIEN GREC. (Turkish Daily News, 2 mai 1998), p.4-7.

LA SYRIE ENCORE SUR LA LISTE AMÉRICAINE DE " SPONSORS DE TERREUR ". (Turkish Daily News, 2 mai 1998), p.7-9.

L'IRAN REVENDIQUE LE DROIT DE D'ATTAQUER DES REBELLES BASÉS AU KURDISTAN IRAKIEN. (Reuters, 3 mai 1998), p.10.

LES ÉTATS-UNIS POUSSENT L'UNION EUROPÉENNE À TENDRE LA MAIN À LA TURQUIE. (International Herald Tribune, 2 mai 1998), p.11.

15 REBELLES KURDES TUÉS DANS L'EST PAR L'ARMÉE TURQUE. (A.F.P., 4 mai 1998), p.11.

L'IRAN QUALIFIE DE " PROPAGANDES " LES ACCUSATIONS AMÉRICAINES. (A.F.P., 3 mai 1998), p.12.

MEHMET ALI BIRAND, JOURNALISTE TURC RATTRAPÉ PAR LA QUESTION KURDE. (La Croix, 3 mai 1998), p.13.

ANKARA PROTESTE AUPRÈS D'ATHÈNES CONTRE L'OUVERTURE PROCHAINE D'UN BUREAU DU PKK. (A.F.P., 4 mai 1998), p.13.

LIBÉRER LA TURQUIE. (Washington Post News, 5 mai 1998), p.14-15.

LA COUR TURQUE ACQUITTE DEUX ACCUSÉS DANS L'AFFAIRE DE COURS DE LANGUE KURDE. (Associated Press, 5 mai 1998), p.15.

LA VICTOIRE DE LA " STAR " DE SUSURLUK (MEHMET AGAR). (Turkish Daily News, 6 mai 1998), p.16-17.

LA GRÈCE REJETTE LA

PROTESTATION TURQUE SUR LE PKK. (A.F.P., 5 mai 1998), p.17.

PAS DE REPRÉSENTATION DU PKK EN GRÈCE, SELON L'ERNK QUI ACCUSE LA TURQUIE. (A.F.P., 5 mai 1998), p.17.

M. DEMIREL ACCUSE LA SYRIE DE TOURNER LE MONDE ARABE CONTRE LA TURQUIE. (A.F.P., 6 mai 1998), p.18.

VISÉES TERRITORIALES SYRIENNES SUR LA TURQUE: " ACCÈS DE DÉMENCE ", SELON M. YILMAZ. (A.F.P., 7 mai 1998), p.18.

LA GRÈCE ET LE PKK. (Turkish Daily News, 5 mai 1998), p.19.

SOUTIEN À BIRDAL DE L'IHD. (Turkish Daily News, 5 mai 1998), p.19.

DEUX GÉNÉRAUX APPELÉS À DÉPOSER SUR UN TRAFIC D'ARMES ET DE DROGUE. (A.F.P., 5 mai 1998), p.20.

LE PREMIER MINISTRE SIMITIS RÉPRIMANDE PANGALOS AU SUJET DU BUREAU DU PKK À ATHÈNES. La Grèce se prépare à fermer bientôt le bureau du PKK à Athènes, mais cela prendra du temps affirme une source. (Turkish Daily News, 6 mai 1998), p.20-21.

L'IRAK TRICHE ENCORE. (International Herald Tribune, 8 mai 1998), p.21.

LE PKK COMPTE ENCORE PLUS DE 5.300 MILITANTS ARMÉS, SELON L'ARMÉE. (A.F.P., 8 mai 1998), p.21.

TAREK AZIZ ACCUSE WASHINGTON D'EMPÊCHER LA LEVÉE DES SANCTIONS. (A.F.P., 8 mai 1998), p.22.

LA SCÈNE PLUS PETITE DE PETER GALBRAITH (DÉFENSEUR DES

KURDES ET DES BOSNIAQUES AUX ÉTATS-UNIS). (*The Economist*, 9-15 mai 1998), p.23.

L'IRAK ACCUSE ANKARA D'ACCAPARER LES EAUX DU TIGRE ET DE L'EUPHRATE. (*A.F.P.*, 11 mai 1998), p.24.

CRÉATION D'UN NOUVEAU PARTI ISLAMISTE EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 11 mai 1998), p.24.

99 REBELLES DU PKK TUÉS EN DEUX SEMAINES PAR L'ARMÉE, SELON ANKARA. (*A.F.P.*, 11 mai 1998), p.24-25.

LE CHEF DES REBELLES KURDES DE TURQUIE PROPOSE UNE COOPÉRATION À L'ARMÉNIE. (*A.F.P.*, 10 mai 1998), p.25.

L'IRAK AFFIRME QU'IL MÈNE DES POURPARLERS AVEC DES REBELLES KURDES. (*Reuters*, 10 mai 1998), p.25-26.

AKIN BIRDAL SORT D'UNE OPÉRATION CRUCIALE DANS UN ÉTAT CRITIQUE. (*A.F.P.*, 12 mai 1998), p.26-27.

L'IHD ACCUSE L'ÉTAT DANS L'ATTENTAT CONTRE BIRDAL. LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES CONDAMNENT L'ATTAQUE. (*Turkish Daily News*, 13 mai 1998), p.27-28.

KLAUS KINKEL DÉPLORE L'ATTENTAT CONTRE AKIN BIRDAL. — Un défenseur des droits de l'homme honni des milieux ultras. — L'UNION EUROPÉENNE DÉNONCE " L'ATTENTAT LÂCHE " CONTRE BIRDAL. — L'ambassadeur de France condamne l'attaque contre Birdal. — Amnesty accuse Ankara d'avoir favorisé l'attentat. — MILITANT TURC DES DROITS DE L'HOMME FUSILLÉ. — Athènes stigmatise " les mécanismes autoritaires en Turquie. — L'Italie " indignée " par l'attentat contre Birdal.

— UN ATTENTAT CONTRE UN DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME EXACERBE LA TENSION POLITIQUE EN TURQUIE. — Une organisation d'extrême droite a revendiqué l'attaque à main armée. — Le président de la FIDH rencontrera lundi à Ankara A. Birdal. — (*A.F.P.*, *Washington Post News*, 12 mai; *A.F.P.*, 13 mai; *Le Monde*, 14 mai; *A.F.P.*, 15 mai 1998), p.28, 29-32.

LA DIABOLISATION DE L'IRAK S'EST ÉMOUSSÉE. (*Le Monde*, 15 mai 1998), p.33.

BUCAREST CRAINT DES " ACTIONS ILLÉGALES " DU PKK SUR LE TERRITOIRE ROUMAIN. (*A.F.P.*, 15 mai 1998), p.33-34.

LE PKK A UN MILLIARD DE DOLLARS SUR DES COMPTES BANCAIRES EN SYRIE. — Le leader du PKK a aussi \$26 millions dans la Banque commerciale de Syrie. (*Turkish Daily News*, 15 mai 1998), p.34.

BIRDAL VA MIEUX AFFIRME LES MÉDECINS. (*Turkish Daily News*, 15 mai 1998), p.35.

LE LEADER DU PKK ACCUSE ATATÜRK DE GÉNOCIDE CONTRE LES GRECS. (*Turkish Daily News*, 15 mai 1998), p.36.

L'AMBASSADE TURQUE À WASHINGTON CONDAMNE L'ATTENTAT CONTRE BIRDAL. (*Turkish Daily News*, 15 mai 1998), p.36-37.

LE PRÉSIDENT TURC ACCUSE LES EUROPÉENS DE CHERCHER À DIVISER LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 16 mai 1998), p.37.

LE PKK ACCUSE LA TURQUIE DE VOULOIR " DÉSTABILISER " LES KURDES DE ROUMANIE. (*A.F.P.*, 16 mai 1998), p.37-38.

APPEL DE LA FIDH À GARANTIR LA SÉCURITÉ DES DÉFENSEURS DE DROITS DE L'HOMME. (*A.F.P.*, 18 mai 1998), p.38.

QUATRE ENFANTS TUÉS PAR L'EXPLOSION D'UNE GRENADE. (*A.F.P.*, 17 mai 1998), p.38.

UN ORGANISME D'ÉTAT IRANIEN FAIT L'ÉLOGE D'UN RASSEMBLEMENT PRO-KHAMENEI. (*CNNinteractive*, 17 mai 1998), p.38.

MALGRÉ LES MESURES DE SÉCURITÉ, DES KURDES FORCENT LES PORTES DE L'ONU. — Face à la presse internationale et en présence de Hillary Clinton, le haut-commissaire de l'ONU pour les Droits de l'homme, Mary Robinson, a dû se retirer pour rencontrer des manifestants kurdes. (*Tribune de Genève*, 16-17 mai 1998), p.40-41.

ROBIN COOK MARDI À ANKARA POUR TENTER DE DÉGELER LES RELATIONS. (*A.F.P.*, 16 mai 1998), p.41.

UN ORGANISME DES DROITS DE L'HOMME DEMANDE À LA TURQUIE D'INTERVENIR. (*International Herald Tribune*, 19 mai 1998), p.42.

LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE FONT LA PAIX AU SUJET DU COMMERCE AVEC L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 19 mai 1998), p.42-43.

ATTENTAT CONTRE AKIN BIRDAL. SIX PERSONNES GARDÉES À VUE. (*A.F.P.*, 22 mai 1998), p.44.

LA POLICE TURQUE DÉTIENT 5 PERSONNES DANS L'ATTAQUE CONTRE LE MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME. (*International Herald Tribune*, 23-24 mai 1998), p.44.

ATTAQUE À LA BOMBE CONTRE LE

MHP (NÉO-FACISTE). (*Turkish Daily News*, 23 mai 1998), p.44-45.

L'IRAK PROTESTE CONTRE L'EGYPTE AU SUJET DU DIALOGUE ARABO-KURDE AU CAIRE. (*Turkish Daily News*, 23 mai 1998), p.45.

BIRDAL N'ÉTAIT DONC PAS FUSILLÉ PAR LES TERRORISTES DU PKK. Le Premier ministre sait-il qu'il perd sa crédibilité dans le pays et à l'étranger en faisant des déclarations contradictoires et erronées? (*Turkish Daily News*, 23 mai 1998), p.46.

A UN AN DE MANDAT DE KHATAMI, LA TENSION MONTE EN IRAK. LES DURS ATTAQUENT LES PETITS PAS EN DIRECTION D'UNE SOCIÉTÉ OUVERTE. (*International Herald Tribune*, 25 mai 1998), p.47.

SCÈNES DE CHASSE AUX KURDES EN SYRIE. (*Marianne*, 25 mai 1998), p.47.

BIRDAL IDENTIFIE SES AGRESSEURS. (*Turkish Daily News*, 25 mai 1998), p.48.

ARABES ET KURDES SE RENCONTRENT DANS UN FORUM REJETÉ PAR L'IRAK. (*Reuters*, 27 mai 1998), p.49-50.

UN HÉLICOPTÈRE MILITAIRE TURC SERAIT TOMBÉ, UN MORT. (*Reuters*, 27 mai 1998), p.50.

LES NATIONS UNIES CONDAMNENT LA DERNIÈRE INCULSION TURQUE EN IRAK. (*BBC*, 28 mai 1998), p.51.

LES RÉFUGIÉS KURDES DE TURQUIE DÉPLACÉS VERS L'INTÉRIEUR DE L'IRAK. (*Reuters*, 26 mai 1998), p.51.

LA RUSSIE PRÉOCCUPÉE PAR LES ACTIONS MILITAIRES TURQUES AU KURDISTAN IRAKIEN. (*Inter-Tass*, 27 mai 1998), p.51.

UN DIALOGUE ARABO-KURDE ORGANISÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS AU CAIRE. (*A.F.P.*, 27 mai 1998), p.52.

LA PRESSE TURQUE FAIT DES RÉVÉLATIONS SUR LES LIENS ENTRE LA GENDARMERIE ET DES GANGS MAFIEUX. (*Le Monde*, 27 mai 1998), p.53.

LES ÉTATS-UNIS RÉDUISENT LEURS FORCES DANS LE GOLFE. (*International Herald Tribune*, 28 mai 1998), p.53.

RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDÉ DE 1915: JOIE CHEZ LES ARMÉNIENS, COLÈRE À ANKARA. (*A.F.P.*, 29 mai 1998), p.54-55.

YILMAZ: " YESIL " EST DERRIÈRE BIRDAL. Le Premier ministre a dit qu'une information semi-officielle lui avait été fournie par l'Organisation Nationale du Renseignement (MIT) concernant " la mort " de Yesil. (*Turkish Daily News*, 29 mai 1998), p.55.

MILLIER AVERTIT D'UNE " RÉPONSE AMÉRICAINE FORTE SI LES TURCS FRAPPENT LES S-300. (*Turkish Daily News*, 29 mai 1998), p.56.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE PROCLAME: " LA FRANCE RECONNAÎT LE GÉNOCIDÉ ARMÉNIEN DE 1915 ". — Le gouvernement s'inquiète des réactions d'Ankara après le vote d'un texte symbolique. (*Le Monde*, 30 mai 1998), p.57.

LA TURQUIE A MIS EN GARDE LES AUTORITÉS FRANÇAISES. (*Le Monde*, 30 mai 1998), p.57.

L'ÉVEIL FRAGILE DU PEUPLE TURC. — Des intellectuels turcs reconnaissent le génocide de 1915, au mépris de leur liberté et de leur sécurité. Le CRDA s'est associé à l'Institut kurde de Paris pour leur

donner la parole. — " RETROUVER NOTRE HONNEUR " — Une interview de Ragip Zarakolu. — UNE PLUME ET LA VÉRITÉ POUR TOUTE ARME. (*France-Arménie*, Mai 1998), p.58-60.

ARMÉNIE: LA FIN DU TABOU. — LA TURQUIE APPELLE LA FRANCE À LAISSER TOMBER LA LOI SUR LE GÉNOCIDÉ ARMÉNIEN. (*International Herald Tribune*, 29 mai; *Le Monde*, 31 mai 1998), p.60.

VIOLENTS AFFRONTÉMENTS À MONTPELLIER ENTRE DES TURCS ET DES KURDES: CINQ BLESSÉS. (*Associated Press*, 2 juin 1998), p.61.

LA PRESSE TURQUE DÉNONCE LE " BAISER DE LA FRANCE AUX ARMÉNIENS ". (*Le Monde*, 2 juin 1998), p.61.

ANKARA S'ÉLÈVE FERMEMENT CONTRE UN RAPPORT SUR LES KURDES. (*A.F.P.*, 4 juin 1998), p.61-62.

LE RAPPORT DÉBOUTERA L'IRAK. L'inspecteur de l'ONU en armes va citer le non respect (par l'Irak de ses obligations). (*International Herald Tribune*, 2 juin 1998), p.62-63.

HADÉP ACCROÎT LES MESURES DE SÉCURITÉ APRÈS LES MENACES DE MORT PROFÉRÉES PAR LES AGRESSEURS DE BIRDAL. (*Turkish Daily News*, 3 juin 1998), p.63-64.

LES PRÉSIDENTS D'IHD ET DE DBP EN PROCÈS POUR SOUTIEN AU PKK. Un réquisitoire préparé par le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat affirme que Birdal et Karakoç ont fait l'éloge du PKK dans une conférence à Rome. (*Turkish Daily News*, 3 juin 1998), p.64.

LES EXPERTS CHARGÉS DE DÉSARMER L'IRAK DÉFENDENT LEUR TRAVAIL DEVANT L'ONU. — La levée de l'embargo pétrolier dépend de leur feu vert. (*Le Monde*, 4 juin 1998), p.65.

L'IRAN RAPPORTE LE PARI "TERRORISTE" DE BOMBARDER UN SITE DES GARDES D'ÉLITE. (*International Herald Tribune*, 4 juin 1998), p.65.

TURQUIE: L'EXTRÊME DROITE RENOUE AVEC LES MÉTHODES MUSCLÉES. Un jeune manifestant victime d'une tentative de défenestration à Istanbul; un étudiant battu à mort dans la ville de Bolu; un autre poignardé à Malatya: le parti d'extrême droite des "Loups gris" (MHP) semble avoir opté pour la stratégie de la violence. Et le pouvoir ferme les yeux. (*Courrier International*, 4-10 juin 1998), p.66-67.

JOURS TENDUS ENTRE ANKARA ET PARIS. Après le vote par l'Assemblée nationale française d'un projet de loi portant reconnaissance du génocide arménien, la presse turque dénonce "un jeu dangereux". (*Le Monde*, 5 juin 1998), p.67.

LIBERTÉ DE PENSÉE EN PROCÈS. — COUR DE SÛRETÉ DE l'Etat : "Écrire est plus dangereux qu'aider le PKK". Intellectuels : "Les pensées doivent pouvoir être exprimées librement; la criminalisation actuelle interdit de penser". (*Turkish Daily News*, 5 juin 1998), p.68-69.

LE PRIX EUROPÉEN DES DROITS DE L'HOMME EST DONNÉ À LA FONDATION DES DROITS DE L'HOMME DE TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 5 juin 1998), p.69.

LES REBELLES KURDES ONT TUÉS 40 SOLDATS TURCS ET DES FORCES DE PDK. (*Associated Press*, 5 juin 1998), p.70.

LA TURQUIE INTENSIFIE LES EFFORTS POUR ÉCARTER LA RÉOLUTION ARMÉNIENNE. Une délégation parlementaire se rend à Paris lundi pour chercher des soutiens

pour défaire la résolution. (*Turkish Daily News*, 5 juin 1998), p.70-71.

UNE "PETITE TURQUIE" AU CŒUR DE PARIS. (*Le Monde*, 6 juin 1998), p.71-72.

50.000 MANIFESTANTS KURDES À DORTMUND. (*A.F.P.*, 6 juin 1998), p.73.

LA TURQUIE JUGE "RACISTE" UNE ENQUÊTE QUI L'ACCUSE D'ÊTRE UN "NARCO-ÉTAT". (*A.F.P.*, 8 juin 1998), p.73.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU RESTE DIVISÉ SUR L'IRAK. (*Le Monde*, 7-8 juin 1998), p.74.

LE MAIRE DE TÉHÉРАН DÉNONCE LES ACCUSATEURS. (*International Herald Tribune*, 8 juin 1998), p.75.

PREMIÈRES REPRÉSAILLES TURQUES CONTRE LA FRANCE. — Ankara riposte à la reconnaissance par les députés français du génocide arménien. (*La Tribune*, 8 juin 1998), p.76.

DOUBLE CONDAMNATION POUR LA TURQUIE À LA COUR DES DROITS DE L'HOMME. (*A.F.P.*, 9 juin 1998), p.76-77.

LE PRÉSIDENT IRANIEN DOIT ACCÉLÉRER LES RÉFORMES, ESTIME L'ÉCRIVAIN FARAJ SARKOUHI. (*Le Monde*, 9 juin 1998), p.77.

ÉTRANGES SEMBLABLES: OPPRESSEURS EN TURQUIE ET EN IRAN. (*International Herald Tribune*, 9 juin 1998), p.78.

LA TURQUIE ÉCARTE LA FRANCE D'UN CONTRAT DE DÉFENSE MAJEUR. (*Turkish Daily News*, 10 juin 1998), p.78-79.

M. FABIUS: LE VOTE SUR LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN NE VISE PAS LA TURQUIE ACTUELLE. — La Turquie

sanctionne la France. (*Reuters*, 9 juin; *Le Figaro*, 12 juin 1998), p.79, 82.

TURQUIE: L'ÉTAT NOYAUTÉ PAR DES BANDES ARMÉES. — L'attentat contre le président de l'Association turque des droits de l'homme, Akin Birdal, a montré que les organisations mafieuses infiltrées dans l'Etat étaient toujours actives depuis l'accident de Susurluk, qui, en novembre 1996, avait révélé leur existence. (*Courrier International*, 11-17 juin 1998), p.80-81.

IRAK: LES VOLEURS DE BAGDAD SONT À LA FÊTE. — Maison discrètement détruite et revendue en pièces détachées, luxueux corbillard subtilisé avec le corps qu'il contenait, propriétaire de voiture négociant avec le corps qu'il a surpris: la capitale irakienne rit des exploits de ses malfaiteurs. (*Courrier International*, 11-17 juin 1998), p.81-82.

DES REPRÉSENTANTS DANOIS CONDAMNENT L'ATTAQUE CONTRE BIRDAL D'IHD. (*Turkish Daily News*, 13 juin 1998), p.83.

L'IRAN UTILISE LE PKK POUR NETTOYER LES KURDES ETHNIQUES. (*Turkish Daily News*, 13 juin 1998), p.83.

PAS D'INTÉRÊT POUR LES DROITS DE L'HOMME À L'UNIVERSITÉ FRANCOPHONE GALATASARAY D'ISTANBUL. (*Turkish Daily News*, 13 juin 1998), p.83-84.

ATHÈNES DEMEURE DUR SUR LA DEMANDE D'ANKARA POUR L'UNION EUROPÉENNE. (*International Herald Tribune*, 12 juin 1998), p.84.

UN JOURNALISTE TURC VA EN PRISON POUR AVOIR INTERVIEWÉ UN KURDE. (*International Herald Tribune*, 12 juin 1998), p.84.

LES TURCS SUSPENDENT UN CONTRAT D'ACHAT DE MISSILES FRANÇAIS. (*International Herald Tribune*, 12 juin 1998), p.84.

LES DÉBAT SUR LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES MOSQUÉES RELANÇÉ. (*Turkish Daily News*, 15 juin 1998), p.85.

LE PKK ÉVALUE LES PLANS DE SURVIE POST-ASSAD. (*Turkish Daily News*, 15 juin 1998), p.85.

DIX MOIS DE PRISON POUR UN ARTICLE. — Ragip Duran (alias Musa Akdemir) a été condamné pour ses écrits sur le leader des séparatistes kurdes. — Notre correspondant en Turquie est incarcéré aujourd'hui à la prison de Saray. — R. Duran: " JE NE ME SENS PAS DU TOUT COUPABLE " (*Libération*, 16 juin 1998), p.86-88.

ARMÉNIE-TURQUIE: CONTRE L'OUBLI. (*Elle*, 15 juin 1998), p.88.

L'IRAK ET L'ONU S'ENTENDENT SUR UN CALENDRIER DE DÉSARMEMENT. (*Le Monde*, 16 juin 1998), p.88.

UN JUGE AMÉRICAIN DÉGAGE LA VOIE POUR L'AIDE AU GROUPE TERRORISTE. (*Reuters*, 15 juin 1998), p.89.

DES REBELLES KURDES TUENT TROIS MILICIENS TURCS. (*Reuters*, 15 juin 1998), p.89.

RAGIP DURAN PREND LE CHEMIN DE LA PRISON. (*Turkish Daily News*, 16 juin 1998), p.90.

ALORS QUE L'ARMÉE TIENT UNE SESSION EXTRAORDINAIRE. — Le conseil militaire suprême a décidé de se réunir seulement un mois avant sa réunion bisannuelle de routine à la fin de juillet pour attirer l'attention sur sa sensibilité à la menace croissante de fondamentalisme. (*Turkish Daily News*, 16 juin 1998), p.90-91.

UN JOURNALISTE TURC ESCORTÉ PAR SES COLLÈGUES VERS LA PRISON. (*A.F.P.*, 16 juin 1998), p.91.

LE CENTRE DE TRAITEMENT DE LA TORTURE DE DIYARBAKIR FERMÉ PAR LA POLICE. (*Associated Press*, 18 juin 1998), p.92.

LA GRÈCE CONTRECARRE UN GESTE DE L'UNION EUROPÉENNE D'ACCORDER UNE AIDE À LA TURQUIE. — L'appel de Clinton est repoussé par Athènes. (*International Herald Tribune*, 17 juin 1998), p.92-93.

CLINTON OFFRE " UNE RÉCONCILIATION AUTHENTIQUE " À L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 19 juin 1998), p.93.

IRAN: L'EMBARGO AMÉRICAIN SE DESSERRE. (*Courrier International*, 18-24 juin 1998), p.94-95.

LE PRIX EUROPÉEN DES DROITS DE L'HOMME DÉCERNÉ À LA FONDATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME. (*Gamk*, 17 juin 1998), p.95-96.

LA QUESTION KURDE À L'ORDRE DU JOUR AU PARLEMENT TURC. (*Gamk*, 17 juin 1998), p.96.

UNE COUR TURQUE CASSE LE JUGEMENT RELATIF AU PARTI KURDE (HADEP). (*Reuters*, 18 juin 1998), p.96-97.

L'EMPRISONNEMENT D'UN JOURNALISTE TURC BIEN CONNU SOULIGNE LA NATURE ARBITRAIRE DES LOIS DE PRESSE RESTRICTIVES. (*Human Rights Watch*, 18 juin 1998), p.97-98.

CHYPRE DÉNONCE LA VISITE (SUR L'ILE) DES JETS TURCS. (*International Herald Tribune*, 19 juin 1998), p.98.

GRECS ET TURCS DÉPÊCHENT DES AVIONS DE COMBAT À CHYPRE. (*Le Monde*, 20 juin 1998), p.99.

SELON M. BUTLER, L'IRAK REFUSE DE DISCUTER DE " QUESTIONS PRIORITAIRES ". (*Le Monde*, 20 juin 1998), p.99.

AMBASSEUR DE TURQUIE EN SUISSE RAPPELÉ POUR CONSULTATIONS. (*A.F.P.*, 22 juin 1998), p.99-100.

LE CONSEIL DE L'EUROPE DÉBATTRA DES RÉFUGIÉS KURDES. (*Reuters*, 22 juin 1998), p.100.

AKIN BIRDAL DÉCLARE À TDN: " JE CONTINUERAI MON CHEMIN... " (*Turkish Daily News*, 22 juin 1998), p.101-103.

LE RAPPORT DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR LE SUD-EST DÉCLENCHE UN DÉBAT ANIMÉ. (*Turkish Daily News*, 22 juin 1998), p.104.

LES TURCS AFFLUENT À PARIS POUR PROTESTER CONTRE " LA RÉOLUTION SUR LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN ". (*Turkish Daily News*, 22 juin 1998), p.104.

LES DÉTENUS DU CÔTÉ DU SUD. (*Libération*, 22 juin 1998), p.105.

L'ONU AUTORISE BAGDAD À IMPORTER DES ÉQUIPEMENTS PÉTROLIERS. (*Le Monde*, 21 juin 1998), p.105.

" LE JOURNALISTE RAGIP DURAN DOIT ÊTRE LIBRE IMMÉDIATEMENT ". (*Amnesty International*, 23 juin 1998), p.106.

LE MUSÉE ET LA GALERIE D'ART DE CRIMES DE PENSÉE S'OUVRE. (*Turkish Daily News*, 23 juin 1998), p.106-108.

LE LEADER IRANIEN IGNORE LES CRITIQUES POUR CONTINUER SA CAMPAGNE DE RÉFORME.

(*International Herald Tribune*, 23 juin 1998), p.108.

LA TURQUIE RAPPELLE SON AMBASSADEUR EN SUISSE POUR PROTESTER CONTRE LE REFUS SUISSE de laisser la Turquie célébrer le 75ème anniversaire de traité de Lausanne dans cette ville. (*International Herald Tribune*, 23 juin 1998), p.108.

LA TURQUIE SUR LA CORDE RAIDE, MALGRÉ UNE COALITION GOUVERNEMENTALE LE PREMIER MINISTRE A RÉUSSI À INTRODUIRE DE MODESTES RÉFORMES, ÉCRIT JOHN BARHAM. (*Financial Times*, 23 juin 1998), p.109-110.

YILMAZ JETTE LES DÉS DES ÉLECTIONS. (*Financial Times*, 23 juin 1998), p.110.

LA DÉMISSION DE NOURI CONSIDÉRÉE COMME UNE DÉFAITE POUR KHATAMI. (*Financial Times*, 23 juin 1998), p.111-112.

UN RAPPORTEUR TROUVE DES TRACES DU GAZ IRAKIEN. — Les découvertes des fragments d'ogives contredit les affirmations de Bagdad. (*International Herald Tribune*, 24 juin 1998), p.112-113.

LA MARCHÉ KURDE VERS L'AUTO-DÉTERMINATION EST PERÇUE COMME UN PROBLÈME PERPÉTUEL. (*RFE/RL*, 25 juin 1998), p.113-114.

LE CONSEIL DE L'EUROPE TRÉBUCHE SUR LE PROBLÈME KURDE. (*A.F.P.*, 25 juin 1998), p.114.

ISRAËL-IRAN: LA COURSE À L'ARMEMENT NUCLÉAIRE EST RELANÇÉE. (*Courrier International*, 25 juin-1er juillet 1998), p.115-116.

UNE " BOMBE ISLAMIQUE " NE SERAIT D'AUCUN SECOURS AUX

ARABES. (*Courrier International*, 25 juin-1er juillet 1998), p.116-117.

RÉFUGIÉS KURDES: LA GRÈCE POUR UN " CODE DE CONDUITE ". (*Reuter*, 24 juin 1998), p.117.

CINQ MILITANTS KURDES DÉFÉRÉS DEVANT UN MAGISTRAT ANTITERRORISTE. (*Associated Press*, 24 juin 1998), p.117.

RAPPORT: " L'IRAK, LA SYRIE ET L'IRAN UTILISENT LE PKK POUR NETTOYER LES KURDES ". — Des sources de renseignement affirment que l'Irak a fourni une large quantité d'armes au PKK. (*Turkish Daily News*, 26 juin 1998), p.118.

LE LOBBY PRO-TURC CHERCHE L'ANNULATION DE LA RÉOLUTION ARMÉNIENNE. (*Turkish Daily News*, 26 juin 1998), p.118-119.

LE DÉPUTÉ KURDE DE DIYRBAKIR CHERCHE À OBTENIR DU SOUTIEN FINANCIER POUR LA RECONSTRUCTION DE VILLAGES ÉVACUÉS. (*Turkish Daily News*, 26 juin 1998), p.119-120.

LE CENTRE DE DIYRBAKIR DE RÉHABILITATION POUR LES VICTIMES DE LA TORTURE FERMÉ PAR LES AUTORITÉS TURQUES. (*Gamk*, 27 juin 1998), p.121.

DOCUMENT: LE PARLEMENT TURC RECONNAÎT L'ÉVACUATION DE 3428 VILLAGES ET HAMEAUX KURDES. (*Gamk*, 27 juin 1998), p.121.

L'INCOMPRÉHENSION PERSISTANTE ENTRE ANKARA ET LES QUINZE. (*Le Monde*, 27 juin 1998), p.121-122.

L'ÉNIGME DE L'IRAN: À LA RECHERCHE D'UN CREUSET CULTUREL. (*International Herald Tribune*, 27 juin 1998), p.123-124.

LES TROUPES TURQUES

ENTRANCHÉES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 29 juin 1998), p.124.

LE CHEF D'UNE ORGANISATION PATRONALE ISLAMISTE DEVANT LA JUSTICE. (*A.F.P.*, 29 juin 1998), p.125.

DIX REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE EN ANATOLIE DU SUD EST. (*A.F.P.*, 28 juin 1998), p.125.

LES PARADES AÉRIENNES ISRAËLO-TURQUES SONT UNE MENACE, SELON DAMAS. (*A.F.P.*, 29 juin 1998), p.126.

SUD-EST: LE MGK RECOMMANDE LA PROLONGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE. (*A.F.P.*, 29 juin 1998), p.126.

LE PARLEMENT LANCE UNE 3ÈME ENQUÊTE CONTRE LE PREMIER MINISTRE POUR CORRUPTION. (*A.F.P.*, 30 juin 1998), p.126.

DÉBUT ET REPORT DU PROCÈS D'UN ANCIEN COMMANDANT DU PKK À DIYRBAKIR. (*A.F.P.*, 30 juin 1998), p.127.

NECMETTIN ERBAKAN JUGÉ POUR AVOIR INSULTÉ LA COUR CONSTITUTIONNELLE. — ERBAKAN POURSUIVIE POUR DIFFAMATION CONSTITUTIONNELLE. (*A.F.P.*; *Turkish Daily News*, 30 juin 1998), p.127-128.

LA GRÈCE TRACASSE LA TURQUIE. — En remettant sur le tapis la candidature turque, Français et Britanniques ont surtout réussi à dresser une Grèce sans concession. (*France-Arménie*, juin 1998), p.128.

GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS: LE VOTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — En Turquie: l'hystérie. (*France-Arménie*, juin 1998), p.129.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

Affrontements entre police et manifestants à Istanbul: 74 blessés

ISTANBUL, 1er mai (AFP) - Au moins 74 personnes, dont 28 policiers, ont été blessées vendredi à Istanbul dans des affrontements entre manifestants d'extrême gauche et la police, a rapporté l'agence Anatolie.

Un précédent bilan faisait état d'au moins douze blessés.

La police a dans un premier temps chargé un groupe de près de 250 manifestants qui refusaient d'être fouillés par les forces de sécurité. Celles-ci ont fait usage de canons à eau pour les disperser, selon des témoins.

Les affrontements se sont poursuivis dans des ruelles avoisinantes où les forces de sécurité ont chassé les manifestants qui s'y étaient barricadés. Il ont été délogés à la suite d'une série d'interventions de la police.

Les blessés ont été hospitalisés. Quatre journalistes légèrement atteints figurent parmi eux, selon Anatolie.

Les forces de l'ordre ont procédé à quelque 160 interpellations, selon la même source.

Plusieurs personnes ont par ailleurs été blessées lors de ces manifestations dans des accrochages entre groupuscules d'extrême gauche qui rivalisaient pour se placer en tête du cortège.

Les manifestations du 1er mai ont par le passé été entachées de sang en Turquie. En 1977, 37 personnes avaient été tuées et plus de 120 autres blessées dans des incidents sans précédent sur une place d'Istanbul.

Au total, 44 personnes ont été tuées jusqu'à ce jour dans des incidents similaires, dont deux en 1996.

Comme l'année dernière, la police avait mobilisé plus de 10.000 agents à Istanbul pour prévenir d'éventuels incidents.

Des échauffourées se sont produites par ailleurs entre manifestants et la police à Ankara, selon la chaîne d'information en continu NTV, qui n'a pas fait état de blessés.

Le président du parlement grec s'en prend à l'histoire de la "race" turque

ATHENES, 1er mai (AFP) - Le président du parlement grec, Apostolos Kaklamanis, s'en est pris vendredi à l'histoire de la "race" turque, en réagissant à la mise en garde à la Grèce lancée jeudi par le premier ministre turc, Mesut Yilmaz.

Interrogé notamment sur une phrase de M. Yilmaz appelant la Grèce à "accepter qu'elle est arrivée au terme de son processus d'expansion (...) après avoir vu son territoire s'agrandir de 400% depuis son indépendance au détriment de la Turquie", M. Kaklamanis a qualifié ces positions d'"anachroniques, anhistoriques et provocatrices".

"Nous, nous sommes là depuis plusieurs milliers d'années. Je ne sais pas depuis combien d'années la race de M. Yilmaz se trouve là où elle est aujourd'hui, ni d'où elle vient exactement", a-t-il ajouté.

M. Kaklamanis a estimé qu'avec ces positions, "M. Yilmaz montre à quel point il est intéressé par les relations de bon voisinage et par la stabilité de la région".

Ces propos de M. Yilmaz figuraient dans une virulente déclaration écrite mettant la Grèce en garde contre "les conséquences négatives de la politique d'animosité qu'elle semble décidée à poursuivre" envers la Turquie.

Le gouvernement grec a qualifié jeudi cette déclaration d'"inadmissible provocation", qui "prouve une fois encore l'incapacité de la Turquie à se plier à l'ordre légal international".

Turquie/1er mai-Un manifestant passé à tabac à Istanbul

ISTANBUL, 1er mai, Reuters - Un manifestant d'extrême gauche a été passé à tabac par des militants d'extrême droite et des policiers vendredi à Istanbul lors des célébrations de la Fête du travail.

Suspendu dans le vide depuis une fenêtre du premier étage du siège du Parti de l'action nationaliste, l'homme a été frappé par une centaine de "Loups gris", un groupuscule d'extrême droite, et de policiers. Reuters Television a filmé la scène.

La victime, qui hurlait, a ensuite été ramenée à l'intérieur. Les agresseurs ont alors chassé journalistes et caméramen. * Une chaîne de télévision a rapporté que les Loups gris avaient continué de battre leur victime à l'intérieur des locaux, le blessant grièvement, et que la police l'avait ensuite conduit à l'hôpital. * Les Loups gris ont aussi molesté trois jeunes femmes, apparemment des passantes. * L'agence de presse anatolienne rapporte qu'un de ses correspondants légèrement blessé a été hospitalisé après avoir été battu, ainsi que d'autres journalistes, dans une rue adjacente au cours de l'incident. * Un responsable d'un commissariat de police situé à 150 m du bâtiment a dit à Reuters n'être pas au courant de troubles. * Des mouvements de défense des droits de l'homme affirment que des militants d'extrême-droite ont infiltré les rangs de la police, en particulier dans la région à dominante kurde du sud-ouest, où il n'est pas rare que des policiers arborent des insignes des Loups gris.

La police anti-émeutes avait auparavant dispersé des militants d'extrême gauche dans le centre d'Istanbul à coups de matraques et en actionnant des canons à eau. Les manifestants ont répliqué par des jets de pierres. Des dizaines de manifestants ont été blessés et une centaine d'autres arrêtés, selon des témoins.

Struggle Against The PKK Organization

Turkish Anadolu Agency

DIYARBAKIR, May 1 - A high level military official said on Thursday that the separatist terrorist PKK organization "tries to gain political ground in Europe", pointing out, "at this point the struggle against terrorism should continue with all the components of the national strength."

Addressing the journalists who came to Diyarbakir for the "Murat" military operation, the military official noted that the most powerful aspects of the PKK are "propaganda" and "organization", and added that the terrorist organization is providing new militants from Istanbul and Izmir Provinces. He stressed, "A political party works for providing militants to the PKK. There is no participation of the organizations from the region. The Turkish Armed Forces's efforts for uniting with the people living in the region has started to be effective."

The Military officials told the reporters that the press has important roles to break down the PKK's propaganda activities, adding "There are newspapers which are financed by the terrorist organization".

Pointing out that the PKK is trying to gain political ground in Europe, the official stressed that the activities which were held during last July and August, are as follows:

- efforts for forming an airline company in Europe,
- initiatives for giving a censure concerning the Kurdish problem to the European Parliament,
- initiatives for preparing a report about the human rights abuses in Turkey to the European Parliament,
- efforts for bringing a delegation from the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), to Turkey,
- organizing a cultural conference in Finland,
- organizing a Kurdish festival in Europe,
- propaganda of the journey of the Peace Train on the Brussels-Diyarbakir line through the Internet,
- conference in Hamburg concerning "war and health in Kurdistan" which will be organized by the Kurdish Red Crescent,
- distribution of the communique, "the terrorists aren't the PKK, but the Republic of Turkey" in the Bavaria Province of Germany,
- membership application of the Kurdistan Union of Journalists to the International Federation of Journalists,
- the broadcasting of the MED-TV with the name of Denge Med through the 25th transponder on the EUTELSAT satellite which was vacated by Slovakia, with the intervention of the British CTV company."



Semdin Sakik interrogated by Jitem

- Sakik's relatives claim that he has been taken out of prison and transported to the gendarmerie intelligence headquarters

Mustafa Erdogan

Ankara - Semdin Sakik, the second-in-chief field commander of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) who made headlines with his controversial revelations this week, was claimed to have been taken to the headquarters of Jitem, a gendarmerie intelligence organization whose existence has previously been denied by the authorities.

Sakik was interrogated for a second time in the State Security Court (DGM) in Diyarbakir a short while ago. "Sakik is currently not in Diyarbakir prison. He was taken to Jitem headquarters after his arrest procedures were completed. It is not true that he is being held in prison now," said one of his relatives.

Meanwhile, it was reported that the security was stepped up around Diyarbakir Prison, where Sakik was originally said to have been held. The sources in the region said that activity in the area has changed lately.

Does Jitem really exist?

Jitem was a name often spoken between 1992 and 1993 when the PKK's activity was at its peak in the Southeast. At that time, the organization's name was attributed to the alleged state-mafia links which were disclosed following the controversial Susurluk scandal in 1996.

Although the General Staff in recent times has repeatedly denied Jitem's existence, a report prepared by the Prime Ministry early this year about the Susurluk scandal highlighted the organization many times as well its involvement in unsolved murders, such as that of Ret. Maj. Cem Ersever, an alleged Jitem member. According to the report, Jitem was allegedly employed in very delicate operations.

The name Jitem was uttered along with a number of military incidents in the Emergency Rule Region (OHAL). Although the General Staff's proclamation that Jitem was "abolished," recent developments show that it has never been erased from public memory.

Is Sakik taking part in operations?

According to regional sources, Sakik is taking part in the operations. He was abducted by the military from northern Iraq to Turkey by an elite forces team last month. It has been claimed that he has been assisting the military by showing them the secret hideouts of the PKK terrorists and aiding in the operations. According to these claims, the military's ongoing "Operation Murat" in the areas of Diyarbakir, Mus and Bingol, or the "province of Amed" as it is called by separatists, was also launched after Sakik had informed the military. The operation started several days ago and involves nearly 40,000-strong military units under the coordination of 24 generals. The operation is described as the most extensive military offensive within the borders of Turkey since 1984 when the PKK ignited the separatist conflict which has so far claimed the lives of more than 27,000 people.

'PKK is behind the Palme killing'

Meanwhile Sakik's revelation that the PKK was responsible for the 1986 assassination of Swedish Prime Minister Olof Palme continued to have impact in Turkey.

On Friday, the Anatolia news agency publicized the 1988 interrogation transcript of a runaway PKK member, Saniye Alatas, who surrendered to the security forces with her husband. Alatas said that Palme had been murdered by the PKK but the outlawed organization had avoided accepting responsibility, believing that such a confirmation would have created an antipathy in Europe.

US Report: PKK enjoys support of Greek public

- In Turkey, 'DHKP/C may be resurfacing'
- PKK activities in Turkey lower 'partly due' to Turkish military operations
- 'PKK criminal activities in Germany continue'

Ugur Akinci

Washington -- The State Department's new report, "Patterns of Global Terrorism 1997," confirmed what many Turks already knew: that there is considerable support and sympathy in Greece for the Kurdistan Workers' Party (PKK), the Kurdish terrorist group which has been fighting the Turkish state since 1984. In the fourteen years since, a total of 30,000 people have died. In contrast, during almost 30 years of fighting between IRA and British forces in northern Ireland, only 3,500 died.

Like the 1996 report, the State Department's 1997 report said that the PKK has approximately "10,000 to 15,000 guerrillas" and "thousands of sympathizers in Turkey and Europe."

"Kurdish nationalist groups--including the terrorist PKK--enjoy widespread sympathy and some support among the Greek public. In April, 157 members of the Greek Parliament signed a petition calling for PKK leader Abdullah Ocalan to be officially invited to Greece," the U.S. report pointed out correctly.

"Greek Government efforts during 1997 to crack down on indigenous terrorism continue to yield few successes. There has been no known progress in bringing members of the 17 November terrorist organization to justice. A major suspect in the 1986 bombing of the La Belle discotheque was extradited to Germany, however. An Italian Red Brigades terrorist who had been living freely in Greece for 12 years was arrested and entered into extradition proceedings (A Greek court released him in early 1998)," the report said.

Turkey

In the section on Turkey, the report drew attention to the activities of the Revolutionary People's Liberation Party/Front (DHKP/C).

"In eastern Turkey, authorities and security forces remain locked in a war of attrition with the terrorist group PKK. There are also signs that the DHKP/C (formerly the Dev Sol terrorist organization) may be resurfacing and targeting Turkish Government figures and U.S. military and commercial interests."

PKK in Turkey

The report duly noted the success that the much-criticized "military solution" had against PKK terrorism in 1997.

"PKK activities in Turkey were lower in 1997 than during the previous year, in part due to Turkish military operations into northern Iraq to disrupt the PKK's infrastructure for infiltrating its members into Turkey. PKK leader Abdullah Ocalan, residing in Syria, once again publicly threatened to target Turkey's tourist sites with bombs in an attempt to disrupt the country's vital tourist industry, but these attacks did not materialize."

Germany

The report pointed out a calculated decline in PKK terror in Germany; however, the PKK's criminal activities continued without a pause.

"PKK leader Abdullah Ocalan, in an ongoing effort to encourage the German government to lift its four-year-old ban on his organization, reiterated his 1996 public promise to forbid PKK-instigated acts of

violence on German soil. Indeed, acts of terrorist violence attributable to the PKK in Germany for the year declined significantly and PKK demonstrations were peaceful. The PKK actively engaged, however, in criminal activities, principally extortion, recruitment, and aggravated assault. (In January 1998 the German Federal prosecutor announced that the PKK would no longer be considered a terrorist organization. However, the German Interior Minister stated that the PKK remains a banned criminal organization in Germany and that German authorities will continue to work on PKK prosecutions.)"

Kani Yilmaz

"German prosecutors indicted the former PKK European spokesman, Kani Yilmaz (a.k.a. Faisal Dunlayiei), charging him with being one of the leaders of a terrorist organization and indirectly participating in two series of arson attacks on Turkish establishments in Germany in June and November 1993. (In February 1998, he was convicted and sentenced to seven-and-a-half years in prison. He was released on parole, however, because he had already served more than half of his sentence in pretrial detention in the United Kingdom and Germany)" the report said.

Disco bombing

"Germany in November 1997 began the trial of five defendants in the 1986 La Belle discotheque bombing in Berlin, which killed three persons, including two U.S. servicemen, and wounded more than 200, many of them seriously." A Turkish woman was the third person killed in the bombing.

"Both Italy and Greece arrested suspects in the case during 1997 and extradited them to Germany for trial. In his opening remarks, the German prosecutor said the bombing was "definitely an act of assassination commissioned by the Libyan state." German authorities have issued warrants for four Libyan officials for their role in the case. The four are believed to be in Libya," the report said.

Greek efforts

The U.S. report was not too kind on the Greek efforts to curb terrorism.

"Greek Government efforts during 1997 to crack down on indigenous terrorism yielded few successes. The revolutionary organization 17 November claimed responsibility for its 22nd assassination; previous victims include five U.S. Government employees. On 28 May, Greek shipping tycoon Constantine Peratikos was shot to death in broad daylight on an Athens street. The group issued a manifesto claiming that Peratikos was targeted because he allegedly misused a large government bailout and threatened to close down his shipyard, which would have forced the layoff of 2,000 employees. No member of 17 November has ever been arrested."

"Greece's numerous leftist and anarchist groups stepped up the tempo of attacks in 1997, predominantly with Molotov cocktail attacks and low-level bombings against property. Some of the leftist groups -- in particular, the Fighting (or Militant) Guerrilla Formation (FGF) -- recently have attempted to assassinate Greek officials with improvised explosive devices. For example, the FGF attempted to bomb the home of a former Greek Government counterterrorism adviser in February -- the bomb was discovered and dismantled -- and also claimed responsibility for a bomb that exploded at the Minister of Development's parliamentary constituency office. No arrests have been made in these cases."

Turkish observers claimed in the past that the tolerance with which Athens opened its arms to the PKK will eventually haunt them in terms of a rise in the general level of terrorist acts in Greece itself.

"On 1 December, the Athens Court of Appeals overturned a 10-year prison sentence and acquitted suspected terrorist George Balafas of aggravated weapons possession and related indictments, including accessory to murder. Balafas is suspected of having links -- if not direct involvement -- with the Revolutionary People's Struggle (ELA), one of the country's more deadly terrorist groups."

"The Greek government extradited German citizen Andrea Haeusler to Germany in January for her alleged participation in the 1986 bombing of the La Belle discotheque in Berlin. In November, Greek police arrested former Italian Red Brigade member Enrico Bianco in western Greece and initiated procedures for his extradition to Italy, where he had been convicted in absentia. (A Greek court denied the extradition request in January 1998 and Bianco was released.)"

TKEP/L and DHKP/C

The rest of the section on Turkey is as follows:

"The Turkish Communist Laborers' Party/Leninist (TKEP/L) placed two improvised explosive devices against the wall of the U.S. Consulate in Istanbul on 5 October. The police removed the devices before detonation, but the event marked the first time that the TKEP/L targeted a U.S. Government facility. Ensuing police sweeps reportedly wrapped up the group's leader and most of its senior cadre members."

"The virulently anti-U.S. Revolutionary People's Liberation Party/Front (DHKP/C)--formerly known as Dev Sol--conducted three significant attacks during the year: all were light antiarmor weapon (LAW) rocket attacks against Turkish security facilities in Istanbul. The three attacks were flawed in execution: on 16 June the rocket fired at the Turkish National Police (TNP) headquarters missed and struck a wall; the LAW rocket launched against the Harbiye Officers' Club on 14 July hit the wall of the building but caused only minimal damage; and on 16 September the DHKP/C fired another rocket at the TNP headquarters, which glanced off a wall and broke apart. The TNP's counterterrorism operations against the DHKP/C may be forcing the group to use less experienced cadre members and standoff weapons--such as LAW rockets--rather than the group's preferred close-in handgun assassinations."

Fundamentalist terror

"Patterns of Global Terrorism" contained warnings against religious terrorism in Turkey as well.

"The Turkish Islamic fundamentalist group, Vasat, claimed responsibility for throwing a grenade at a book fair in Gaziantep on 14 September, killing one person and injuring 24. The attack was the most egregious by Turkey's increasingly violent Islamic terrorist groups, which include Turkish Hizballah and the Islamic Great Eastern Raiders/Front (IBDA/C). The latter is suspected of masterminding the 2 December bombing of the Ecumenical Patriarchate Cathedral in Istanbul."

The State Department's report on terrorism included the following profiles on some terrorist groups of interest:

Kurdistan Workers' Party (PKK)

Description -- Established in 1974 as a Marxist-Leninist insurgent group primarily composed of Turkish Kurds. In recent years has moved beyond rural-based insurgent activities to include urban terrorism. Seeks to set up an independent Kurdish state in southeastern Turkey, where there is a predominantly Kurdish population.

Activities -- Primary targets are Turkish government security forces in Turkey but also has been active in Western Europe against Turkish targets. Conducted attacks on Turkish diplomatic and commercial facilities in dozens of West European cities in 1993 and again in spring 1995. In an attempt to damage Turkey's tourist industry, the PKK has bombed tourist sites and hotels and kidnapped foreign tourists.

Strength -- Approximately 10,000 to 15,000 guerrillas. Has thousands of sympathizers in Turkey and Europe.

Location/Area of Operation -- Operates in Turkey, Europe, the Middle East, and Asia.

External Aid -- Receives safehaven and modest aid from Syria, Iraq, and Iran.

Revolutionary People's Liberation Party/Front (DHKP/C) a.k.a.: Devrimci Sol (Revolutionary Left), Dev Sol

Description -- Originally formed in 1978 as Devrimci Sol, or Dev Sol, it was a splinter faction of the Turkish People's Liberation Party/Front. Renamed in 1994 after factional infighting, it still espouses a Marxist ideology and is virulently anti-United States and anti-NATO. The group finances its activities chiefly through armed robberies and extortion.

Activities -- Since the late 1980s, has concentrated attacks against current and retired Turkish security and military officials. Began a new campaign against foreign interests in 1990. Protesting the Gulf war, it assassinated two US military contractors and wounded a US Air Force officer. Launched rockets at US Consulate in Istanbul in 1992. Assassinated prominent Turkish businessman in early 1996, which was its first significant terrorist act as DHKP/C.

Strength -- Unknown.

Location/Area of Operation -- Carries out attacks in Turkey, primarily in Istanbul, Ankara, Izmir, and Adana. Conducts fundraising operations in Western Europe.

External Aid -- Unknown.

Syria still on US list of 'terror sponsors'

- No Syrian official is said to be 'directly linked'
- Iran receives heavy focus as 'the most active state sponsor of terrorism'
- 'Iran also supports PKK'

Ugur Akinci

Washington - It is that time of the year for the U.S. State Department again to tiptoe through the conceptual minefield of keeping Syria on its list of "state sponsors of international terrorism" without, however, ever implicating any Syrian officials. All in the name of keeping alive the moribund "Middle East Peace Process" of course, while, by the State Department's own admission, Damascus continues to be home to PKK leader Abdullah Ocalan. That is, "at least part-time."

In the newly released State Department report "Patterns of Global Terrorism 1997," the old list of "Malignant Seven" has been kept intact. Cuba, Iran, Iraq, Libya, North Korea, Sudan, and Syria are still identified as "governments" which are "state sponsors of terrorism." But how come the Syrian government can be so without any Syrian official becoming "directly involved in planning or executing international terrorist attacks since 1986," is a point that remains to be explained further in the future editions of the report.

Turkish Foreign Affairs Undersecretary Korkmaz Haktanir, during his recent official visit to Washington, presented a folder of fresh evidence of direct Syrian military involvement in PKK operations obtained from captured PKK commander Semdin Sakik.

"These governments support international terrorism either by engaging in terrorist activity themselves or by providing arms, training, safe haven, diplomatic facilities, financial backing, logistical and/or other support to terrorists," report said.

"The U.S. policy of bringing maximum pressure to bear on state sponsors of terrorism and encouraging other countries to do likewise has paid significant dividends. There has been a marked decline in state-sponsored terrorism in recent years. A broad range of bilateral and multilateral sanctions serves to discourage state sponsors of terrorism from continuing their support for international acts of terrorism, but continued pressure is essential," report said.

Syria

"There is no evidence that Syrian officials have been directly involved in planning or executing international terrorist attacks since 1986," the report claimed. "Syria, however, continues to provide safe haven and support for several groups that engage in such attacks. Several radical terrorist groups maintain training

camps or other facilities on Syrian territory. Ahmad Jibril's PFLP-GC and the PIJ, for example, have their headquarters in Damascus. In addition, Syria grants a wide variety of terrorist groups basing privileges or refuge in areas of Lebanon's Bekaa Valley under Syrian control: these include HAMAS, the PFLP-GC, and the PIJ. The PKK also continues to train in Syrian-controlled areas of Lebanon, and its leader, Abdullah Ocalan, resides at least part-time in Syria."

"Although Damascus has stated its commitment to the peace process, it has not acted to stop anti-Israeli attacks by Hizballah and Palestinian rejectionist groups in southern Lebanon. Syria also assists the resupply of Hizballah and Palestinian rejectionist groups operating in Lebanon via Damascus. Nevertheless, the Syrian government continues to restrain the activities of some of these groups and to participate in a multinational monitoring group to prevent attacks against civilian targets in southern Lebanon and northern Israel."

Iran

Although U.S. oil companies like Mobil are pressuring the administration for oil swaps between Azerbaijan and Iran, and more and more U.S. observers are urging a "major review" of the U.S. policy of containment towards Iran (see Geoffrey Kemp of the Nixon Center in the April 27 issue of Newsweek International), the report branded Iran as the mother of all terrorist states.

"Notwithstanding some conciliatory statements in the months after President Khatami's inauguration in August 1997, Iran remains the most active state sponsor of terrorism. There is no evidence that Iranian policy has changed, and Iran continues both to provide significant support to terrorist organizations and to assassinate dissidents abroad," the report said.

"Iran remained the most active state sponsor of terrorism in 1997," the report continued. "Tehran continued to be involved in the planning and execution of terrorist acts by its own agents and by surrogates such as the Lebanese Hizballah and continued to fund and train known terrorist groups throughout 1997. Although the August 1997 accession of President Khatami has resulted in more conciliatory Iranian public statements, such as public condemnations of terrorist attacks by Algerian and Egyptian groups, Iranian support for terrorism remains in place."

"Tehran conducted at least 13 assassinations in 1997, the majority of which were carried out in northern Iraq. Iran's targets normally include, but are not limited to, members of the regime's main opposition groups, including the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI) and the Mujahedin-e Khalq (MEK). Elsewhere in Iraq, in January 1997 Iranian agents tried to attack the Baghdad headquarters of the MEK using a "super-mortar" of a design similar to that discovered aboard the Iranian ship "Kolahdooz" by Belgian customs authorities in early 1996. The attack was unsuccessful, resulting in the death of one person and some damage to an Iraqi hospital building."

Berlin bombing

"April 1997 witnessed the conclusion of the trial in Germany of an Iranian and four Lebanese for the 1992 killing of Iranian Kurdish dissidents, one of whom was then Secretary - General of the KDPI, in Berlin's Mykonos restaurant. A German judge found the Iranian and three of the Lebanese guilty of the murders. Two defendants, Kazem Darabi and Abbas Rhayel, were sentenced to life in prison. Two others, Yousef Amin and Muhammad Atris, received sentences of 11 years and five years and three months, respectively. The fifth defendant, Aatollah Ayad, was acquitted. The court stated that the Government of Iran had followed a deliberate policy of liquidating the regime's opponents who lived outside Iran, including the opposition KDPI. The judge further stated that the Mykonos murders had been approved at the most senior levels of the Iranian Government by an extra-legal committee whose members included the Minister of Intelligence and Security, the Foreign Minister, the President, and the Supreme Leader. As a result of elections in May, however, the positions of Minister of Intelligence and Security, Foreign Minister, and President are now held by individuals other than those who were involved in the "Mykonos" murders. In March 1996 a German court had issued an arrest warrant in this case for Ali Fallahian, the former Iranian Minister of Intelligence and Security," the State Department report said.

Rushdie

"In September 1997, Iran's new leadership affirmed the fatwa on Salman Rushdie, which has been in

effect since 1989, stating once again that revocation is impossible since the author of the fatwa is deceased. There is no indication that Tehran is pressuring the Fifteen Khordad Foundation to withdraw the \$2.5 million reward it is offering for executing the fatwa on Rushdie."

Terror groups supported

"Iran continued to provide support -- in the form of training, money, and/or weapons -- to a variety of terrorist groups, such as Lebanese Hizballah, HAMAS, and the PIJ. The Iranian Government continues to oppose recognition of Israel and to encourage violent rejection of the Middle East Peace Process. In the fall of 1997, Tehran hosted numerous representatives of terrorist groups -- including HAMAS, Lebanese Hizballah, the PIJ, and the Egyptian al-Gama'at al-Islamiya -- at a conference of "Liberation Movements." Participants reportedly discussed the jihad, establishing greater coordination between certain groups, and an increase in support for some groups. In October, the Algerian Government accused Tehran of training and equipping Algerian terrorists."

Support for PKK

"Iran still provides safe haven to elements of the PKK, a Turkish separatist group that has conducted numerous terrorist attacks in Turkey and on Turkish targets in Europe. Following a late 1997 Turkish incursion into northern Iran in pursuit of PKK cadres, Tehran protested the violation of its territory but in 1997 made no effort to remove the PKK from Iranian territory."

"In November, Iran's Minister of Foreign Affairs, Dr. Kamal Kharrazi, publicly condemned the terrorist attack by the Egyptian al-Gama'at al-Islamiyya on tourists at Luxor, Egypt. Similarly, in early January 1998 the Foreign Ministry's official spokesman, Mahmud Mohammadi, also condemned the vicious attacks on civilians during the Muslim month of Ramadan (late December 1997 to early January 1998) "no matter who was responsible.""

(President Khatami, in a Jan. 7, 1998 CNN interview, agreed that terrorist attacks against non-combatants, including Israeli women and children, should be condemned.)

Iraq

"Iraq provides safe haven to a number of terrorist and rejectionist groups. It continues to rebuild its intelligence network, which had been used to support international terrorist activity, but there is no available evidence to prove active Iraqi participation in terrorist activity in 1997."

"During 1997, Baghdad continued to rebuild its intelligence network, which had been heavily damaged during the Gulf war and which it had previously used to support international terrorism. Press reports citing oppositionist and refugee sources stated that the regime has infiltrated the U.N. refugee camps and Iraqi communities in Europe and the Middle East. Iraqi oppositionists have claimed publicly that the regime intends to silence them and accused Baghdad of planning to assassinate Iraqi exiles. However, there is no available evidence to indicate that Iraq's agents participated directly in terrorist attacks during 1997. The last known such attack was against former President Bush in 1993," the report continued.

"In October, several gunmen attacked the World Health Organization headquarters in Baghdad with hand grenades, causing property damage but no casualties. The Iraqi Government blamed the attack on Iranian agents. Iran denied any involvement. A rocket attack 2 January 1998 on the headquarters of the United Nations (UNSCOM) inspectors in Baghdad did not cause damage because the rocket did not explode. No group claimed responsibility for the attacks."

Groups in Iraq

"Iraq continues to provide safe haven to a variety of Palestinian terrorist groups, including the ANO, the Arab Liberation Front (ALF), and the former head of the now defunct 15 May Organization, Abu Ibrahim, who masterminded several bombings of U.S. aircraft. Iraq also provides bases, weapons, and protection to the MEK, a terrorist group that opposes the current Iranian regime."

Iran Claims Right to Attack Iraq-Based Rebels

Reuters
03-MAY-98

TEHRAN, May 3 (Reuters) - Iran rejected U.S. charges that it was the world's biggest sponsor of terrorism and declared on Sunday it had the right to attack Iraq-based rebels to stop cross-border raids.

The official Iranian news agency IRNA quoted Foreign Ministry spokesman Mahmoud Mohammadi as saying Iran was baffled by the charges, coming soon after Washington gave cautious approval to political changes in Iran.

"Iran cannot close its eyes to the rightful defence against those terrorists who transgress the territorial integrity of the Islamic sovereign state and whose hands are stained with the blood of the innocent people," IRNA quoted Mohammadi as saying.

A U.S. State Department report issued on Thursday described Iran as the world's leading state sponsor of terrorism, saying it carried out 13 assassinations in 1997, most of them in northern Iraq, against opposition activists of the Kurdish Democratic Party of Iran and the Mujahideen Khalq organisation.

The Mujahideen Khalq, an Iranian exile group based in Iraq, condemned the Iranian statement and urged the United Nations Security Council to adopt punitive measures against the Iranian government.

"The (Tehran) regime is preparing the ground for further terrorist acts, military raids and air and missile attacks against the Iranian resistance's bases and combatants," the organisation said in a statement to reporters in Baghdad.

Mujahideen Khalq is also designated as a "terrorist" organisation by the State Department.

Iran has acknowledged carrying out several attacks against Mujahideen Khalq targets in Iraq and at least one attack against Kurdish dissidents in northern Iraq.

But it said the attacks were part of its efforts to prevent these groups from attacking innocent people in Iran.

"The Islamic Republic of Iran itself is a victim of terrorism," Mohammadi said.

"The Islamic Republic of Iran will continue to defend with all its power against those terrorists who try to terrorise the Iranians living on the borders."

Mohammadi said the State Department report also contradicted U.S. statements which had noted that Iran had undergone change since moderate President Mohammad Khatami was elected last year.

"On the one hand it talks of Iran undergoing transformations during the past year and on the other hand it condemns Iran as a terrorist-supporting nation," he said.

IRNA said Mohammadi also noted that the U.S. accusations contrast with Washington's defence of "Israeli state terrorism."

U.S. Pushes EU to Offer Hand to Turks

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Senior American diplomats are engaged in an intense effort to persuade the European Union to adopt a more conciliatory policy toward Turkey, diplomats involved in the effort say.

The diplomats said Secretary of State Madeleine Albright had made a series of telephone calls to her European counterparts in recent days, urging them to soften their attitude toward Turkey. Among those whom she has called are Foreign Minister Hubert Vedrine of France, Foreign Minister Klaus Kinkel of Germany and Foreign Secretary Robin Cook of Britain.

The effort is growing as the U.S. mediator, Richard Holbrooke, arrived Friday in Cyprus for a new round of talks with Greek and Turkish Cypriot leaders. His visit to the island four weeks ago ended without visible progress, in part because Turkish Cypriots and their patrons in Ankara were angry at the way the European Union was treating Turkey's application for membership.

["We are here at the request of the leaders of Cyprus," Reuters quoted Mr. Holbrooke as saying on arrival. "We came back as we were requested to and in that context we want to move forward."]

[Mr. Holbrooke is due to have four days of separate meetings with the Cypriot president, Glavkos Klerides, and the Turkish Cypriot leader, Rauf Denktash.

[Mr. Holbrooke said he was "not necessarily" aiming at calling a meeting of the two leaders at present. "I am not going to propose anything," he said. "I am going to see what the two sides want and if there are things they agree on or they are close to agreement and a little better communication will help, we will work in that direction."]

Mrs. Albright reportedly made some progress in her calls, but also found that fierce anti-Turkish sentiment in Greece and the national election campaign in Germany were major obstacles to changing the EU position on Turkey.

Greece is Turkey's main rival in Europe, and Chancellor Helmut Kohl of Germany is fighting for re-election. He does not want to be seen as supporting steps that could bring more Turkish immi-

grants to Germany, which has the world's largest Turkish immigrant community.

"This Turkey question is probably the most serious disagreement we have with Germany," said a State Department official who has worked closely with German leaders.

At a meeting in December in Luxembourg, leaders of European Union countries decided to proceed quickly with talks aimed at admitting six additional countries and to place five others on a waiting list. The 12th applicant, Turkey, was effectively rejected.

That set off a storm of protest in Turkey, highlighted by emotional denunciations of Europe and suggestions that Turkey should look for friends elsewhere.

Turkish leaders took retaliatory measures, including asking their Turkish Cypriot clients to stiffen their negotiating stance in long-stalled talks with Greek Cypriots. Mr. Holbrooke said after his latest visit to Cyprus that Turkish Cypriots were refusing to consider serious compromises as long as Europe treated Turkey in a manner that they considered unfair.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

MAY 2-3, 1998

15 rebelles kurdes tués dans l'Est par l'armée turque

DIYARBAKIR (Turquie), 4 mai (AFP) - Quinze rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués dimanche dans des combats entre troupes turques et militants kurdes dans l'Est et le Sud-Est anatoliens, ont annoncé lundi des responsables militaires locaux.

15 "terroristes" (dénomination officielle des rebelles du PKK) ont été tués dimanche dans une offensive d'envergure de l'armée, portant à 82 le nombre des pertes dans les rangs du PKK lors de cette opération lancée fin avril.

Les pertes des forces de sécurité turques s'élèvent à trois, selon l'armée.

L'opération, baptisée "Murat", soutenue par l'aviation, se poursuivait lundi dans les provinces d'Elazig, Bingol, Mus et Diyarbakir avec la participation de près de 40.000 soldats dirigés par 24 généraux.

Selon l'armée, c'est la plus importante opération contre le PKK depuis le déclenchement de sa rébellion armée contre Ankara en 1984.

Neuf autres rebelles ont été tués dans une opération séparée des forces de sécurité appuyées par des hélicoptères sur le mont Cudi, à la frontière avec l'Irak et la Syrie.

Le précédent bilan de cette deuxième opération faisait état de 29 rebelles tués.

Le mont Cudi, qui culmine à 2.114 mètres, est un point de passage des rebelles du PKK entre la Turquie et le nord de l'Irak qu'ils utilisent comme base arrière et où l'armée turque fait de fréquentes incursions contre ses positions.

Depuis plusieurs années, l'armée turque lance de grandes offensives au printemps afin d'empêcher le PKK de se réorganiser après l'hiver.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara dans le Sud-Est anatolien, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts.

L'Iran qualifie de "propagande" les accusations américaines

TEHERAN, 3 mai (AFP) - L'Iran a qualifié dimanche de "propagande" le rapport du département d'Etat américain l'accusant de soutenir le terrorisme, tout en promettant de poursuivre la politique qui lui vaut d'être montré du doigt par Washington.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Mahmoud Mohammadi a déclaré que Téhéran continuerait de soutenir les droits du peuple libanais et son combat contre la présence israélienne dans le sud du pays.

Il a affirmé que son pays ne pouvait pas rester insensible à la "juste auto-défense de ceux qui luttent contre les terroristes qui violent l'intégrité territoriale d'un pays musulman souverain et dont les mains sont tachées du sang de victimes innocentes".

Le département d'Etat a dénoncé jeudi l'Iran comme étant "l'Etat qui soutient de la façon la plus active le terrorisme", en dépit de l'élection en 1997 du président modéré Mohammad Khatami.

Téhéran a continué en 1997 à apporter son soutien "sous forme d'entraînements, d'argent et/ou d'armes aux groupes terroristes, tels le groupe anti-israélien Hezbollah ou le mouvement palestinien Hamas", selon ce rapport.

Le régime de Téhéran est responsable d'au moins 13 assassinats en 1997, la majorité visant des membres de l'opposition réfugiés dans le nord de l'Irak, selon le département d'Etat.

M. Mohammadi a quant à lui affirmé que Téhéran "continuera à combattre de toutes ses forces ceux qui terrorisent les Iraniens vivant dans des régions frontalières", allusion à l'opposition armée des Moudjahidine du Peuple et aux groupes kurdes basés en Irak.

Il a qualifié de "propagande" le rapport américain et protesté contre la politique de "deux poids, deux mesures" de Washington en matière de terrorisme.

"L'Amérique accuse l'Iran alors qu'au même moment elle soutient le terrorisme d'Etat israélien comme juste et légitime", a-t-il affirmé.

M. Mohammadi a également mis en cause la contradiction "entre ce que disent et ce que font" les Américains vis-à-vis de l'Iran.

"D'un côté, ils soulignent les transformations qui ont lieu dans le pays depuis un an, et de l'autre accusent l'Iran de soutenir le terrorisme", a-t-il affirmé.

Tout en accusant l'Iran de soutenir le terrorisme, le rapport américain avait relevé des "déclarations publiques iraniennes plus conciliantes" depuis la prise de fonction du président Khatami en août 1997.

Le président du parlement iranien, Ali Akbar Nategh-Nouri, a également déclaré dimanche que son pays était "injustement" inclus dans la liste des pays soutenant le terrorisme publiée par le département d'Etat.

M. Nategh-Nouri, chef de file du courant conservateur, a accusé Washington d'être "le principal soutien du terrorisme" en raison de son appui au "terrorisme d'Etat israélien".

Le président du parlement, battu à l'élection présidentielle par M. Khatami, a mis en garde l'aile modérée du régime contre tout rapprochement avec Washington, en affirmant que "ceux qui rêvent de relations avec les Etats-Unis devraient faire davantage attention aux complots américains".

Les Etats-Unis et l'Iran n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis avril 1980 en raison de la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran lors de la révolution islamique.

mb-cr/mh

Silhouette — Mehmet Ali Birand, journaliste turc rattrapé par la question kurde

■ Mehmet Ali Birand, avec sa barbichette et son élocution précipitée, est l'un des journalistes les plus influents et les plus connus de Turquie. Mais les aveux qu'aurait passé Semdi Sakik, un commandant dissident du mouvement de guérilla kurde PKK,

capturé par l'armée turque en Irak du Nord il y a quinze jours, lui font vivre les jours les plus sombres de ses trente-quatre ans de métier.

L'ex-commandant aurait en effet livré une liste de noms de personnalités qui seraient liées à la guérilla kurde. Mehmet Ali Birand, notamment, aurait, selon lui, accordé son soutien contre de l'argent. Sans chercher à vérifier l'information, la presse turque s'est largement fait l'écho des fuites distillées par l'armée et la direction du quotidien *Sabah*, pour lequel Mehmet Ali Birand écrivait depuis de nombreuses années, lui a demandé de

suspendre momentanément sa collaboration. Mais lui a préféré démissionner. « Vous ne trouverez dans mes écrits aucune ligne soutenant ou glorifiant le PKK », a déclaré le journaliste, qui a décidé de porter lui-même son cas devant le tribunal de sécurité de l'État. Né en 1941, Mehmet Ali Birand, présente depuis treize ans un magazine hebdomadaire d'information, « Le 32^e jour », sur la chaîne Show TV, considérée comme une école de journalisme pour la qualité de ses enquêtes. Il a été le seul journaliste de l'audiovisuel turc à réaliser, il y a quelques

années, un long entretien avec le leader du PKK, Abdullah Öcalan. Spécialiste des relations avec l'Europe et du dossier chypriote, il est l'un des rares journalistes turcs à être autorisé à travailler en Grèce. Connue pour son approche dépassionnée de la question kurde, démocrate remettant souvent en cause l'attitude et la politique de l'armée turque, il subit peut-être, cette fois-ci, un retour de bâton.

Nükte V. ORTACQ
(À Istanbul)

Ankara proteste auprès d'Athènes contre l'ouverture prochaine d'un bureau du PKK

ANKARA, 4 mai (AFP) - L'ambassadeur de Grèce à Ankara a été convoqué lundi soir au ministère turc des Affaires étrangères pour protester contre l'ouverture prochaine annoncée jeudi dernier à Athènes d'une représentation officielle du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a rapporté l'agence Anatolie.

Une protestation verbale a été remise à Dimitrios Nezeritis, ambassadeur de Grèce contre l'ouverture d'un bureau du PKK à Athènes, selon Anatolie.

Jeudi, le PKK avait annoncé l'ouverture prochaine à Athènes d'une représentation officielle, lors d'une réception en présence d'une dizaine de députés grecs dans un grand hôtel.

"Il n'y a pas de bureau du PKK à Athènes (...) La Turquie a mal compris", a déclaré M. Nezeritis interrogé par la presse à la sortie du ministère.

Jeudi, avec un message du chef du PKK, Abdullah Öcalan, lu sous un poster le représentant au côté du héros grec de la guerre d'indépendance contre les Ottomans Théodore Kolokotronis, et des drapeaux grecs et du PKK, le parti kurde avait annoncé l'ouverture prochaine à Athènes d'une représentation officielle, lors d'une réception en présence d'une dizaine de députés grecs dans un grand hôtel.

"Il s'agit de la première représentation de ce type en Europe", avait alors déclaré sa responsable, Semsî Kilç, dite "Dilan".

Le porte-parole du gouvernement grec Dimitris Reppas avait peu après, sans jamais citer le PKK nommément, condamné "le terrorisme et l'utilisation de la violence", assurant que "ni maintenant, ni dans l'avenir, la Grèce ne permettr(ait) le fonctionnement de groupes qui développent une activité armée qui se tourne contre des gouvernements d'autres pays. Toutes les mesures ont été prises dans ce sens".

"En Grèce, avait-il cependant ajouté, comme dans beaucoup d'autres pays de

l'UE (Italie, Espagne, Finlande, Autriche, Norvège, Suède, Danemark), il existe des bureaux politiques d'organisations kurdes qui fonctionnent légalement sur la base de la présence d'un grand nombre de réfugiés protégés par la Convention de Genève".

Setting Turkey Free

By James K. Glassman

Tuesday, May 5, 1998; Page A23

washingtonpost.com NEWS

ISTANBUL—Visit Turkey and become an instant millionaire.

When you change \$100 at the airport, you're handed a wad of 24 million Turkish liras. At first, this is funny: 900,000 for a cheese omelet, 7 million to fill up your gas tank. But it's not hard to see how demoralizing an annual inflation rate of 97 percent -- the highest, by far, among the 40 largest economies in the world -- can be on the people who live here. It's foolish to save or to plan, and the taxes on phantom gains eat you alive.

A good society (in my book anyway) is one in which the government has only a few functions -- but maintaining sound money is certainly one of them. In this, the Turkish government has failed, and it's a shame. The Turks don't deserve it.

This is a magnificent country, established as a secular republic 75 years ago by the revolutionary democrat Kemal Ataturk, one of the great leaders of the 20th century and the object of a continuing cult-like worship that's fully deserved. As a member of NATO, Turkey was a front-line bulwark against the Soviet Union, and it helped win the Gulf War against Saddam Hussein. The Turks are born capitalists. They work hard, they're imaginative, they love to trade.

Today, however, Turkey is suffering. There's a distinct lack of political leadership, and the result has been six separate governments in four years, huge budget deficits and crony capitalism embedded in state-owned banks and industries. Meanwhile, the terrorists of the PKK (Kurdistan Workers Party) are in armed revolt in the southeast, and Islamic fundamentalism is on the rise. The country is 99.8 percent Muslim, and the same sentiments that, in 1453, led the conquering Ottomans to deface the Byzantine mosaics inside the beautiful red Hagia Sophia persist.

But Turkey persists as well. GDP has risen 7 percent in each of the past three years, and unemployment is now 5.8 percent -- half the rate of France, Germany and Italy. The country's entrepreneurs are doing big business in the former republics of the U.S.S.R., up the Black Sea.

Here's the main thing Turkey has going for it: kids. This is a country awash in young people, the greatest natural resource of the 21st century. It is brainpower -- the engine that drives the process of trial and error and discovery -- that brings prosperity, and the more brains the better. In a country the size of Texas or France, the population of Turkey is 72 million (more than Great Britain, less than Germany), with a literacy rate of 82 percent. But the key statistic is that 31 percent of Turks are younger than 15 (vs. 19 percent for Europe), and just 6 percent are older than 64 (vs. 14 percent and climbing).

Walking in a neighborhood near the Bosphorus late Friday afternoon, I was swept along in a tide of kids -- attractive, laughing, carrying schoolbooks, dressed in smart uniforms. On the right, across the blue straits crowded with tankers, freighters and ferries, is Asia; on the left, brown and green hills with hundreds of minarets, microwave towers and construction cranes. In Istanbul, a city of 11 million, the traffic is absurd, but the shops, bars and restaurants are humming into the night.

By contrast, much of Europe today is a museum. Stuffy and conservative, it goes to bed early, demands its welfare-state comforts, whines at the smallest inconveniences, lets inertia determine its foreign policy.

It seems almost out of jealousy and a fear of the future that the European Union has rejected Turkey's application for membership -- Turkey, which helped keep Europe free in the chilliest days of the Cold War. At the conference I attended here, sponsored by the New Atlantic Initiative, a German official named Hans-Friedrich von Ploetz explained that Turkey wasn't

ready for the EU because of wild inflation and a budget deficit that's 8 percent of GDP.

That's a fair objection, but disingenuous. The reasons for Turkey's exclusion aren't economic. They run deeper and uglier: opposition from the Greeks, whose hatred of the Turks is ancient, and from richer Europeans with a racist streak and a fear of easy immigration.

I'm not a big EU fan, anyway, but membership would provide a huge psychological boost to Turkey, a country with an inferiority complex. Becoming a partner in the euro, the single European currency (which I do like), would help solve Turkey's money problem. Let the country define itself as modern, European and vigorous -- the way Ataturk saw it. That would help wipe the sneers off the faces of Europeans like the change clerk at the Frankfurt airport, who said when I handed him 17 million liras, "Oh, funny money," and counted out 80 German marks.

Turkey is on the brink of an economic explosion. The Turks themselves are ready, and the potential is enormous -- after all, 47 percent of the nation is still engaged in agriculture. But the Turks need two things: partnership with Europe and freedom from the constraints that their own government imposes through high taxes, state-owned businesses and unsound money.

To keep Turkey down is an act of cruelty -- like keeping a beautiful bird in a small cage. Setting it free is one of the worthiest projects I can think of.

The writer is a fellow at the American Enterprise Institute.

© Copyright 1998 The Washington Post Company

Turkish Court Acquits Two in Kurdish Language Course Case

AP
05-MAY-98

ISTANBUL, Turkey (AP) A Turkish court acquitted two Kurdish cultural officials Tuesday of starting a banned Kurdish language course, one of the defendants reported.

The men worked for the Kurdish Culture and Research Foundation, which seeks more cultural freedom for Turkey's 12 million Kurds, who are not allowed to use their language in education or broadcasting.

Yilmaz Camlibel, the foundation's president, and an aide, Mehmet Celal Baykara, had faced up to two years in prison if convicted of holding an unauthorized language course. They were acquitted because the court ruled the course was private, and not open to the general public.

Camlibel, speaking to the The Associated Press by telephone, said the prosecutor said he would not appeal, but the court also ruled that the foundation cannot run a Kurdish language course anymore.

"We are determined to carry on this struggle to gain our educational rights in Kurdish," Camlibel said, referring to a separate case in which the foundation is suing the Education Ministry to allow them to open a Kurdish course.

That case was appealed by the foundation last year, after a court in Ankara rejected the foundation's demand.

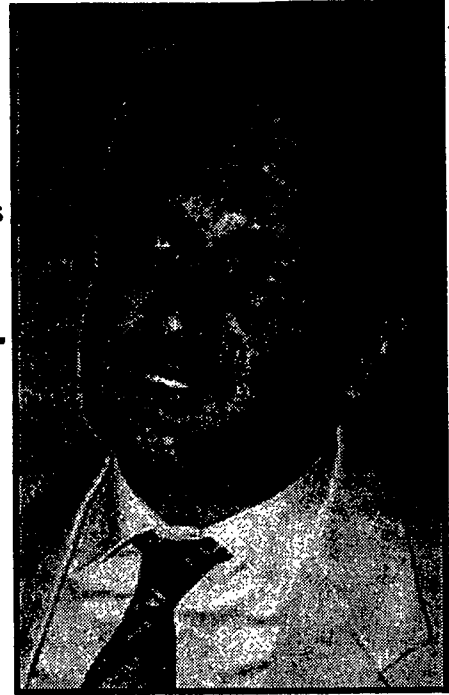
"If the appeals court holds up that jurisdiction, we will take the case to the European human rights court," Camlibel said.

Hundreds of writers, journalists and politicians have been jailed in Turkey for promoting Kurdish cultural rights or allegedly supporting Kurdish guerrillas seeking autonomy in southeastern Turkey.

The government's battle with Kurdish rebels has claimed 37,000 lives since 1984.

The victory of the 'star' of Susurluk

- The director of the Susurluk drama is giving special favors to lead star, Mehmet Agar. As we approach the final scenes in this long story, the mysterious director once again decides to save Agar



Hakan Aslaneli

Istanbul -- Turkish Daily News

mercredi 6 mai 1998

In the tragic comedy called "Susurluk," that began on November 3, 1996, the curtain has finally opened on the last act. A series of scenes have created an atmosphere of high tension while underlining that the predetermined end will not change; the play has been moving toward the denouement, in which the suspects are to be released. In a complicated plot interweaving politics, the police and the Mafia, lead actor Mehmet Agar has almost been rewarded for all the problems he is supposed to have created.

If you want to know who directed the movie, you'll search in vain, for no one has been able to discover it, as yet. We have only been introduced to the cast so far. The star in this play is Agar. From police officer to security chief, from governor to parliamentarian to minister of the interior, his rise to stardom seems to have been unstoppable. A promoter of the slogan, "Whatever we did, it was for our country," Agar's exploits indeed run into hundreds of pages of documents -- that nonetheless fail to show any high degree of patriotism. Agar and his cohorts argue that whatever illegalities they may have committed, it was only for the good of the country.

And what did they do?

Agar and company claim that Turkey is directly threatened by internal and external enemies seeking to divide the country. While the Turks may not have entrusted Agar with the resolution of these problems, he has become the self-appointed savior of Turkey. Among the "duties" which Agar and company have undertaken are the fight against the ASALA (an Armenian terrorist organization), the PKK and the businessmen supposedly cooperating with these groups. There is no doubt that the "hidden hand" of the director has written the script and delegated the roles.

Just like their chief Agar, other members of the group also regard themselves as "good sons of Turkey." Even if they could be arrested on charges ranging from narcotics smuggling to manslaughter, they feel neither guilt nor fear. They know that their final release is inevitable.

The events at the Istanbul State Security Court (DGM) No. 6 on Monday proved how right Agar and his team were in their predictions that nothing could happen to them. Previously, the legal immunity of Agar and Sedat Bucak had been lifted so that they could be tried in court. Agar was removed from his position as interior minister by the prime minister -- his claim of having resigned not sounding too convincing to anyone. Bucak was the True Path Party (DYP) Sanliurfa delegate in Parliament, as Agar was for Elazig. It seemed that now, both Agar and Bucak could be tried in court and perhaps justice would find its place.

As the Susurluk play continued, everyone waited impatiently for the scene in which Agar and Bucak were to be judged. That scene has now come, with no new revelations on the horizon. As far as Agar is concerned, the decision of the DGM to hand the case to the Constitutional Court will only serve to further Agar's advantage. In this case, the Grand National Assembly will open an investigation which will probably put Agar in the clear. Sedat Bucak is still being tried at the DGM with the special police force members and Sami Hostan, partner of murdered casino king Omer Lutfu Topal, will be tried on his own, according to the last decision of the court earlier this week.

As the play proceeds towards its predictable, "happy" final scene where Agar and company will surely be cleared, the Turkish public remains skeptical about their innocence. The latest decisions will serve only to contribute to the loss of trust felt by Turks in their legal system. The director of the Susurluk play has once again pulled the strings as he desired, but the Turkish public remains unimpressed with the ending.

Jeudi après-midi, le Premier ministre turc Mesut Yilmaz avait adressé une sévère mise en garde contre la Grèce, l'avertissant "des conséquences négatives que pourraient avoir la mentalité hostile et la politique d'animosité qu'elle semble décidée à poursuivre" contre la Turquie.

Le gouvernement turc avait accusé samedi la Grèce de vouloir attiser le terrorisme en Turquie.

"Au moment où la Turquie a enregistré d'importants progrès dans la lutte contre le terrorisme, il est remarquable que la Grèce a procédé à des efforts spéciaux pour ranimer le terrorisme qui est train d'être épuisé en Turquie", avait affirmé un communiqué de la diplomatie turque.

Ankara accuse depuis longtemps la Grèce d'aider le PKK. ce qu'Athènes a toujours démenti.

La Grèce rejette la protestation turque sur le PKK

ATHENES, 5 mai (AFP) - La Grèce a rejeté mardi la protestation verbale de la Turquie contre l'ouverture annoncée jeudi dernier à Athènes d'une représentation du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

La protestation verbale remise lundi soir à l'ambassadeur de Grèce Dimitrios Nezeritis, "a été rejetée, les allégations de la Turquie ne sont pas acceptables", a déclaré le porte-parole du gouvernement grec Dimitris Reppas.

"Il n'y a pas de bureau du PKK à Athènes (...) La Turquie a mal compris", avait déclaré lundi soir M. Nezeritis à la sortie du ministère turc des Affaires étrangères.

Jeudi, "la nouvelle représentante du PKK en Grèce et dans les Balkans", présentée ainsi par un communiqué du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK, branche politique du PKK), Semsî Kilç, dite "Dilan", avait annoncé l'ouverture à Athènes d'une représentation officielle. Elle a fait cette annonce lors d'une réception en présence d'une dizaine de députés grecs dont l'un des vice-présidents socialistes (au pouvoir) du parlement grec, dans un grand hôtel de la capitale.

M. Reppas avait condamné jeudi soir "le terrorisme et l'utilisation de la violence", assurant que "ni maintenant, ni dans l'avenir, la Grèce ne permettrait le fonctionnement de groupes qui développent une activité armée qui se tourne contre des gouvernements d'autres pays. Toutes les mesures ont été prises dans ce sens".

"En Grèce, avait-il ajouté, comme dans beaucoup d'autres pays de l'UE (Italie, Espagne, Finlande, Autriche, Norvège, Suède, Danemark), il existe des bureaux politiques d'organisations kurdes qui fonctionnent légalement sur la base de la présence d'un grand nombre de réfugiés protégés par la Convention de Genève".

M. Reppas est revenu lundi sur l'affaire en réaffirmant "que la Grèce ne permettrait pas le fonctionnement de bureaux d'organisations qui sont dirigés contre d'autres gouvernements ou qui développent des activités qui contiennent des éléments de violence et de terrorisme".

Pas de représentation du PKK en Grèce, selon l'ERNK qui accuse la Turquie

ATHENES, 5 mai (AFP) - Le Front de Libération nationale du Kurdistan (ERNK) a affirmé mardi, dans un communiqué, qu'aucune représentation du PKK (séparatiste) n'avait été ouverte à Athènes, accusant "la paranoïa turque" d'être à l'origine de cette affaire.

Jeudi dernier, l'ERNK, branche politique du Parti des Travailleurs du Kurdistan, avait invité la presse et des députés grecs à une réunion pour présenter officiellement "la nouvelle représentante du PKK pour la Grèce et les Balkans".

Celle-ci, Mme Semsî Kilç dite "Dylan", avait affirmé à l'AFP qu'il s'agissait de "la première représentation de ce type en Europe".

Elle avait précisé que la représentation du PKK pour la Grèce "couvrirait aussi les Balkans avant l'ouverture prochaine d'autres représentations dans ces pays".

M. Demirel accuse la Syrie de tourner le monde arabe contre la Turquie

ANKARA, 6 mai (AFP) - Le président turc Suleyman Demirel a accusé la Syrie de tourner le monde arabe contre la Turquie en raison de la coopération turco-israélienne, mardi soir, dans l'avion qui le ramenait à Ankara au retour d'une visite en Tunisie.

"La coopération turco-israélienne ne vise aucun pays (...). La propagande menée (contre cette coopération) par des pays comme la Syrie est erronée. Il est vrai que la Syrie provoque le monde arabe", a dit M. Demirel, cité par l'agence de presse turque Anatolie.

"Au contraire, le développement des relations turco-israéliennes contribuera à la paix régionale", a-t-il ajouté.

La Turquie et Israël ont signé depuis février 1996 plusieurs accords de coopération militaire après que les relations entre ces deux pays eurent connu des progrès rapides depuis 1994.

Ces accords ont suscité la colère de pays arabes comme l'Égypte et la Syrie, ainsi que celle de l'Iran, qui y voient une menace dirigée contre eux.

"Si la Syrie a l'intention d'être l'ennemie de la Turquie, elle doit en supporter les conséquences. La Turquie a signé des accords similaires avec 28 pays dont huit sont membres de la Banque islamique du développement", a poursuivi M. Demirel, sans autre précision.

Ankara accuse également la Syrie de soutenir les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) et de leur donner asile sur son territoire, ce qui est démenti par Damas.

Visées territoriales syriennes sur la Turquie: "accès de démence", selon M. Yilmaz

ANKARA, 7 mai (AFP) - Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a qualifié jeudi d'"accès de démence" des propos tenus par l'ambassadeur de Syrie à Washington selon lesquels les revendications territoriales de son pays sur la province turque de Hatay (sud) étaient toujours en vigueur.

Selon la presse turque, l'ambassadeur syrien, Walid El-Mouallim, interrogé sur Hatay, aurait dit sur la chaîne de télévision américaine Arab Network of America: "Chaque chose en son temps, après avoir repris le Golan syrien" (occupé par Israël en 1967 et annexé en 1981), son pays "s'occupera de la situation de Hatay".

"Les propos du diplomate syrien ne méritent même pas qu'on y réagisse", a ajouté M. Yilmaz.

Hatay est construite sur le site de l'ancienne ville d'Antioche. Elle est le chef-lieu de la province du même nom, turque depuis 1939, suite à une consultation de ses habitants. Ankara accuse depuis longtemps Damas d'avoir des visées territoriales sur cette province, des documents et surtout des cartes syriennes la montrant comme faisant partie du territoire syrien.

Mais la Turquie et la Syrie ont également d'autres sujets de litige. Ankara accuse la Syrie de soutenir le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qu'elle considère comme terroriste, et de donner asile à ses membres, notamment à son chef Abdullah Ocalan, sur son territoire, ce qui est démenti par Damas.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Mardi soir, le président turc Suleyman Demirel avait accusé la Syrie de tourner le monde arabe contre la Turquie en raison de la coopération turco-israélienne.

"La coopération turco-israélienne ne vise aucun pays (...). La propagande menée (contre cette coopération) par des pays comme la Syrie est erronée. Il est vrai que la Syrie provoque le monde arabe", avait dit M. Demirel.

La Turquie et Israël ont signé depuis février 1996 plusieurs accords de coopération militaire après que les relations entre ces deux pays eurent connu des progrès rapides depuis 1994.

Ces accords ont suscité la colère de pays arabes comme l'Égypte et la Syrie, ainsi que celle de l'Iran, qui y voient une menace dirigée contre eux.

Greece and the PKK

- Greece's material and emotional backing for the PKK was revealed by recent information obtained from terrorists

Orhan Kilercioglu

Ankara - Prime Minister Mesut Yilmaz's latest warning to Greece over its support for the Kurdistan Workers' Party (PKK) has brought a new dimension to Turco-Greek relations.

Unfortunately, in recent years Greek support for the terrorist organization PKK has increased. Greece aims to corner Turkey. This contemporary antagonistic policy is, at the same time, a historical one.

Greece's material and emotional backing for the PKK was revealed by recent information obtained from terrorists. These developments should trouble Greece in terms of international public opinion. It draws attention to the fact that Greece is giving political support to the PKK, in addition to its ideological support for the PKK militants.

These significant points explain the antagonistic aims of Greece concerning Turkey. Moreover, Greek statements in response to Yilmaz's warning are clear indications of its hostile, anti-Turkish stand. It seems Greece is determined to continue its hostile attitude towards Turkey. In sum, it is now apparent that Greece is not on the side of peace and consensus, but rather Greece will continue with its hostile, expansionist policy.

Greece has consistently been the only country opposing Turkey in the European Union (EU), the Customs Union and the North Atlantic Treaty Organization (NATO). It is not only content with standing against Turkey, but supports a terrorist organization which is implicated in international drug trafficking.

Turkey should awaken and take the necessary steps within the international arena against Greece's negative attitude.

Turkey should use this opportunity to make a case for having Greece put on the list of countries which support terrorism. This list already includes Syria and Iran.



Support coming to IHD's Birdal

- Birdal mentioned that the claims against him that appeared in the media were part of a primitive conspiracy. 'The best proof of this was the various solidarity messages that we received from national and international organizations,' Birdal added

5 May 1998, Copyright © Turkish Daily News

Galip Ridvanoglu

Ankara - Various national and international organizations that did not believe the allegations against Human Rights' Association (IHD) Chairman Akin Birdal, saying that he received financial aid from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) Chairman Abdullah Ocalan, voiced their support for Birdal in letters, phone calls and faxes. Semdin Sakik, known as the second leading figure in the PKK, who was recently captured and arrested by the security forces, reportedly claimed a connection between Birdal and Ocalan.

Birdal mentioned that the claims against him that appeared in the media were part of a primitive conspiracy. Birdal claimed that state agencies have wanted to create a false impression regarding the IHD since the organization's foundation, in order to reduce the IHD's credibility in the eyes of the national and international public. Birdal said that these agencies have not been successful in creating such an impression. "The best proof of this was the various solidarity messages that we received from national and international organizations," Birdal added.

Birdal said that the IHD has embraced the transparency principle since its foundation and that it did not engage in close contact with political organizations. Birdal claimed that a conspiracy such as the one alleged to have been voiced by Semdin Sakik was no more than the reflection of the state's anger about the fact that it was IHD efforts which had led to the release of Turkish soldiers captured by the PKK.

Birdal in a recent lunch with Mark Parris, the U.S. ambassador had given him his support. Birdal added that the Belgian ambassador and the French Embassy's first attache had visited the IHD headquarters and invited him to the Human Rights Confederation's 100th anniversary celebrations as a deputy chairman of the confederation. Birdal also stated that he was invited to attend the German Workers' Confederation's Worker and Youth Feast, which will be held in Koln on May 9, as an honorary guest.

Deux généraux appelés à déposer sur un trafic d'armes et de drogue

DIYARBAKIR (Turquie), 5 mai (AFP) - Deux généraux turcs, dont un à la retraite, ont été appelés à déposer mardi dans le cadre d'une affaire de trafic d'armes et de drogue jugée par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Diyarbakir, a-t-on appris auprès de la Cour.

Hasan Kundakci, général de corps d'armée à la retraite, et le commandant de la brigade de commandos de Hakkari (sud-est), le général Osman Pamukoglu, seront convoqués à la DGM pour répondre d'accusations de "complicité de trafic d'armes" portées à leur encontre dans le cadre de cette affaire.

L'affaire de la "bande de Yuksekova", du nom de la sous-préfecture de Yuksekova, située à quelque 50 kilomètres de la frontière iranienne et connue au début des années 1990 comme la plaque tournante du trafic de drogue en provenance d'Iran, est devant la justice depuis 1997 après le démantèlement d'un vaste réseau de trafiquants d'armes et de drogue.

Une seule des 13 personnes soupçonnées d'implication dans l'affaire se trouve aujourd'hui en prison.

C'est la première fois que des généraux de l'armée turque, réputée pour sa discipline, sont appelés à témoigner dans cette affaire.

Le général Kundakci, commandant des forces turques dans le sud-est anatolien dans les années 1990, s'était illustré dans la lutte de l'armée contre le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Il a rallié récemment le parti de la juste Voie (DYP, droite) de l'ancien Premier ministre Tansu Ciller, comme l'avait fait en 1995 le chef d'état-major des armées, le général Dogan Gures, aujourd'hui non-inscrit.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est anatolien, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts.

PM Simitis slams Pangalos over PKK office in Athens

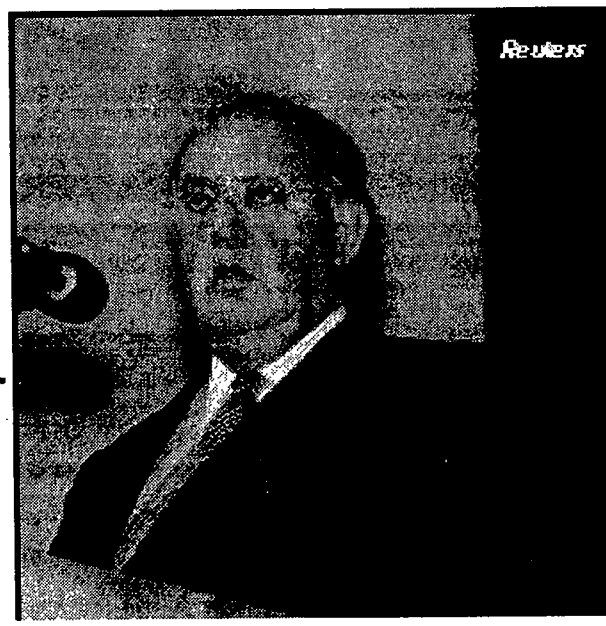
- Greece is preparing to close down the PKK's office in Athens soon, but it will take time, says a source

Ankara - Turkish Daily News

Greek Prime Minister Costas Simitis reportedly slammed controversial Foreign Minister Theodoros Pangalos over the opening of an office of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in Athens, which has brought the Greek capital into an international crossfire, Turkish intelligence sources told the Turkish Daily News.

Simitis voiced his complaints to Pangalos -- whose earlier rude and anti-Turkish attitude had led to a great disturbance in Ankara -- over dragging his feet in preventing the efforts to open the PKK office.

Directing his remarks to Pangalos, Simitis asked, "Was the permit for the separatists to open a bureau in



Athens for the National Liberation Front of Kurdistan [ERNK, a political organization allied with the PKK] or the PKK? Why did you allow the PKK's top organization such a press conference? Furthermore, the PKK's representative here has criticized the Greek government in the capital of Greece. Is this true? The opening of this office in Athens will only justify Turkish claims that Greece is supporting the PKK."

Greece recently found itself facing a difficult situation in the international arena after allowing the opening of the PKK office and the presence of various Greek deputies at the opening ceremony in Athens. Turkey has stated that Greece will bear the consequences developing from giving concessions to terrorism.

Earlier, there had been reports that the Greek Foreign Ministry had only allowed the opening of an ERNK office for the political wing of the PKK. But later, fearing the threats of the PKK that it will initiate terrorist activities in Greece, the Greek foreign ministry turned a blind eye to the opening of the PKK office in Athens.

Greece is reportedly preparing to close down the PKK's Athens office "soon," but it will take time, said a source, adding that Greece does seriously plan the closure, but does not wish to appear to the international community as though doing so because of pressure from Turkey.

Iraq Is Still Cheating

In the latest Security Council review, even Russia, France and China were compelled to acknowledge that Iraq is cheating on its disarmament obligations. These countries were plainly prepared to seize on any evidence of compliance in order to start stripping away the economic sanctions that the United Nations imposed after Iraq swallowed Kuwait eight years ago. Iraq failed to supply such evidence. On the contrary, evidence of its noncompliance was provided not just by the United Nations inspectors whose good faith Saddam Hussein has (unconvincingly) challenged but also by an alternate inspection team sponsored by, among others, Russia, France and China.

Not that the Security Council front is seamless. By the word of the respected

inspectorate of the International Atomic Energy Agency, Saddam Hussein has made some progress in doing away with nuclear weapons and materials. On this basis, those nations friendlier to Iraq sought to close the "nuclear file" and to move in this realm from "search and destroy" scrutiny to "passive monitoring."

The United States noted the progress but demanded more disclosures, and of biological and chemical preparations as well as nuclear. Insisting that first Iraq must cleanse all branches of its weaponry and honor all UN resolutions, Washington was able to head off a weakening of sanctions at this time.

Saddam Hussein presumably intends to win the lifting of the international embargo at little or no cost to his arms ambitions. To succeed he will

have to do better than he did last week, when he stuck in a position that detached him, at least for a while, from international company.

Could he really have expected to brazen his way through by belatedly opening up those eight "presidential sites" to inspectors with a new diplomatic escort and by proclaiming without proof that the whole of Iraq was now dirty-weapons-free?

Saddam Hussein's cabinet warned the Security Council to lift sanctions or face an undefined "new state of affairs." Friends of Iraq should tell him that policies aimed at alliance-splitting will serve Iraq much less well than respect for his obligations to the United Nations.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
MAY 8, 1998

Le PKK compte encore plus de 5.300 militants armés, selon l'armée

ANKARA, 8 mai (AFP) - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, compte actuellement environ 5.350 militants armés, dont 2.100 en territoire turc, a affirmé un responsable de l'armée dans des propos publiés vendredi par la presse turque.

"L'organisation terroriste séparatiste a actuellement près de 5.350 militants armés et près de 2.100 d'entre eux en territoire turc", a déclaré le colonel Bulent Dagsali sur une chaîne de télévision privée, selon la presse.

Le PKK opère notamment dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, afin d'y créer un Etat indépendant kurde. Ces maquisards sont dispersés en petits groupes, principalement dans le Sud-Est anatolien aux confins de la Syrie, l'Irak et l'Iran, selon le colonel Dagsali.

Selon un bilan fourni par ce responsable, 40.107 "terroristes" (rebelles du PKK, selon la terminologie officielle) ont été mis hors de combat (tués, blessés, capturés ou s'étant rendus) depuis 1984. Le colonel n'a pas précisé combien de militants armés du PKK avaient été tués sur ce total.

Les pertes de l'armée s'élèvent à 3.990 officiers, sous-officiers et soldats tués. Les combats ont fait également 1.272 morts chez les policiers (157) et les "protecteurs de village", miliciens kurdes pro-gouvernementaux armés par l'Etat contre le PKK.

Au total, 5.238 civils ont trouvé la mort dans les attentats et les attaques du PKK contre les villages qui refusent de collaborer avec le mouvement séparatiste, selon la même source.

"Le PKK a été ramené à un niveau contrôlable dans le nord de l'Irak et les zones frontalières ont été largement nettoyées et l'organisation a été forcée de se replier en profondeur en territoire irakien" vers le sud, a ajouté le colonel Dagsali.

Le nord de l'Irak est utilisé par le PKK comme base arrière et depuis plusieurs années, l'armée turque y fait de fréquentes incursions contre ses positions.

Selon un bilan généralement accepté, les violences liées à la rébellion du PKK ont fait plus de 29.000 morts.

vendredi 8 mai 1998, 17h06 heure de Paris

Tarek Aziz accuse Washington d'empêcher la levée des sanctions

NICOSIE, 8 mai (AFP) - Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a accusé vendredi les Etats-Unis d'empêcher, avec le soutien de la Grande-Bretagne, une levée des sanctions internationales frappant son pays depuis 1990.

"Les Etats-Unis, avec le soutien de la Grande-Bretagne, se dressent obstinément contre toute évaluation objective et juste du respect de l'Irak (des résolutions de l'ONU), et bloquent la levée des sanctions", a déclaré M. Aziz sur la chaîne de télévision américaine CNN.

"Cette politique illégale et injuste doit être rejetée par le Conseil de sécurité et la communauté internationale", a-t-il ajouté.

"Les Etats-Unis ont pris en otage la décision de mettre fin aux sanctions" au sein du Conseil de sécurité, a affirmé le responsable irakien, estimant que d'autres membres permanents du conseil comme "la France, la Russie et la Chine ont une meilleure compréhension de la position de l'Irak".

"Nous ne voyons pas le bout du tunnel en raison de l'attitude des Etats-Unis qui est illégale et qui est en train d'avoir des effets dévastateurs sur la population irakienne", a encore dit M. Aziz, affirmant que 7.000 enfants meurent quotidiennement en Irak en raison du manque de soins médicaux.

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, interrogé peu auparavant par la même chaîne, s'est déclaré "satisfait" de la coopération de l'Irak avec l'ONU depuis la signature le 23 février d'un accord sur l'inspection des sites présidentiels.

Concernant les pressions de l'Irak pour obtenir la levée de l'embargo, M. Annan a indiqué "ne s'être mis d'accord sur aucune limite de temps avec les autorités irakiennes", mais il a affirmé que "l'Irak (devait) aussi pouvoir voir la lumière au bout du tunnel".

Le responsable irakien a affirmé que son pays s'était débarrassé de ses armes prohibées par l'ONU, condition essentielle à la levée de l'embargo. "Je peux vous assurer que l'Irak n'a plus d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires ni de missiles d'une portée supérieure à 150 kilomètres", a-t-il dit.

Il a appelé les voisins de l'Irak à "briser l'embargo pour défendre leurs intérêts nationaux". Il a cité en particulier la Turquie qui a perdu selon lui 35 milliards de dollars et la Jordanie "qui a beaucoup perdu" en raison des sanctions contre l'Irak.

M. Aziz a affirmé que l'Irak était prêt à coopérer avec la Turquie pour trouver une solution au "problème kurde" mais a reproché à ce pays de prêter ses bases aux aviations américaines et britanniques qui surveillent la zone d'exclusion aérienne au dessus du Kurdistan irakien.

Il s'est également prononcé en faveur du développement des relations avec l'Iran, réitérant le souhait de l'Irak d'accueillir des pèlerins chiites iraniens et d'échanger des produits avec son voisin.

Les deux pays n'ont pas normalisé leurs relations depuis la fin de leur conflit armé en 1988.

Le vice-Premier ministre irakien a enfin nié l'existence de cas d'exécutions sommaires et de tortures dans son pays, attribuant ces "allégations" à l'opposition pro-iranienne et à l'opposition laïque basée à Londres et financée, selon lui, par la CIA.

mh/hel/blr tou

Peter Galbraith's smaller stage

TO HIS delight, Peter Galbraith has the Kurdish vote locked up. When Mr Galbraith went out campaigning for Congress in Boston's suburbs the other day, one of his most eager volunteers was Nibras Kazimi, a dapper American immigrant of Kurdish and Shia descent. Mr Galbraith, a former top Senate staffer and ex-ambassador to Croatia, spent much of the 1980s publicising Iraqi atrocities against the Kurds. "He brought out our story to the world," says Mr Kazimi. "On every street in Kurdistan, people know him."

Kurdistan, however, is not in the eighth Massachusetts congressional district. It was a congressman from the eighth district, Tip O'Neill, a legendary speaker of the House, who coined the bromide, "All politics is local." Mr Galbraith's challenge is to defeat some decidedly local sorts in the brawl for the seat vacated by Joe Kennedy, and once held by John Kennedy himself. There are people like John O'Connor, a rich left-wing businessman from Cambridge whose current pet cause is repealing the Massachusetts law deregulating electricity; George Bachrach, a former state senator from Watertown; Ray Flynn, who, though a former ambassador to the Vatican, has publicly renounced all non-Boston concerns for the duration; and Mike Capuano, the mayor of Somerville, a working-class suburb. In Kurdistan, there is a village named after Mr Galbraith; but in Somerville there is a square named after Captain Andrew Capuano, Mr Capuano's father, who served in the second world war and returned to become Somerville's first Italian-American elected official.

Messrs O'Connor, Bachrach et al think locally; Mr Galbraith acts globally. So the choice between Mr Galbraith and the others becomes something larger: a choice about what a congressman is supposed to do. Should a representative be a localist who voices the quotidian wants of his constituents, or could he be a globalist pondering America's place in the world?

It has been rather a while since Mr Galbraith himself has been local. The son of John Kenneth Galbraith, doyen of political economists and once President Kennedy's man in India, Galbraith fils grew up in the family's rambling house in Cambridge, and moved a couple of blocks to go to Harvard. He then spent 14 years as a Senate staffer, bellowing about human rights. Benazir Bhutto, a Harvard classmate, says his criticisms of Pakistan's regime got her out of jail. But Mr Galbraith's obsession was Iraq's campaign in 1988 to exterminate the Kurds. As the 1991 Kurdish uprising against Saddam Hussein collapsed, Mr Galbraith was with the rebels, fleeing Dohuk minutes ahead of the Iraqi army, with an exodus of refugees. In 1992 he helped retrieve and safeguard 14 tons of Iraqi files documenting the atrocities against the Kurds—crucial evidence if Saddam Hussein is ever brought to book for genocide.

When Croatia declared its independence from the wreck of Yugoslavia in 1991, Mr Galbraith was named the first American ambassador there. His tenure at the unassuming American embassy in Zagreb was wildly eventful. He helped forge an uneasy

federation between Bosnian Muslims and Croats, to offset the Serb onslaught. On White House orders in 1994, he sat by while Iranian weapons flowed through Croatia to help the besieged Bosnians. When a Croatian attack sent 100,000 Serbs fleeing in the summer of 1996, Mr Galbraith joined the refugees, giving up his bulletproof ambassadorial car for a Serb's tractor.

Stirring stuff. But, mumble Mr Galbraith's opponents, why on earth should a solid citizen from Charlestown or Chelsea cast a vote for such a man? It is not that Mr Galbraith's domestic politics are different from anyone else's. This is, after all, a Democratic primary in and around Boston (the only election that counts in this liberal district), so pretty much everyone is for the same leftish things: Medicare, education, universal health care, trees, and so on. Mr Galbraith can lu-

cidly wonk his way through almost any discussion of domestic policy issues; but his rivals bill themselves as genuine localists, who were never tempted to go off beyond this blessed bit of Massachusetts and have not lost touch with the concerns of the citizenry. Even when Mr Capuano talks of the environment—in most minds a global issue—he makes it local: "It's rain forests in Brazil. But it's also playgrounds in Somerville."

There are three good reasons to root for Mr Galbraith. First, Congress controls the federal government's purse strings, including for diplomacy and the armed services, so foreign policy is in fact part of the job description. Americans regularly elect people based on their experiences overseas, namely soldiers, so it should not be such a stretch to vote in a diplomat: someone who spent his time trying to stop a war, not to win one. With American soldiers building peace in Bosnia, it would be

handy to have a congressman who actually knows his way around the place.

Second, Congress is not exactly short on localism. In "The Federalist Papers", Madison was unhappily resigned to the idea that Congress would suffer, like state legislatures, "from the disposition of the members to sacrifice the comprehensive and permanent interest of the State to the particular and separate views of the counties or districts in which they reside." Sure enough, Congress is packed full of, say, 435 localists who will bravely send home pork in the hope of re-election. America will survive without one more.

Third, localism can easily become a form of isolationism, a recurrent American malady. The average congressional campaign is a litany of the suffering of the middle class (almost never of the poor), with no perspective on how lucky these constituents might all seem to the rest of the world. Internationalism begins at home, and it would be delicious to see a swell of interest in foreign policy—of all things—propel a candidate into office. While the other candidates ask for votes by pressing for lower utilities charges, Mr Galbraith has seen in Bosnia and Iraq that there are worse things out there than a high electricity bill. All politics is global.



L'Irak accuse Ankara d'accaparer les eaux du Tigre et de l'Euphrate

BAGDAD. 11 mai (AFP) - Bagdad a accusé lundi Ankara de ne pas tenir compte des droits de l'Irak et de la Syrie dans les eaux des fleuves du Tigre et de l'Euphrate

"La Turquie viole les conventions internationales en érigeant des barrages sur les deux fleuves sans prendre en considération les droits légitimes des pays riverains", a déclaré un porte-parole du ministère irakien des Affaires étrangères, cité par l'agence officielle INA.

Le porte-parole a invité Ankara à "réviser sa politique et à prendre en compte les droits des pays voisins".

Bagdad et Damas ont accusé à maintes reprises la Turquie d'utiliser une part trop importante des eaux des deux fleuves, sans tenir compte de leurs besoins.

La Turquie est lancée dans un projet de 30 milliards de dollars pour la construction de 22 barrages et 19 centrales hydro-électriques, le long de l'Euphrate et d'autres rivières en Anatolie, dans le sud-est du pays.

Le Tigre et l'Euphrate prennent leurs sources dans les montagnes turques. L'Euphrate, long de 2.800 km, coule ensuite en Syrie puis en Irak, tandis que le Tigre, plus à l'est, coule en Irak après avoir longé la frontière entre la Syrie et la Turquie. Ces deux fleuves arrosent l'Irak du nord au sud avant de former la voie d'eau du Chatt al-Arab, qui se jette dans le Golfe.

L'eau prend une importance capitale pour l'Irak, qui tente de développer son agriculture, dans le but d'atténuer les effets de l'embargo international qui lui est imposé par l'ONU depuis son invasion du Koweït en août 1990.

Création d'un nouveau parti islamiste en Turquie

ANKARA, 11 mai (AFP) - Des hommes politiques islamistes rivaux de l'ex-Premier ministre Necmettin Erbakan ont créé un nouveau parti lundi, a annoncé l'agence Anatolie.

"Notre parti recherchera le soutien des électeurs conservateurs", a déclaré à l'agence Durmus Ali Eker, président du Parti de Ma Turquie (Turkiyem Partisi), nouvellement formé.

"Les fondateurs de cette nouvelle formation sont des personnalités qui s'opposaient à la manière plutôt modérée dont M. Erbakan cherchait à promouvoir l'islam politique" au sein du parti aujourd'hui dissous de la Prospérité (Refah), a estimé un analyste, Dogan Akin.

Le Refah a été dissous au début de l'année par la Cour constitutionnelle, pour avoir agi contre le régime laïc. La Cour a également interdit de politique M. Erbakan et cinq de ses collaborateurs pour cinq ans.

Un total de 142 députés, sur les 147 que comptait le Refah, ont rejoint le parti de la Vertu (Fazilet), lancé par des amis de M. Erbakan, juste avant la dissolution du Refah.

Le Fazilet est aujourd'hui le premier parti en sièges au parlement, comme l'était le Refah avant lui.

M. Akin a indiqué que quatre anciens députés du Refah qui n'ont pas rejoint le Fazilet devraient rejoindre le parti de Ma Turquie.

"Le nouveau parti est susceptible de diviser le mouvement islamiste turc, même s'il est plus faible que le Fazilet qui est soutenu par M. Erbakan", a-t-il estimé.

M. Erbakan était devenu le premier Premier ministre islamiste de Turquie en juin 1996 mais il avait dû démissionner un an plus tard sous la pression des militaires, hostiles à la présence d'islamistes au pouvoir.

99 rebelles du PKK tués en deux semaines par l'armée, selon Ankara

Lun 11 Mai 98 - 09h50 GMT

ANKARA, 11 mai (AFP) - Au total 99 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués dans une offensive lancée par l'armée turque le 26 avril dernier dans l'Est et le Sud-Est anatoliens, a-t-on annoncé lundi de source officielle à Diyarbakir (Sud-Est), citée par l'agence Anatolie.

Neuf rebelles du PKK ont été blessés et 14 autres capturés dans des combats lors de cette offensive d'envergure qui se poursuivait lundi dans les provinces d'Elazig (Est), Bingol (Est), Mus (Est) et Diyarbakir (Sud-Est), selon la super-préfecture de Diyarbakir, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Cette opération, baptisée "Murat" et appuyée parfois par l'aviation, a été déclenchée contre un groupe de près de 450 rebelles du PKK sur une superficie d'environ 16.000 km² pour "nettoyer cette région des terroristes" (dénomination officielle des maquisards du PKK), selon les autorités.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le Sud-Est anatolien, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant.

Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29 000 morts.

Le chef des rebelles kurdes de Turquie propose une coopération à l'Arménie

Dim 10 Mai 98 - 09h43 GMT

ANKARA. 10 mai (AFP) - Le chef des rebelles kurdes de Turquie, Abdullah Ocalan, a proposé "une coopération" à l'Arménie dans une lettre adressée au président Robert Kocharian, a rapporté dimanche le journal Sabah.

Abdullah Ocalan, chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), considérée comme une organisation terroriste par la Turquie, a dans sa lettre datée du 10 avril au président arménien, proposé une coopération à ce dernier et lui demande de "saisir cette opportunité historique", selon le quotidien populaire.

Abdullah Ocalan, alias "Apo", réside généralement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, selon les autorités turques.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est, région frontalière de la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts.

"Apo" affirme par ailleurs dans sa lettre que la Turquie devrait reconnaître "le génocide" des arméniens en 1915, pendant l'Empire Ottoman.

Les déportations d'Arméniens de 1915 à 1917 vers la Syrie, alors province ottomane, ont fait 1,2 million de morts, selon les Arméniens et 300.000, selon les Turcs.

Ankara n'admet qu'une répression contre les Arméniens, coupables de s'être rapprochés de l'ennemi russe pendant la première guerre mondiale. La plupart des pays européens ne reconnaissent pas officiellement le génocide arménien.

L'Arménie est aujourd'hui la seule république ex-soviétique avec laquelle la Turquie n'entretient pas de relations diplomatiques directes.

La Turquie, proche de l'Azerbaïdjan musulman et turcophone, précise que l'établissement de relations "normales" avec Erevan dépend des efforts de l'Arménie pour contribuer à trouver une solution durable au Nagorny-Karabakh et à évacuer le territoire azerbaïdjanais occupé par les indépendantistes arméniens.

L'ancien président arménien, Levon Ter-Petrossian, était considéré par la Turquie comme un modéré. M. Kocharian est perçu comme beaucoup plus "dur" dans l'affaire du Nagorny-Karabakh.

Titre : Iraq says it is conducting talks with rebel Kurds

Service de presse : RTw (Reuters World Report)

Date : Dim 10 Mai 1998

By Hassan Hafidh

BAGHDAD, May 10 (Reuters) - Iraq's Deputy Prime Minister Tareq Aziz has said Baghdad was conducting talks with Kurdish rebels in its north but Washington was impeding efforts to reach an agreement.

"Early last week I was receiving a delegation in this building from the Kurdistan Democratic Party (KDP), the group of (Massoud) Barzani," Aziz told a group of U.S. peace activists on Saturday night.

"There is another delegation from the (Jalal) Talabani group," KDP rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), he said during the meeting which was attended by reporters.

Aziz said the two groups had been sending delegations to Baghdad for many years, but blamed Washington for blocking "a national solution" to the Kurdish problem in Iraq.

"They (Americans) are preventing the government (in Baghdad) and the Kurds from reaching a political and democratic solution through dialogue.

"The government's attitude toward the (two) groups is normal," he added.

Former U.S. attorney general Ramsey Clark and about 100 U.S. peace activists representing American humanitarian and human rights organisations arrived in Baghdad on Friday with \$4 million worth of medicine to the Iraqi

health authorities.

The Kurds rose up against the government in Baghdad after the 1991 Gulf War -- which forced Iraqi troops out of Kuwait -- and have been protected in their northern enclave by U.S. and British air cover since then.

Baghdad gained some power in the north when it sent troops and tanks into northern Iraq in August 1996 to help Barzani's forces against the PUK to take the key city of Arbil.

The Iraqi attack prompted the United States to launch missile strikes against air defence targets in southern Iraq.

Iraq has made several overtures to the Kurds to come to Baghdad for dialogue in order to settle differences.

Washington encouraged the Kurds to split from Baghdad after the Gulf War but has been unable to stop a power struggle between the two Kurdish groups that has split the mountainous region in two.

Last month an Iraqi newspaper reported that Russian ambassador in Iraq met separately with Barzani and Talabani and asked them to resume diplomatic contacts with Baghdad. REUTERS

Akin Birdal sort d'une opération cruciale dans un état critique

ANKARA, 12 mai (AFP) - Le président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD), M. Akin Birdal, qui avait été grièvement blessé mardi dans un attentat, est sorti en fin d'après-midi d'une opération cruciale, qui a duré quatre heures et demie, dans un état critique, selon des sources hospitalières.

"Six balles ont été retirées du corps de la victime et il faut attendre encore au moins 24 heures pour savoir si ses jours seraient toujours en danger", a dit à la presse le médecin-chef de l'hôpital où il est soigné, docteur Tefvik Ali Kucukbas.

"Ses fonctions cérébrales connaissent encore des problèmes dus à une perte importante de sang", a-t-il précisé.

L'attentat contre M. Birdal a été perpétré vers 12H30 (09H30 GMT) dans son bureau par deux personnes non identifiées, âgées d'une vingtaine d'années, selon des témoins. Les assaillants ont pu prendre la fuite à pied.

Les agresseurs, qui avaient pénétré dans les locaux du siège de l'IHD, situé dans un quartier résidentiel de la capitale turque, ont tiré huit fois sur M. Birdal. M. Birdal, 50 ans, a été blessé par six balles à la poitrine et aux jambes.

Selon la chaîne d'information en continu NTV, une organisation d'extrême-droite illégale, la "Brigade turque de la Vengeance" (TIT), a revendiqué l'attentat. Cette information n'a toutefois pas été confirmée par des sources officielles.

La TIT avait fait parler d'elle au début des années 1990, notamment avec l'assassinat de plusieurs journalistes locaux kurdes dans le sud-est anatolien.

M. Birdal avait récemment reçu des menaces anonymes, a révélé son avocat, Husnu Ondul. "M. Birdal avait par le passé reçu des menaces anonymes (...) L'Etat turc ne lui a jamais donné la protection policière demandée par l'association", a-t-il dit à la presse.

Le ministre de l'Intérieur, Murat Basesgioglu, a pour sa part affirmé qu'aucune demande de protection n'avait été formulée auprès de la police de la part de l'IHD pour M. Birdal, qui est président de l'IHD depuis 1992.

M. Birdal avait été accusé à maintes reprises par plusieurs quotidiens et certains dirigeants turcs "d'agir en faveur du PKK" (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste), qui mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Son nom avait été récemment mentionné parmi les personnes qui avaient apporté leur soutien au PKK, selon la presse, dans les aveux d'un ancien commandant du PKK en Turquie, Semdin Sakik, arrêté à la

mi-avril dans le nord de l'Irak lors d'une opération de l'armée turque. M. Birdal avait rejeté ces accusations.

M. Birdal avait purgé une peine de prison d'un an, après le coup d'Etat militaire de septembre 1980.

Il avait été condamné l'an dernier à un an de prison par la justice pour des propos "séparatistes". Son cas est actuellement devant la Cour de cassation après le pourvoi de ses avocats.

Plusieurs procès sont en cours actuellement à son encontre pour "propagande séparatiste".

Selon le gouverneur d'Ankara, Erdogan Sahinoglu, le signalement des agresseurs a été établi et une opération policière a été déclenchée.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a "fermement condamné" l'attentat. "Je condamne fermement cette agression et souhaite que les agresseurs soient retrouvés dans les plus brefs délais pour être traduits devant la justice", a-t-il dit.

Une multitude d'organisations non-gouvernementales turques ont également condamné l'attaque armée.

Le chef de la diplomatie allemande Klaus Kinkel a "profondément déploré" l'attentat. Cité par l'un de ses porte-parole, M. Kinkel a espéré que l'affaire serait "rapidement éclaircie" et a souhaité à M. Birdal "un prompt rétablissement".

L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Ankara, David Logan, s'est dit "choqué" par cet "attentat outrageux et lâche", dans une lettre de solidarité au secrétaire général de l'IHD, Nazmi Gur, dont une copie est parvenue à l'AFP.

IHD accuses state for shooting of Birdal, gov't officials condemn attack

- 'The prime minister and the interior minister should immediately resign,' a IHD lawyer urges
 - PM Yilmaz strongly condemns the attack, pledges immediate action to capture the culprits
-

Ankara- Turkish Daily News

Harsh voices were raised in Turkey on Tuesday to condemn the shooting of leading human rights activist Akin Birdal, with fingers pointing to the state as the one responsible for the attack.

Top officials from the Human Rights Association (IHD), of which Birdal is chairman, accused the state of bearing responsibility for the attack.

"These bullets were shot at peace, democracy and human rights. The state is responsible for that. The murderers should be captured immediately. The prime minister and the interior minister should resign right away," IHD lawyer Sedat Alatas demanded in a statement delivered in front of Sevgi Hospital, where Birdal was undergoing surgery.

IHD Secretary-General Nazmi Gur also put the blame on the state. "If the life of a human rights defender is not safe, then the lives of the president, the prime minister and the interior minister in this country are not safe either," he said.

Another IHD lawyer, Husnu Ondul, accused the government of not taking the measures necessary to protect Birdal. "The government should take responsibility. A invitation was handed out for the attack. Guards should have been assigned for such a person, even though he did not ask for them," he stated.

As human rights activists harshly criticized the state, top government officials denounced the violent incident but failed to put forward any detailed explanation of the event.

Prime Minister Mesut Yilmaz condemned the attack and pledged immediate action to capture the perpetrators. "I am deeply sorrowful and I condemn the attack. The culprits will be caught as soon as possible."

Deputy Prime Minister Bulent Ecevit dubbed the attack "an ugly and grievous incident." Justice Minister Oltan Sunqurlu, for his part, admitted that "it is very regretful that a decision to protect Birdal had not been taken."

Parliament Speaker Hikmet Cetin said he "strongly condemned" the attack and denounced the use of violence in democratic societies "whatever the reason."

Asked whether the shooting of Birdal could be connected to the recent allegation by the captured Kurdistan Workers' Party (PKK) commander, Semdin Sakik, that Birdal was on the payroll of the terrorist organization, Cetin said that he had no information on the issue.

However, the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) said that the attack was the culmination of a campaign which began with Sakik's revelations and was aimed at making Birdal a target. The attack is a sign of the revival of the activities of the gangs whose existence was highlighted after the Susurluk accident, the party said in a written statement. It also called on the interior minister and the other responsible officials to resign immediately.

Birdal was a HADEP candidate in the latest elections. However, the party failed to overcome the required threshold of 10 percent of the vote and did not win place in the Parliament.

"Akin Birdal is the honor of our people, the intellectuals and the human rights defenders... We condemn this attack and we assert that no attack will be able to prevent us from continuing our struggle," the statement concluded.

The Contemporary Lawyers' Association (CHD) also condemned the attack and blamed it on "some warmongering circles" and the government. "The recent attitude of opposing human rights activities and giving concessions to ultranationalism should be halted," the CHD statement said.

The Contemporary Journalists' Association (CGD) said the attack showed that "the recent provocative policies adopted against human rights activists have become immediately effective." The CHD statement went on to say that, "The fact that the attack was carried out in daylight in the middle of Ankara shows how self-possessed and determined the attackers and their instigators were."

The parliamentary group chairman of the Virtue Party (FP), Recai Kutan, stated that the attack was the result of Birdal's being portrayed as a target through Sakik's revelations. "It is impossible to talk about democracy and human rights in an atmosphere in which even the chairman of the Human Rights Association is accused without any legal basis and is openly singled out as a target," Kutan said.

A multitude of other political parties and civil organizations condemned the attack as well. Among them were the Rebirth Party (YDP), the Democratic Mass Party (DKP), the Changing Turkey Party (DEPAR), the Workers' Party (IP), the Socialist Power Party (SIP), the Freedom and Solidarity Party (ODP), the Turkish Industrialists and Businessmen Association (TUSIAD), the Confederation of Revolutionary Workers' Labor Unions (DISK) and many others.

A number of democratic mass organizations were expected to hold a demonstration at the human rights monument on Ankara's Yuksel street on Wednesday to protest the shooting of Birdal.

Klaus Kinkel déplore l'attentat contre Akin Birdal

BONN, 12 mai (AFP) - Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a "profondément déploré" l'attentat qui a grièvement blessé mardi le président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD) Akin Birdal.

Cité par un porte-parole de son ministère, M. Kinkel a espéré que l'affaire serait "rapidement éclaircie" et a souhaité à M. Birdal "un prompt rétablissement".

Le ministre a précisé qu'il connaissait le défenseur des droits de l'Homme pour l'avoir rencontré plusieurs fois, la dernière à Ankara en mars 1997.

M. Birdal, 50 ans, a été grièvement blessé par six balles dans son bureau à Ankara par deux assaillants non identifiés, selon des témoins. Il se trouvait mardi dans un état critique.

mercredi 13 mai 1998, 14h55 heure de Paris

Akin Birdal: un défenseur des droits de l'Homme honni des milieux ultras par Hervé COUTURIER

ANKARA, 13 mai (AFP) - Akin Birdal, le président de l'Association des droits de l'Homme de Turquie (IHD) grièvement blessé mardi dans une tentative d'assassinat à Ankara, est un homme qui dérange et dont l'action militante rencontre l'hostilité des éléments les plus nationalistes du pays.

Attaqué par deux inconnus dans son bureau en plein centre de la capitale turque, M. Birdal a reçu six balles dans le corps. Les médecins réservaient mercredi leur pronostic, tout en indiquant que son état s'était amélioré depuis une opération de quatre heures subie après l'attentat.

Dans son action pour les droits de l'Homme, l'IHD a été souvent accusée de sympathies pour le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), contre lequel l'armée turque mène une campagne militaire sans merci dans le Sud-Est du pays, qui s'accompagne parfois de bavures.

M. Birdal, 50 ans, préside l'IHD depuis 1992 et a déjà passé un an en prison. Il est actuellement poursuivi en justice sous l'accusation d'avoir fait de la propagande pour le PKK.

On lui a beaucoup reproché d'avoir participé en 1996 à une visite qualifiée d'humanitaire dans un camp du PKK dans le nord de l'Irak, au sein d'une délégation menée par un député islamiste, pour obtenir la libération de six soldats turcs capturés par le PKK.

Les soldats avaient été libérés mais la photo des membres de la délégation, dont M. Birdal, s'entretenant avec des militants du PKK sous un drapeau de cette organisation, avait été mal reçue en Turquie.

Plus récemment, M. Birdal avait été désigné à la vindicte populaire par la parution dans plusieurs journaux d'informations selon lesquelles Semdin Sakik, un ancien commandant du PKK capturé par l'armée turque, avait affirmé, lors de son interrogatoire, que M. Birdal était à la solde du PKK.

Selon ces informations, Sakik avait également nommé d'autres personnalités en vue, dont deux éditorialistes connus pour leur liberté de ton, comme étant des sympathisants du PKK.

Ces informations, communiquées à la presse par des sources inconnues, avaient été accueillies avec scepticisme par une partie de l'opinion turque et par la communauté étrangère. Des observateurs avaient estimé que par cette opération, certains éléments de l'Etat cherchaient à régler un compte avec des hommes qui gênaient.

Des responsables de l'IHD ont accusé mercredi "les bandes illégales existant au sein de la structure étatique" de vouloir la mort de M. Birdal. Un groupe ultranationaliste illégal, la Brigade turque de la Vengeance, a revendiqué l'attentat, selon la chaîne de télévision privée NTV.

"L'ombre de Susurluk réapparaît", titrait mercredi le quotidien Radikal, allusion à un énorme scandale qui avait révélé l'existence de liens occultes entre des éléments de la police, de la classe politique et d'une certaine pègre liée aux milieux d'extrême-droite. Le scandale avait été déclenché fortuitement, par un accident de voiture survenu fin 1996 près de la localité de Susurluk (ouest).

Suite à ce scandale, un rapport officiel avait établi que des groupes clandestins avaient été formés au sein de l'Etat et avaient commis des crimes au nom de la défense de l'Etat. A ce jour, ces groupes n'ont pas été démantelés.

"C'est une honte pour la Turquie", écrivait mercredi l'éditorialiste du Turkish Daily News à propos de l'attentat contre M. Birdal. "Ce pays n'a pas réussi à faire la lumière sur le scandale des escadrons de la mort créés au sein de l'Etat", ajoutait-il.

L'Union européenne dénonce "l'attentat lâche" contre Akin Birdal

LONDRES, 13 mai (AFP) - La présidence de l'Union européenne a dénoncé mercredi à Londres "l'attentat lâche" perpétré mardi à Ankara en Turquie contre Akin Birdal, président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD).

Le président de l'IHD, 50 ans, a été atteint de six balles à la poitrine et aux jambes après une attaque à main armée perpétrée par deux inconnus dans les locaux du siège de l'IHD à Ankara. Mercredi, ses médecins jugeaient ses jours "toujours menacés".

"Nous avons appris avec stupeur et consternation l'attaque contre Akin Birdal", indique le communiqué de la présidence de l'Union Européenne, assurée par la Grande-Bretagne jusqu'à la fin juin.

La présidence "condamne cet attentat. Elle soutient fortement les déclarations des autorités turques selon lesquelles tous les efforts seront faits pour transmettre ses responsables à la justice", ajoute-t-il.

L'ambassadeur de France en Turquie condamne l'attentat contre Akin Birdal

ANKARA, 13 mai (AFP) - L'ambassadeur de France à Ankara, Daniel Lequertier, a condamné le "lâche attentat" dont a été victime mardi le président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD), Akin Birdal.

M. Lequertier a espéré que les coupables seront rapidement identifiés et "châtiés avec la rigueur que prévoit la loi en de telles circonstances", dans une lettre de sympathie à M. Birdal, dont une copie est parvenue à l'AFP.

Il a souhaité à M. Birdal "un prompt rétablissement" et exprimé sa sympathie à l'IHD qui, a-t-il dit, "constitue un interlocuteur privilégié de la société civile turque pour la communauté étrangère".

Le président de l'IHD, 50 ans, a été victime mardi d'une attaque à main armée perpétrée par deux inconnus, âgés d'une vingtaine d'années, dans son bureau au siège de l'IHD à Ankara.

Atteint de six balles à la poitrine et aux jambes, il a subi une importante opération chirurgicale dans un hôpital proche pendant plus de quatre heures.

Son état de santé avait "tendance à s'améliorer" mercredi, selon ses médecins qui ont cependant indiqué qu'il faudra attendre encore une semaine pour savoir si ses fonctions cérébrales reprendront normalement, après une importante perte de sang au moment de l'attentat.

Amnesty accuse Ankara d'avoir favorisé l'attentat contre Akin Birdal

LONDRES, 12 mai (AFP) - L'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International a accusé mardi les autorités turques d'avoir "créé le climat" propice à l'attentat qui a grièvement blessé mardi le président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD) Akin Birdal.

"Les autorités turques ont tenté avec persistance de discréditer l'Association turque des droits de l'Homme et n'ont ni mené d'enquête ni condamné les précédentes attaques contre ses représentants", a affirmé Amnesty dans un communiqué.

"Plus de 10 membres de l'IHD ont été assassinés depuis 1991 (...), il apparaît que ces meurtres n'ont pas fait l'objet d'enquêtes correctes, et même que leurs auteurs ont été protégés", ajoute Amnesty.

M. Birdal, 50 ans, se trouvait mardi dans un état critique après avoir été victime de deux agresseurs qui lui ont tiré six balles dans la poitrine et les jambes.

Turkish Human Rights Activist Shot

ANKARA, Turkey (AP) -- Two assailants shot and wounded a leading Turkish human rights activist in his Ankara office today. An ultranationalist group claimed responsibility for the attack.

Akin Birdal, president of Turkey's independent Human Rights Association, was in critical condition with six bullet wounds in the leg, chest and shoulder, said Tefvik Ali Kucukbas, chief physician at the private Sevgi hospital.

Two men entered Birdal's downtown office and opened fire, an association official, Meral Bekar, told The Associated Press. The association is the largest organization of its kind in Turkey.

Birdal, widely respected by international rights organizations, has been fighting Turkey's government over alleged human rights violations, including torture and forced village evacuations in the Kurdish-dominated southeast.

The Turkish Revenge Brigade claimed it carried out the attack, private NTV television reported. Little is known about the ultranationalist group, but it has been vocally opposed to Turkey's Kurds.

The group, which has claimed responsibility for killing several Kurdish and leftist journalists, did not give a motive for the attack on Birdal.

Husnu Ondul, general secretary of the Human Rights Association, said without elaborating that Birdal had been receiving death threats and had requested protection from the government, to no avail.

Tuesday, May 12, 1998; 10:11 a.m. EDT

Attentat Birdal: Athènes stigmatise "les mécanismes autoritaires" en Turquie

Mer 13 Mai 98 - 13h07 GMT

ATHENES, 13 mai (AFP) - La Grèce a stigmatisé mercredi "les mécanismes autoritaires qui terrorisent les citoyens désireux de dire librement leurs opinions en Turquie", après l'attentat commis mardi contre le président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD).

"La Turquie est une démocratie grise car elle est prisonnière de ces mécanismes. Ils sont particulièrement nuisibles pour la Turquie qui ambitionne d'adhérer à la famille européenne", a déclaré le porte-parole du gouvernement grec Dimitris Reppas.

"Cet attentat n'est pas seulement un coup porté contre ce leader des droits de l'Homme mais aussi contre la démocratie et les droits de l'Homme qui sont en fait vides de contenu en Turquie", a conclu M. Reppas.

L'Italie "indignée" par l'attentat contre Akin Birdal

Mer 13 Mai 98 - 12h47 GMT

ROME, 13 mai (AFP) - L'Italie est "indignée" et "déploie" l'attentat perpétré mardi à Ankara contre le président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD), Akin Birdal, a-t-on déclaré mercredi au ministère italien des Affaires étrangères.

On observe, de même source, que le premier ministre turc Mesut Yilmaz a condamné l'attentat et a exprimé l'engagement de son gouvernement à identifier le plus rapidement possible les agresseurs afin de les remettre à la justice.

"L'Italie a soutenu les aspirations de la Turquie à intégrer l'Union européenne, tout en soulignant, dans le même temps, que l'adoption par le gouvernement d'Ankara de normes européennes en matière de droits de l'Homme, constitue la condition indispensable pour un rapprochement progressif de ce pays vers l'Europe", a-t-on rappelé au ministère.

Un attentat contre un défenseur des droits de l'homme exacerbe la tension politique en Turquie

Une organisation d'extrême droite a revendiqué l'attaque à main armée

Dans le collimateur des autorités pour ses positions en faveur des libertés et de la minorité kurde, Akin Birdal, cinquante ans, président et

fondateur de l'Association turque des droits de l'homme, a été attaqué par deux hommes armés, mardi 12 mai. Atteint de six balles dans les

jambes et le thorax, il est dans un état jugé « critique ». Régulièrement harcelé par la justice, il avait fait l'objet de menaces de mort.

ISTANBUL

de notre correspondante

Akin Birdal, le président et fondateur de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), a été grièvement blessé, mardi 12 mai, par deux hommes armés qui se sont présentés au quartier général de l'association à Ankara et lui ont tiré six balles dans les jambes et le thorax avant de s'enfuir. « Ils ont demandé à voir Akin pour lui poser une question », a expliqué une employée de l'association, choquée par cette attaque. Atteint au thorax et aux jambes, M. Birdal demeure dans un état critique après une opération qui a duré près de quatre heures. Selon la chaîne d'information en continu NTV, une organisation d'extrême-droite, la « Brigade turque de la vengeance », auteur de plusieurs assassinats contre des journalistes pro-kurdes, a revendiqué l'attentat.

Tous les politiciens turcs, du premier ministre au président, ont unanimement condamné cet attentat, qui intervient dans un climat d'intolérance croissante et d'instabilité

politique. M. Birdal, qui, depuis plus de dix ans, critique les violations des droits de l'homme en Turquie et milite pour plus de démocratie, est un habitué des tribunaux, où il a plusieurs procès en cours.

Amnesty International, rappelant que dix membres de l'IHD ont été tués depuis 1991, a accusé les autorités turques d'avoir créé un climat propice à une telle attaque. Tout récemment, Akin Birdal avait été la cible des médias après l'arrestation de Semdin Sakik, un responsable militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dont les confessions – pourtant recueillies au milieu de la nuit par la Cour de sûreté de l'État à Diyarbakir dans le plus grand secret – avaient été publiées à la « une » de tous les journaux. Semdin Sakik aurait dénoncé plusieurs personnes, dont M. Birdal, accusées de collaborer avec le PKK.

Malgré leur source douteuse, ces accusations, qui visaient des gens souvent critiqués à l'égard de la politique officielle, ont été prises très au sérieux. « Un jour, la nation

turque demandera des comptes à ces traîtres », avait écrit Emin Colasan, un éditorialiste du quotidien *Hürriyet*, se référant aux personnes accusées. Parmi elles, au côté de M. Birdal, figuraient les journalistes Mehmet Ali Birand et Cengiz Candar. A la suite de ces allégations, Mehmet Ali Birand, un des éditorialistes les plus respectés de Turquie, a perdu sa colonne régulière dans le quotidien *Sabah* et son émission télévisée, « 32^e jour », qui analysait des sujets d'actualité, a été retirée de l'antenne. Son collègue, Cengiz Candar, a, pour sa part, sauvé sa place d'éditorialiste à *Sabah*, mais son émission de débats politiques sur la chaîne NTV a été suspendue sous prétexte d'une nouvelle programmation.

Le ministre de l'intérieur, Murat Basesgioglu, a promis que les coupables de l'attentat contre Akin Birdal seraient arrêtés. Mais l'impuissance du gouvernement du premier ministre Mesut Yilmaz a été démontrée à nouveau, mardi, lorsque le Parti républicain du peuple (CHP) de Deniz Baykal, dont le soutien est

essentiel pour permettre au gouvernement de maintenir sa majorité à l'Assemblée nationale, a, une fois de plus, voté aux côtés de l'opposition en faveur de l'ouverture d'une enquête pour abus de pouvoir contre le chef du gouvernement.

Cette instabilité profite à la fois aux forces armées, dont l'influence est prépondérante, et aux extrémistes de tout bord. Ainsi plusieurs attaques par des militants d'extrême droite ont été reportées récemment. Lors d'une cérémonie officielle lundi, le président de l'association du barreau turc, Eralp Ozgen, rappelant un récent incident au tribunal d'Aydin au cours duquel des policiers venus soutenir des collègues accusés de torture avaient attaqué les avocats et les journalistes présents lorsque leurs camarades avaient été déclarés coupables, a déclaré : « Si des mesures ne sont pas prises pour empêcher de tels événements, notre pays cessera d'être un état de droit pour devenir un état policier. »

Nicole Pope

Le président de la FIDH rencontrera lundi à Ankara Akin Birdal

Ven 15 Mai 98 - 10h34 GMT

PARIS, 15 mai (AFP) - Une délégation de la FIDH (fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme), conduite par son président Patrick Baudoin, rendra visite lundi à Ankara à son vice-président Akin Birdal, également président de l'Association turque des droits de l'Homme, grièvement blessé mardi dans un attentat.

Dans un communiqué, la fédération précise que la délégation tiendra une conférence de presse lundi afin d'adresser un message aux autorités turques pour qu'elles garantissent "de façon effective et immédiate la sécurité et la liberté d'action des défenseurs des droits de l'Homme".

A cette conférence de presse, précise le texte, seront présents : M. Nazmi Gur, secrétaire général de l'Association turque des droits de l'Homme et M. Yavuz Onen, président de la Fondation turque des droits de l'Homme.

La FIDH estime que les autorités turques ont "l'obligation impérieuse de prendre enfin l'initiative de mesures radicales" pour protéger les défenseurs des droits de l'Homme et que "les mesures cosmétiques, les déclarations d'intention et de compassion ne suffisent plus".

"L'attentat du 12 mai vient malheureusement illustrer de façon magistrale le bien-fondé de nos dénonciations", constate la FIDH qui rappelle que "depuis des années, la FIDH et les autres ONG ne cessent d'alerter la communauté internationale sur la situation des droits de l'Homme en Turquie et singulièrement sur la répression infligée aux défenseurs des droits de l'Homme".

La diabolisation de l'Irak s'est émoussée

Le Monde 15 MAI 1998

ON POUVAIT difficilement faire plus. Pour le séjour du vice-premier ministre irakien Tarek Aziz à Paris, les autorités françaises auront suffisamment témoigné de leur volonté d'introduire une certaine normalité dans les relations entre les deux pays, tout en restant fermes sur le fond. Il s'agit pour elles d'encourager l'Irak à continuer dans la bonne voie de la coopération avec l'ONU et non pas de briser unilatéralement les sanctions qui ont été imposées à Bagdad par le Conseil de sécurité en août 1990, après l'invasion du Koweït.

M. Aziz a eu, mercredi soir, un dîner de travail avec le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, et devait être reçu jeudi par le président de la République, Jacques Chirac, et le premier ministre, Lionel Jospin. Il s'était entretenu mardi avec le président du Sénat, René Monory, et le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jack Lang. Jamais depuis l'invasion du Koweït, en 1990, M. Aziz ni aucun autre responsable irakien n'avait eu droit à un tel aréopage, pas davantage en France qu'ailleurs en Europe ou dans les pays occidentaux en général.

Et alors même que la visite de M. Aziz en France a été annoncée dix jours à l'avance, les *talking points* (ou éléments de langage) quotidiens - parfois rédigés en termes peu diplomatiques -, dont le département d'Etat américain se fait un devoir d'abreuver ses alliés et partenaires à travers le monde sur les sujets d'actualité, ne se sont pas intensifiés : la tendance générale à la baisse, enregistrée depuis quelque temps, s'est maintenue. Un peu dans la même ligne que l'attitude compréhensive adoptée

par Washington lorsque, durant la dernière crise entre l'Irak et l'ONU, Paris avait opté pour la diplomatie, là où les Américains prônaient le langage de la force.

Cela ne veut pas dire que les Etats-Unis ont changé d'avis sur l'Irak. Cela signifie seulement, mais c'est déjà beaucoup, que Washington tient compte de la décriation - plus ou moins nette selon les pays - dont bénéficie l'Irak, depuis qu'il a signé, le 23 février, avec l'ONU, un accord permettant de régler la crise sur les « sites présidentiels ».

Ce différend qui a opposé Bagdad aux inspecteurs en désarmement de l'ONU avait failli dégénérer en conflit armé. La diabolisation de l'Irak s'est émoussée.

Au sein du Conseil de sécurité, il existe désormais une majorité qualifiée - dont la France est une figure de proue - pour juger que sur le dossier de l'armement nucléaire de l'Irak, il est possible de passer des inspections-surprise régulières, à ce que l'on appelle le « contrôle à long terme », si l'Irak continue de coopérer. Ce qui signifie que le degré de confiance dans le désarmement irakien en la matière est jugé plutôt satisfaisant.

Le regard du Conseil de sécurité sur la Commission de l'ONU chargée de désarmer Bagdad (Unscorm) n'est plus le même, et le Conseil demande désormais des comptes à ladite commission. Le Conseil n'aurait jamais dû renoncer à ce rôle, indique-t-on de source française. Mais la crise entre l'ONU et Bagdad s'étant muée, jusqu'à la crise de février, en un bras-de-fer américano-irakien, le Conseil de sécurité s'était en quelque sorte tassé, et l'Unscorm en avait acquis une certaine immunité.

Désormais, le nombre des inspecteurs de l'Unscorm est plus équilibré. Celui des experts français, par exemple, a sensiblement augmenté. Un Français est aussi désormais conseiller politique de ladite commission. L'argument qui prévalait jusqu'à il y a quelques mois encore, selon lequel le ministère de la défense affirmait ne pas être en mesure de fournir de nombreux experts, est donc tombé.

Par quel miracle ? Il existe toujours des « chemins de Damas » commente énigmatiquement un diplomate français. Paris va d'autre part mettre à la disposition de l'Unscorm un avion de reconnaissance - Moscou aussi. Ce nouveau panachage de l'Unscorm est de nature à apaiser quelque peu les inquiétudes de Bagdad, pour qui les équipes étaient à la solde des Etats-Unis.

Jusqu'à l'implication personnelle de M. Annan, l'Irak n'a jamais voulu entendre ce que les Français lui ont toujours dit, à savoir qu'à ce jeu-là il est forcément perdant. Et, pour Washington, Bagdad n'était en mesure de comprendre que le seul langage de la force, et le président Saddam Hussein devait être éliminé.

Aussi longtemps que les partisans d'une autre politique avec l'Irak étaient la France et la Russie, la démarche paraissait suspecte. Paris et Moscou étaient accusés d'arrière-pensées marchandes et purement intéressées. Kofi Annan, lui, ne pouvait être soupçonné de rien. A tort ou à raison, le secrétaire général de l'ONU était au contraire considéré comme l'homme des Etats-Unis, auxquels il devait son poste. Il n'en a pas moins réussi à établir une relation de « confiance » avec le président irakien, qui a lui-même dit à l'émissaire présidentiel français Bertrand Dufourcq, que cette « confiance » fut l'élément déterminant de l'acceptation par l'Irak de la visite des « sites présidentiels ».

CONTINUER À COOPÉRER

M. Annan, qui est en France, et qui s'était déclaré il y a quelques jours satisfait de la coopération dont fait preuve l'Irak, a rencontré mardi M. Aziz. Une fois encore, ce dernier a jugé que le temps était venu de lever les sanctions imposées à son pays par le Conseil de sécurité. Bagdad continue, d'autre part, de se plaindre de certains comportements de l'Unscorm. Mais l'hostilité entre les Irakiens et le chef de la commission est si bien ancrée que les reproches réci-proques sont devenus quasiment des réflexes conditionnés.

Le vice-président irakien, qui doit remettre au président Chirac un message de M. Hussein - le troisième en quelques mois - s'entend tenir le même discours par tous ses interlocuteurs à Paris : l'Irak doit continuer à coopérer sans restrictions avec les inspecteurs de l'ONU, s'il veut voir « le bout du tunnel », c'est-à-dire la levée de l'embargo au moins pétrolier, dont son désarmement est la condition *sine qua non*.

Or jusqu'à présent, il n'existe aucun mouvement au sein du Conseil de sécurité à propos de l'armement biologique et chimique de l'Irak, jusqu'à la remise du prochain rapport de l'Unscorm au Conseil de sécurité en octobre. Les inspecteurs ont encore du travail à faire dans ces deux domaines.

Mouna Naïm

Bucarest craint des "actions illégales" du PKK sur le territoire roumain

BUCAREST, 15 mai (AFP) - Bucarest craint des "actions illégales" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes) sur le territoire roumain et appelle les services spécialisés à la "vigilance", a-t-on appris vendredi auprès du ministère roumain des Affaires étrangères.

La question kurde a notamment été évoquée lors de l'entretien du chef de la diplomatie turque Ismail Cem, en visite à Bucarest depuis jeudi, avec son homologue roumain Andrei Plesu, a indiqué à l'AFP la porte-parole du ministère roumain des Affaires étrangères, Mme Anda Filip.

Lors de cette rencontre, M. Plesu a fait valoir la détermination de son pays de "lutter contre toute forme de terrorisme" et a souligné que "Bucarest n'a pas reconnu le PKK ou son parlement en exil et n'a jamais autorisé la participation de représentants kurdes à des réunions internationales".

Les autorités roumaines ont également rejeté une demande de la communauté kurde de créer un centre culturel et un poste de télévision dans ce pays.

Selon M. Plesu cependant, "Bucarest ne sait pas si les associations d'hommes d'affaires kurdes ne servent pas de paravent pour d'autres activités."

M. Cem a pour sa part indiqué que la "Turquie attendait de la Roumanie ce qu'elle attendait d'autres pays, à savoir de combattre le terrorisme".

Le ministre turc, qui s'est auparavant rendu en Bulgarie, avait implicitement reproché à la Grèce de soutenir le PKK, au cours d'une conférence de presse mercredi à Sofia.

La communauté kurde de Roumanie compte quelque 8.000 personnes, dont une partie se déclarent membres du Front libération nationale du Kurdistan (ERNK, la branche politique du PKK). Un Bureau d'informations du Kurdistan, "légalement enregistré", selon ses responsables, est en outre ouvert au centre de Bucarest.

Les Kurdes disposent également d'un mensuel "culturel et politique", la Voix de la Mesopotamie, publié par la Fondation des hommes d'affaires orientaux. Le journal reproduit régulièrement les propos d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK, qui accuse la Turquie d'être "la plus grande force terroriste de l'histoire".

Selon des sources proches des services de renseignements roumains, la communauté kurde est néanmoins "sous stricte surveillance".

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 27.000 morts, militaires, policiers, rebelles et civils.

PKK has one billion dollars in bank account in Syria

- PKK's leader Ocalan also has \$20 million in the Commercial Bank of Syria
-

Ankara - Turkish Daily News

Intelligence sources told the Turkish Daily News that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has several accounts in various Syrian banks. As of March 1998, the PKK had one billion dollars in an account in the Damascus-based Commercial Bank of Syria as well as more accounts in other banks.

The PKK's leader, Abdullah Ocalan, also has \$20 million in the Commercial Bank of Syria and some other leading PKK officials have bank accounts in Syria.

Some intelligence experts have said that Syria's support of the PKK stems from problems that it has with Turkey over the Hatay region and water disputes, and also, the fact that Damascus does not want to loose the large amount of money that the PKK has deposited in Syrian bank accounts.

Some Greek Cyprus banks, which are believed to be involved in money laundering, also have some PKK accounts.

An interesting poll

Meanwhile, a poll carried out by the Security Forces in the Southeast of 13,000 people showed that only 252 people currently support the activities of the outlawed PKK.

Out of those 252 who view the PKK sympathetically, 245 of them are disturbed over links between foreign companies and the PKK.

Those who support the PKK say that the decades-long hostility against Armenians, Greeks and Greek Cypriots, and not sympathy for the PKK, is the reason for their support.

The poll also pointed out that support for PKK Leader Abdullah Ocalan decreased has his ties with other countries increased.

PKK leader accuses Ataturk of genocide against Greeks

Ankara - Turkish Daily News

Abdullah Ocalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), reportedly sent a message to the PKK Balkans Office's opening in Athens, the intent of which was to disparage the Turkish nation while praising the Greek invasion of Anatolia after World War I.

According to intelligence sources, Ocalan likened the struggle of the PKK for independence in Turkey's Southeast to the Greek war of independence from the Turks in the 1820s. He said Turkey had been aiming to destroy all cultures in Anatolia and accused Kemal Ataturk, the republic's founder, of committing genocide against Anatolia's Greek population.

"Turkey has not taken any step towards the solution of the Cyprus problem and is becoming more and more aggressive on the Aegean dispute. We need to strengthen the ties between the Greek and Kurdish nations because of the fact that both nations have to face the same dangers originating from the same enemy," Ocalan was quoted as saying.

"All peoples in the Balkans, the Caucasus and the Middle East will lose a lot if they continue to bow to the fascist repression of attempts to politically resolve disputes," Ocalan also reportedly stated in his message.

Turkish Embassy in Washington condemns shooting of Birdal

- Human Rights Watch accuses 'state officials' of targeting Birdal

Ugur Akinci

Washington - The Turkish Embassy in Washington condemned the shooting of human rights activist Akin Birdal in a strongly worded press release on Wednesday. The wounding of Human Rights Association (IHD) Chairman Birdal was characterized by the embassy as a "deplorable act of violence" and an "apparent provocation aimed at disrupting the atmosphere of public peace and order at a time when the scourge of terrorism in Turkey has been marginalized." The shooting of Birdal "is also seen as a vain attempt to tarnish Turkey's image abroad," the embassy said.

"This attack has been strongly condemned by Turkey's president, the speaker of the parliament, prime minister, foreign minister, and other high-level government officials," the press release correctly stated. "In addition, all elements of Turkish society, including various civic groups and associations as well as the Turkish people as a whole, have voiced their outrage and indignation over this tragic incident," the statement continued.

"This attack not only targeted Mr. Birdal as an individual but also constituted an assault on the very principles of human rights and fundamental freedoms," the embassy spokesman said.

Some previous reports claimed that responsibility for the attack on Birdal's life had been claimed by a group called "Turkey Vengeance Brigade." The embassy said two assailants are still at large and their identities are not clear.

"The relevant Turkish authorities are conducting a thorough investigation into this attack in order to bring the perpetrators to justice as soon as possible. To date, they have collected fingerprints and have composed eyewitness sketches of the alleged assailants," the embassy spokesman said.

Human Rights Watch

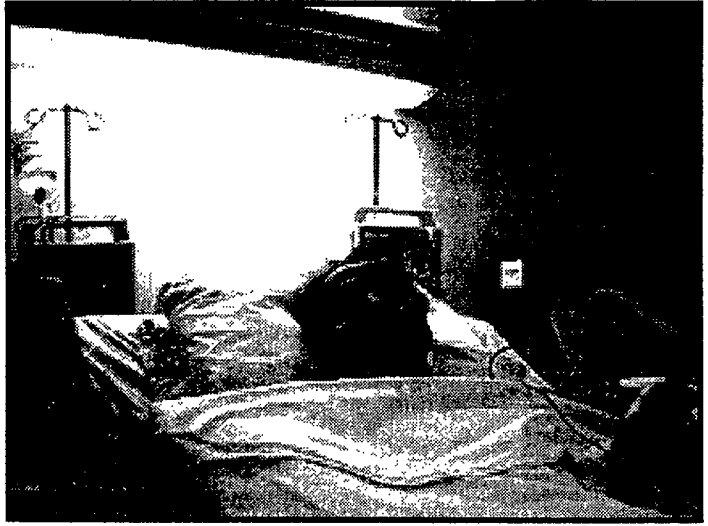
Human Rights Watch (HRW) also released a press statement on Wednesday in which Holly Cartner,

Birdal is getting better, doctors say

Ankara - Turkish Daily News

Doctors said Akin Birdal, the chairman of the Human Rights Association (IHD) who survived a fatal armed attack, will be released from the hospital in two weeks.

Birdal was brought to the hospital with six bullet wounds after being attacked by two unidentified gunmen on Tuesday, immediately undergoing surgery. He has been in the intensive care unit since then.



Tevfik Ali Kucukbas, head doctor of Sevgi Hospital where the injured human rights activist is recovering, said Birdal's condition was improving rapidly after the initial treatment, adding that he had spent the night comfortably.

Kucukbas said the bullet damage to blood vessels on the right side of Birdal's chest had been repaired, however he still had difficulty moving the fingers of his right hand. He is fully conscious and will be given soft food, Kucukbas stated, noting that he would be moved from the intensive care unit within a few days.

The head doctor told journalists that Sevgi Hospital's web page also contained updates about the latest on Birdal's condition. He said it would take three weeks for him to survive the possibility of paralysis. He also advised that the anonymous phone calls threatening to blow up the hospital if it continued treating Birdal had ceased.

Since Wednesday, Birdal was able to receive visitors briefly. His daughter, Evren, told the Turkish Daily News that her father had greeted everyone through her. "I feel in my heart the voices of friends who are lending us their support. I love you all," she quoted her father as saying.

Condemnations continue

Condemnations of the attack against Birdal continued to arrive on Thursday. The Republican People's Party's (CHP) deputy secretary-general, Mustafa Dogan, said the government and the prime minister would remain under suspicion if the mystery attack was not solved. He maintained that the attack had been planned beforehand.

Deputy Prime Minister and Defense Minister Ismet Sezgin said Birdal's attackers might have been paid by foreign circles, adding that he deplored the incident.

Murat Bozlak, chairman of the People's Democracy Party (HADEP), and Ankara Bar Association Chairman Unsal Toker also condemned the attack against Birdal. Bozlak linked the attack with the "Susurluk gangs," adding that such attacks were controlled by fascist circles.

In Strasbourg, the European Parliament approved a resolution condemning the armed attack against the IHD chairman and urged that the attackers be brought to justice. The same resolution also called on Turkish authorities to withdraw the 10-month jail sentence given to Istanbul Mayor Recep Tayyip Erdogan.

The attempted murder of Birdal continued to spark public protests in Ankara. Police on Thursday prevented a number of IHD officials and members from laying a black wreath in front of the Interior Ministry. Police officers forcibly seized the wreath from demonstrators, then prevented them from marching towards the ministry. After being halted by the police, the group later went to the front of Sevgi Hospital and held a sit-down strike there.

Okuyan murder 'not political'

Meanwhile Wednesday's murder of the cousin of Motherland Party (ANAP) Deputy Yasar Okuyan was not politically motivated, it was announced by Yasar Okuyan himself.

Okuyan's cousin, Muhittin Okuyan, was found dead in his car outside Yalova, with one bullet that had hit his heart. A misunderstanding sparked rumors that the murder was committed to avenge the recent armed attack against IHD Chairman Birdal.

Yasar Okuyan told reporters that the murder was suspected to have been motivated by a dispute over the family's financial debts.

executive director of the Europe and Central Asia division of HRW, said, "We are shocked over the shooting of Mr. Birdal, a barbarous act that occurred in the heart of Ankara."

HRW echoed a similar sentiment expressed by the Turkish Embassy: "Human Rights Watch considers the shooting an attack on those in Turkey fighting for increased democratization and the rule of law." The embassy called it an "assault on the very principles of human rights and fundamental freedoms."

While admitting the fact that the identities of the assailants are still not clear, HRW pointed a finger at the Turkish government for "targeting" Birdal.

"While the attackers and their motives are still unknown, Human Rights Watch remains deeply concerned that Mr. Birdal -- along with leading newspaper columnists Mehmet Ali Birand and Cengiz Candar -- were recently targeted as active PKK supporters by state officials who leaked to the press unsubstantiated and dubious allegations given by a captured PKK commander [Semdin Sakik]."

"None of these statements [made by Sakik] have been independently confirmed, and it is not even known if Mr. Sakik in fact made them," HRW said. According to Turkish press reports, Sakik retracted at least one alleged confession -- that Swedish Prime Minister Olaf Palme was assassinated by the PKK. However, the Turkish army has conducted a number of raids recently on PKK strongholds, reportedly on the basis of the information provided by Sakik.

"The [Turkish] government must do all in its power to bring the perpetrators to justice. The U.S. government must use its relationship with Turkey to encourage a serious inquiry," Cartner said.

Le président turc accuse les Européens de chercher à diviser la Turquie

ANKARA, 16 Mai (AFP) - Le président turc Suleyman Demirel a accusé "beaucoup au sein de l'Union européenne" de chercher à diviser la Turquie en en ranimant un traité postérieur à la première guerre mondiale envisageant de créer un Etat kurde et aussi une coccupation grecque d'une partie du pays.

"La plupart des problèmes avec l'Union européenne proviennent du fait que beaucoup en Europe veulent toujours ranimer le traité de Sèvres", a déclaré M. Demirel dans une réunion avec des hommes d'affaires vendredi, selon le quotidien d'Istanbul Yeni Yuzyil.

Le traité de Sèvres signé en aout 1920 entre les vainqueurs de la guerre et l'empire ottoman prévoyait la création d'un Etat kurde dans le sud-est, tandis que la Grèce devait obtenir la côte de la mer Egée et qu'Istanbul devait être palcé sous le contrôle des alliés occidentaux.

Mais menant une guerre de libération, Mustafa Kemal Ataturk, qui créa plus tard la république turque, obtint au traité de Lausanne en juillet 1923, la modification des clauses du traité de Sèvres.

"La décision du sommet de Luxembourg d'exclure la Turquie de l'Union européenne est une décision politique", a indiqué M. Demirel. Mais "malgré cette mesure, la Turquie est une entité européenne et le restera".

"Il y a des efforts pour diviser la Turquie en créant un Etat kurde, mais ces efforts échoueront", selon M. Demirel.

Ces déclarations sont les premières d'un dirigeant d'Ankara liant le rejet par l'UE de sa candidature à des efforts supposés pour diviser la Turquie.

Demirel's remarks marked the first public statement by a Turkish leader linking Ankara's rejection by the EU to alleged European efforts to divide ue/hc/mb/php eaf

Le PKK accuse la Turquie de vouloir "déstabiliser" les Kurdes de Roumanie

BUCAREST, 16 mai (AFP) - Le Front de Libération nationale du Kurdistan (ERNK, branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK) a accusé samedi la Turquie de mener une "campagne de désinformation" afin de "déstabiliser la communauté kurde de Roumanie", selon un communiqué remis à la presse à Bucarest.

Selon le communiqué, "les ministres turcs qui visitent la Roumanie" sont à l'origine d'articles parus ces derniers temps dans les médias roumains signalant que "le PKK (séparatistes kurdes) aurait l'intention de mener des actions illégales sur le territoire roumain".

"Il s'agit d'une campagne de désinformation. Les Kurdes de Roumanie n'ont mené et ne meneront pas d'actions pour mettre en danger la sécurité de la Roumanie ou du peuple roumain ami", indique-t-on de même source.

Vendredi, le ministre roumain des Affaires étrangères Andrei Plesu, a exprimé des craintes quant aux "actions illégales" du PKK et a appelé les services spécialisés roumains à la "vigilance". M. Plesu a fait cette déclaration à l'issue d'un entretien à Bucarest avec son homologue turc İsmail Cem.

Lors de cette rencontre, M. Plesu a notamment souligné que la Roumanie "n'a pas reconnu le PKK ou son parlement en exil et n'a jamais autorisé la participation de représentants kurdes à des réunions internationales".

La communauté kurde de Roumanie compte quelque 8.000 personnes, dont une partie se déclarent membres du Front de Libération nationale du Kurdistan. Un Bureau d'informations du Kurdistan, "légalement enregistré", selon ses responsables, est en outre ouvert dans la capitale roumaine.

Selon des sources proches des services de renseignements roumains, la communauté kurde est néanmoins "sous stricte surveillance".

Appel de la Fidh à garantir la sécurité des défenseurs des droits de l'Homme

Lun 18 Mai 98 - 09h12 GMT

ANKARA, 18 mai (AFP) - La Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (Fidh) a appelé lundi les autorités turques à prendre des mesures pour garantir la sécurité des défenseurs des droits de l'Homme, après l'attentat dont a été victime l'un d'eux, Akin Birdal, le 12 mai.

M. Birdal, 50 ans, président de la Fédération des droits de l'Homme de Turquie (IHD) et vice-président de la Fidh, avait été grièvement blessé par balles par deux inconnus dans son bureau du centre d'Ankara. Il est désormais hors de danger, ont indiqué lundi les médecins de l'hôpital où il est soigné.

Dans une lettre ouverte au président Suleyman Demirel et au Premier ministre Mesut Yilmaz, le président de la Fidh, Patrick Baudoin, qui a rendu visite à M. Birdal à l'hôpital, a déploré qu'"aucune mesure concrète" n'ait été prise à ce jour en Turquie pour "que les auteurs de violations des droits de l'Homme, et notamment des trop nombreux attentats ou exécutions du type de celui dont a été victime Akin Birdal, soient recherchés, arrêtés et sanctionnés".

"Il vous incombe aujourd'hui, poursuit la lettre à l'adresse des deux responsables turcs, de prendre enfin l'initiative de mesures radicales afin de garantir de façon effective et immédiate la sécurité et la liberté d'action des défenseur des droits de l'Homme en Turquie".

Dans sa lettre, M. Baudoin invite également la Turquie à adhérer le plus tôt possible à la Déclaration des Nations unies pour la Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme, adoptée le 3 avril par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

M. Birdal, qui avait reçu au moins six balles dans la poitrine et les jambes, était "hors de danger" lundi, a par ailleurs indiqué à l'AFP son chirurgien, Kamil Imamoglu. Il devrait pouvoir regagner son domicile dès mardi ou mercredi au plus tard, selon le médecin.

©AFP 1998

Quatre enfants tués par l'explosion d'une grenade

Dim 17 Mai 98 - 17h26 GMT

ANKARA, 17 mai (AFP) - Quatre enfants, âgés de deux à huit ans, ont été tués dimanche par l'explosion d'une grenade avec laquelle ils jouaient, dans le sud-est de la Turquie, a annoncé l'agence de presse Anatolie.

Deux autres enfants ont été gravement blessés dans l'accident, survenu dans la ville de Kulp, près de la préfecture de Diyarbakir, selon l'agence.

Les enfants ont trouvé la grenade, qui n'avait pas explosé, dans la rue et ont apparemment joué avec, sans savoir ce que c'était, a affirmé l'agence Anatolie.

Kulp est située près d'une région montagneuse, connue pour être l'un des bastions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est anatolien, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant.

Des accidents impliquant des enfants jouant avec des grenades ou des obus lancés accidentellement par les forces de sécurité ou les rebelles du PKK sont survenus dans la région par le passé.

Au moins cinq enfants ont été tués dans ces circonstances l'année dernière.



WORLD NEWS

Iranian state body lauds pro-Khamenei rally

17 May 1998

Web posted at: 05:06 GST, Dubai time (01:06 GMT)

TEHRAN, May 16 (Reuters) - A powerful Iranian state body praised residents of the central city of Isfahan on Saturday for what it called a show of support for supreme leader Ayatollah Ali Khamenei.

State-owned television quoted the Assembly of Experts, a body of 83 senior clerics with the power to appoint or remove Iran's supreme leader, as saying Friday's demonstrations reflected the "zeal and political vigilance of the people in their loyalty to the Islamic system."

"We would like to thank the people of Isfahan for (the way) they showed that they are ready to nullify the conspiracies of villains with their iron will," a statement issued by the assembly and read on Iranian television said.

The crowds, numbering more than 30,000 according to Iranian television, marched in Isfahan to denounce dissident senior Moslem cleric Ayatollah Hossein Ali Montazeri who has challenged the paramount power of Khamenei.

Montazeri, who last year questioned Khamenei's credentials, has been under virtual house arrest since then.

Isfahan province, especially Montazeri's hometown of Najafabad, has been a scene of frequent protests since the dissident's detention.

Friday's march was an attempt by Khamenei backers to answer Montazeri's supporters with a rally of their own, analysts said.

It came after Khamenei sharply denounced a planned rally in Isfahan on Friday by Montazeri backers, who had decided to call off their rally to avoid potential clashes.

State television showed large crowds of marchers, led by rows of Shi'ite Moslem clerics, carrying pictures of Khamenei and banners condemning Montazeri's backers.

The demonstrators later packed Isfahan's historic central square for a Friday prayer service, raising their fists to chants of "Death to America" and "Death to Israel" and vowing to support Khamenei against his detractors.

The Assembly also praised Khamenei for his "wise leadership" in handling the matter.

"They (the Assembly) thanked the leader (Khamenei) for his timely guidance in the destruction of the sinister plot of the agents of world arrogance (the West)," Iranian television said.

Iranian television also slammed the foreign media's coverage of the demonstrations, saying it showed their "hostility" to the Islamic republic. It singled out the Persian-language services of the British Broadcasting Corporation (BBC), the Voice of America, and Radio Israel for criticism.

Iranian television is widely seen as conservative. Key officials at the Islamic Republic of Iran Broadcasting (IRIB) monopoly are appointed directly by Khamenei.

Malgré les mesures de sécurité, des Kurdes forcent les portes de l'ONU

Face à la presse internationale et en présence de Hillary Clinton, le haut-commissaire de l'ONU pour les Droits de l'homme, Mary Robinson, a dû se retirer pour rencontrer des manifestants kurdes.



C'est au cœur de l'enceinte de l'ONU que les Kurdes sont venus manifester.

Vendredi, peu après 11 heures. Quelque 160 Kurdes transpirent et hurlent sur la place des Nations: «Dewleta tirk mêrkuje» (en kurde, l'Etat turc assassine, n.d.l.r.). Ils s'agrippent au lourd portail métallique du Palais des Nations. Les manifestants parviennent à le sortir de ses rails. Les agents de sécurité de l'ONU paraissent complètement dépassés. Les policiers parviennent tout juste à retenir une centaine de Kurdes, tandis que soixante autres foncent têtes baissées dans l'enceinte de l'ONU. C'est la deuxième fois dans l'histoire du «machin» que des manifestants parviennent à pénétrer dans ses bâtiments de Genève. La sécurité est mise en échec.

Une vingtaine d'hommes franchissent le deuxième portail et pénètrent dans le bâtiment 4. Ils chantent, ils dansent et se réclament du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, parti séparatiste, interdit en Turquie). Comme le 23 mai 1997, exactement au même endroit et à la même heure. Ces militants du PKK ne sont pas nombreux, mais leurs voix font vibrer les murs. Ils revendiquent du fond de leurs entrailles. «Nous voulons remettre cette enveloppe scellée au haut-commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'homme, l'Américaine Mary Robinson», explique Sadik, 27 ans, domicilié à Bâle.

Décidément, rien ne semble impossible avec des manifestants kurdes. A la Mission américaine, face à la presse internationale, le haut-commissaire de l'ONU pour les Droits de l'homme, Mary Robinson, se retire de la table ronde sur les Droits de la femme dans le monde, à laquelle participe Hillary Clinton et des responsables de plusieurs organisations onusiennes. La diplomate se rend immédiatement au Palais des Nations pour entendre les perturbateurs. Elle leur explique qu'elle est consciente des violations des Droits de l'homme dont est victime le peuple kurde. L'Américaine prie ensuite ses interlocuteurs de quitter les lieux.

Accompagnés du président de la Commission des droits de l'homme, le Sud-Africain Jacob Selebi, les manifestants sortent du bâtiment 4 en traînant les pieds. Leurs slogans résonnent comme des détonations: «Türk devleti katildir» (en turc cette fois-ci, l'Etat turc assassine, n.d.l.r.). Les agents de sécurité de l'ONU, aidés de dizaines de gendarmes, balisent et rythment le retour vers la sortie. Le passage d'un premier portail se fait aisément. Vingt militants rejoignent ainsi un groupe d'une quarantaine de camarades, retenus à mi-chemin.

«Relâchez nos camarades avant que nous sortions»

Juste avant de franchir le portail défoncé de la place des Nations, Sadik s'arrête et avertit un responsable de la sécurité de l'ONU: «Avant que nous sortions, les deux manifestants arrêtés doivent être relâchés.» Le fonctionnaire international appelle à l'aide le commissaire de police Marcel Vaudroz. Un brin Roger Moore dans la démarche, les lunettes de soleil obscures et le costume rayé, Marcel Vaudroz vient tout de suite rassurer le leader kurde: «Vos camarades sont libres. Regardez, ils descendent l'avenue de la Paix.»

Après deux heures de manif, les participants se dispersent. Dans le calme. Seul un agent de sécurité de l'ONU est légèrement blessé et une vitre brisée. Il n'empêche que l'image de Genève risque d'en prendre un coup. Entre la 51e assemblée de l'Organisation mondiale de la santé et la conférence de l'Organisation mondiale du commerce, 150 manifestants parviennent à déborder la police et le personnel spécialisé de l'ONU.

La sécurité ne pouvait rien faire

Mais personne n'est responsable. «Compte tenu des moyens utilisés par les manifestants, nos quelque 85 agents ne pouvaient pas les empêcher de rentrer. Il n'y a eu aucune négligence de

leur part, estime Ben Yahmed, du service de l'information de l'ONU. Je rappelle en outre que leurs responsabilités s'arrêtent aux limites de l'enceinte du Palais des Nations.»

De son côté, la maréchaussée rappelle que ses compétences s'arrêtent au seuil des Nations Unies. «Nous n'avons aucune responsabilité dans l'intrusion des manifestants à l'ONU», précise Pascal di Camillo, porte-parole de la police. Le chef des forces de l'ordre, Laurent Walpen, avait pourtant déclaré qu'à l'occasion du 50e anniversaire du système commercial mondial tout devait être fait pour éviter le moindre dérapage, susceptible de ternir l'image de Genève. «Le dispositif de sécurité prévu pour la Conférence de l'OMC n'est entré en fonction qu'hier à 18 heures», note le service de presse de la police.

Phillipe Rodrik □

Robin Cook mardi à Ankara pour tenter de dégeler les relations

Lun 18 Mai 98 - 13h37 GMT

ANKARA. 18 mai (AFP) - Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, effectue mardi à Ankara une visite de travail délicate de quelques heures afin de tenter de remettre sur les rails les relations entre l'Union européenne (UE) et la Turquie, très affectées par le dernier sommet européen de Luxembourg.

"M. Cook arrivera dans l'après-midi de mardi et aura des entretiens avec le Premier ministre Mesut Yilmaz et le ministre des Affaires étrangères Ismail Cem, avant de repartir dans la soirée", a annoncé lundi le porte-parole de la diplomatie turque, Necati Utkan.

M. Cook, dont le pays assume jusqu'au 30 juin la présidence tournante de l'UE, tentera de débloquer le dialogue entre Ankara et les Quinze, gelé depuis l'exclusion de la Turquie par l'UE de ses plans d'élargissement lors du sommet de Luxembourg en décembre 1997, a précisé à l'AFP une source proche du gouvernement.

"Nous pensons que M. Cook pourrait nous apporter quelque chose de nouveau pour ouvrir la voie à un dégel de nos relations" a ajouté cette source, sans donner de précision.

En réaction à la décision de Luxembourg, la Turquie avait rompu son dialogue politique avec l'UE, notamment sur les droits de l'Homme, la question chypriote et les différends turco-grecs, en gardant cependant ses relations bilatérales avec chacun des membres de l'UE.

"Aucune question politique ne sera discutée avec M. Cook (...) La Turquie n'a pas changé d'attitude depuis Luxembourg. Elle n'a nullement l'intention de faire des concessions et sa politique à ce sujet a toujours été cohérente (...) L'important est d'obtenir la levée du veto grec aux fonds dûs à la Turquie", a-t-elle encore souligné.

La Turquie exige un bon fonctionnement de la coopération financière prévue dans le cadre de l'union douanière entrée en vigueur le 1er janvier 1996 entre l'UE et la Turquie, bloquée par le veto opposé par la Grèce au déblocage de fonds dûs à la Turquie.

Ankara estime que c'est à l'UE de trouver une solution pour surmonter le veto grec.

"Si l'UE, dans le cadre de son document sur la Turquie, veut approfondir ses liens avec Ankara, elle doit trouver les moyens de surmonter le veto grec", a indiqué cette source.

A Luxembourg, les Quinze avaient adopté un document intitulé "Stratégie européenne pour la Turquie" qui prévoyait un renforcement de la coopération financière en y incorporant de nouveaux domaines comme l'agriculture et les services.

Mais en avril, la Grèce avait annoncé qu'elle maintiendrait son veto à l'octroi d'une aide financière à la Turquie.

Cette aide, de 375 millions d'écus (412,5 millions de dollars), est prévue dans le cadre de l'union douanière pour compenser les pertes entraînées pour les entreprises turques par la levée des barrières douanières.

La visite de M. Cook intervient une semaine avant un conseil d'association UE-Turquie, prévu pour le 25 mai, mais dont la tenue est encore incertaine.

"La participation de la Turquie et donc la tenue de cette réunion dépendront des propositions qui seront faites par le ministre britannique", a encore souligné cette source.

S'il a lieu, ce sera la première réunion de ce genre entre l'UE et la Turquie depuis décembre dernier.

Pour un déblocage des fonds destinés à la Turquie, Athènes exige le règlement préalable du différend territorial turco-grec en mer Egée, notamment à propos de l'îlot Kardak (Imia pour les Grecs) en Egée, dont les deux pays se disputent la souveraineté et au sujet duquel ils avaient frôlé le conflit armé en janvier 1996.

RÉPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ÉCRITES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Politique extérieure
(Turquie - droits de l'homme - Kurdes)*

11098. - 9 mars 1998. - M. Michel Pajon attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation du peuple kurde et sur la politique de la France à l'égard de la Turquie. En effet, les Kurdes, qui constituent entre le tiers et le quart de la population turque, mènent depuis des décennies un combat multiforme pour la reconnaissance de leur identité et pour un certain degré d'autonomie dans la gestion de leurs affaires. De son côté, l'État turc refuse de reconnaître l'existence même des Kurdes comme peuple distinct. Ce conflit, qui s'est déjà traduit par plusieurs milliers de morts, s'est beaucoup aggravé au cours des dernières années et se traduit par des mesures de répression très sévères, notamment à l'égard des militants turcs et kurdes des droits de l'homme. Face à cette situation, il lui demande quelle est la position diplomatique de la France vis-à-vis de la Turquie. Il lui demande également si le sort qui est réservé aux Kurdes n'appelle pas de la France qu'elle réexamine ses contrats de ventes d'armement avec ce pays et adopte, en la matière, une position commerciale en adéquation avec sa tradition de pays des droits de l'homme.

Réponse. - L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre des affaires étrangères sur la situation des droits de l'homme, et notamment sur le problème kurde. La France n'ignore pas que les graves lacunes, admises par les autorités turques elles-mêmes, en matière de respect des droits de l'homme découlent pour une large part du problème kurde. Si la France comprend le besoin de sécurité de la Turquie, dans un environnement régional instable, et condamne fermement les activités terroristes du PKK, elle estime également qu'une solution durable de cette question ne peut être que politique. A cet égard, le débat démocratique qui s'est amorcé ces dernières années dans la société turque sur cette question... ne saurait rester sans conséquences politiques, comme en a témoigné la campagne « d'un million de signatures pour la paix » (8 octobre 1996, 17 mai 1997) dont le résultat a été transmis au parlement turc, où nombre de députés sont d'origine kurde, à commencer par l'actuel président, M. Hikmet Cetin. La France est convaincue que si les projets de développement économique du Sud-Est anatolien peuvent contribuer à une amélioration de la situation, notamment sociale, une solution durable ne peut être le fruit que d'une approche politique, dans le cadre de l'intégrité territoriale de la Turquie.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MAY 19, 1998

Rights Body Asks Turkey To Intervene

Reuters

ANKARA — An international human rights watchdog group asked Turkey on Monday to take serious steps to prevent future attacks like the shooting of the country's

leading human rights worker. "We resolutely want you to take solid steps to prevent such events occurring again," the International Federation of Human Rights Leagues wrote in a letter to President Suleyman Demirel and Prime Minister Mesut Yilmaz.

Akin Birdal, head of the Human Rights Association, survived being shot six times in the chest and leg at his office last week. The shooting came after leaks to the press linked him to separatist Kurd-

ish guerrillas. The Turkish rights group denies any links to Kurdish rebels.

The chairman of the Paris-based federation of rights groups, Patrick Baudouin, read the letter out loud after visiting Mr. Birdal in an Ankara hospital.

"Our message is clear," he said. "Your words giving guarantees are not enough anymore. From now on you have the duty of realizing what you have said."

Human Rights Association officials say about a dozen

members of the group have been killed since it was formed in 1986.

Mr. Birdal, who is also deputy chairman of the international federation, has been an outspoken critic of rights abuses in Turkey and has accused the state of conducting a "dirty war" against Kurdish Workers Party rebels in the southeast. More than 28,000 people have been killed in the conflict.

Turkey's human rights record has often come under fire from the West.

U.S. and EU Make Peace Over Trade With Iran

*In Waiving Sanctions,
Clinton Gets European
Vow to Fight Terrorism*

By Tom Buerkle
International Herald Tribune

LONDON — The United States and the European Union moved to defuse

their biggest trade dispute of recent years on Monday as President Bill Clinton lifted the threat of sanctions against European companies that invest in Iran and promised to seek congressional approval to waive sanctions on EU companies doing business in Cuba.

The agreement was hailed by European officials as a major victory in their two-year-old campaign against U.S. attempts to enforce its foreign-policy priorities on allies through unilateral trade sanctions.

In return for disarming the U.S. sanctions weapon, Mr. Clinton won a commitment from European governments to step up cooperation in combating terrorism and fighting the spread of weapons of mass destruction, including EU support to persuade Russia to stop assisting Iran's ballistic-missile program.

"The waivers we have granted today are part of our overall strategy to deter Iran from acquiring weapons of mass destruction and promoting terrorism," Mr. Clinton said.

But Senator Alfonse D'Amato, Republican of New York, the author of the sanctions law, said Monday: "The decision is a mistake. It will send a signal to others that they can do business as usual with Iran, at a time when Iran continues to pursue weapons of mass destruction and continues to sponsor terrorist acts."

The United States and the EU also agreed to work together to establish a set of global rules to protect investors against expropriation by foreign governments, something that Mr. Clinton said would effectively inhibit investment in expropriated properties Cuba.

The agreement, which one EU official called "an armistice, not a peace treaty," left a few contentious issues unresolved, and U.S. officials acknowledged that Congressional approval to change the sanctions law on Cuba would not come easily.

But Mr. Clinton and Prime Minister Tony Blair of Britain expressed hope that the deal would remove one of the biggest irritants to closer political and economic

cooperation across the Atlantic.

"We have avoided a showdown over sanctions and provided at least a chance of a solution in the future," said Mr. Blair, whose government holds the EU's rotating presidency.

Jacques Santer, the president of the European Commission, the executive agency that negotiates trade issues on behalf of the 15 EU nations, said, "The deal today means European businessmen can conduct their business without the threat of U.S. sanctions hanging over their heads."

In addition to the proposed sanctions settlement, the United States and the European Union agreed to seek ways to deepen the world's biggest trading and investment relationship, mainly by reducing regulatory and other non-tariff barriers to trade in goods and services.

The initiative, dubbed the Trans-Atlantic Economic Partnership, was short on specifics, reflecting a limited appetite for trade liberalization in some EU countries including France as well as in Congress, which last year rejected Mr. Clinton's bid for "fast-track" authority to negotiate free trade in the Americas.

In a speech later to the World Trade Organization in Geneva, Mr. Clinton promised to renew his bid for fast-track authority and gave the strongest hint yet of U.S. support for a new round of global negotiations beginning in 2000.

Mr. Clinton said that in a high-technology era, the WTO could no longer afford to take years to thrash out trade accords. He called for a global trading system that moved "as fast as the marketplace" and said there should especially be no pause in ripping down barriers in agriculture.

"Starting next year, we should aggressively begin negotiations to reduce tariffs, subsidies and other distortions that restrict productivity in agriculture," Mr. Clinton said, referring to what has been a politically explosive issue for the WTO's 132 members.

The agreement on sanctions culminated more than a year of hard negotiations and followed months of intense, interagency debate with Washington about whether to impose sanctions against the Total of France, Gazprom of Russia and Petronas of Malaysia for their \$2 billion gas proj-

ect in South Pars field in Iran.

In effect, the administration decided that sanctions, which include barring U.S. loans, would have no effect on the project but could have negative political consequences. They noted that President Boris Yeltsin has just committed to pushing Parliament in Moscow to approve the START-2 pact to cut Russia's nuclear arsenal, and that sanctioning a Malaysian company would hinder an economy reeling from Asia's economic crisis.

The accord was expected to encourage other European companies such as Royal Dutch/Shell Group to move ahead with projects in Iran.

The accord brought a welcome from Tehran, where Iran's official press agency said that Washington had "finally bowed to pressure from the European Union."

But U.S. officials said that Washington was getting solid cooperation from the EU on counter-terrorism and nonproliferation efforts. The agreement, however, did not cover Libya, which remains subject to United Nations sanctions.

IRAN Jeunes

Le culte du foot pour oublier le chômage

JAMÉ'E SALEM

Téhéran

Dans un pays où la majorité de la population est composée de jeunes - un phénomène sans précédent en Iran -, il convient de déployer une énergie immense en faveur de la jeunesse. Mais aucun des gouvernants n'y a réfléchi, et aucune voie n'est proposée à la jeune génération, laquelle est devenue un jouet entre les mains d'individus ignorants. Jusqu'à présent, les responsables de l'Education nationale n'ont pu faire preuve d'une quelconque capacité à penser la question. Du coup, notre jeunesse est désemparée : elle passe les années essentielles de son existence dans les études et au service militaire, puis se retrouve soudain au chômage quand approche la trentaine.

La plupart des jeunes étudient parce qu'ils ne trouvent pas de travail et parce qu'il n'y a pas de place pour eux à la maison. Ils vont donc à l'université, ce qui offre aux responsables un répit leur permettant de réfléchir encore quelques années aux problèmes de la jeune génération. Entre-temps, les jeunes se rendent compte que personne ne s'intéresse à eux et qu'ils doivent se débrouiller seuls.

Par crainte d'un danger éventuel, les gouvernants tentent de politiser les loisirs afin d'exercer une mainmise sur les jeunes et de les museler complètement. Une des manifestations de cette politisation des loisirs est le culte du foot. A l'occasion de chaque match, de 10 000 à 130 000 personnes dépensent une demi-journée de leur vie et beaucoup d'énergie pour acheter leurs billets et assister à la rencontre. Environ 1 million de personnes interrompent leur travail et le cours de leur vie pour regarder la télévision, au point que notre capitale devient une ville morte au moment où se dispute un match. Si l'équipe favorite l'emporte, la victoire agit comme une drogue. Elle rassasie les jeunes pendant un mois et leur fait oublier le chômage et les soucis. Mais, si l'issue du match n'est pas celle qui était escomptée, la population et les responsables politiques s'engagent dans de longues polémiques, notamment sur les changements d'entraîneurs, qui occupent tout le monde le temps d'arriver au prochain match. Ce cycle sans fin, accompagné d'une "starisation" des joueurs de football, placés au rang de héros, constitue un loisir. L'engouement est tel que les jeunes filles, les femmes au foyer et les femmes actives s'y mettent aussi et se passionnent pour le foot.

L'attrait de la médaille d'or, d'un revenu exorbitant et de la célébrité est tel que fonctionnaires,

professeurs, apprentis boulangers ou garagistes occupent leur temps libre à jouer au foot sur des terrains exigus et inadaptés et se prennent pour Maradona. Du coup, notre nation perd son identité, ses capacités de choix et de réflexion, et s'en remet à Dieu pour toute action.

L'énergie gaspillée par les mass media iraniens au sujet du football n'est comparable à rien, sauf à celle dépensée pour le prêche religieux. Mais jamais la diffusion des connaissances ou de l'information ne soulève un tel enthousiasme. Dès lors, beaucoup de nos jeunes, même quand ils adhèrent aux concepts religieux, confondent religion et superstition et accordent plus de pouvoir à des personnes ordinaires qu'à Dieu.

Beaucoup de ceux qui se sentent étrangers à notre société et en désaccord avec notre gouvernement décident finalement de fuir vers d'autres contrées telles que le Japon, l'Australie, les Etats-Unis ou le Canada. Jadis fondée sur le travail et le service rendu à son prochain, la société iranienne perd aujourd'hui ces valeurs, diluées par l'ennui et les faux divertissements comme la télévision. Dans une société de plus en plus complexe, une utilisation cohérente du temps libre s'impose. Les gouvernants doivent proposer aux jeunes une éducation et des loisirs convenables. Pour l'instant, il n'y a pas un seul responsable politique capable d'accomplir cela. ●

Attentat contre Akin Birdal: six personnes gardées à vue

ANKARA, 22 mai (AFP) - Six personnes ont été placées en garde à vue à Istanbul en liaison avec la tentative d'assassinat perpétrée le 12 mai à Ankara contre le président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD), Akin Birdal, a rapporté vendredi l'agence Anatolie.

Un sergent de l'armée turque figure parmi ces personnes, arrêtées en possession de deux pistolets de calibre de 9 mm, a indiqué l'agence, sans autre précision.

Elles étaient interrogées par la police anti-terroriste d'Istanbul en fin de matinée de vendredi, a indiqué pour sa part la chaîne de télévision d'information en continu NTV.

Akin Birdal, 50 ans, avait été attaqué par deux inconnus qui l'avaient grièvement blessé de six balles, dans son bureau dans le centre d'Ankara. Il avait été opéré immédiatement pendant plus de quatre heures.

Son état de santé s'améliore progressivement, selon ses médecins. M. Birdal pourra quitter l'hôpital dans une dizaine de jours.

INTERNATIONAL
HERALD TRIBUNE,
MAY 23-24, 1998

Turkish Police Hold 5 In Attack on Activist

ANKARA — Prime Minister Mesut Yilmaz announced Friday that Turkish police had arrested five people believed to be involved in the shooting of the head of the country's Human Rights Association on May 12.

"Five people, including two gunmen who shot Akin Birdal, were captured

and arrested near Istanbul this morning," Mr. Yilmaz told reporters in the southeastern town of Adiyaman, according to the Anatolia news agency. It said the attackers were extremists belonging to an ultranationalist group.

Mr. Yilmaz said the assailants were understood to have been "preparing for another spectacular attack," but did not elaborate. Mr. Birdal, 50, was shot six times by two attackers who burst into his central Ankara office. Doctors said he was now out of danger. (AFP)



Bomb Attack on MHP

Yesterday morning, four bombs were thrown into the Nationalist Movement Party (MHP) Okmeydani District Office. Two exploded, wounding one person.

Hakan Aslaneli

Istanbul- Turkish Daily News

22/05/98

Terror struck the Okmeydani district of Istanbul yesterday morning when three militant activists from the illegal DHKP-C threw four high impact hand grenades into the MHP district office in Okmeydani. As the bomb explosions resounded in the street, 54 year old Talat Aydin was wounded. Further harm was averted, however, when police called the bomb elimination team and two unexploded bombs were rendered ineffective. It is

surmised that the reason terror chose the Okmeydani District Office of the MHP was in retaliation for the events that took place on May 1st this year. During these demonstrations, a young man trying to escape from the police and seeking shelter in the MHP office in Okmeydani was nearly thrown out from the window by the ultranationalists. Not even a month had elapsed there was another retaliation, this time by a left-wing group. In a written statement issued after the May 1st incident, MHP Istanbul District President Mehmet Gul claimed that they had not tried to throw the man out of the window. He said that on the contrary, they had tried to save him. However the television pictures showed the man dangling from the window, held from his legs and

collar and being hit by others those inside with their fists. Most recently, MHP District President Mehmet Gul issued a statement at the burial of Serdar Ciminli, disciple of Adnan Hoca, which caused the tension to rise even further. Commenting on the assassination attempt on Akin Birdal, President of the Human Rights Association (IHD), Gul accused human rights defenders of treason and asked that the association be closed. The tension between left and right wing militants is thus seen to be rising, and reached its peak with this last bombing incident. One ultranationalist who did not want his name disclosed told the TDN that they would respond to this attack by DHKP-C and would never give up.



Dangerous Escalation of Violence

Just as happened before the military coup of September 12, 1980, there are factions hellbent on provoking violent confrontations between left and right wing groups. First, during the May 1st demonstrations the ultranationalists took the front line and attacked leftists and members of the press. Then Satilmis Can, MHP Esenler Office executive board member, lost his life in a rifle assault. Now a bomb has been thrown into the MHP Office in Okmeydani. According to members of the secret information service, these events appear to represent an escalation of the tension between left and right unlikely to discontinue. It is up to

Mehmet Gul to foreclose this possibility, although his statements up until now have only served to increase the tension. It is expected, however, that Gul will release statements and make some gestures to help matters.

Iraq protests to Egypt over Arab-Kurdish dialogue in Cairo

Ankara - Turkish Daily News

Iraq has protested to Egypt over an Arab-Kurdish dialogue that it plans to host next week.

Iraq, in an official letter, described the discussions to be conducted with leaders of the two main Kurdish groups that control northern Iraq as "negative and unsuitable," said Arab diplomats in Cairo speaking on condition of anonymity, news reports said.

Iraq asked Egypt to cancel the two-day meeting, which starts on Wednesday, they said.

Ahmed Hamroush, the head of the official Egyptian Solidarity Organization which is hosting the meeting rejected the Iraqi protest, the London-based Al-Hayat newspaper reported. He described the Iraqi letter as a "misperception."

The newspaper quoted him as saying that the dialogue is aimed only at improving ties and understanding between Arabs and Kurds.

Egypt allowed the two groups -- the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) -- to open offices in Cairo last year.

Adnan al-Mufti, the PUK representative in the discussions, said that the Iraqi rejection was shortsighted because "the Kurds only want to inform Arabs" about the situation in northern Iraq.

In a related development, Egyptian Ambassador to Ankara Muhammad Al-Mahdy Fathalla said that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was not invited to the meeting.

Questioned by reporters during a visit to the southeastern Turkish city of Diyarbakir, the ambassador also criticized Turkey's military operations in northern Iraq.

"Turkey should declare its reason for entering into Iraqi lands," Fathalla was quoted as saying by the Anatolia news agency on Friday.

So Birdal was not shot by PKK terrorists

- Is the prime minister aware that he is losing his credibility both at home and abroad by making conflicting and erroneous statements?



Editorial by Ilnur Cevik

Last Friday Prime Minister Mesut Yılmaz was once again in the major newspapers, this time telling them that the shooting of Akin Birdal, the country's leading human rights campaigner, was due to a dispute within the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist group. "It is understood that it was an internal settling of accounts. Like a misunderstanding between those in the same camp... It is clear they were connected to the PKK," several newspapers quoted Yılmaz as saying.

That was no surprise, because Akin Birdal and his Human Rights Association (IHD) were named as PKK collaborators in the alleged testimony of PKK terrorist leader Semdin Sakik, which was leaked to the press and consequently made Birdal a "target."

But the developments on Friday must have been a real blow to the prime minister and his associates whose statements are too frequently being proven wrong as the truth is revealed. This was the case in the Birdal shooting. An official announcement on Friday showed that yet again a "gang" was involved in the assassination attempt against Birdal and that some members of this group were shadowy characters who had state links and had nothing to do with left-wing groups or separatists. So the statements of Yılmaz, which were all over the press describing the shooting of Birdal as a "settling of accounts within the PKK," were absolutely false.

Of course we can't blame the newspapers for making such a big issue out of the revelations of Yılmaz because they do come from the prime minister of this country. However, people should learn the lesson from this that from now on the prime minister's statements will have to be evaluated with caution. In the past the newspapers were embarrassed in a similar way because Yılmaz went on to deny he ever said anything. But this time it is different because Yılmaz did not dispute the quotes attributed to him. Unlike past cases, he did not say "I was misunderstood."

So why does the prime minister say all these things and create an embarrassing situation? Does he need the glamour of being on the front pages of the newspapers? Isn't it a fact that even if he stays silent he will always be on the front pages simply because he is the prime minister and theoretically the most powerful political person in the country?

We have said this before during the Kohl crisis and we will say it again because the prime minister is an old friend -- we did our military service together -- and we feel he should be given a chance to improve himself: Mesut Yılmaz has to think twice before he makes statements or revelations.

On the other hand, the official announcement of the capture of six people involved in the attack against Birdal and their links to gangs are interesting, but we feel a few more days need to pass before all the facts emerge and the issue is to be debated in public before we can comment on this.

Year Into Khatami's Term, Tension Mounts in Iran

Hard-Liners Assail Small Steps to Open Society

By Douglas Jehl
New York Times Service

TEHRAN — One year after an election that changed the face of Iranian politics, students and other Iranians gathered by the thousands here to celebrate the openness instilled by President Mohammed Khatami.

But the anniversary rally came against a backdrop of sharpening tension between the moderate Iranians who reveled in the memory of Mr. Khatami's overwhelming victory and conservatives who view his popularity as a threat to their longtime grip on power.

Along with Iran's supreme leader, the more conservative Ayatollah Sayed Ali Khamenei, Mr. Khatami has tried to calm that strained environment in recent weeks. But his caution has frustrated some supporters, who had hoped he would prove more willing to confront rival factions.

[Mr. Khatami called at the rally for Iranians to respect free expression, The Associated Press reported. He was greeted with a 15-minute ovation from the jubilant crowd, made up equally of men and women who had marched through the capital to the university, waving pictures of the president. His address was interrupted repeatedly by chants of "Khatami, we love you," and "Long live Khatami."

["People have the right to demand their freedom from the government, but within the law," Mr. Khatami said. But he hushed the crowd when it began chanting "Death to America" and "Death to the monopoly of power," slogans popular under the previous, hard-line government. "In this gath-

ering I prefer that we talk about life, not death," he said.]

While the gathering Saturday was generally buoyant, it reflected consciousness of a divide in Iranian society. Some fear that the country is moving too quickly from the restrictive spirit of the

1979 Islamic revolution. Others believe it is not moving quickly enough.

"We believe that Mr. Khatami needs to do more," said Majid Farahani, 25, a student leader, "and the only way to do that is to be more honest with the people about the obstacles he is facing. Otherwise he might fail, because the only power he has behind him is the 20 million people who supported him during the election."

Among recent signs of tension has been a warning reportedly issued by the chief of the Revolutionary Guards, the country's most powerful military force. The general, Rahim Safivi, has been quoted as telling fellow military leaders that the course adopted by the government poses a threat to national security, and that the military should act "to uproot the counterrevolutionaries, wherever they are."

Diplomats and analysts say those remarks betray the unease that has continued to reverberate here since Mr. Khatami's victory on May 23, 1997, even though he won 70 percent of the vote against a candidate supported by the religious establishment.

In recent days, conservative groups mobilized to counter the preparations for the weekend celebration by trying to focus on another anniversary. Sunday marked the day 16 years ago when Iran won perhaps its biggest victory in the 1980-1988 war with Iraq.

Since he formally assumed power in August, Mr. Khatami, 54, has eased press restrictions, creating a climate of freer political expression than at any time in at least 15 years. Even Ayatollah Khamenei, 58, the remote figure who succeeded Ayatollah Ruhollah Khomeini in 1989, has begun to emulate Mr. Khatami's more populist approach. He arrived unannounced at a recent meeting of students to engage in a discussion later broadcast on television.

MAY 25, 1998

But Mr. Khatami's influence remains limited. The government's most important powers, including the military and security forces, are in the hands of Ayatollah Khamenei, who is regarded under the constitution as God's representative on earth. Other powers are jealously guarded by the legislature and the judiciary, which, like Ayatollah Khamenei's office, remain under tight conservative control.

So Mr. Khatami, a more moderate cleric, has kept a low profile whenever disagreements have turned contentious. He has issued warnings against anyone inclined to take new liberties to extremes. This seems to emphasize his concern that tensions between rival factions, expressed nearly every day in the press, could spill over into street clashes.

"He's worried that some groups, from all the factions, might be going a little too far," said a former Khatami campaign spokesman who is now a deputy minister of culture and Islamic guidance.

Last month Mr. Khatami weathered the most serious crisis since his election, a dispute involving the mayor of Tehran, who was jailed on charges of corruption. The government quickly condemned the arrest, but the president issued no statement. Instead, he worked behind the scenes, persuading his supporters to cancel a protest while persuading Ayatollah Khamenei to order the mayor's release.

The mayor, Gholam-Hossein Karbaschi, an ally of Mr. Khatami's, is back at work after 11 days in jail. By all appearances he is seeking to avoid further controversy, and there has been no indication whether he might face trial.

In the meantime, however, the legislature, led by Ali Akbar Nateq-Nouri, the speaker of Parliament and the candidate Mr. Khatami defeated, has begun to try to exert more power. It is weighing legislation that the government would have no power to revoke. One bill, already approved in preliminary form, would prohibit publication of photographs of women, even veiled, and of articles judged sexually inflammatory. Another would require segregation of hospitals by sex.

Mr. Khatami's government opposes both measures. But its voice has not been loud enough to satisfy those who hope to distance Iran further from the restrictions put into place after the 1979 revolution. "We voted for Khatami," said Mohammed Khosravi, 18, who took part in the rally Saturday. "But they're not allowing him to do anything."

A SUIVRE

Scènes de chasse aux Kurdes en Syrie

Dans le cadre d'un réchauffement avec la Turquie, la Syrie vient de procéder à l'arrestation de Mahmoud al-Aswad, responsable du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) à Damas, ainsi que de 400 autres militants séparatistes. Dans la

foulée, la police a démantelé le camp de Shabâa, situé près de la capitale syrienne. Tout en privant les rebelles kurdes d'une importante base arrière, cette volte-face risque de les placer directement à la merci de l'armée turque. Pressentant le danger,

Abdallah Oçalan, chef du PKK, a déclaré que son parti était prêt à déposer les armes. « En cas de refus par les autorités turques de la médiation européenne, nous porterons la guérilla au cœur des grandes villes de Turquie », a-t-il prévenu.

Marianne - 25 mai 1998



Birdal identifies assailants

- On Sunday, the attackers were taken to the site of the attack to reenact the assault at the IHD building in Ankara. IHD Chairman Birdal also confirmed the suspects as the men who had attacked him

Ankara - Turkish Daily News

The capture of the six suspects who allegedly attacked the Human Rights Association (IHD) chairman has stirred controversy as the attackers on Sunday were taken to the site of the incident to reenact the assault at the IHD building in Ankara.

Akin Birdal, who is still in the hospital, and witnesses identified the suspects as the men who attacked him. The suspects will be questioned further by the police in Ankara on May 25.

It was learned that the alleged hit man in the Birdal assassination attempt, Bahri Eken -- who had been working for Serdar Saruhan -- was tried in an Istanbul court for months for threatening a woman in an attempt to acquire her property near Istanbul.

Tansu Aygulhan, who is the owner of a dog farm, said that she was threatened by a gang which included Bahri Eken. Three people, including an alleged Jitem gendarmerie intelligence unit member and a alleged member of the National Intelligence Organization (MIT) and Eken, all threatened her in an effort seize the property that she and her father owned.

Last week, six people were detained in connection to last week's armed attack against IHD Chairman Birdal. Among the six are two people whom the police believe injured Birdal. The alleged hit men, Bahri Eken and Kerim Deretarla, and the other conspirators, Hasan Hasanoglu, Erkal Ulas, Ahmet Fulin and Cengiz Ersever, were apprehended in a series of police raids.

Meanwhile, opposition parties have stepped up their criticism on the government, which they say should not be looking for the gang outside, because it is within the government.

Deputy Chairmen of the True Path Party (DYP) Hayri Kozakcioglu and Meral Aksener said during a press conference in Istanbul that if the government has Mahmut Yildirim, code-named Yesil (Green), under control as its says, then it should explain how these incidents are still happening.

Kozakcioglu also accused those who leaked the confession of Semdin Sakik -- the outlawed Kurdistan Workers' Party's (PKK) second in command -- concerning Birdal, saying that the confession was the reason for the armed attack against Birdal. He added that, "leaking such confessions is strictly forbidden by the laws and we call on the judiciary to investigate the issue.

After last week's operation, the ballistic investigation showed that two 9-mm handguns found in the possession of the suspects were the ones used to shoot Birdal. The authorities are still searching for another man, Semih Tufan Guraltay, who is believed to have planned the attack.

One of the captured suspects, Ersever -- no relation to Cem Ersever, a retired army and intelligence officer who was killed by unidentified attackers in 1993 -- is said to be a non-commissioned military officer employed in a gendarmerie station in Istanbul.

The authorities said he was an associate of Mahmut Yildirim, code-named Yesil (Green), a former intelligence officer who is blamed for the killing of a number of people in relation to the criminal actions of the alleged state gangs.

Arabs, Kurds Meet in Forum Shunned by Iraq

Reuters
27-MAY-98
By Alistair Lyon

CAIRO, May 27 (Reuters) - Iraqi Kurdish leaders joined Arab intellectuals in Cairo on Wednesday for a dialogue aimed at clearing up historic misunderstandings between Arabs and Kurds. Abdul-Rahman, deputy leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), told Reuters in an interview.

"We belong to a nation that has been living here since the beginning of history. We as a people have not really been recognised or accepted by the representatives of the peoples of this area, the Middle East," he said.

Abdul-Rahman urged Arab political parties and social and cultural organisations to deal with their Kurdish counterparts.

"That could lay the basis for mutual recognition, acceptance of the Kurdish reality and recognition of the legitimate national and democratic rights of the Kurds," he said.

An estimated 20 million Kurds live in an arc of territory divided between Iraq, Iran, Syria and Turkey, where they form often restive and in some cases fiercely repressed minorities.

Ahmed Hamroush, chairman of the Egyptian Solidarity Committee, which is sponsoring the two-day dialogue in Cairo, said Kurds were a "nationality" even though they lacked a state.

He cited the absence of central government authority in Kurdish-held northern Iraq since the 1991 Gulf War as a main reason why Arabs and Kurds should discuss their differences.

"This must be solved on the basis of a good understanding of the realities between the Arabs and the Kurds," he said of the anomalous status of northern Iraq, protected by U.S. and British air force units based in neighbouring Turkey.

Hamroush said he had invited the Iraqi counterpart of his group to the Cairo dialogue, but had been rebuffed. "They think this dialogue is against them, which is not true," he explained.

"We are for the unity of Iraq, the independence of Iraq and good relations between the Kurds and the Arabs. We are for having peace in the area which will help both peoples," he said.

The official Iraqi News Agency quoted Salah al-Mukhtar, head of the Iraqi Peace and Solidarity Committee, as saying in a letter to Hamroush that the conference was inappropriate.

"This conference is considered interference in Iraq's internal affairs and will rebound negatively on the talks being held between the central government and the Kurds," he said.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), reminded the conference of the shared history of Arabs and Kurds, symbolised by Kurdish warrior and Arab hero Salah al-Din al-Ayyubi, better known in the West as Saladin, who led his armies from Egypt against Crusaders invading the Holy Land.

Cairo was the birthplace of the first Kurdish magazine, published 100 years ago in Turkish and Kurdish, and former President Gamal Abdel Nasser forged ties with Kurdish groups.

But periodic Kurdish revolts in northern Iraq over the past half-century have aroused Arab nationalist suspicions that the Kurds were unwitting tools in a Zionist- or Western-orchestrated plot to fragment Iraq and destroy Arab unity.

Abdul-Rahman dismissed such conspiracy theories, sometimes aired in the Iraqi media, as the product of "closed minds"

He said there had been recent Kurdish contacts with Baghdad but voiced caution on the prospects of a new agreement.

"We haven't felt there is a big change from the position taken by the Iraqi government in 1991. They seem to cling to those positions which didn't lead to a negotiated settlement."

The PUK and KDP, the two biggest Kurdish parties, negotiated with Baghdad on a federal formula for Iraq after gaining control of the north after the Gulf War, but talks broke down, mainly over whether the Kurdish area should include oil-rich Kirkuk.

Abdul-Rahman said the Kurds had not come to the Cairo meeting to raise issues considered sensitive by Baghdad.

"We are discussing how the Kurdish problem should be solved within the framework of Iraq," he said. "It should be on the basis of federalism, democracy and human rights, and it should include all the Kurdish areas within the Iraqi state."

Turkish Army Helicopter Said to Crash, One Dead

Reuters
27-MAY-98

DIYARBAKIR, Turkey, May 27 (Reuters) - A Turkish military helicopter carrying four soldiers crashed in mountains in south-eastern Turkey, killing one of its four crew members, a security source said on Wednesday.

The UH-1 Huey helicopter suffered mechanical failure before hitting a peak in the Cudi mountain range close to the border with Iraq on Tuesday morning, the source told Reuters. The other three soldiers aboard were seriously injured.

Kurdish television station MED TV said the helicopter had been shot down.

"According to our sources in the area, it was brought down," the station said. It gave no further details.

The Cudi mountains are close to a section of northern Iraq where up to 1,000 Turkish troops are fighting rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK).

Turkey frequently launches cross-border raids into the Kurdish enclave of northern Iraq, which is used by the PKK to launch attacks on southeast Turkey.

In June 1997, PKK guerrillas shot down two Turkish helicopters with Russian-made SA-7 missiles.

United Nations condemns latest Turkish incursion into Iraq

BBC
May 28, 1998

The United Nations says the latest Turkish cross-border operation into northern Iraq against Kurdish rebels is disrupting the distribution of humanitarian aid in the area.

Eric Falt, spokesman for Iraq's U.N. Coordinator in Baghdad, said "villagers are often forced to flee when faced with troop advances which, of course complicate food distribution, but the WFP (World Food Programme) continues its programme in most of the governorate of Duhok."

"The distribution of humanitarian supplies, however, is clearly disrupted in the most remote areas that are close to the Turkish border," Falt added.

Northern Iraq has been administered separately from the rest of the country since 1991, remaining under the control of the two main Iraqi Kurdish nationalist groups, and under the protection of the United States and Britain.

Hundreds of Turkish troops have fighting Kurdish rebels for more than a week.

Titre : Turkish Kurd refugees moved deeper into Iraq
Service de presse : RTw (Reuters World Report)
Date : Mar 26 Mai 1998

Copyright 1998 Reuters Ltd. All rights reserved.
The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

GENEVA, May 26 (Reuters) - Some 4,800 Turkish Kurd refugees, who have moved from camp to camp in no-man's land in northern Iraq, have been relocated deeper in Iraq, ending their year-long odyssey, the U.N. refugee agency said on Tuesday.

The move took place on Monday with the consent of the refugee group's leaders, according to Kris Janowski, spokesman for the U.N. High Commissioner for Refugees (UNHCR).

The refugees were moved by Iraqi authorities from Sheikhan to a site further inland near the village of Makhmur, some 70 km (43 miles) from the line separating Iraqi-controlled territory from Iraqi Kurdish-controlled northern Iraq.

The refugees fled fighting between the autonomy-seeking Kurdistan Workers Party (PKK) and Turkish troops in southeast Turkey.

Russia Concerned about Turkish Military Actions in Iraqi Kurdistan.

MOSCOW, May 27 (Itar-Tass) - The Foreign Ministry expressed concern about a new large-scale military operation launched by Turkish troops in Northern Iraq.

Itar-Tass
27-MAY-98

Turkey, which explains its action by the need to fight the rebels of the Turkish Workers' Party of Kurdistan who have infiltrated the northern part of Iraq, should immediately withdraw its troops from there, the ministry said in a statement on Wednesday.

"Arising problems should be solved not by force, but by civilised political methods. This is not the first serious violation by Ankara of the fundamental norms of international law, the sovereignty and territorial integrity of the neighbouring country. Such actions, let alone a desire to make them a usual practice, are inadmissible, no matter what justifications are used," the ministry said.

Un dialogue arabo-kurde organisé pour la première fois au Caire par Laurence CHABERT

LE CAIRE, 27 mai (AFP) - Des responsables kurdes irakiens et des intellectuels arabes ont engagé mercredi au Caire un dialogue présenté comme une première par ses organisateurs, soucieux de ménager l'Irak en clamant leur attachement à son unité.

"Nous voulons avoir de bonnes relations entre Kurdes et Arabes et clarifier tous nos problèmes", explique à l'AFP l'écrivain Ahmed Hamrouche, président pour l'Egypte du Comité afro-asiatique de solidarité, organisation non-gouvernementale qui organisait le colloque.

Il souligne que c'est au Caire qu'avait été imprimé le premier journal kurde ("Kurdistan") voilà cent ans. "Nous pensons que des relations démocratiques entre Arabes et Kurdes forment la base de l'unité et de l'indépendance de l'Irak", insiste cet ex-membre des Officiers libres de Gamal Abdel Nasser.

Les membres irakiens du Comité, invités, ont décliné en arguant qu'il s'agissait d'une ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak, regrette-t-il.

La majorité des participants sont des intellectuels égyptiens et des Kurdes irakiens des deux principales factions rivales, dont le chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) Jalal Talabani et le numéro deux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Sami Abdel Rahmane.

L'Irak, mais aussi la Turquie, ont exercé de fortes pressions contre la tenue de la réunion, selon plusieurs participants. Elle est entourée de strictes mesures de sécurité, dont l'interdiction des magnétophones et des caméras pour limiter sa publicité.

Ironie sans doute voulue, la rencontre, qui se poursuivra jeudi, se déroule dans un grand hôtel du Caire ... salle Saladin, du nom du chef kurde qui résista aux Croisés et reprit Jérusalem à la fin du XIIème siècle.

"Le fait que les Kurdes soient venus au Caire trouver une solution juste à leur cause ne signifie pas un complot colonialiste contre l'Irak", plaide M. Talabani devant les participants. "Il s'agit d'une tentative nationaliste (arabe) sincère pour sauver l'Irak des problèmes épineux qui épuisent ses forces".

"Les Kurdes ne demandent pas une séparation de l'Irak, mais au contraire l'unité nationale avec la fédération comme meilleure solution", souligne-t-il.

Après lecture d'un message du chef du PDK Massoud Barzani appelant à "une cohabitation des peuples arabe et kurde en Irak", M. Abdel Rahmane insiste sur "l'échec du recours à la violence" et le fédéralisme "comme formule adéquate entre le Kurdistan et le gouvernement central".

"Les Arabes voient les Kurdes comme des sécessionnistes prêts à collaborer avec des pays étrangers, tandis que les Kurdes se plaignent de ne pas voir reconnaître leurs droits", résume pour l'AFP le responsable des relations internationales du PDK, Hoshyar Zebari.

"Beaucoup de problèmes ont été résolus, en Irlande, en Bosnie, en Afrique du Sud, mais les Arabes et les Kurdes ne se comprennent toujours pas", se plaint-il en notant le "silence arabe sur le problème kurde, alors que les Arabes pleurent la Palestine".

Le Kurdistan irakien est virtuellement autonome depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, mais Bagdad a regagné en influence à la faveur des combats inter-kurdes, qui ont fait plus de 2.500 morts depuis 1994, et d'une alliance avec le PDK fin août 1996.

La Turquie et les Etats-Unis avaient forcé le PDK et l'UPK à accepter en octobre 1996 un cessez-le-feu et des pourparlers de paix. Les deux factions devraient d'ailleurs poursuivre ces discussions en marge du colloque. Selon M. Zebari, elles se retrouvent chaque jeudi pour discuter et ont eu des pourparlers en février à Paris sous l'égide du Parti socialiste français.

La presse turque fait des révélations sur les liens entre la gendarmerie et des gangs mafieux

ISTANBUL

de notre correspondante

L'arrestation, vendredi 22 mai, des membres du commando qui avaient grièvement blessé par balles Akin Birdal, le président de l'Association des droits de l'homme (IHD) de Turquie, soulève autant de questions qu'elle en résout. Identifiés par Akin Birdal depuis sa chambre d'hôpital comme les auteurs de l'agression, deux jeunes gens, Bahri Eken et Kerim Deretarla - tous deux fils de policiers -, ont révélé avoir suivi un entraînement paramilitaire dans une caserne à quelques dizaines de kilomètres d'Istanbul sous la direction d'un sous-officier de gendarmerie, Cengiz Ersever.

Interpellé ainsi que trois autres

personnes, Cengiz Ersever serait, selon la presse turque, un collaborateur de « Yesil », le nom de code d'un des personnages les plus influents de ce milieu mafieux ultranationaliste apparemment utilisé par certains cercles étatiques pour des opérations peu orthodoxes.

Certains, parmi les interpellés, ne sont pas des inconnus. Ainsi, l'un des « cerveaux » de l'attaque contre Akin Birdal avait comparu devant les tribunaux pour avoir participé à un raid armé contre la chaîne de télévision Flash TV en avril 1997.

« Cette arrestation est le résultat de la pression de l'opinion internationale et des démocrates turcs, affirme Nazmi Gur, le secrétaire général de l'IHD, mais ces hommes sont de simples pions. Derrière eux, il y a les

gangs organisés au sein de l'Etat ».

Ces arrestations relancent, une fois de plus, les interrogations liées à l'affaire dite « de Susurluk », qui avait révélé l'existence de gangs d'extrême droite, liés à l'Etat, impliqués dans des trafics illégaux et suspectés d'être responsables des quelques 3 500 « assassinats non élucidés » recensés par l'IHD depuis 1991.

Les relations entre l'Etat et des organisations mafieuses avaient été révélées au grand public en novembre 1996, lorsque la Mercedes - au coffre bourré d'armes, de drogue et de « vrais faux » papiers - d'un député kurde, Sedat Bucak, chef d'une milice progouvernementale, s'était écrasée contre un camion, tuant les autres passagers du

véhicule, soit un chef de la police et un gangster d'extrême droite recherché par Interpol.

Une enquête parlementaire sur l'accident de Susurluk avait suivi. A peine entré en fonctions, le premier ministre, Mesut Yilmaz, avait promis de faire la lumière sur toute cette affaire. Mais la volonté politique de trouver les coupables semble avoir fondu et l'attaque contre Akin Birdal indique que ces gangs continuent d'opérer.

« Cette arrestation démontre que la police est parfaitement capable de trouver les coupables lorsqu'elle ne se soumet pas aux pressions de l'intérieur », affirme le député social-démocrate Fikri Saglar. « Si nous suivons cette piste sérieusement, nous pourrions faire la lumière sur Susurluk ».

Nicole Pope

LE MONDE / MERCREDI 27 MAI 1998

U.S. Begins to Trim Forces in Gulf

By Dana Priest
Washington Post Service

WASHINGTON — The Clinton administration, which sent dozens of extra bombers and thousands of soldiers and sailors to intimidate Iraq during a showdown in the Gulf in February, has begun withdrawing the additional forces and returning to "precrisis" levels of military strength in the region.

The reduction in American military power in the Gulf reflected an assessment that the crisis with President Saddam Hussein's government has subsided now that Baghdad has renewed promises to cooperate with United Nations weapons inspectors, according to Defense Secretary William Cohen.

At the same time, it responded to concern at the Pentagon that long-term deployment around Iraq was stretching military resources and imposing difficult absences from their families for U.S. troops.

At the urging of the Pentagon, President Bill Clinton decided to reduce the number of U.S. military personnel in the region by roughly half and cut the number of aircraft carriers on station there from two to one, the Pentagon spokesman, Kenneth Bacon, said Tuesday.

Following the orders, the Independence moved out of the Gulf on Sunday, leaving the John Stennis and its battle group as the only carrier in the waters off Iraq for the first time since the crisis early this year.

Also going home, defense officials said, are 36 fighters and their support aircraft, which will fly back to the United States from Bahrain. An additional six F-117 stealth warplanes are leaving Kuwait, and six B-52 bombers and nine KC-120 tanker craft will leave the Diego Garcia Air Base in the Indian Ocean, the officials said.

The Gulf force will be reduced from its peak of 44,000 U.S. military personnel to about 19,000 soldiers, sailors and air force personnel. That is the number permanently stationed on ships, air bases and other facilities around the region.

The standoff eased when the Iraqi government allowed UN inspectors to search for documents at high-security "presidential sites" at the end of February.

But UN officials complain that Iraq has still failed to turn over all information about its weapons production efforts and proof that it has destroyed weapons known to have been produced.

In that light, Mr. Bacon said Tuesday that U.S. forces would

leave behind ships that will carry twice as many cruise missiles as they did during the Gulf War.

The United States will have "the ability to exert a swift and powerful strike if we have to, and also the ability to increase that cruise missile force very, very rapidly," he said.

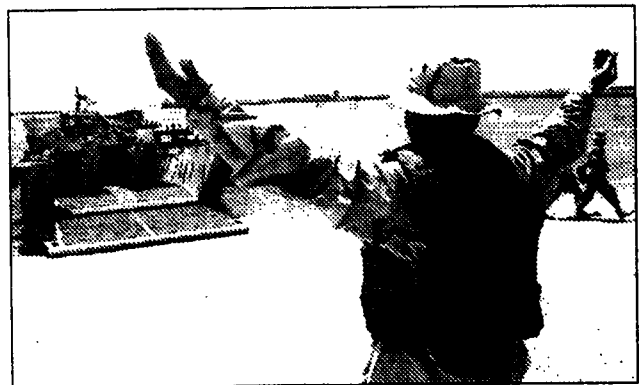
Speaking to reporters traveling with him Monday in Chile, Mr. Cohen said it would take "just 48 hours" to "handle any situation that might develop in the short run."

Mr. Saddam, he added, "should take no comfort in the fact that we are rationalizing our force structure there consistent with the threat analysis. Tensions have eased somewhat."

Top Pentagon officials met last week with Mr. Clinton to make the case that the size of the force should be reduced, arguing that the deployment was putting a significant strain on manpower and equipment, defense officials said. In addition, such countries in the region as Bahrain, where additional U.S. military personnel and equipment have been stationed, were pressing Washington to reduce its troop presence, which is a sensitive domestic issue for Gulf leaders.

"There were many countries in the region that said, stay as long as you need to, but not longer," an official said.

The forces were sent to the region in preparation for a sustained bombing campaign in the event Mr. Saddam continued to deny UN inspectors access to the sensitive presidential sites. With the agreement brokered by the UN secretary-general, Kofi Annan, there are no longer plans to carry out such a strike, Pentagon officials said.



Raed Quteina/Agence France-Press

A U.S. Marine signaling to colleagues on a landing craft during joint training exercises in Kuwait, where about 1,200 troops have begun deploying from U.S. bases.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MAY 28, 1998

Reconnaissance du génocide de 1915: joie chez les Arméniens, colère à Ankara (SYNTHESE JOURNEE + par Souk CHANTHALANGSY

PARIS, 29 mai (AFP) - L'Assemblée nationale a décidé vendredi de reconnaître le génocide arménien de 1915, un acte politique accueilli avec joie et soulagement par la communauté arménienne mais déjà dénoncé comme "absolument néfaste" par les autorités d'Ankara.

Pressé par la représentation nationale sur ce dossier diplomatiquement délicat, le gouvernement a "pris acte", tout en insistant sur le fait que "la Turquie actuelle ne peut être tenue pour responsable" de ces événements présentés comme "une des tragédies les plus effroyables de ce siècle".

La reconnaissance du génocide - mot que le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants, Jean-Pierre Masseret, a soigneusement évité dans son discours - a été faite de façon solennelle, sous la forme d'une proposition de loi adoptée à l'unanimité par les députés.

Le texte, présenté par le groupe socialiste et longuement applaudi par les députés debouts, stipule dans son article unique que "la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915".

La France est ainsi l'un des premiers grands pays, notamment en Europe, à qualifier de génocide ces exactions qui, selon des estimations concordantes, avaient entraîné la mort des "deux tiers" du peuple arménien au début du siècle.

A l'exception de quelques pays, dont la Russie et le Canada, la grande majorité des parlements ne reconnaissent pas encore ce génocide.

Perpétrés par le gouvernement des Jeunes Turcs de l'Empire ottoman, les massacres et les déportations d'Arméniens, de 1915 à 1917, ont fait entre 1,2 et 1,3 million de morts, selon les Arméniens (entre 250.000 et 300.000, selon Ankara).

Pour le rapporteur, René Rouquet (PS), "le bilan de ce génocide peut être évalué, fin 1916, à 1.500.000 morts, soit les deux tiers de la population arménienne". "Nombreux sont ceux qui partagent notre émotion, au moment d'accomplir le pas décisif que la France doit à toutes les victimes du premier génocide de ce siècle", a déclaré M. Rouquet à l'ouverture du débat.

"La voix chétive" d'un enfant des survivants

Une vive émotion a étreint l'Assemblée, lorsque l'unique député d'origine arménienne, le RPR Patrick Devedjian, est monté à la tribune pour faire entendre "la voix chétive" d'un des enfants des survivants des massacres.

S'adressant au gouvernement d'Ankara, M. Devedjian l'a invité à écouter "la parole de paix de la France", ajoutant: "on ne se délivre du passé qu'en le regardant en face et une Nation se grandit à reconnaître ses fautes (...) En reconnaissant le génocide arménien vous vous délivrez de la tentation de recommencer avec d'autres".

La Turquie, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Ismail Cem, a aussitôt dénoncé le vote des députés français. "Je condamne l'adoption de cette proposition de loi qui aura absolument des effets néfastes sur les relations turco-françaises", déclare le ministre dans un communiqué, ajoutant qu'une "telle reconnaissance ne fera qu'encourager le terrorisme arménien, auquel la Turquie n'a pas cédé et ne cèdera pas".

Le "génocide" est catégoriquement nié par Ankara qui, tout en reconnaissant des "événements tragiques" ayant fait beaucoup de victimes arméniennes, affirme qu'il n'y jamais eu de volonté délibérée turque d'exterminer tout un peuple.

Traduisant le soulagement de la diaspora arménienne, les quelque 1.500 Arméniens rassemblés près du Palais Bourbon ont laissé éclater leur joie à l'annonce du vote. Des réactions similaires affluaient des villes françaises comptant une forte communauté arménienne, comme Alfortville, en banlieue parisienne, ou Marseille.

Quant aux représentants de la communauté arménienne en France, ils ont salué avec "fierté et espérance" le vote de vendredi, invitant les autres pays de l'UE et les Etats-Unis, notamment, à suivre "l'exemple de la France".

Quelques regrets ont été cependant émis, en particulier sur le caractère tardif de cette reconnaissance et sur le fait que ni le lieu, ni les auteurs de ce génocide n'ont été cités dans la proposition de loi.

Les députés ont en effet repoussé une dizaine d'amendements, dont l'un du groupe communiste souhaitant consigner par écrit que ce génocide a été "perpétré contre le peuple arménien, de 1915 à 1922, par le gouvernement turc de l'époque sous l'Empire ottoman".



Yilmaz: 'Yesil behind Birdal attack'

- The prime minister said he had previously been provided with semi-official information from the National Intelligence Organization (MIT) concerning Green's death

Ankara - Turkish Daily News

Prime Minister Mesut Yilmaz said that the latest evidence obtained by police has revealed that the alleged gang leader Mahmut Yildirim, code-named "Yesil," is alive and is responsible for ordering the recent armed attack against Akin Birdal, chairman of the Human Rights Association (IHD).

Yilmaz confirmed that the Security Department has enough evidence to prosecute Yesil, adding that the government will do its best to bring him to justice.

Speaking on the private channel TGRT late Wednesday night, Yilmaz said that the main motive behind the attack against Birdal was to disturb the public order and stability in Turkey.

In the past, Yilmaz claimed that Yesil was dead. In response to a question regarding his previous comments, the prime minister said he had been provided with "semi-official information" by the National Intelligence Organization (MIT). "Yesil was missing after 1996 and he was presumed dead for that reason," he added.

Yesil allegedly worked as a gang leader responsible for the murders of a number of people. He is also said to have had links with the MIT in the past.

The prime minister said that the matter was seriously discussed at the National Security Council's (MGK) latest meeting this week and the council decided to urge the government to take all measures to fight against the gangs within the state.

Yilmaz said that he was pleased by the recent round up of the suspected attackers in the Birdal shooting. Last week, the prime minister commented on the incident, saying that the matter was an "inner conflict within the IHD." The attack against Birdal came after recently-captured separatist Kurdish terrorist leader Semdin Sakik accused Birdal of receiving bribes from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Basesgioglu: 'Investigation is confidential'

Meanwhile, Interior Minister Murat Basesgioglu adopted a different line from that of Prime Minister Yilmaz. He said that the solution to the alleged state-mafia relationship was not confined to Yilmaz or his Motherland Party (ANAP).

Basesgioglu said at a conference in Ankara on Thursday that the search for Yesil was carrying on, and declined to comment on the investigation due to confidentiality.

The interior minister also criticized recent rumors of a connection between Yesil and the Birdal attack. He also dismissed claims that Yesil's whereabouts are known, but police are reluctant to capture him.

Miller warns of 'strong US response' if Turks hit S-300s

- Rubin stands by Miller but declines to define 'strong response'
- Another US official urges Turks not to read too much into Miller's remark



UGUR AKINCI

Washington- Turkish Daily News

Ambassador Thomas Miller, the U.S. State Department's special Cyprus coordinator, is perhaps wishing that he had not held that press conference with Greek journalists on May 26 at the Hilton Hotel in Lefkose, Nicosia, when he blurted out that there would be a "strong U.S. response" if "Turks did something" to stop the delivery of Russian S-300s missiles to Greek Cyprus. By the time Miller realized what he had said and tried to take it back, it was probably too late.

'Strong response'

"Let me make it very clear," Miller told Greek journalists. "If there was some Turkish reaction, if they came in -- in response to the hypothetical, hypothetical question -- you can believe that if there was a Turkish reaction to the missiles being deployed and the Turks did something, you can be sure there would be a strong U.S. response."

The Greek reporter replied: "A strong U.S. response?"

Miller continued, "Let me be a little more specific. We have made it clear to the Turks that any kind of threats are also equally unproductive." According to some reports reaching Washington, the Turkish Foreign Ministry denied that Washington ever warned Ankara about such a "strong response."

'Strike that'

At this point, Miller perhaps thought he had gone too far and tried to take it all back, although he was speaking on the record. "Let me clarify so that we get this clear. Strike 'the strong U.S. response' because I don't like to make statements that I don't, you know, have the specifics on," Miller said.

"But, we have made it clear to the Turks that we have -- that's not to be the headline you know -- we have made it very clear to the Turks that we think a reaction would be bad. Just like we think bringing in the missiles would be bad. So, what are we talking about here? We are talking about something that -- you do something that's bad, we are talking about reaction that's bad. So what's the point? The point is don't bring them in the first place."

When the TDN asked State Department spokesman Jamie Rubin whether Miller's statement represents the official U.S. position, Rubin said he stands by everything that Miller said in Cyprus.

"What kind of a 'strong response' [to Turkey] are we talking about here?" TDN asked Rubin.

"We hope this is a strong response that we don't need to take. We hope, number one, that the missiles aren't delivered. We hope, number two, that the Turkish side will cease from its threats of what it will do if the missiles are delivered," Rubin said.

"That's what we want to see and that's what we are focused on, beyond saying that Ambassador Miller is speaking for the [U.S.] government in using [the phrase] 'strong response.' We have no interest in defining it further."

Ankara previously warned that it would hit the missile sites if Russian S-300s ever get deployed in Greek Cyprus.

"Are we talking about sanctions [against Turkey], perhaps?" this reporter asked. "We have no interest in defining it further," Rubin repeated.

'Don't read too much into it'

An administration official following up on the issue reminded TDN -- on background -- that Ambassador Miller's reference to a "strong response" should not be interpreted as a sign of a policy shift on Cyprus. "One should not take it as an articulated response. One can consider it as just one official speaking off-the-cuff during a press conference," the official told this reporter.

"Speculating any further on this remark does not really help. I wouldn't read anything into it," the official said, displaying a rather different interpretation of Miller's remarks than State Department spokesman Rubin, who firmly stood by the phrase.

L'Assemblée nationale proclame : « La France reconnaît le génocide arménien de 1915 »

Le gouvernement s'inquiète des réactions d'Ankara après le vote d'un texte symbolique

Les députés ont voté, vendredi 29 mai, une proposition de loi d'origine socialiste reconnaissant le génocide arménien. Ce texte qui « ne réjouit

pas » l'Hotel Matignon, n'a qu'une portée symbolique et, accessoirement, permet au Parlement d'adopter une pétition de principe, ce qui,

formellement, lui est interdit depuis 1958. Les autorités turques ont fait part de leur mécontentement.

UN PÉRILLEUX exercice diplomatique attendait le gouvernement, vendredi 29 mai, lors de l'examen à l'Assemblée nationale de la proposition de loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. Cette initiative parlementaire « ne réjouit pas » Matignon, qui redoute des conséquences politiques et économiques avec la Turquie, reconnaît l'entourage de Lionel Jospin. L'article unique du texte est aussi bref que symbolique : « La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915. » Comment s'opposer à un texte qui suscite la quasi-unanimité au Parlement, s'interroge un ministre ? De son côté, le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a tenu à rassurer son homologue turc : dans sa réponse à la lettre que lui a adressée Hikmet Cetin, président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, M. Fabius précise que cette proposition de loi ne constitue « en rien un geste dirigé contre la Turquie actuelle », mais il ajoute qu'il n'entre pas dans ses prérogatives « d'interrompre cette procédure », comme M. Cetin l'y a invité.

C'est à force d'« obstination » que les députés ont fini par inscrire cette proposition à l'ordre du jour, alors que les tentatives de leurs prédécesseurs, depuis de nombreuses années, n'avaient jamais abouti, explique Jean-Paul Bret (PS, Rhône), l'un des initiateurs du texte, avec René Rouquet (PS, Val-de-Marne), rapporteur et maire d'Alfortville, qui compte une importante communauté arménienne.

« UN PRÉCÉDENT INTÉRESSANT »

A l'approche de la date anniversaire du génocide (le 24 avril), deux questions d'actualité avaient été posées à Pierre Moscovici, le 21 avril, puis une troisième à Hubert Védrine, le lendemain (*Le Monde* daté 26-27 avril) : le ministre délégué aux affaires européennes avait reconnu le caractère de génocide du peuple arménien, mais seulement « à titre personnel », tandis que le ministre des affaires étrangères utilisait le terme de « massacres », comme devait le faire le premier ministre, le 24 avril, dans un communiqué officiel... Pourtant, lors de la cam-

pagne présidentielle de 1995, M. Jospin avait exprimé son soutien à la reconnaissance du génocide.

M. Bret avait prévenu le gouvernement que le groupe socialiste utiliserait « toutes les ressources » du règlement de l'Assemblée nationale pour « faire aboutir » sa proposition. Le 22 avril, en réunion de groupe, les députés socialistes avaient décidé de ne pas se satisfaire de la « platitude des réponses [gouvernementales] de la veille », explique M. Bret, qui précise que, dans cette affaire, Jean-Marc Ayrault, le président du groupe, a donné un « coup de pouce » décisif. Une semaine plus tard, les élus socialistes décidaient, à la quasi-unanimité, l'inscription de la proposition de loi dans la niche parlementaire, prévue le 29 mai. Seul Serge Blisko (Paris) avait été d'un avis contraire.

Quelques rares députés critiquent ouvertement cette initiative. Jacques Myard (RPR, Yvelines) estime que la loi n'a pas « pour fonction de codifier l'histoire » ; « Pourquoi ne pas, aussi, reconnaître le génocide des Tsiganes

et de tous les peuples victimes d'un massacre ? », lance-t-il. « On met le doigt dans un engrenage un peu dangereux », juge, de même, Paul Dhaille (PS, Seine-Maritime), qui doute aussi de la portée d'un texte purement déclaratif : « Il y aura un vote au Parlement, et après ? »

En fait, cette proposition de loi s'apparente à une proposition de résolution, une procédure parlementaire interdite aux députés et aux sénateurs par la Constitution de la V^e République. Seules, depuis 1993, les propositions de résolution qui portent sur des actes européens « comportant des dispositions de nature législative » sont désormais autorisées par la Loi fondamentale. L'adoption du texte sur le génocide arménien, qui ne fait guère de doute, est aussi un moyen de ressusciter ce pouvoir parlementaire : ce serait un « précédent intéressant », a résumé Jack Lang (PS, Loir-et-Cher), président de la commission des affaires étrangères, mardi 26 mai. En votant ce texte, les députés feront d'une pierre deux coups.

Clarisse Fabre

La Turquie a mis en garde les autorités françaises

ISTANBUL

de notre correspondante

Au beau fixe depuis plusieurs années, les relations bilatérales entre la France et la Turquie pourraient entrer dans une zone de turbulences. Le ministre des affaires étrangères, Ismail Cem, lors d'une cérémonie commémorant les trente-quatre Turcs victimes des attentats de l'Armée de libération de l'Arménie (Asala), durant les années 70 et 80, a dénoncé, mercredi, « ceux qui encouragent et ravivent la haine... pour pouvoir recueillir trois voix supplémentaires ».

La tragédie de 1915 demeure un sujet délicat en Turquie, où la version arménienne des événements n'a jamais été acceptée. Les autorités d'Ankara reconnaissent que des déportations et des atrocités ont eu lieu à cette époque dans l'est du pays mais elles rejettent catégoriquement le concept de génocide. Les Turcs - qui démentent les chiffres de plus d'un million de victimes arméniennes, estimant que les pertes se situent autour de 300 000 personnes - soulignent que, dans le cadre du conflit qui opposait alors la Russie et la Turquie, des atrocités ont été commises dans tous les camps.

Une proposition de loi similaire, introduite par le sénateur républicain Bob Dole, avait assombri, il y a quelques années, les relations entre la Turquie et les Etats-Unis. Les diplomates turcs déplorent qu'une telle initiative vienne s'interposer entre Ankara et Paris à un moment où les liens entre les deux pays, dont les échanges commerciaux se montaient à 24,3 milliards de francs en 1997, sont sur le point de prendre un nouvel essor dans le cadre de l'accord France-Turquie 2000.

« C'EST DU DOMAINE DES HISTORIENS »

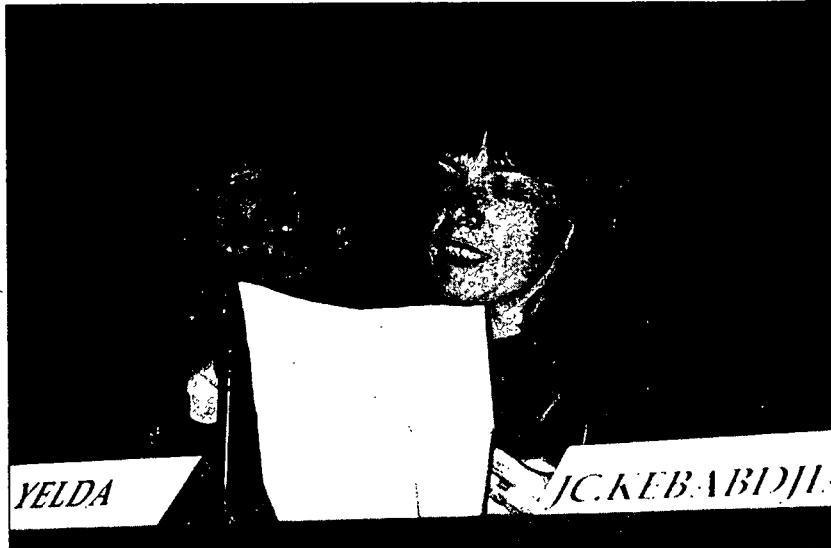
« Après la visite du président Demirel, nous avons mis sur pied un plan de partenariat stratégique. Tout est là pour encourager le développement à long terme », déclare l'ambassadeur turc à Paris, Sonmez Koksak, qui trouve « difficile à comprendre », dans ce contexte de relations harmonieuses, la démarche des députés français. Certains attribuent cette initiative à l'arrivée au pouvoir en Arménie, fin mars, de Robert Kotcharian qui, dans sa campagne électorale, avait signalé son intention de mobiliser la diaspora arménienne pour faire pression sur la Turquie et obtenir d'elle la reconnaissance for-

melle du génocide. Les autorités turques ont mis en garde les autorités françaises sur les conséquences de cette prise de position. Dans un message adressé à son homologue français, le premier ministre Mesut Yilmaz a rappelé les tensions dans les relations entre la France et la Turquie, au début des années 80, alors que l'Asala était active. « Il a fallu des années pour ramener nos liens au point où ils en sont », explique un responsable turc. « Ce débat relève du domaine des historiens, il n'y a pas de raison que les politiciens s'en mêlent », explique-t-on au ministère des affaires étrangères turc. « Ce n'est pas avec deux lignes de loi qu'ils pourront trancher cette question. En plus, nous n'avons même pas la parole dans ce débat. »

Pour l'instant, les autorités turques, qui parlent d'un « problème sérieux » mais continuent d'espérer que la proposition de loi sera rejetée, se refusent à révéler en quoi les relations bilatérales seraient affectées. Mais, compte tenu de leur sensibilité particulière à ce sujet, il est difficile d'imaginer qu'elles resteront sans réaction.

Nicole Pope

Des intellectuels turcs reconnaissent le génocide de 1915, au mépris de leur liberté et de leur sécurité. Le CRDA s'est associé à l'Institut kurde de Paris pour leur donner la parole



Yelda, journaliste, défenseur des minorités et des Droits de l'Homme en Turquie

Un colloque intitulé *1915-1998, de la fracture au dialogue* a réuni à Paris, le 17 avril 1998, Turcs, Kurdes et Arméniens dans une discussion-événement autour du génocide arménien de 1915, de la question kurde et des minorités.

Organisé par le CRDA (Centre de Recherche sur la Diaspora Arménienne), en collaboration avec l'Association des Droits de l'Homme en Turquie et l'Institut Kurde de Paris, cette rencontre entre intellectuels turcs et kurdes fera date dans l'instauration d'un dialogue entre les Communautés et leurs diasporas. Autour de la table ronde, animée par Jean-Claude Kebabdjian, responsable du CRDA, ont pris la parole, assistés par leurs interprètes : Taner Akçam, écrivain et sociologue à l'institut des Recherches Sociologiques de Hambourg, Yelda, une jeune journaliste, écrivain et rapporteur des commissions Tortures, Enfants en prison, Droits des minorités de l'Association des Droits de l'Homme de Turquie, Ragip Zarakolu (voir articles ci-dessous), éditeur, chroniqueur et co-fondateur de l'Association des Droits de l'Homme de Turquie et Kendal Nezan, président-fondateur de l'Institut Kurde de Paris créé en 1983.

Selon Taner Akçam, réfugié politique en Allemagne depuis 1978, il y a plusieurs facteurs d'oubli du génocide impliquant sa négation : les Turcs ne conçoivent les "déplacements de population" que dans le cadre des guerres d'indépendance et de territoires, et non en tant que violations des Droits de l'Homme. La continuité entre les dirigeants fondateurs de la république et les membres du parti Union et Progrès, initiateurs du génocide, empêche une critique de l'histoire qui remettrait en cause les bases du régime actuel. En ce sens, l'histoire précédant l'indépendance de la république turque représente une menace et constitue un trauma col-

lectif inconscient. L'obsession turque des frontières interdit toute initiative susceptible de contester l'intégrité du territoire.

Quant à Yelda, elle commence son discours par quelques phrases en arménien (qu'elle apprend depuis quelques mois à Istanbul) en disant sa tristesse face au "crime qui a sali son peuple" et en demandant "pardon aux Arméniens pour tout ce qui s'est passé..." Lucide, elle pense que seuls les hommes d'affaires seront influents dans l'évolution de la démocratie en Turquie. Farouchement engagée contre le racisme, le nationalisme et les obstacles à la liberté d'expression, Yelda, qui a pourtant déjà eu des démêlés avec la justice de son pays pour son soutien aux familles des disparus, ne désarme pas devant l'ampleur du travail restant à faire.

Ragip Zarakolu nous rappelle les pertes irrémediables que s'est infligées la Turquie en exterminant les Arméniens, mais également les effets de ce passé : "Le génocide de 1915 a créé un monstre qui continue à écraser ses citoyens qui sont actuellement des victimes potentielles". Il dénonce la barbarie du système qui continue à gâcher la diversité de la population turque : plus de 3000 villages kurdes ont été rasés, s'ajoutant aux villages arméniens et grecs désertés. Le problème est que "l'héritage des unionistes détermine toute la structuration de la Turquie actuelle", donc, la Turquie doit régler ses comptes avec elle-même pour les régler avec ses voisins. Zarakolu accorde de l'importance à la responsabilité civile, comme à la responsabilité étatique : "Le déni du crime fait de chaque citoyen un associé du crime".

Enfin, Kendal Nezan nous apporte son point de vue : "Nous sommes tous issus de la même aire géographique," et même si les versions des faits diffèrent, les souffrances demeurent. "La Tur-

quie a commis le premier génocide du siècle contre les Arméniens par le biais du parti Union et Progrès, et le régime turc actuel est responsable en ce sens qu'il assume la continuité historique au niveau idéologique", mais elle commet actuellement un autre type de génocide "culturel" à l'encontre des Kurdes. Depuis 1924, le choix entre l'assimilation ou l'expulsion n'a cessé de s'imposer dans la violence aux Kurdes, nouveaux opprimés. Comme il le souligne "il y a beaucoup de pages blanches dans l'histoire officielle de la Turquie... et beaucoup de pages noires concernant les Arméniens..." Le problème, c'est que l'idéologie héritée de Kemal interdit toute remise en cause de l'histoire (la loi en fait quelque chose de sacré). Le cœur du problème, comme sa solution réside dans l'identité, la mentalité turque actuelle. Et il termine par cette conclusion : "Le travail doit être turc avant tout... ce sera long".

Ce qui apparaît au fil de ces échanges, c'est que le fond du problème est essentiellement le kémalisme. Tous les crimes de ce siècle en Turquie, toute l'oppression actuelle à l'égard des défenseurs de la liberté, ainsi que le problème de la reconnaissance du génocide des Arméniens se ramènent à ce régime dont la nature militaire, totalitaire et nationaliste n'est plus à démontrer mais à "démonter". La fracture entre les communautés commence à cicatrifier par le dialogue qui a tant fait défaut, mais au-delà d'un passé de souffrance, nous avons à partager positivement toutes les valeurs des Droits de l'Homme pour aider la Turquie à entrer plus dignement dans le XXI^{ème} siècle qu'elle ne l'a fait pour le XX^{ème}.

Olivia Alloyan

"Retrouver notre honneur"

Une interview de Ragip Zarakolu

France-Arménie : Quand avez-vous commencé votre travail d'éditeur sur le génocide arménien et comment avez-vous été amené à vous intéresser à cette question ?

Ragip Zarakolu : Nous avons débuté en 1993. La raison principale, c'est qu'il s'agit d'un tabou et que nous sommes une maison d'édition qui s'est donné pour objectif de briser les tabous. L'année 1993 a été très critique pour la Turquie car nous avons commencé à mener une guerre sale contre les Kurdes. Nous avons pensé qu'il y avait une nouvelle menace de génocide. Voilà pourquoi c'était une nécessité urgente de parler du génocide arménien. La question n'était pas seulement historique mais d'actualité.

F.A. : En tant que citoyen turc, pourquoi est-il nécessaire selon vous que la Turquie reconnaisse le génocide arménien ?

R.Z. : D'abord cela nous permettrait de retrouver notre honneur. Le refus du gouvernement turc de reconnaître le génocide place tous ses citoyens dans une position de responsabilité collective à l'égard de ce crime. C'est aussi une injustice à l'égard des citoyens arméniens qui vivent en Turquie

aujourd'hui. La reconnaissance, c'est peut-être très peu par rapport aux massacres qui ont été commis, mais ce serait évidemment une justice énorme pour le peuple arménien.

F.A. : Etes-vous le premier intellectuel à appeler à la reconnaissance du génocide ?

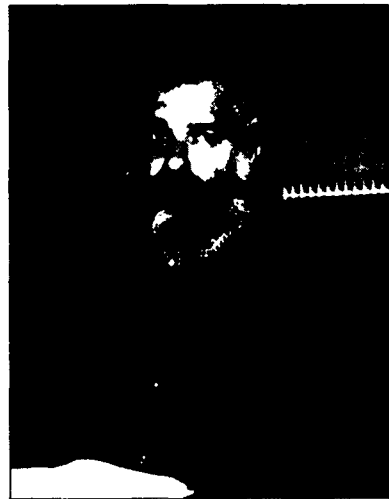


Photo Zaruhihe Abozian

R.Z. : Non. En 1985, le cinéaste kurde Yilmaz Guney avait déjà évoqué la question à Paris. Un intellectuel turc avait aussi publié dans *Ani*, la revue du CRDA, un article intitulé *J'accuse*. Mais à l'intérieur des frontières

turques, je crois que nous sommes les premiers.

FA : Avez-vous constaté une évolution des mentalités chez les intellectuels et les universitaires turcs depuis que vous publiez des ouvrages relatifs au génocide ?

R.Z. : Notre travail a été beaucoup plus efficace et a porté plus loin qu'on ne le pensait. En effet, il n'a pas seulement servi d'information pour les intellectuels turcs et kurdes, il a aussi aidé à la prise de conscience de leur identité par la Communauté Arménienne elle-même.

F.A. : Quels sont vos prochains projets de traduction ?

R.Z. : Nous avons en préparation un livre d'un témoin allemand du génocide, Armin Wagner, les souvenirs de M^{me} Kaptanian, une Arménienne de Samsun, ainsi qu'une collection des articles de Vahakn Dadrian. Ces articles mettent en évidence le rôle des autorités de l'Empire ottoman. L'un d'entre eux montre comment le génocide apparaît dans les documents turcs.

Propose recueillis
par Christophe Diremszian

Une plume et la vérité pour toute arme

Depuis 25 ans, Ragip et Ayché Zarakolu, ces éditeurs militants des droits de l'homme en Turquie, veulent briser les tabous politiques de leur société.

Cet homme incarne l'avenir de la conscience turque. Une conscience encore embryonnaire, dont le développement est semé d'embûches appelées négationnisme d'Etat ou indifférence et pour laquelle lui, sa femme et quelques autres intellectuels ont dédié leur combat pour la vérité, au mépris de la répression, de l'intérêt du pouvoir et de l'obscurantisme. A 50 ans, Ragip Zarakolu a déjà passé la moitié de sa vie à lutter contre les interdits de

la société contemporaine turque avec le simple pouvoir des mots et des livres qu'il diffuse avec ténacité.

Qu'est-ce qui a donc bien pu pousser cet homme à braver le tabou des questions kurde et arménienne ? Peut-être son enfance passée à Buyukada, une des îles des Princes de la mer de Marmara, où vivent depuis longtemps Arméniens, Grecs et Juifs. Sans doute le récit du génocide qu'en ont fait ses parents, chose rare à l'époque. Toujours est-il que sa

volonté de justice à l'égard des minorités ethniques et politiques le conduira très tôt dans la rue pour manifester, puis dans la presse pour dénoncer, mais aussi dans les prétoires. Dès 1971, il est emprisonné trois ans pour avoir protesté contre l'emprisonnement de Tilda Gökçer (l'épouse de Yachar Kemal). Puis il se tourne vers l'édition. En 1976 il devient traducteur des œuvres de Brecht, Rosa Luxembourg, Engels ou Che Guevara avant d'entrer chez Belgé ("La preuve"), une maison d'édition à laquelle il est resté fidèle, même s'il crée parallèlement les éditions d'Alan qui publieront de 1982 à 1990 deux périodiques, *Les problèmes de la Turquie* et *Les problèmes du monde*. Son attachement à Belgé ira jusqu'à épouser sa fondatrice Ayché Nour, une ancienne membre des Jeunesses du Parti des Travailleurs de Turquie. Car les époux Zarakolu ont d'abord eu comme objectif de faire sauter le verrou qui empêche d'évoquer librement l'existence et le rôle de la gauche et de l'extrême gauche en Turquie. En 1982,

la parution de *Nouvelles informations sur l'ancienne gauche* du docteur Mete Tunsay vaudra à Ayché Nour Zarakolu d'aller en prison pour trois mois. Depuis cette date, une vingtaine de publications sur le sujet ou sur la question kurde ont fait subir à l'éditrice les affres de la justice turque : une centaine d'exemplaires confisqués, retirés ou détruits à chaque fois (sur des tirages d'environ 2000) et des peines de 5 à 6 mois de prison en moyenne. Cette volonté de faire reculer la censure, Ragip Zarakolu l'exprime aussi sur le terrain. Avec 95 intellectuels et mères d'enfants emprisonnés, il fonde en 1986 l'Association des droits de l'homme en Turquie puis figurera en

1994 et 1995 comme membre du Comité des Ecrivains en prison de l'association Turk Pen Club. Dans cette guerre contre le pouvoir ne manquait en fait qu'une bataille éditoriale pour la reconnaissance du génocide arménien. Il l'entame en 1993 avec la traduction de *L'Etat criminel* d'Yves Ternon (devenu *Le tabou arménien* en turc) qui vaudra cinq mois de prison à Ayché Nour et le plasticage des locaux de Belgé en prime. Qu'à cela ne tienne : en 1995 paraît l'ouvrage de Vahagn Dadrian *Le génocide dans le droit national et international* puis l'an dernier *Les Quarante jours du Musa Dagh* de Franz Werfel. Une politique de résistance qui s'accompagne d'une pri-

se de position en tant qu'intellectuel, réclamant à l'UNESCO en 1995 la reconnaissance du génocide arménien par ses auteurs. Le travail de Ragip Zarakolu et de son épouse commence à porter ses fruits dans les cercles intellectuels et universitaires. Mais leur regard sur l'évolution de la société turque est lucide. Ils savent qu'il leur faudra du temps pour que "les habitants de cette aire géographique assument leurs responsabilités devant l'histoire". C'est tout le sens de leur combat d'aujourd'hui et de demain.

Christophe Diremszian

EDITORIAL

LE MONDE / DIMANCHE 31 MAI - LUNDI 1^{er} JUIN 1998

Arménie : la fin du tabou

EN approuvant, vendredi 29 mai, un texte très bref proclamant que « la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915 », les députés français ont levé un tabou : aucune des grandes démocraties occidentales n'a jusqu'à présent accepté de qualifier de la sorte les massacres commis en 1915 contre les populations arméniennes de l'Empire ottoman.

Pourtant, les récits et témoignages rassemblés, dès 1916, par des historiens britanniques ou le missionnaire allemand Johannes Lepsius, les archives allemandes et américaines, les Mémoires de l'ambassadeur Henri Morgenthau, entre autres, bien avant des études plus récentes, n'autorisaient pas le doute : par leur ampleur, leur

planification par le mouvement jeune-turc, leur organisation systématique, les massacres des Arméniens en 1915 constituent bel et bien le premier génocide de ce siècle, qui allait en connaître beaucoup d'autres. Ni la révolte de la ville de Van, qui mit le feu aux poudres, ni le fait que des Arméniens, passés à l'ennemi, combattaient dans les troupes russes ne peuvent faire échapper les événements de 1915 à ce qualificatif que la communauté internationale a défini en 1948 comme la commission de crimes dans l'intention de détruire, en totalité ou en partie, un groupe national, ethnique, religieux ou autre.

Les descendants des victimes n'ont cessé de plaider pour le droit à ce mot, qui, d'une certaine manière, rend justice aux

morts. S'ils n'ont pas été entendus, c'est que s'y opposaient des considérations politiques allant bien au-delà des pures relations mercantiles que les uns ou les autres peuvent avoir avec la Turquie. Le paysage international a changé. La République d'Arménie est sortie indépendante des décombres de l'URSS. Le terrorisme arménien a déposé les armes. La Turquie a changé, même si les relations qu'elle entretient avec l'Occident, en particulier avec l'Europe, restent émaillées de polémiques et d'incompréhensions.

Il faut souhaiter que les actuels dirigeants turcs tiennent compte du soutien assidu qu'apporte la France à leur désir d'Europe depuis plusieurs années et comprennent qu'ils ont tout à gagner à amorcer enfin une réflexion sereine, décristallisée, sur

une partie de l'histoire turque dont ils ne sont pas responsables.

Il faut espérer aussi que les députés français ont obéi à autre chose qu'à un mouvement d'indignation à bon compte, sans conséquence et sans risque. Espérer que des considérations intéressées en direction de l'électorat des Arméniens de France, que tous les partis ont toujours courtisé, n'ont pas pesé. Il faut souhaiter que, si un jour ressurgissent des images d'hommes emmenés de force de leurs villages pour être massacrés, de cohortes décimées sur les routes de la déportation ou de l'exil, des images du Rwanda, des images de Bosnie, que ce jour-là nos députés n'oublieront plus de se lever comme un seul homme pour dire « non ».

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MAY 29, 1998

Turkey Urges France To Drop Genocide Bill

ANKARA — Turkey called on France on Thursday not to pass a bill that it said accused Turks of carrying out genocide against Armenians during

World War I.

"It would be a grave mistake," the Turkish Foreign Ministry spokesman, Necati Utkan, said. "It is not possible or correct to pin the genocide label on Turkey over the sorrowful events which occurred during World War I."

The French National Assembly is scheduled to discuss a draft law on Fri-

day that states: "France publicly recognizes the Armenian genocide of 1915."

Armenia says that some 1.5 million Armenians were massacred by Turks by order of the Ottoman Empire in 1915. Turkey says that thousands of Turks and Armenians died in fighting between the two sides in what is now eastern Turkey and Syria. (Reuters)

L'ami grec

■ C'est au centre culturel kurde d'Athènes (photo) que la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a élu son siège, au premier étage d'un vieil immeuble. Le drapeau rouge et jaune du PKK flotte sur la façade, et des dizaines de Kurdes proclament chaque jour leur loyauté à ce mouvement qui lutte, depuis des années, contre l'armée turque et pour la création d'un Etat

national libre et indépendant qui grouperait les Kurdes de Turquie, de Syrie, d'Iran et d'Irak.

Victimes de l'impitoyable politique turque de la terre brûlée, des milliers de réfugiés kurdes ont dû quitter leurs foyers et prendre le périlleux chemin de l'exode vers l'Italie et la Grèce. De là, ils essayeront de passer dans d'autres pays européens (France, Allemagne, Belgique, etc.). Selon Rozerin Laser, directeur général du Front de libération du Kurdistan à Athènes, nombreux sont les



réfugiés kurdes qui, une fois entraî-

nés au maniement des armes, retournent chez eux pour mener la guerre contre leurs oppresseurs; en dépit de tous les dangers qui les attendent. "Ces réfugiés deviennent ainsi, ajoute-t-il, des révolutionnaires déterminés à libérer leur pays. Le peuple grec a été extraordinaire avec nous. Il se souvient de sa propre lutte de libération contre l'empire ottoman en 1830. Et nous trouvons ici paix, sécurité et aide. Nous aimons les Grecs. Et ils nous aiment et nous protègent." □

A. G.

Le Nouvel Afrique Asie Mai 1998

mardi 2 juin 1998, 05h36 heure de Paris

Violents affrontements à Montpellier entre des Turcs et des Kurdes: cinq blessés.

MONTPELLIER (AP) -- Cinq personnes dont un policier ont été blessées lors d'affrontements entre les communautés kurde et turque selon un bilan donné mardi matin par le Service régional de la police judiciaire (SRPJ) de Montpellier.

Une quarantaine de personnes armées de pioches et de barres de fer se sont affrontées dimanche et lundi sur une place du centre de Montpellier où elles ont dévasté un bar.

Les policiers ont dû intervenir avec des grenades lacrymogènes pour les séparer. Par ailleurs, un Turc a été blessé par balle alors qu'il attendait devant l'hôpital de Montpellier où avait été admis un des blessés.

La reconnaissance récente du génocide arménien serait à l'origine de cette tension entre les deux communautés fortes d'un millier de Kurdes et de Turcs à Montpellier, où la cohabitation s'était déroulée sans incident jusqu'alors.

Deux personnes ayant participé aux émeutes ont été interpellées mardi matin et placées en garde à vue au SRPJ de Montpellier chargé de l'enquête.

La presse turque dénonce le « baiser de la France aux Arméniens »

ISTANBUL

de notre correspondante

La question arménienne, et en particulier l'usage du mot « génocide », demeure un sujet extrêmement délicat en Turquie, comme l'a prouvé la virulence de la réaction turque après l'adoption par l'assemblée nationale, vendredi 29 mai, du projet de loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. « Je condamne fortement cette loi qui enflamme le terrorisme raciste contre la Turquie... », a déclaré le ministre des affaires étrangères, Ismail Cem, à Luxembourg, faisant allusion aux attentats de l'Armée de libération de l'Arménie (Asala) dans les années 70 et 80. M. Cem a ajouté qu'il observait « avec horreur, l'impuissance de ceux qui ont besoin de la haine et de l'animosité pour définir leur identité ». Une note de protestation a été transmise aux autorités françaises par l'ambassadeur de Turquie à Paris, Sonmez Koksal.

Le premier ministre Mesut Yilmaz s'est montré un peu plus mesuré. Déplorant la décision de l'Assemblée, il a rappelé que le projet de loi devait encore être approuvé par le Sénat et par

le président de la République. « Le gouvernement français nous a affirmé qu'il n'avait pas accordé son soutien à cette proposition, qui relève d'une initiative des parlementaires », a déclaré le chef du gouvernement turc. « L'histoire ne s'écrit pas avec des décisions parlementaires. L'histoire est écrite par les historiens. J'attends du Parlement français qu'il évite une erreur aussi grossière. »

REPRÉSAILLES ANNONCÉES

Les bonnes relations entre Paris et Ankara ces dernières années et les efforts diplomatiques de la France en faveur de la Turquie au sein de l'Union européenne n'ont pas empêché la presse turque, qui joue volontiers la carte du nationalisme à outrance, de s'en donner à cœur joie en dénonçant à la une le « baiser de la France aux Arméniens », la « honte » de la France et « les petits calculs » des parlementaires français. Bien que le ministère des affaires étrangères refuse pour l'instant de se prononcer sur les conséquences possibles de la décision, la presse annonce des représailles sévères contre la France, tant au niveau diploma-

tique que dans le domaine économique. Les compagnies françaises pourraient être tenues à l'écart des appels d'offres dans les domaines de la défense ou de l'énergie, les visites officielles entre les deux pays seraient suspendues et l'accord « France-Turquie 2000 », signé lors de la récente visite officielle du président Süleyman Demirel à Paris, risquerait de « tomber à l'eau ». Une centaine de manifestants se sont réunis, dimanche, devant le consulat de France à Istanbul pour réclamer le boycottage des produits français.

De telles mesures, si elles venaient à être prises, ne seront sans doute pas annoncées avant le vote du Sénat, mais la Turquie n'a pas attendu l'adoption officielle de la loi - qui n'a pas d'implications judiciaires - pour manifester son extrême mécontentement. Le président de l'assemblée nationale, Hikmet Cetin, entreprendra des démarches auprès du président du Sénat français dans l'espoir d'éviter une sérieuse détérioration des relations franco-turques.

Nicole Pope

Ankara s'élève fermement contre un rapport sur les Kurdes

ANKARA, 4 juin (AFP) - La Turquie a annoncé jeudi sa ferme opposition à un rapport sur la situation des Kurdes dans le sud-est de la Turquie, qui doit être débattu le 25 juin par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

"Le rapport est plein d'informations erronées et déformées sur la Turquie et il est malintentionné", a dit le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Necati Utkan, lors d'un point de presse.

Le rapport, intitulé "la situation humanitaire des réfugiés kurdes et des personnes déplacées dans le Sud-Est de la Turquie et dans le nord de l'Irak", a été élaboré par la socialiste suisse, Ruth-Gaby Vermont-Mangold.

Le rapport accuse les autorités turques de "violations des droits de l'homme" dans le sud-est du pays à majorité kurde dans la lutte contre la rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), demande la "levée de l'état d'urgence" en vigueur depuis 1987 dans la région et "l'abolition du système de protecteurs de village", miliciens kurdes pro-gouvernementaux armés par l'Etat contre le PKK.

Le document exige également la reconnaissance des droits politiques et culturels de la minorité kurde" en Turquie et "l'organisation d'une conférence internationale sur la question kurde sous tous ses aspects, de politique à culturel".

"Ce rapport et le projet de résolution doivent être déclarés nuls et non avenue", a dit M. Utkan. "J'espère que les manoeuvres qui se sont déroulées en commission seront déjouées à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe", a-t-il ajouté.

En cas d'adoption de ce rapport --qui n'est pas contraignant-- par l'Assemblée parlementaire, les relations entre Ankara et le Conseil de l'Europe, dont elle est membre depuis sa création, pourraient se détériorer, affirme-t-on de sources proches du gouvernement turc.

Le PKK, qualifié de "terroriste" par les autorités turques, mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est anatolien à majorité kurde, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant.

Les violences liées à la rébellion du PKK ont fait près de 30.000 morts, selon un bilan généralement accepté. Cette rébellion du PKK est émaillée d'attaques contre des postes de la gendarmerie turque et des villages kurdes qui refusent d'apporter un soutien logistique au mouvement séparatiste.

Report Will Rebut Iraq UN Arms Inspector to Cite Noncompliance

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The chief UN arms inspector for Iraq plans to go to the Security Council on Wednesday with an unusually detailed technological accounting of what information Baghdad has failed to provide on biological, chemical and missile programs.

The briefing, by Richard Butler, executive chairman of the UN Special Commission charged with eliminating Iraq's weapons of mass destruction, is intended to counter Baghdad's assertions that it has met all disarmament demands.

The briefing, which several members of the 15-nation Security Council proposed, carries risks for Iraq, which wants eight-year-old sanctions lifted immediately, and the United States and Britain, which want tight controls to remain in place until Baghdad has answered all outstanding questions and provided all missing documents on its weapons programs.

Washington also demands that Baghdad meet other requirements like accounting for more than 600 Kuwaitis missing since Iraq seized Kuwait in 1990.

If Mr. Butler provides enough evidence of Iraqi noncompliance, that could arrest growing sentiment in the council that the tight restrictions on Iraq have lasted long enough.

On the other hand, some diplomats say if the briefing really does lay out everything that Iraq needs to do to satisfy the inspectors, the details could give away intelligence information to the Iraqis, as well as allow them to find ways to appear to answer all outstanding questions with minimal compliance. Those experts cite the inspections of Iraqi presidential properties in March and April as the sort of token compliance by Baghdad that makes it difficult for Washington and others to argue against Security Council members who urge an easing of sanctions.

The briefing grew out of a more generalized six-month Security Council review of sanctions that ended in April.

The proposal for the briefing by several council members has been described as a "road map" for Iraq to follow to secure the lifting of at least the oil-sales embargo and the shifting of arms inspections from a search-and-destroy phase to long-term surveillance.

The end of sanctions would not mean the end of inspections, although independent arms-control experts said they believed that President Saddam Hussein might try to weaken the monitoring.

"The more the Security Council is in the picture, even on technical details, all the better," said Celso Amorim, the Brazilian representative on the Security Council and the originator of the "road map" tag. "I think it will be a good opportunity for us to assess concretely what is lacking, what are the concrete suspicions and what we can ask of Iraq."

"Conceptual pictures are useful, but I think in this particular case you need to have also very concrete landmarks," he said, adding that many council members, particularly small nations with rotating seats, did not have sources or intelligence on Iraq to help make judgments.

"We're not such a small country, but we don't have any presence in Iraq, for instance," Mr. Amorim, a former foreign minister, said. "I think for the council as a whole this will be very useful."

The council is to hold its next major review of sanctions on Iraq in October, when it is expected to move toward declaring Baghdad under long-term surveillance on nuclear arms, following the recommendations of the International Atomic Energy Agency. But the recent nuclear tests by Pakistan, an Islamic country, and India, a longtime friend of Iraq, may give some members new qualms, some diplomats said.

In coming days the council will also consider a measure to allow Iraq to buy \$300 million in equipment to upgrade its oil processing.

After the council agreed this year to

more than double the value of the oil that Iraq can sell abroad to buy food, medicine and other civilian goods for a population that has suffered under the sanctions, Secretary-General Kofi Annan has approved a plan for \$4.5 billion in sales in the next six months.

Of that total, \$1.5 billion is to be set aside to compensate victims of the invasion of Kuwait, a requirement that rankles Baghdad.

Improved distribution is getting needed goods to Iraqis even before the higher figures kick in, the UN spokesman for humanitarian issues, Eric Falt, said Thursday in Baghdad. Agriculture

has begun to pick up in many areas with the supplying of fertilizers, spare parts for farm machinery and veterinary supplies, he said.

But complications have arisen as the money for civilian imports increases. Recently, the government asked for a cellular telephone system, along with other communications equipment. UN officials and diplomats from the United States, Britain and other nations objected. The request was cut from the new plan, although the United Nations did say that experts would be sent to Iraq to assess the need.



HADEP steps up security measures after Birdal's attackers issue threats of murder

- Ersever's statement also reveals that the planned attack was not an ordinary assault, but a detailed and comprehensive attempt at provocation of a kind that has been seen before in Turkish history

MUSTAFA ERDOGAN

Ankara - The men who are alleged to have carried out the attempted murder of Human Rights Association (IHD) Chairman Akin Birdal have now threatened that members of the People's Democracy Party (HADEP) will be attacked. The threats have alarmed HADEP, and party leaders have warned all provincial branches to take the measures necessary to ensure the members' safety. Strict security measures have been instituted at the Istanbul branch office in Sarigazi, which is targeted by the attackers. In addition, the Ankara Security Department has doubled the number of guards in front of HADEP headquarters, but HADEP authorities have admonished state security officials for not yet taking steps to prevent an attack at the Istanbul office. HADEP officials pointed out that the party has lost 147 members to date in similar assaults, and that people who fail to investigate the gangs and bring them to justice will bear responsibility for any future attacks.

Warning from the prime minister

Prime Minister Mesut Yilmaz was the first to sound the alarm, when he warned that Cengiz Ersever and his cronies, who have been jailed on charges of attacking Akin Birdal, had been planning to attack HADEP members. Yilmaz said the attackers were going to attack HADEP Istanbul Provincial Chairman Mahmut Sakar as well as launch an all-out assault on HADEP's branch office in the Sarigazi district in Istanbul. Statements by Cengiz Ersever, Ahmet Fulin and Hasan Hasanoglu, who police say conspired with Birdal's assailants Bahri Eken and Kerem Deretarla, were given to the press. Cengiz Ersever was reportedly working for Mahmut Yildirim, the notorious gang member nicknamed "Yesil." Ersever has reportedly said he would attack Birdal when he is released, and his relaxed behavior during police interrogations and when displayed to the press has caused comment. Ersever said that even if he is not released from prison he will have Birdal killed in an operation he will lead from his jail cell. Ersever gave detailed descriptions to the police about the planned attacks on HADEP members, and said they had been planning a massive attack on HADEP's office in Sarigazi.

"We were going to strafe the HADEP building in Sarigazi. It was going to be the biggest action of the era. We were going to carry out the attack with the same guns we used on Birdal. We planned to invade the building after the attack. We knew that the HADEP members would demonstrate in Sarigazi. We were going to destroy the Ataturk statue which has been constructed recently next to the HADEP building, so that protests and demonstrations would spread so widely that they couldn't be stopped."

Provocation once again

Ersever's statement reveals that the planned attack was not an ordinary assault, but a detailed and comprehensive attempt at provocation. The aim was to pit the police against the people and create chaos. Making use of a statue of Ataturk to inflame the situation calls to mind a similar provocation. During the events known in Turkish history as the "Sept. 6-7, 1955 incidents" which targeted the Armenian, Turkish-Greek and Jewish minorities living in Turkey, a statue of Ataturk was also used to cause an uproar. In that incident, a molotov cocktail was thrown into the garden of the house in Salonika where Ataturk once lived, and the incident was reported in a sensationalist manner in the Turkish press. The reports said that Turks of Greek origin had

attacked Ataturk's house and shown disrespect for his memory, and called on patriotic Turks to "do something." These news reports led to mass demonstrations in Beyoglu, where the protestors ran riot and began to loot and destroy the houses and workplaces of non-Muslims. Many people were killed, and the Pera district was engulfed in a firestorm. In the aftermath, many Turks of Greek origin emigrated to Greece. It was only many years afterwards that it was revealed that the person who threw the molotov cocktail was a Turk acting as a spy for the Turkish state. Intelligence experts, including Oktay Engin, later revealed that such incidents were organized by a secret organization known as the counter-guerillas.

Cengiz Ersever's statements also bring to mind the incidents in the Gazi district of Istanbul in 1995, when unknown attackers strafed a cafe frequented by Alawites. The attack led to clashes between the police and local residents during which 22 people were killed.

HADEP issues warning

HADEP's Ankara branch chairman, Kemal Bulbul, who has been the acting leader of the party ever since police arrested the other HADEP administrators several months ago, talked to the TDN about the situation. Bulbul said that as long as the gangs have not been eradicated completely, the attacks and threats would continue. "The prime minister told us about the planned attacks on HADEP. Can he guarantee that they will not happen? If HADEP is attacked, it is the people who have failed to investigate the gangs and bring them to justice who will bear responsibility," said Bulbul. The acting HADEP leader said they had spoken to security department officials who have doubled the number of guards on duty in front of the HADEP building -- from one to two.

The deputy chairman of HADEP's Istanbul branch, Salih Yildiz, said that the statements by Birdal's alleged attackers have caused great concern among the party members. Yildiz pointed out that since the closure of the People's Labor Party (HEP) and the foundation of HADEP, the party has lost 147 people in similar attacks. "We are used to participating in politics despite threats. We try to take measures against these kinds of attacks as far as possible. The security forces haven't taken any serious measures to protect the Istanbul branch office. We have warned all of our provincial organizations against the attacks. We have started to monitor the entrances and exits at the Sarigazi office."

IHD and DBP chairmen on trial for supporting PKK

- An indictment prepared by DGM prosecutor says that both Birdal and Karakoc praised the PKK at a conference in Rome

Ankara - Turkish Daily News

The trials of Human Rights Association Chairman Akin Birdal and Democracy and Peace Party (DBP) Chairman Refik Karakoc continued in the State Security Court (DGM) in Ankara, the Anatolia news agency reported. Both chairmen are accused of voicing support for armed outlawed organizations during a speech they made in Rome, and face between four-and-half months to seven-and-half months of imprisonment.

Both men were absent, but their lawyers took part in the hearing. Birdal, who was wounded by armed assailants is currently undergoing treatment at a hospital.

An indictment prepared by DGM Prosecutor Ali Riza Konuralp said that both Birdal and Karakoc attended a conference on the Kurdish issue held by the Italian Human Rights Association in April 1997, and they "praised" the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been fighting for independence against Turkish authorities since 1984.

Lawyers for Karakoc defended their client, saying that he spoke during the conference as a party chairman. They said Karakoc had only criticized political parties for pursuing hypocritical policies.

Meanwhile, Birdal's lawyer, Yusuf Alatas, referred to his client's ongoing treatment at the hospital when requesting that Birdal be excused from trial until he recovers. The judge later postponed the case.

Another trial concerning the abolishment of the IHD continued on Tuesday in Ankara. The case was filed by the Ankara governor's office on the grounds that one of the articles in the IHD's charter was unconstitutional.

Candar testifies at DGM

The journalist, Cengiz Candar, who was accused of helping the PKK by the organization's recently captured leader, Semdin Sakik, testified at the DGM in Istanbul.

Candar's testimony lasted an hour. He reportedly called Sakik's revelations a "slander." The journalists, Mehmet Ali Birand and Yavuz Gokmen, were also questioned by Prosecutor Muzaffer Yalcin at the same court on the same accusations.

Les experts chargés de désarmer l'Irak défendent leur travail devant l'ONU

La levée de l'embargo pétrolier dépend de leur feu vert

Jugée trop inféodée aux Etats-Unis par certains membres du Conseil de sécurité des Nations unies, la Commission spéciale chargée du désarmement irakien

se défend en faisant valoir la qualité du travail accompli. S'il est positif, le rapport bi-annuel qu'elle rendra en octobre pourrait faciliter la levée de l'embargo.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Cible de critiques émanant notamment de la Russie et de la France, la Commission spéciale de l'ONU chargée de désarmer l'Irak (Unscop) contre-attaque. Pour démontrer que certains pays « se trompent de cible », l'Unscop entend, pour la première fois depuis sa création en 1991, « tracer la route exacte » que devrait suivre l'Irak pour que les experts soient en mesure de se dire satisfaits de son désarmement. Cela permettrait au Conseil de sécurité de lever l'embargo pétrolier imposé à Bagdad depuis huit ans.

Aussi est-ce une « nouvelle Unscop » que les membres du Conseil devaient entendre mercredi 3 juin, même si, sur le fond du dossier irakien, il n'y a pas d'éléments nouveaux. Contrairement à l'habitude, le chef de l'Unscop, Richard Butler, ne sera pas le seul à prendre la parole. Ses conseillers politiques participeront également au débat, dont le français Eric Fournier, détaché par le Quai d'Orsay.

M. Fournier est le premier conseiller français au sein de la commission. A New York, depuis

trois mois, il a découvert une Unscop « bien différente » de l'image qu'elle projette. « L'Unscop est loin d'être une organisation opaque et fermée », déclare-t-il au Monde. « Il faut relativiser l'influence américaine et reconnaître, malgré des pressions politiques, l'indépendance de la Commission », insiste-t-il.

Il fait valoir la « compétence » et « l'honnêteté » de cette équipe d'experts qui, « depuis sept ans, en dépit des dissimulations irakiennes, a rempli son mandat ». Et puis, ajoute-t-il, Washington a été pratiquement le seul gouvernement qui, depuis le début, a soutenu l'Unscop, en fournissant entre autres des experts.

Exaspérés par les critiques, d'autres responsables de l'Unscop rappellent qu'ils ont réussi à force d'obstination à faire un travail « considérable » pour désarmer l'Irak. « Maintenant, on nous reproche cet acharnement », déplorent-ils. L'enjeu politique est tel, estiment certains membres de la Commission, que les principaux acteurs « préfèrent déformer la réalité et faire de l'Unscop le bouc émissaire ».

DES VOISINS INTÉRESSÉS

En outre, souligne M. Fournier,

les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont « loin d'être les seuls » à s'intéresser au dossier irakien. Tous les voisins de l'Irak « sans exception », affirme-t-il, ont intérêt à ce que l'Irak demeure sous sanctions.

C'est vrai de la Turquie, « qui promène, en toute impunité, ses troupes à l'intérieur de l'Irak, ou d'Israël, pour qui un Irak affaibli est un Irak idéal, de l'Iran (...), qui ne tient absolument pas à ce que l'Irak revienne sur la scène politique régionale, en passant par les pays du Golfe qui ne sont pas pressés de voir couler le pétrole irakien ».

Toutefois, indique le diplomate, « nous sommes conscients, à l'Unscop, que le travail de désarmement de l'Irak à proprement parler est pratiquement achevé. (...) Il ne reste plus qu'à vérifier les déclarations irakiennes. (...) Si cela était politiquement possible, assure-t-il, on pourrait réévaluer dès aujourd'hui les dossiers et passer au stade du contrôle à long terme » de l'industrie d'armement de l'Irak.

Sur le dossier des missiles, les experts achèvent le décompte des ogives déclarées détruites par l'Irak. Sur l'armement chimique, il faut s'assurer que Bagdad n'a pas

militarisé le VX (agent chimique). Les déclarations irakiennes sur le programme biologique demeurent « incohérentes et peu crédibles » selon des experts indépendants qui se sont réunis à Vienne en mars.

Selon les membres de la Commission, Le système de contrôle à long terme devrait permettre d'empêcher un réarmement mais aucune organisation « ne pourra jamais donner à 100 % des garanties sur le désarmement d'un pays. (...) L'Irak peut être désarmé maintenant, mais il possède toujours la connaissance scientifique, à moins de lobotomiser ses savants ! », disent-ils.

Ces mêmes experts estiment que l'image « anti-irakienne » de l'Unscop tient en partie à la personnalité de son président, qui « a trop parlé, trop fort », mais qui, en réalité, affirment-ils, travaille d'une manière « démocratique ». L'autre raison qui aurait contribué à l'image de l'Unscop serait le fait que, jusqu'à la crise des « sites présidentiels » - dénouée le 23 février par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan -, « le Conseil de sécurité ne s'intéressait pas de près » au travail de l'Unscop. Il veut « maintenant tout savoir et n'aime pas toujours ce qu'il entend. »

Selon M. Butler, « sauf incident imprévu, l'Unscop pourrait être en mesure de fermer le dossier du désarmement » en octobre prochain.

Afsané Bassir Pour

Iran Reports 'Terrorist' Bid To Bomb Site Of Elite Guard

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — Iran said Wednesday that it had foiled an attack by Iraq-based rebels against the Tehran headquarters of the Revolutionary Guards after two explosions, one of which killed three people at a court building.

The official press agency IRNA said the second blast occurred Tuesday night in a military industrial building in the capital, without causing casualties.

State television said the attempted bombing by the "hypocrite terrorist group" was foiled and the attackers fled from the Revolutionary Guards'

headquarters when challenged but left explosives and ammunition at the scene. Hypocrites — *monafeqin* in Persian — is the term used by the Iranian government to describe the Iraq-based armed Mujahidin Khalq, the main rebel opposition group.

The group, designated by the U.S. State Department last year as a foreign terrorist organization, took responsibility for the blast at the courthouse.

IRNA said two children and an Iranian man of Armenian descent were killed in the blast at the courthouse, which also wounded six people.

In the Iraqi capital, Baghdad, a spokesman for the opposition group warned of more attacks.

"Our units inside Iran will escalate attacks against the regime," said the spokesman, Mohammed Mohaddessin.

In a statement, the rebel group said it carried out the bombing as well as two mortar attacks Tuesday on the Central Command Headquarters of the Islamic Revolutionary Guards Corps and the Defense Industries Organization in the capital.

The statement said the three attacks

were in retaliation for the killing of its members by the Iranian government in recent months.

The Iranian Parliament speaker, Ali Akbar Nateq-Nouri, said opposing factions should set aside their disputes in the face of the attacks, which coincide with events marking the death on June 3, 1989, of Ayatollah Ruhollah Khomeini.

"One gets the impression that bandits, the hypocrites and spies have all become more active, thinking the time is ripe for them," he said. "Sometimes inopportune remarks and wrong actions and analyses encourage them."

Conservatives and backers of President Mohammed Khatami, a moderate, have clashed, sometimes violently, on a variety of issues since his election last year.

Analysts say hopes for change through reforms engendered by Mr. Khatami's election have sapped the Mujahidin's chances of gaining popular support. But the group says sharpened factional conflicts have helped it by weakening the Tehran government.

Reuters, AP

TURQUIE L'extrême droite renoue avec les méthodes musclées

Un jeune manifestant victime d'une tentative de défenestration à Istanbul ; un étudiant battu à mort dans la ville de Bolu ; un autre poignardé à Malatya : le parti d'extrême droite des "Loups gris" (MHP) semble avoir opté pour la stratégie de la violence. Et le pouvoir ferme les yeux.



Première fenêtre : "Ceux qui disent que les gens du MHP ne produisent aucune idée verront qu'ils se trompent !" Deuxième fenêtre : "J'ai une idée, balançons-le en bas pour qu'il s'écrase !" Troisième fenêtre : "A mon avis, il vaut mieux le tirer à l'intérieur pour le lyncher !" Dessin de Musa Kart paru dans Cumhuriyet - ISTANBUL.

CUMHURİYET Istanbul

Kenan Mak, étudiant à l'université de Bolu [200 km à l'est d'Istanbul], et son ami Mustafa Orhan passaient par hasard devant le local des Foyers idéalistes de Bolu (centrés idéologiques du Parti de l'action nationaliste MHP, d'extrême droite, plus connu sous le nom des "Loups gris") : Ils sont aussitôt encerclés par des militants et sévèrement battus, sans

que les gens autour n'interviennent. Mak est mort pendant son transfert à l'hôpital ; Orhan est toujours sous surveillance médicale. Cet incident, intervenant après plusieurs autres dans les universités depuis le début de l'année scolaire 1997-98, pose la question du MHP et de la stratégie de la violence que ce parti d'extrême droite semble avoir adoptée. Qui protège les militants de cette formation et dans quelle voie cette dernière tente-t-elle de pousser le pays ?

Certains voient dans les récents

événements une simple confrontation entre étudiants de gauche et de droite. En réalité, il s'agit d'une succession d'agressions fascistes perpétrées contre les jeunes. Pour le comprendre, il faut brièvement rappeler ce qui s'est passé depuis le début de l'année. Le 7 janvier, un étudiant de Malatya [centre du pays, à la lisière du Kurdistan turc], Ümit Cihan Tarho, était poignardé à mort sous prétexte qu'il ne jeûnait pas pendant le ramadan. Les auteurs du crime étaient des habitués du siège local de la revue

des Foyers idéalistes. Après avoir assassiné Tarho, ils sont revenus sur les lieux du crime, y laissant même leurs blousons tâchés de sang. Leurs aînés leur ont fait savoir qu'ils étaient recherchés et qu'ils feraient mieux d'aller se cacher pendant quelque temps. "L'évènement de Malatya" a d'abord été considéré comme un incident isolé. Mais, depuis, des "incidents" similaires ont eu lieu dans d'autres villes. A Istanbul, Ali Rıza Narin, qui fuyait devant la police pendant les manifestations du 1^{er} Mai, est entré par erreur dans les locaux du MHP. Après y avoir été violemment battu, il a été entraîné vers la fenêtre, où il a continué, pendant un bon moment, à recevoir des coups tout en restant accroché à ses agresseurs pour éviter de tomber dans le vide. Les journalistes qui essayaient d'enregistrer cette scène d'horreur ont été frappés eux aussi.

Le comité départemental du MHP à Istanbul a essayé - avec un incroyable cynisme - de donner son explication de l'"incident". "Nous avons essayé de protéger Narin et, si nous l'avons un peu molesté, c'était pour l'empêcher de sauter par la fenêtre. On est allé un peu trop loin, peut-

être..." Au même moment, le président du MHP prenait la parole dans une manifestation que son parti avait organisée à Antalya [sur la côte méditerranéenne]. "Le pouvoir actuel ne peut résoudre les problèmes du pays. Il faut que le MHP soit représenté au Parlement", expliquait-il. Si les militants de ce parti cherchent des gens à battre, l'idée de l'Assemblée nationale n'est effectivement pas mauvaise !

Dans les années 80, des membres du MHP ont été entraînés devant la justice pour des actions antérieures au coup d'Etat de 1981. Mais ils ont pu bénéficier d'une prescription et échapper ainsi à toute condamnation. Dans les années 90, le facteur qui a manifestement renforcé le MHP était la terreur exercée par le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK, guérilla autonomiste]. Les cérémonies organisées pour les victimes [du terrorisme kurde] se sont progressivement transformées en une démonstration de force de la formation d'extrême droite. Aux élections municipales de 1994, le MHP a emporté plusieurs mairies considérées jusqu'alors comme des bastions du centre gauche ou du centre droit.

Après la mort de Türkes [fonda-

teur et leader du parti], on a répandu dans l'opinion l'idée que "le MHP se cherche une nouvelle image" [plus "modérée"] et que "Türkes lui-même aurait donné une forme à cette nouvelle image s'il n'était pas mort". Le récent congrès du MHP a montré qu'il n'en était rien. Mais l'opinion de droite persiste à ne pas voir la réalité. Et, comme pour leur donner raison, certains dirigeants du parti donnent les consignes suivantes à leur base : "On se débarrassera de nos moustaches" [signe de ralliement des Loups gris], "On entrera désormais dans des salons". Mais la base semble avoir mal compris le mot "se débarrasser". Et, pour ce qui est des salons, elle y entrera pour pouvoir jeter par la fenêtre ceux qui y sont déjà.

En examinant le passé de ce mouvement, on réalise qu'il ne tient debout que grâce à l'"ennemi" qu'il désigne lui-même et prend pour cible [les Kurdes, les "gauchistes"...]. Le plus grave dans toute cette histoire reste que des gens placés aux postes clés du pouvoir ne croient toujours pas aux implications criminelles du MHP.

Mustafa Balbay

Jours tendus entre Ankara et Paris

Après le vote par l'Assemblée nationale française d'un projet de loi portant reconnaissance du génocide arménien, la presse turque dénonce « un jeu dangereux »

LA TURQUIE a ressenti comme une attaque l'adoption par les députés français, vendredi 29 mai, d'une proposition de loi sur la reconnaissance du génocide arménien. Si la Turquie se montre résolument hostile à l'emploi du terme de « génocide », elle reconnaît l'existence de massacres et de déportations de la population arménienne dans le contexte de l'effondrement de l'empire ottoman entre 1915 et 1917, mais refuse le chiffre de 1 à 1,3 million de victimes avancé par les historiens arméniens. La société civile turque a progressé dans sa capacité d'aborder ce problème, notamment depuis l'ouverture des archives et la publication ces dernières années de nombreux ouvrages sur cette période de l'histoire, mais la question du massacre des Arméniens reste un sujet tabou.

La presse quotidienne s'est déchaînée les jours qui ont précédé et suivi le vote. « La honte de la France », « Un jeu dangereux », « Jours tendus entre la France et la Turquie » titraient les trois plus

grands quotidiens de la droite libérale, *Hürriyet*, *Milliyet* et *Sabah*, pour qualifier ce que, plus prudemment, l'ensemble de la classe politique était convenu d'appeler, dans l'attente du vote définitif du



Sénat français prévu pour le 29 juin, « une initiative malheureuse ».

Les éditorialistes se perdaient en conjectures sur la nature de la riposte turque : « Fin du programme de visites officielles », « Arrêt de la coopération bilatérale », « Mise à l'écart de la France des principaux appels d'offres ».

70 000 ARMÉNIENS

En Arménie, « huit personnes sur dix ont critiqué la décision fran-

çaise », selon Tigran Nazarian, l'envoyé spécial du journal *Hürriyet* dans ce pays. « Moi, dit l'une des personnes interrogées, ce qui s'est passé en 1915 ne m'intéresse pas du tout, parce que le véritable génocide c'est la situation que nous connaissons aujourd'hui en Arménie, où, du fait de nos déplorables conditions de vie, de plus en plus d'Arméniens quittent le pays. » Un autre habitant d'Erevan déplore : « Ni les dirigeants français, ni les nôtres n'ont pensé à nous, à ce qu'est notre vie quotidienne. La vérité, c'est qu'à chaque fois que l'Arménie se rapproche de ses libellés à l'étranger il nous arrive malheur (...). C'est pourquoi les relations entre l'actuel président de l'Arménie, Robert Kotcharian, et le parti nationaliste Dachnaksoutsioun [parti ultranationaliste, très représenté parmi la diaspora] nous font peur. » La communauté arménienne de Turquie - 70 000 personnes, la plupart résidant à Istanbul -, dans le même journal, se dit « gênée » par cette reconnaissance. Même son patriarche, Mesrop Moutafian, pourtant considéré

comme un « dur » par les autorités turques, qui, pour cette raison, ont tardé à l'adouber à la succession de Karekine II, décédé le 10 mars, a jugé la résolution du Parlement français « inutile et préjudiciable ».

Nostalgique, le quotidien *Milliyet* s'est plu à évoquer la belle époque de la détente dans les relations arméno-turques, du temps que Levon Ter-Petrosian, le premier président élu de la plus petite des républiques ex-soviétiques, était encore au pouvoir. Les dirigeants turcs l'« ont alors beaucoup aidé ». Mais l'amertume était surtout perceptible envers la France, « capable de donner l'exemple en soutenant la candidature de la Turquie à l'Union européenne, mais qui n'a pas hésité à laisser cette belle amitié dans l'ombre en votant la loi sur le génocide arménien ».

Marie Jego

Freedom of thought on trial

- State Security Court: 'Writing is more dangerous than aiding the PKK'
- Intellectuals: Thoughts must be able to be expressed freely; the actual crime is prohibiting the thoughts

Ankara - Turkish Daily News

Intellectuals who endorsed and affixed their signatures to a book entitled, "Freedom for Thought - 2," containing the speeches for which lawyer Esber Yagmurdereli and union worker Mahmut Konuk were sentenced, have gathered together, demanding freedom of any kind of thought without condition or discrimination. The State Security Court (DGM) chief prosecutor, however, said writing was more dangerous than distributing food and clothes to outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants.

Admitted to having committed a crime

The case concerning the 14 intellectuals, including journalists, writers, union workers and academics, who signed the book, was heard in Ankara DGM No. 1. All the intellectuals and their lawyers, except Associate Professor Haluk Gerger, who was sentenced to 20 months in jail by another court on grounds of having made public his opinion, were present at the hearing. Also attending the hearing were legal experts who participated in the Human Rights Research Tour organized by the USA Legal Experts Committee and the Fordham Faculty of Law, the Modern Journalists' Association (CGD) and the Turkish Journalists Union (TGC) executives and members.

Postponed defense for Birdal

The intellectuals, who had not defended themselves at the first hearing on May 12 after Human Rights Association (IHD) Chairman Akin Birdal was shot in order to protest the attack, defended themselves for the first time on Thursday.

The indictment prepared by the chief prosecution of the DGM accused the defendants of "aiding the illegal armed gang, the PKK, by disseminating propaganda for it although aware of the book's characteristics." The prosecution regarded the act of writing to be "...as dangerous as providing shelter, food and clothes for the illegal organization's members."

Freedom of all thought

One of the defendants, Associate Professor Fikret Baskaya, stated in his defense that he had deliberately and willingly signed the book. Health and Social Service Laborers' Union (SES) Chairman Veysi Ulgen demanded from the court that thought should no longer be regarded as a crime. "Although we don't agree on it, every kind of thought must have the freedom to be expressed," he said.

'We make our living from our thoughts'

During their defense, defendants Can Dundar, M. Tali Ongoren, Temel Demirer and Varlik Ozmenek, who are all journalists and writers, drew attention to the fact that they survive on the money they earn by expressing their thoughts. Dundar stated that he does not believe thoughts can be eradicated by being prohibited. "Thought cannot be categorized as beneficial or harmful. Thought can be consistent or inconsistent, which can only be revealed by discussion. As is put in the indictment, we did not support violence. Indeed, the mentality that prohibits thought provides support for violence." Varlik Ozmenek, reminding listeners about the fabricated press reports on the attack on Akin Birdal, criticized the made-up indictment, saying: "Just like the targeting of Akin Birdal by nonexistent statements, we could have become targets because of this indictment, which blames us for aiding the illegal organization [the PKK]. If somebody [a press member] had written this indictment, the same incident could have happened."

Ongoren in his defense emphasized the fact that he had been working as a journalist for 45 years. "I know very well the value of thinking, of expressing your opinions. For this reason I assert that every kind of thought must be able to be expressed."

Journalist Temel Demirer said he opposed the categorization of the convenience and inconvenience of thought and that he would accept the sentence of the DGM, adding that he had not asked for his acquittal.

Why can't 'Yesil' be captured?

Confederation of Civil Servants' Unions (KESK) Human Rights Secretary Tayfun Isci wanted the Court to eliminate conditions obstructing the expression of differing opinions. Union workers I. Hakki Tombul, Ersat Yazili, Mustafa Kadioglu and Yusuf Ozden said that they had displayed "democratic" civil disobedience and signed the book that includes the articles regarded as crimes, which is a prerequisite of being a citizen.

Former deputy Mahmut Alinak asked in his defense why Mahmut Yildirim, code-named Yesil, who is a counter-guerrilla, as well as businessmen who live a luxurious life abroad have not been captured, while they were being judged for their opinions.

The DGM chairman postponed the hearing until another day to allow for the securing of necessary documents.

The DGM indictment requires the imprisonment of the 14 intellectuals for seven years and six months on the basis of Article 169 of the Criminal Code which governs the actions of aiding illegal organization members and providing them shelter. However at the first hearing, the court said the crime could be regarded within the framework of Article 8 of the Anti-Terror Law, which regulates "separatist propaganda," thus giving the defendants the right to additional defenses.

European Human Rights Award is given to the Human Rights Foundation in Turkey

Ankara - Turkish Daily News

The seventh European Human Rights Award is to be given to the Human Rights Foundation (IHV) in Turkey.

The Ministers Committee of the Council of Europe released a written statement on Thursday saying that this year the award will be given to the IHV and to Clara Lubich, who is the founder of the Focolare Movement in Italy, as well as to the Committee for the Administration of Justice (CAJ) in Northern Ireland. The statement said the IHV deserved the award because of its prominent efforts in the protection of human rights.

The Focolare Movement, established in 1943, is dedicated to the achievement of unity, peace and brotherhood at any cost. and is active in 180 countries.

CAJ is a nongovernmental organization in Northern Ireland, which strives to improve the justice system and assure that the government carries out its duties according to international law.

Turkey forms new human rights committee

Turkey has set up a 15-member national committee comprised of representatives from the government, voluntary organizations and universities which will monitor the human rights situation, assess ongoing efforts to make progress in that field, and submit proposals for further action to the government's Supreme Board of Human Rights.

The committee, entitled the "National Committee of the 10th Year of Human Rights Education," will consist of a representative from the Prime Ministry, and one each from the ministries of Justice, Interior, Foreign Affairs, Education, Health and Culture. In addition, four representatives from voluntary organizations working in the domain of human rights and four academics known for their research on human rights will be included.

The committee will prepare a national program aimed at fulfilling the United Nations' (UN) "Action Plan of the 10th Year of the Human Rights Education." The committee will observe and assess programs on human rights issues and report its results to the Supreme Board of Human Rights. It will also carry out responsibilities given to it the Supreme Board.

Kurdish rebels kill 40 Turkish soldiers and KDP forces

June 5, 1998

(AP) — ANKARA, Turkey — Kurdish separatists killed 20 Turkish troops in a surprise attack in northeastern Iraq, a pro-Kurdish paper reported Friday.

The raid by members of the Kurdistan Workers Party, or PKK, occurred Wednesday near the village of Yekmal, the daily *Ulkede Gundem* said.

Military officials were not available for comment on the report.

The PKK guerillas also killed 20 rival Democratic Party fighters in a separate action Wednesday near the village of Gise, the newspaper said. The rebels put their own loses at two.

The Democratic Party is a Kurdish group allied with Turkey against the PKK.

The upsurge in fighting comes amid a new offensive Turkey launced against the PKK, which has taken refuge in northern Iraq. Turkish troops have crossed over into northern Iraq several times in the last few years to fight the Kurds.

Turkey intensifies efforts to ward off Armenian bill

- A parliamentary delegation heads for Paris on Monday to seek support to defeat the bill

Ankara- Turkish Daily News

June 5, 1998

Angered by the decision of the French parliament to recognize the so-called Armenian genocide allegedly perpetrated by Ottomans in 1915, Turkey has intensified efforts to prevent the French Senate from endorsing the bill as well.

Turkish members of the Turco-French parliamentarians' friendship group will travel to Paris on Monday to meet their French counterparts with the aim of persuading them to block approval of the bill by the Senate. Without Senate approval the bill cannot become law.

The delegation, headed by Mumtaz Soysal from the Democratic Left Party (DSP), will meet with a number of French parliamentarians and senators and will highlight the damage which bilateral relations would suffer in the event that the bill does become law, the Anatolia news agency reported.



Demirel sends letter to Chirac

On Wednesday, President Suleyman Demirel sent a letter to his French counterpart, Jacques Chirac, urging him to use his influence over the French legislative bodies to prevent the ultimate endorsement of the Armenian bill, Foreign Ministry spokesman Necati Utkan said on Thursday.

"The French parliament has taken a thoroughly wrong step. I hope that this mistake will be corrected during the upcoming legal process and ... the casting of a shadow over the perfect state of bilateral relations will be prevented. Relying on our personal friendship and the importance you attribute to Turco-French relations, I believe that your influence on the legislative organs will be particularly effective," Demirel said in his letter.

"Every country has experienced grievous events in its history. It is a historical reality that during World War I the Armenians revolted in 1915 and carried out violent attacks against the Ottoman state and its civilians. Both sides suffered significant casualties when the Armenians were deported to areas outside the war," Demirel said in his letter.

He added that distorting these facts and presenting them as a genocide would be a breach of political morale and legal criteria, emphasizing that no evidence proving the alleged genocide has been presented to date.

The French parliament passed the bill last Friday and the Senate is expected to discuss it on June 29. Turkey has harshly denounced the attitude of the French parliament, saying in a note of protest that the bill will harm bilateral relations and encourage Armenian terrorism, which has to date led to the murders of 31 members of the Turkish diplomatic corps.

ENQUÊTE

Une « petite Turquie » au cœur de Paris

EPICERIES tamoules autour de la gare du Nord, restaurants pakistanais et indiens passage Brady, salons de coiffure africains boulevard de Strasbourg, traiteurs chinois ou cafés turcs : le 10^e arrondissement de Paris héberge une soixantaine de communautés. Avec ses cafés, ses ateliers de confection, ses mosquées, ses épiceries, la communauté turcophone est la plus visible. Arrivée en trois vagues successives - travailleurs munis de contrats dès les années 60, puis militants de gauche demandeurs d'asile, poussés hors de Turquie par le coup d'Etat militaire de septembre 1980 ; enfin, à partir de 1986, Kurdes chassés de leurs régions par les combats entre l'armée régulière et les maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) -, elle a élu domicile à deux pas du Sentier, pourvoyeur d'emplois dans la confection, et a reproduit, au cœur de Paris, son mode de vie « à la turque ».

Si 1 500 seulement sont recensés en 1990 comme résidents du 10^e arrondissement (sur 90 120 résidents au total), le quartier est le point de passage obligé de la communauté turque de France (197 712 individus recensés en 1990, 350 000 aujourd'hui). Le samedi, on y vient de Sarcelles ou de Saint-Denis pour s'approvisionner en *bulgur* (blé concassé), *tahin* (pâte de sésame), *raki* (alcool anisé) ou *visne suyu* (jus de cerise). Aucun mariage digne de ce nom n'est envisageable sans un passage au *berber salonu* (salon de coiffure), devant lequel stationnent, la fin de semaine, de rutilantes cylindres enrubannées de tulles roses et blancs.

Le vendredi, jour de la prière, des hommes, par groupes de trois ou quatre, leur *tesbih* (chapelet) à



A proximité du Sentier, qui avait fourni des emplois dans la confection à une première vague d'immigrés, la communauté turque a créé ses associations

et ses commerces pour rester fidèle à son mode de vie

la main, discutent à la sortie de la mosquée (en fait, un banal local dévolu à la prière au fond d'une arrière-cour). La rue du Faubourg-Saint-Denis en compte trois. Les adeptes de la confrérie soufie Suleimanci, un courant conservateur de l'islam turc, prient au numéro 23. Deux cents mètres plus loin, au 64, se trouve la mosquée de l'Institut des musulmans de France, proche de l'ex-Refah (Parti de la prospérité, islamiste, au pou-

voir en Turquie de juin 1996 à juin 1997, officiellement interdit depuis janvier 1998). Au 83, Turcs et Maghrébins prient ensemble, tandis que les Kurdes sympathisants du Mouvement islamiste du Kurdistan (proche du PKK) fréquentent la mosquée du 5, rue de la Fidélité.

« Je croise parfois des compatriotes de Grenoble ou de Colmar qui cherchent la "rue de la librairie" », raconte Yasar. « Nous ser-

SAMEDI 6 JUIN 1998

Le Monde

vons un peu d'écrivains publics», confie Françoise, qui tient la librairie turque Ozgür Kitapevi (15 m²), sise rue de l'Echiquier, où un traducteur assermenté officie tous les jours à partir de 18 heures. « Dans les années 80, certains passeurs de clandestins faisaient, depuis l'Espagne, ânonner le nom de cette rue à leurs "clients" venus de l'Anatolie profonde avant de les lâcher », se souvient Mustafa, qui travaille, depuis 1976, comme mécanicien dans la confection.

« L'activité s'est réduite, ajoute Mustafa. La plupart des ateliers se sont déplacés vers la banlieue ou ont fait place au travail à domicile, avec des charges moindres. Comparée à ce qu'elle était, il y a dix ans, la rue de l'Echiquier est aujourd'hui un désert. La seule chose qui n'ait guère varié, c'est le prix des pantalons que je couds à la pièce pour 14 francs depuis 1976. » Mais, concède-t-il, « le 10^e reste notre "petite Turquie" ».

Comme au village, le quartier compte une kyrielle de *caï salonu* (salons de thé), fréquentés par une clientèle exclusivement masculine et selon le critère de l'appartenance régionale (en turc *hemserilik*, le lien de solidarité entre personnes issues du même village ou de la même région). Ainsi les Lazes, un peuple originaire du littoral de la mer Noire, ont établi leurs quartiers au salon de thé Karadeniz (mer Noire) dans la cour des Petites-Ecuries, dont le patron est un Laze. « Un Kurde ne viendra pas, non pas parce qu'il serait mal reçu, mais parce qu'il sait que sa place n'est pas ici », explique un habitué.

A 19 heures, à la sortie des ateliers et du premier journal télévisé en Turquie, c'est là, entre deux parties de cartes arrosées de thé noir, que sont commentées les dernières nouvelles du pays. Car le patron met à la disposition de ses clients des quotidiens en langue turque (*Milliyet*, *Hürriyet*, *Sabah*, les grands quotidiens conservateurs, *Türkiye*, nationaliste, *Ozgür Politika*, gauche, prokurde) et plusieurs chaînes de la télévision satellitaire (Star, ATV, NTV), apparues il y a cinq ans, ce qui, dit-on, aurait contribué à la baisse des ventes des grands quotidiens turcs.

RARES sont les femmes qui pénètrent en ces lieux. « Elles ne sont pas malvenues », explique, avec gêne, Yavuz, le patron du salon de thé Paris. « Quand une femme entre, je ne peux m'empêcher de penser qu'elle vient pour une scène de ménage ! », s'esclaffe Cengiz, un fidèle de ce café pas comme les autres. « Ne viennent ici que des sympathisants de gauche, comme moi », explique Yavuz en montrant dans la salle de billard les affiches à l'effigie d'Isik Yurtcu ou d'Ismail Besikci, des

journalistes qui purgent, ou ont purgé, en Turquie, des années de prison pour leurs écrits.

L'extrême gauche est très présente dans la communauté, comme en témoignent, sur nombre de murs du 10^e, ces slogans vindicatifs et ces affiches de propagande pour d'obscurs partis : Bolchevik, Partizan, DHKPC (Armée de libération populaire de Turquie), TKP-ML (Parti communiste turc marxiste-léniniste), ou encore les luttes intestines auxquelles se livrèrent, à l'été 1997, des factions rivales du mouvement Dev Sol (Devrimci Sol, la gauche révolutionnaire), auteur de plusieurs attentats meurtriers en Turquie, et qui conduisirent à une vingtaine d'interpellations.

« Aucun groupe d'immigrés ne comporte les signes d'un repli identitaire aussi nets et répétés que celui de Turquie »

Car, malgré ses aspects de bourg paisible, la « petite Turquie » n'a pas toujours bonne réputation. Le rumeur prétend que des organisations politiques procéderaient au racket des commerçants. Ceux-ci démentent. Mais selon Ali, qui a eu plusieurs pas-de-porte dans le périmètre du faubourg Saint-Denis : « Ils mentent. Voici quinze ans que je donne en moyenne 15 000 francs par an à une organisation, que je ne nommerai pas mais que j'ai choisie. Ça n'est pas vraiment du racket, même si certaines organisations se font insistantes. Personnellement, j'ai été physiquement menacé plusieurs fois. Tout le monde sait cela ici, mais tant que ça ne sort pas de la communauté... »

Outre ces groupuscules, très minoritaires, le 10^e recèle une foule d'associations. Kurdes, Alevis (chiïtes) ou Chaldéens (chrétiens du sud de la Turquie) ont chacun la leur. A l'Association des travailleurs kurdes de France (ACTKF), nul ne fait mystère de ses sympathies pour « Apo » (tonton), Abdullah Ocalan, le chef du PKK, dont un portrait énorme, orné d'une guirlande lumineuse, trône sur les murs du local. A midi, les employés kurdes ou turcs des ateliers de confection voisins viennent y déjeuner pour 20 francs ; le soir, les hommes y discutent autour d'un verre de thé en regardant MED-TV, la première chaîne de télévision kurde, qui émet par satellite, depuis Londres, dix-huit heures par jour. Interdite en Turquie, car considérée comme une émanation du PKK, elle serait paradoxalement la chaîne la plus regardée là-bas, malgré les multiples confiscations de paraboles opérées par la police dans les bidonvilles d'Istanbul et d'ailleurs.

« Si le courant de sympathie pour le PKK reste fort dans l'immigration, c'est à cause de la vigueur de la répression de l'armée dans les régions du Sud-Est », explique Hasan Salikara. Président de la Fédération des associations kurdes de France le jour, gardien d'une entreprise la nuit, cet homme a passé récemment plusieurs heures en garde à vue, au motif qu'il avait contribué au financement de MED-TV, que les autorités turques s'emploient à faire interdire en Europe. « J'ai donné 10 000 francs, et alors ? Cet argent, je ne l'ai pas volé ! Il est vrai que nous, Kurdes, sommes toujours les premiers visés ! », soupire-t-il en montrant la porte des toilettes du local, « défoncée par les forces de police venues, en janvier, voir si nous

n'abritons pas des Kurdes clandestins débarqués d'Italie ». Autre association kurde, Komkar s'attache, entre autres, à développer une meilleure connaissance de la langue chez les jeunes « parce qu'en Turquie la politique officielle est l'assimilation totale et forcée des Kurdes. L'enseignement de notre langue est passible de prison. Une des plus vieilles cultures de la Mésopotamie est menacée de disparition », déplore Abdullah Akagunur, son responsable.

Avec vingt mille adhérents, la plus importante des associations est sans conteste l'Institut des musulmans de France (proche du Refah, de Necmettin Erbakan) et qui gère la mosquée installée au 64 de la rue du Faubourg-Saint-Denis. Présente dans le quartier depuis 1977, elle « vit du zekat, les dons de ses fidèles », affirme Ahmet Bakan, secrétaire général de l'Institut. Sa salle de prière (300 m² avec une mezzanine « pour les femmes »), son restaurant, sa librairie, son épicerie ou sa cafétéria accueillent indifféremment Turcs ou Kurdes. Pendant le mois de ramadan, cent cinquante repas (*iftar*, le repas qui brise le jeûne) y ont été servis chaque jour gratuitement. Les samedis et les mercredis, des cours d'échecs, de civilisation turque et d'instruction religieuse y sont dispensés. Enfin, la mosquée organise le rapatriement des corps des défunts, les Turcs souhaitant, à 99 %, être inhumés au pays. « Pas facile, estime ce responsable, de faire accepter la communauté musulmane en France. » Pourtant, les relations avec le voisinage « se sont améliorées » : plus de jets de pierres ou de bouteilles sur le toit de la mosquée « comme c'était le cas dans les années 90 ». « Nous prenons des

précautions. J'ai fait changer les haut-parleurs, des bénévoles sont chargés de nettoyer la cour ou d'aménager un passage les jours d'affluence », explique-t-il.

NI ethniques, ni politiques, ni religieuses, deux associations offrent aux migrants turcs de tous horizons assistance administrative, cours de français, soutien scolaire ou activités culturelles. Toutes deux sont subventionnées par le Fonds d'action sociale (FAS). La plus ancienne, Association des travailleurs de Turquie (ATT, née en 1980 lors des grèves des sans-papiers du secteur textile), se veut ouverte à tous car, selon Umit Metin, son responsable, « les associations communautaires peuvent être un handicap à l'intégration ». ATT, qui est active au sein du troisième collectif des sans-papiers, a constitué à ce jour mille deux cents dossiers de demandes de régularisation (quatre cents ont reçu une réponse favorable) pour des ressortissants turcs, mais aussi africains, chinois ou pakistanais.

L'autre association, Elele, créée en 1984, s'est, elle, spécialisée dans la médiation au sein des familles. « Dès le mois de juin, avant le bac, nous sommes assaillis d'appels de jeunes filles en rupture familiale car elles voudraient continuer leurs études, alors que leurs parents leur cherchent un mari », explique Pinar Hüküm. Selon elle, « 99 % des mariages de la deuxième génération se font avec un conjoint venu de Turquie », manière d'apporter « un peu de sang neuf » à la communauté. Il s'agit donc là de mariages « arrangés », une pratique qui « perd de sa vigueur au pays, surtout en ville », mais reste forte au sein d'une immigration soucieuse de préserver son identité. De façon unanime, la perspective d'un mariage mixte n'est pas vue d'un bon œil.

« Peut-on parler de mariage arrangé si, le plus souvent, les jeunes filles sont consentantes ? », s'interroge Gül, une jeune Turque de la deuxième génération, qui fait figure d'oiseau rare pour être encore célibataire à vingt-cinq ans. « Mes copines qui ont opté pour ce genre d'union l'ont fait parce qu'elles connaissaient le mari proposé », explique Nalan, autre célibataire de la deuxième génération. Pour elle, un mari « venu de là-bas » permet un meilleur équilibre des rôles dans le ménage : « Ces filles sont indépendantes économiquement, c'est sur elles que repose le couple, cela renverse les rôles traditionnels, ce qui par ailleurs est loin d'être vrai dans le cas d'une conjointe venue de Turquie. »

Stricte endogamie, rare utilisation du français à l'intérieur de la famille, sociabilité « à forte composante ethnique » : le groupe turco-

phone est stigmatisé par maints sociologues pour la faiblesse de ses contacts avec la société française. « *Aucun groupe d'immigrés ne comporte les signes d'un repli identitaire aussi nets et répétés que celui de Turquie* », révèle la conclusion d'une enquête sur les immi-

grés conduite par Michèle Tribalat (*Faire France, La Découverte, 1995*). Prisonniers du mythe du retour, soucieux avant tout de préserver la cohésion du groupe - bref, incapables de « *défaire leurs valises* », selon la sociologue Gaye Salom -, Kurdes, Turcs, Lazes ou

Chaldéens de Paris promènent leurs pieds dans le 10^e arrondissement, mais ils ont gardé la tête au pays.

Marie Jégo

Dessin : Cassandre Montoriol

50.000 manifestants kurdes à Dortmund

Sam 06 Jui 98 - 21h54 GMT

DORTMUND (Allemagne), 6 juin (AFP) - Environ 50.000 Kurdes ont manifesté sans incident samedi à Dortmund (ouest) pour "la paix, la liberté et la justice au Kurdistan", ainsi que pour la levée de l'interdiction du PKK, formation d'extrême gauche.

Les principaux orateurs de cette manifestation ont été le Président du Parlement kurde en exil, Yasar Kaya, et l'ancien chef du gouvernement danois Anker Joergensen (social-démocrate).

M. Joergensen s'est prononcé pour "un véritable dialogue entre Kurdes et Turcs" et en faveur "des droits élémentaires" du peuple kurde.

Le PKK (parti ouvrier kurde), qui lutte depuis 1984 pour la création d'un état kurde indépendant dans le Kurdistan turc, est également interdit en Allemagne, mais reste relativement influent dans l'importante communauté turque (2 millions de personnes, sur 7,5 millions d'étrangers) vivant en Allemagne.

La Turquie juge "raciste" une enquête qui l'accuse d'être un "narco-Etat"

LA HAYE, 8 juin (AFP) - L'ambassade de Turquie à La Haye a jugé "raciste" lundi un ouvrage publié en mai aux Pays-Bas, qui qualifie la Turquie de "narco-Etat" et affirme l'existence de liens entre le pouvoir et la mafia d'Ankara.

"Il y a des pouvoirs derrière (cette étude) qui tentent de noircir notre pays. Il est néfaste d'accuser la totalité de la communauté turque des Pays-Bas. Cela dénote une opinion raciste", a déclaré un porte-parole de l'ambassade interrogé par l'AFP.

Le livre "La Mafia turque", publié le mois dernier par deux criminologues de l'université d'Utrecht (centre), Frank Bovenkerk et Yugel Yesilgoz, est un "instrument" d'une campagne contre Ankara, a ajouté le même responsable.

Dans leur ouvrage, les deux chercheurs affirment que la mafia turque est "constituée d'un ensemble de réseaux de criminels qui opèrent ouvertement et sous les auspices du gouvernement et de différents mouvements politiques (NDLR: le Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK, séparatiste en Turquie)".

Ces réseaux, tirant profit "en premier lieu du trafic d'héroïne" vers les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique, "remplissent une série de fonctions sociales, économiques et politiques pour la Turquie et pour les communautés turques à l'étranger", affirment-ils.

Dans un communiqué officiel, l'ambassade de Turquie a affirmé que l'étude de MM. Bovenkerk et Yesilgoz ne répondait pas à des critères "scientifiques".

D'une part, elle néglige les efforts d'Ankara pour lutter contre le trafic de drogue, d'autre part, elle manque de souligner le fond du problème, à savoir que "les terroristes financent leurs activités grâce au trafic de drogue", a estimé la représentation diplomatique turque.

"Depuis que le PKK a entamé sa campagne de terrorisme en 1984, (son) implication dans des affaires de drogue a été prouvée à 130 reprises", a-t-elle conclu.

Le Conseil de sécurité de l'ONU reste divisé sur l'Irak

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JUIN 1998

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

A écouter les représentants des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, les dix jours de réunions-marathon sur l'Irak, terminées vendredi 5 juin, n'ont servi à rien. Les sessions de travail sur l'Irak ont compris deux réunions entre la commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak (Unscorm) et une délégation irakienne, dirigée par le ministre irakien des affaires étrangères Mohammed El Sahaf, une réunion du Conseil de sécurité avec les Irakiens, et deux jours et demi d'audition de l'Unscorm par le Conseil.

« L'excellente présentation de l'Unscorm porte un coup dévastateur à la crédibilité de l'Irak », a déclaré l'ambassadeur américain Bill Richardson. « Nous n'avons rien ap-

pris de nouveau : c'était une présentation complètement politique », rétorquait son homologue russe. Les Cinq sont restés figés dans leurs positions respectives favorables ou critiques vis-à-vis du travail de la Commission : les Etats-Unis et le Royaume-Uni d'un côté, la Russie, la Chine et la France de l'autre. Techniquement, par rapport au dossier présenté en avril, l'Unscorm n'a apporté aucun élément nouveau, si ce n'est une nouvelle stratégie qui, à l'évidence, n'a pas été saisie par les membres permanents.

Exaspérée par les critiques pour son attitude jugée par certains « anti-irakienne », la Commission a tenté une nouvelle approche. « On a dit aux membres du Conseil de sécurité : "L'Irak est pratiquement désarmé." Cela dit, il reste

certaines choses à clarifier, explique l'un de ses membres, *Ces lacunes, on les a prouvées avec photos et documents.* » Selon lui, l'Unscorm aurait posé la question suivante au Conseil de sécurité : « Voulez-vous, malgré ces lacunes, que l'on ferme les yeux ou préférez-vous que l'on continue à jouer à cache-cache avec Bagdad ? » Divisés comme ils le sont, les Cinq n'ont évidemment pas pu répondre et, si les dix pays membres non permanents du Conseil de sécurité ont, selon l'ambassadeur brésilien Celso Luis Amorim, « beaucoup appris » au cours de la semaine, ils restent sans cesse sollicités par les membres permanents pour prendre parti.

Compte tenu de cette atmosphère, les relations entre l'Irak et l'ONU restent difficiles. La

« feuille de route » présentée par l'Unscorm – et qui détaille les mesures que doit prendre l'Irak en matière de désarmement pour parvenir à une levée de l'embargo pétrolier – a été, comme prévu, récusée par les Irakiens qui ont, cependant, affirmé la volonté de leur pays de continuer de coopérer. Quant à la Commission spéciale, elle serait prête, sauf « durcissement imprévu de Bagdad », à procéder, elle aussi avec « l'esprit ouvert », à ses travaux en Irak. « Si on peut fermer certains dossiers, on le fera », dit-on. Une prochaine réunion est prévue les 12 et 13 juin à Bagdad entre le chef de l'Unscorm, l'Australien Richard Butler, et le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz.

Afsané Bassir Pour

CINÉMA VIVE LA MARIÉE... de Hiner Saleem

Comédie kurde

Il est des films dont l'intérêt est moins cinématographique que sociologique. « Vive la mariée... » est de ceux-là. Son titre exact est « Vive la mariée... et la libération du Kurdistan ! » et, sous couvert d'une histoire loufoque et gentille de mariage arrangé qui met du temps à... s'arranger, il nous plonge au cœur d'une minorité mal connue, celle des Kurdes. Un peuple sans terre, depuis qu'en 1923 un traité a écartelé le Kurdistan entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Un peuple périodiquement en rébellion contre les autorités de chacun de ces Etats et, le plus souvent, contraint à la diaspora. C'est la communauté kurde de Paris que l'un de ses membres, Hiner Saleem, lui-même réfugié politique, campe ici avec un sympathique mélange de militantisme et d'humour. Et suffisamment d'intelligence et de recul pour toucher un large public. Car, au-delà des Kurdes, c'est en fait tout le milieu de l'immigration qui est ici croqué, entre démarches auprès de la préfecture, poids des traditions et désir d'assimilation. Sans lourdeur, à travers une comédie qui rappelle parfois, en plus maladroit certes, mais avec autant d'esprit, celles de Thomas Gilou croquant, à Paris, les Noirs, les Beurs ou les Juifs du Sentier.

Nous sommes à Paris, donc, dans le X^e arrondissement. De nombreux

Kurdes y travaillent dans des ateliers de confection et, le soir, se réunissent pour faire progresser leur cause, qui passe par une sorte de racket auprès des plus nantis, l'impression de tracts et l'organisation de réunions militantes. Cheto, beau garçon moustachu, qui a pour petite amie une (jolie) Française employée de la préfecture, a décidé d'épouser une compatriote



Un voyage au cœur d'une communauté écartelée entre tradition et assimilation.

et la choisit sur les vidéos d'un copain parti filmer au pays. Il jette son dévolu sur une somptueuse créature et voit arriver aux Invalides... sa sœur aînée, beaucoup moins belle : la tradition veut que les aînées se marient d'abord. Fureur du sémillant Cheto. Conseil de guerre dans la communauté : il doit épouser Mina, sinon, elle sera à jamais déshonorée...

Le film s'attache alors à nous conter les tribulations de Cheto avec cette épouse qu'il n'aime pas et qui, surprise, sous l'influence d'une amie féministe, va peu à peu se transformer, apprendre le français, se mettre à travailler et voler de ses propres ailes. Bel hommage à la ténacité et à l'intelligence des femmes... Et, entre documentaire et fiction, avec des comédiens presque tous inconnus, attachant tableau d'une communauté regardée sans complaisance, avec sa chaleureuse fraternité et parfois son intolérance. Le tout dans une France plutôt méfiante, l'actualité brûlante en fait foi, mais le film, peut-être, pourrait aider à y porter un peu remède.

ANNIE COPPERMANN

5 juin 1998

Les Echos



Agence France-Press

Mayor Gholam-Hossein Karbaschi, accused of "despotic behavior," addressing judges in Tehran on Sunday.

Mayor of Tehran Denounces Accusers

Alleging 'Political Scheming,' He Rejects Charges as His Trial Opens

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — The reformist mayor of Tehran on Sunday rejected corruption charges and denounced "political scheming" on the opening day of his trial here in a case that has jolted the Islamic regime.

Gholam-Hossein Karbaschi, who has headed this metropolis of some 10 million people since 1989, was formally charged with fraud, embezzlement, diversion of public funds, mismanagement and "despotic and dictatorial behavior."

One of Iran's most influential politicians, the mayor, 44, was also accused of using municipal funds to help finance the election campaigns of moderate candidates during 1996 legislative elections.

Under the terms of the indictment read out in court, he was relieved of his duties as mayor for the duration of the

trial, a move dismissed in court by Mr. Karbaschi in court as "unimportant."

As the trial opened, Mr. Karbaschi rejected the charges against him as "lies," questioned the competence of the judge who compiled the case against him and denounced "political scheming" by conservative opponents in the judiciary.

He also condemned "confessions obtained by force and illegal pressure," a reference to claims made against him by former colleagues who have been imprisoned for months as part of a wide-ranging probe into corruption.

The mayor was specifically accused of diversion of public funds amounting to around \$5 million dollars, illegal sales of building permits and destruction of wooded areas for property speculation.

The mayor also said that the prosecution was trying to trump up a sex

charge against him by detaining and "putting psychological pressure" on a female employee of the municipality to testify that he had adulterous relationships with other female staff members.

Sunday's hearing lasted nearly four hours and is to resume Thursday. Neither Mr. Karbaschi or his lawyers entered a plea to the charges.

The open trial of Mr. Karbaschi, a key supporter of President Mohammed Khatami, is unprecedented since the 1979 Islamic Revolution.

The move in the courts was widely seen as a bid to topple key officials allied with Mr. Khatami, who took office in August. Mr. Karbaschi ran Mr. Khatami's election campaign.

More than a dozen senior municipal officials have been put on trial since last October. Most were accused of taking kickbacks for building permits.

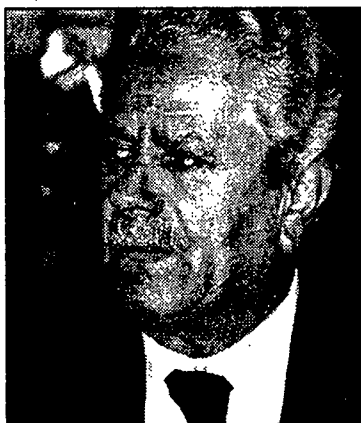
(AFP, Reuters)

CONTRATS • Premières représailles turques contre la France

LUNDI 8 JUIN 1998

La Tribune

- Ankara riposte à la reconnaissance par les députés français du génocide arménien.
- La signature d'un contrat de missiles est reportée, des ventes d'hélicoptères et de chars sont menacées.
- Les Français sont aussi écartés d'un projet de métro à Izmir.



Ismet Sezgin, ministre de la Défense turc, a rappelé qu'Ankara veillait à ce que ses partenaires « défendent ses thèses ».

COMME le craignaient les experts (*La Tribune* du 2 juin), la reconnaissance officielle du génocide arménien par l'Assemblée nationale provoque la colère des autorités turques. Pourtant, mardi dernier, au salon d'armement terrestre Eurosatory, le ministre français de la Défense, Alain Richard, avait souligné que les liens du gouvernement français avec la Turquie ne pâtiraient pas du vote des députés.

Mais, vendredi, le ministre de la Défense turc, Ismet Sezgin, a souligné que les compagnies françaises pourraient être écartées d'importants projets de l'armée turque. « En choisissant les pays auxquels la Turquie achètera des matériels militaires, nous prenons en considération, entre autres, la défense ou non de nos thèses par ces pays sur le plan international. » « En cas d'adoption par le Sénat français et de promulgation par le président

Jacques Chirac d'une proposition de loi reconnaissant le génocide arménien, la France pourrait être écartée d'importants projets turcs dans l'armement », a ajouté le sous-secrétaire d'Etat à l'industrie de Défense, Yalcin Burçak.

Premier report. Le geste a été joint à la parole. A la veille du week-end, la signature d'un contrat de 2,7 milliards de francs entre Aerospatiale et l'industrie turque pour la fabrication de 10.000 missiles antichars courte portée Eryx a été reportée. Ce contrat aurait dû intervenir durant le salon Eurosatory, pour définir les conditions de mise en œuvre industrielle de l'accord, signé en mars, de vente et de transfert de technologies ainsi que de production.

Côté français, on minimise ce report, en estimant que « le dossier n'était pas suffisamment mûr », que la signature du contrat n'est que « différée » et que les négociations continuent. La Turquie négocie actuellement avec le groupe franco-allemand Eurocopter (70 % Aerospatiale, 30 % Dasa, Daimler-Benz Aerospace) un contrat de 15 milliards de francs pour la production en partenariat local de 145 hélicoptères de combat Tigre. Ankara discute aussi avec Giat Industries pour la production en partenariat d'un millier de chars Leclerc pour 25 milliards.

Métro et chemins de fer. Les réactions turques ont aussi concerné le secteur commercial civil. Selon un porte-parole de la municipalité d'Izmir, les firmes françaises Cegelec et Sofretu ont été écartées de l'appel d'offre de plus de 1,5 milliard de francs pour la construction de la seconde ligne du métro.

Enfin, la direction générale des chemins de fer turcs (TCDD) renouvelle un appel d'offres pour 60 locomotives représentant 1,2 à 2,4 milliards de francs. Un précédent appel d'offres lancé fin 1997 et remporté, face à l'allemand Adtranz, par le franco-britannique GEC-Alsthom avait été annulé, début avril, pour « non-conformité technique ». Pour les nouvelles propositions, Allemands, Suédois et Italiens seront cette fois en lice.

O. P. (AVEC AFP)

Double condamnation pour la Turquie à la Cour des droits de l'Homme

STRASBOURG, 9 juin (AFP) - La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné mardi à Strasbourg la Turquie dans deux affaires distinctes, l'une concernant le droit d'expression d'un parti politique, l'autre la torture.

Ibrahim Incal, 45 ans, l'un des dirigeants à Izmir du Parti du travail du peuple (HEP), recevra une indemnité de 30.000 francs (5.000 dollars) plus une somme de 15.000 francs pour frais et dépens à titre de dommage moral.

L'homme avait été condamné à six mois et vingt jours d'emprisonnement ainsi qu'à une amende pour avoir fait imprimer des tracts politiques critiquant la gestion de la mairie en juillet 1992. Les tracts avaient été confisqués.

Selon la Cour, la Turquie a dans ce cas violé le droit à la liberté d'expression de M. Incal ainsi que son droit à un tribunal indépendant et impartial.

Par ailleurs, Salih Tekin, ressortissant turc d'origine kurde, âgé de 34 ans et résidant à Diyarbakir (Sud-Est), recevra une indemnité de 25.000 livres sterling (40.000 dollars) pour dommage moral et 15.000 livres pour frais et dépenses.

En février 1993, M. Tekin avait été arrêté pour menaces présumées à des gardes du villages. Il avait été torturé à la gendarmerie de Derinsu, puis de Derik, avant d'être libéré.

Le président iranien doit accélérer les réformes, estime l'écrivain Faraj Sarkouhi

« Si le maire de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, est correctement jugé, aucune charge ne sera retenue contre lui. Mais le pouvoir judiciaire iranien étant entre les mains des conservateurs », nul ne peut prédire l'issue du procès, s'inquiète l'écrivain et journaliste contestataire iranien Faraj Sarkouhi, remis en liberté le 28 février, après avoir purgé une peine d'un an de prison pour « propagande négative envers l'Iran » et « atteinte à la sécurité du pays ».

« Si M. Karbastchi est condamné, a déclaré au Monde M. Sarkouhi - de passage à Paris à l'invitation de l'organisation Reporters sans frontières -, ce sera le début d'une crise politique importante. A moins que ce soit le début d'un coup d'Etat [que les conservateurs] préparent en douce » contre le président moderniste Mohamad Khatami.

A son avis, l'évolution de l'Iran vers la démocratie « ne dépend pas de M. Khatami », mais de deux autres facteurs : la prise de conscience par les Iraniens à la fois « de ce qu'ils veulent et de leur pouvoir » et du rôle que joueront inévitablement, selon lui, les « libéraux, les sociaux-démocrates et les laïcs ».

« UN VENT D'ESPOIR »

L'histoire de M. Sarkouhi, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Adineh*, tient du roman policier. Il avait « disparu » du 3 novembre au 20 décembre 1996, à l'aéroport de Téhéran, avant de réapparaître sur ce même aéroport dans des circonstances tragi-comiques, puis d'être arrêté fin janvier 1997. Traduit devant un tribunal révolutionnaire, il était accusé d'avoir tenté de quitter clandestinement le pays. Dans une lettre à sa femme, il indiquait qu'on l'accusait d'espionnage pour l'Allemagne et la France - à un moment où la tension était grande entre Téhéran d'une part, Paris et surtout Bonn de l'autre. Cette affaire est antérieure à l'élection de M. Khatami, le 23 mai 1997.

M. Sarkouhi ne souhaite pas l'échec du président iranien, à qui il reproche toutefois une grande

frilosité. « Le temps court, dit-il, et M. Khatami n'a pas pris le bon rythme. Il doit accélérer l'ouverture politique, s'il ne veut pas que ses adversaires conservateurs exploitent les difficultés économiques à ses dépens. » Certes, admet-il, « la situation est bien meilleure aujourd'hui pour la presse. M. Khatami a diffusé le discours sur la société civile jusqu'aux tréfonds de la population, soulevé un vent d'espoir et empêché les groupes de pression de réprimer écrivains et journalistes ».

« Mais, ajoute le journaliste, le contrôle du ministère de la culture et de l'orientation islamique [sur les publications] demeure en vigueur. La censure sévit toujours, et beaucoup de livres sont interdits. Il n'y a toujours pas de partis politiques ni d'associations syndicales et corporatistes. M. Khatami craint qu'un rythme plus soutenu [des réformes] n'entraîne une vague de répression. » Cela, juge l'écrivain, risque de lui coûter cher.

A son avis, le président devrait aller d'autant plus vite dans l'ouverture politique qu'il est quasi impuissant face à une situation économique « catastrophique ». Cette paralysie, explique-t-il, est due à la conjugaison de trois facteurs : la concentration des leviers économiques dans les mains de ses adversaires, les visions contradictoires des forces qui constituent la majorité présidentielle et

la chute des prix du pétrole.

C'est sur la dégradation de la situation économique que jouent principalement les conservateurs, prévient-il. « Ils disent : Khatami ne fait rien et ne peut rien faire. » Si M. Khatami veut empêcher les gens de perdre espoir, il doit accélérer « l'institutionnalisation de l'ouverture politique et permettre à la population d'accéder au champ politique ».

Invité du Parlement des écrivains - une organisation internationale - à passer un an à Francfort, M. Sarkouhi reviendra en Iran lorsqu'il aura achevé l'écriture d'un roman. « Cela dépendra aussi de la situation politique », dit-il, faisant remarquer qu'aux yeux des autorités, il est peut-être d'ores et déjà coupable de trois « fautes ».

La première est le fait d'avoir rencontré à Berlin l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques* - condamné à mort pour blasphème en vertu d'une fatwa promulguée en 1989 par l'imam Khomeiny. Une autre « faute » est d'avoir contesté publiquement la thèse officielle iranienne selon laquelle les droits de l'homme peuvent être incompatibles avec les traditions locales. Une rencontre avec le ministre suédois des affaires étrangères peut aussi lui coûter cher, toute rencontre entre un écrivain et un

homme politique étranger étant jugée suspecte en Iran.

Il estime aujourd'hui que son arrestation visait à exercer un chantage sur Bonn et Paris et à intimider les écrivains et intellectuels dont les idées commençaient à faire tâche d'huile dans la société. Pense-t-il que le président Khatami est intervenu pour que sa peine soit minimale ? « Je ne sais pas ce qui s'est passé au sein de l'Etat iranien, répond-il. Quelqu'un, peut-être M. Khatami, a dû leur expliquer que mon affaire leur ferait plus de tort que de bien. »

Mouna Naïm

Ouverture du procès du maire de Téhéran

Le maire réformateur de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, a réfuté en bloc les accusations de corruption portées contre lui et dénoncé une « machination politique », lors de la première audience, dimanche 7 juin, de son procès. La justice a annoncé que M. Karbastchi était relevé de ses fonctions pour la durée du procès, qui reprendra jeudi.

Le maire, qui reste en liberté sous contrôle judiciaire, est accusé de « malversations, escroqueries, recettes illégales, gestion mauvaise, despotisme et dictatorial », et d'avoir financé, avec l'argent de la municipalité, la campagne électorale de certains candidats modérés aux législatives de 1996. Il lui est reproché également des ventes illégales de permis de construire, des expropriations irrégulières et des destructions d'espaces boisés à des fins de spéculation immobilière. Le procès de M. Karbastchi, qui a joué un rôle capital dans l'émergence d'un mouvement politique modéré qui soutient le président Mohamad Khatami, pourrait durer des semaines, voire des mois. - (AFP)

Odd Look-Alikes: Oppressors in Turkey and Iran

By Philip Taubman

INTERNATIONAL
Herald Tribune
JUNE 9, 1998

NEW YORK — It is an odd conjunction of opposing political cultures. Turkey, the emblem of secular governance in the Middle East, and Iran, the heartland of Islamic fundamentalism, are both resisting powerful internal political movements by prosecuting the mayors of their largest cities, Istanbul and Tehran.

Istanbul's mayor, Recep Tayyip Erdogan, was recently convicted of inciting hatred in a speech last year. Tehran's mayor, Gholam-Hossein Karbaschi, just went on trial on corruption charges.

The two men are being pursued less for what they said or did than for what they represent, which is a strong desire among their countrymen for a more inclusive, less rigid brand of politics.

In attacking the mayors, the rulers have shown a potentially fatal inability to practice moderation in politics.

The defenders of the faith in each nation will likely discover someday that in their unyielding pursuit of conformity they only strengthened and radicalized the popular causes they feared and tried to suppress.

In both prosecutions, the legal battle is just a skirmish in a broader struggle between ruling authority and a growing political opposition. In both cases, the

mayors represent an opportunity for peaceful change that should not be lost.

The rulers of Turkey and Iran would acknowledge no common thread. If anything, they would maintain that the two cases show how different the countries are. The generals who wield real power in Turkey are determined to snuff out any Islamic political activity, fearful that it will undermine their secular state and even lead eventually to an Iranian-style revolution. The clerics who run Iran are intolerant of civil authority and see it as a threat to the Islamic code.

But when the ideological and legal veneer is removed, the two cases are essentially about the same thing: extremism in the defense of power.

I saw this tendency when I visited Turkey and Iran last fall. A Turkish general who denounced his country's main Islamic political party was just as intransigent as a cleric in Tehran who opposed reform.

Although the two nations view each other as political antagonists, and their handling of religious matters could not be more different, the Turkish generals and the Iranian clerics are allergic to genuine democracy. The generals are secular fundamentalists, the clerics Islamic fundamentalists.

Mr. Erdogan's offense was not that

he sowed discord but that he was a leader of the Welfare Party, the Islamic political organization that drew the largest number of votes in parliamentary elections three years ago. The party briefly governed Turkey in a coalition, but was then displaced and ultimately outlawed at the behest of the generals.

Mr. Karbaschi is an ally of President Mohammed Khatami, who was elected last year in an overwhelming protest vote against the clerical stranglehold in Iran. Whether the mayor embezzled city accounts as charged may never be known. Mr. Khatami's opponents went after the mayor to weaken the president and his reform program.

Last November, when I boarded an Iran Air jumbo jet for the flight from Istanbul to Tehran, I thought I was about to traverse a vast political expanse. The differences of culture, language and history are indeed great. But after a few days in Tehran, I found that the politics of exclusion and control were not that dissimilar.

It is a pity, for the people of Turkey and Iran have the energy and heart to fashion democratic societies, if only they had the chance.

The New York Times.



Turkey drops France from major defense deal

- Ankara disqualifies Thomson CSF from Navy aircraft deal in response to Armenian bill. The firm's possible future involvement depends on the bill's rejection by the French Senate

Ankara - Turkish Daily News

The Turkish government has dropped France's Thomson CSF from a \$150 million defense tender in retaliation for a move by the French Parliament's lower house to pass a bill that accuses the Turks of an "Armenian genocide," a government official said Tuesday.

Thomson CSF had been expected to compete with the U.S. Argos Systems, a subsidiary of Boeing Co., and Spain's Construcciones Aeronauticas SA (CASA), for the contract to do systems integration work in developing nine maritime patrol aircraft for the Turkish Navy and the Coast Guard Command.

The decision marks the first time a French firm has been excluded from a major Turkish defense tender. Defense sources have warned similar moves could follow if Paris goes ahead with putting the Armenian bill into effect.

"Under these circumstances, Turkey will not send an invitation to Thomson CSF to bid for the tender for our maritime patrol aircraft program," the official told the Turkish Daily News.

"But we will reconsider the company's competitive offer if the Armenian bill does not take effect," the official added. The invitation is expected to be sent to the remaining two foreign companies later this summer.

10 June, 1998. Copyright © Turkish Daily News

French sources said last Friday that the official recognition of the "Armenian genocide" by the French National Assembly had caused a delay in signature of a contract between French group Aerospatiale and the Turkish Defense Ministry for making the anti-tank Eryx missile.

The contract, amounting to \$441 million had been slated for conclusion during the Eurosatory '98 land weaponry show near Paris. It was to define conditions for industrial application of a deal signed in March for joint production in Turkey of about 10,000 short-range Eryx missiles for the Turkish Army.

Regarding the maritime patrol aircraft deal, the Defense Industry Executive Committee, Turkey's highest decision-making body on large-scale defense procurement matters, in January selected the Spanish-designed and locally-produced CN-235 light transport planes as the frame for the systems.

A contract is expected to be signed soon with CASA and Turkey's Tusas Aerospace Industries (TAI) for the nine aircraft worth \$108 million alone.

TAI already has manufactured 50 other CN-235s for the Turkish Air Force and the Army under a previous \$700 million contract with CASA. The Navy will get six of the new planes and the remaining three will go to the Coast Guard.

The company to win the systems integration contract, together with TAI, will develop the CASA CN-235 into a maritime patrol aircraft, which will boost Turkey's naval monitoring capabilities mainly in the Aegean Sea.

Defense sources said one maritime patrol aircraft for the Navy was expected to cost around \$32 million while less sophisticated versions for the Coast Guard would have an estimated price of \$20 million per piece.

France, one of Ankara's main arms suppliers, won Turkish defense contracts worth \$550 million last year. The deals include joint production of AS-532 Cougar utility and search-and-rescue helicopters and the sale of five minesweepers.

French companies are also vying for two of Turkey's top defense programs, joint production of 145 attack helicopters worth \$4 billion and 1,000 main battle tanks worth \$5 billion.

Defense Minister Ismet Sezgin warned France last week: "When selecting a country to award a defense contract, we consider a number of criteria, including how potential arms suppliers act regarding our theses on international platforms."

The French National Assembly, the lower house of Parliament, on May 29 approved the bill, officially recognizing the Armenian genocide under the Turkish Ottoman empire during World War I.

But to take effect, the bill must also be approved by the French Senate, or upper house, in a vote expected to be held later this month, and ratified by President Jacques Chirac.

President Suleyman Demirel has sent a letter to Chirac, asking him to use his "personal influence" to urge the Senate to reject the bill.

According to Armenian historians, up to one million Armenians were killed in massacres and deportations between 1915-1917. Turkey says the Armenian death toll has been greatly exaggerated, that many Turks were also killed and that there was no planned genocide.

"You cannot label a whole nation systematic murderers and expect to get large amounts of money from them at the same time," the government official said.

M. Fabius: le vote sur le génocide arménien ne vise pas la Turquie actuelle

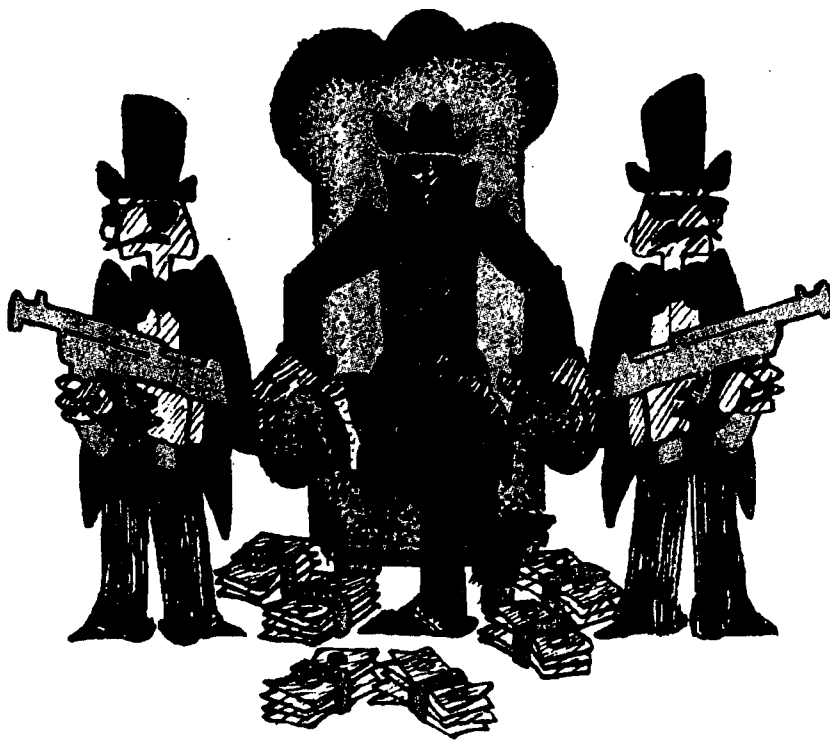
SAINT PETERSBOURG (Russie), 9 juin (AFP) - Le président de l'Assemblée nationale française, Laurent Fabius, a affirmé, mardi à Saint-Pétersbourg, que la reconnaissance du génocide arménien par la France ne correspond "à aucune mise en cause de la Turquie d'aujourd'hui".

"Bien évidemment, dans l'esprit d'aucun député français le texte voté le 29 mai reconnaissant le génocide arménien ne doit être perçu comme tourné contre la Turquie d'aujourd'hui", a déclaré M. Fabius qui s'exprimait devant la presse au terme d'une réunion de la Grande commission parlementaire France-Russie.

"C'est une perception de l'histoire qui ne concerne absolument pas la Turquie d'aujourd'hui qui est une nation amie, un gouvernement ami", a-t-il ajouté, après le vote, en première lecture à l'Assemblée nationale et à l'unanimité des groupes, d'une résolution d'origine parlementaire reconnaissant le génocide des Arméniens en 1915.

TURQUIE L'Etat noyauté par des bandes armées

L'attentat contre le président de l'Association turque des droits de l'homme, Akin Birdal, a montré que les organisations mafieuses infiltrées dans l'Etat étaient toujours actives depuis l'accident de Susurluk, qui, en novembre 1996, avait révélé leur existence.



Dessin paru dans *Cumhuriyet* - ISTANBUL
RADIKAL
Istanbul

Le fameux rapport sur l'«affaire Susurluk» [un accident de voiture dont avaient été victimes trois personnalités dans cette localité de l'ouest du pays avait révélé les liens occultes qui existent au plus haut niveau entre des éléments de la police, de la classe politique et de la pègre liée à l'extrême droite] a attiré l'attention sur le fait que les mécanismes de décision dans les assassinats politiques opéraient désormais à un niveau très bas. Ainsi l'adjoint d'un commissaire de police, un ancien repent ou un sergent de la gendarmerie ont-ils pris la décision d'éliminer telle ou telle personne considérée comme «gênante».

On a l'impression que Cengiz

Ersever [le sergent de gendarmerie qui a planifié la tentative d'assassinat, le 12 mai dernier, contre Akin Birdal, président de l'Association turque des droits de l'homme] et ses acolytes se sont dit, lors d'une conversation de routine, qu'il ne serait pas mal de liquider Akin Birdal. Et qu'ils ont aussitôt préparé les plans pour passer à l'acte dans un domaine qu'ils ne connaissaient que trop bien. Ils s'imaginaient investis d'une autorité pour tuer et ont sans doute tenu le raisonnement suivant : «*Nous ne pouvons pas faire attendre davantage la patrie, qui a besoin de nous pour être sauvée. Et elle ne le sera que si nous commettons cet assassinat !*»

Je comprends que ces personnages, qui ont infiltré le cœur de l'Etat, ne puissent rester tranquilles. Mais il y a une chose, en revanche, que je ne

comprends pas : l'Etat connaît ces organisations [le Premier ministre Mesut Yilmaz a déclaré que cet attentat était «*l'œuvre d'un gang au sein de l'Etat*»]. Pourquoi donc ne sévit-il pas contre elles ? On a pourtant vu torturer et emprisonner des collégiens de 14 ans suspectés d'avoir dirigé des «*bandes armées*» [d'extrême gauche]. On a vu des étudiants, accusés de faire partie d'une «*organisation clandestine*», condamnés à vingt ans de prison pour avoir déroulé une banderole à l'Assemblée nationale [afin de protester contre la hausse des frais d'inscription à l'université, voir *CI n° 375 du 8 janvier 1998*]. Quant à leurs camarades qui ont protesté contre ce jugement, on a également découvert chez eux des liens avec la même «*organisation armée*», et la peine capitale a été requise contre eux [ces jeunes ont finalement été acquittés par la Cour suprême après avoir été emprisonnés pendant la durée de leur long procès]. Ainsi, notre Etat, qui voit partout des «*bandes armées*» et qui n'hésite pas à envoyer des jeunes derrière les barreaux sous des accusations ridicules, laisse cependant en poste une personne dont les liens avec la «*bande*» de Susurluk ne sont un secret pour personne. D'autant qu'il s'agit d'un poste dans les forces de sécurité !

Mesut Yilmaz a pris ses fonctions de Premier ministre l'an dernier. «*Nos citoyens, avait-il déclaré pour le regretter ensuite, connaissent seulement 5 % des dessous de l'affaire Susurluk, et nous, nous en savons seulement 20 %.*» Depuis, l'information des citoyens n'a malheureusement pas dépassé ce seuil de 5 %. On se demande si Yilmaz lui-même connaissait vraiment 20 % de l'affaire. Car, lorsqu'on l'a vu présenter l'attentat contre Birdal comme un règlement de comptes interne, on a commencé à douter de ce que savait réellement notre Premier ministre. Ce qu'on n'a

pas très bien compris, également, c'est que Mesut Yilmaz - qui détiendrait quatre fois plus d'informations que les citoyens ordinaires - n'ait pas voulu les partager avec eux. Il a au contraire élargi le fossé en décidant de ne révéler à l'opinion qu'une par-

tie du rapport Susurluk.

Il serait néanmoins hâtif de généraliser en disant : "Voilà, notre Etat est un Etat criminel incurable." S'il y a, parmi les agresseurs de Birdal, des gens travaillant pour l'Etat, ceux qui les ont arrêtés sont fonctionnaires de

ce même Etat. L'important est de savoir qui va sortir vainqueur de la lutte entre les deux forces opposées : l'Etat de droit ou l'Etat des bandes armées ?

Türker Alkan

IRAK Les voleurs de Bagdad sont à la fête

Maison discrètement détruite et revendue en pièces détachées, luxueux corbillard subtilisé avec le corps qu'il contenait, propriétaire de voiture négociant avec le voleur qu'il a surpris : la capitale irakienne rit des exploits de ses malfaiteurs.

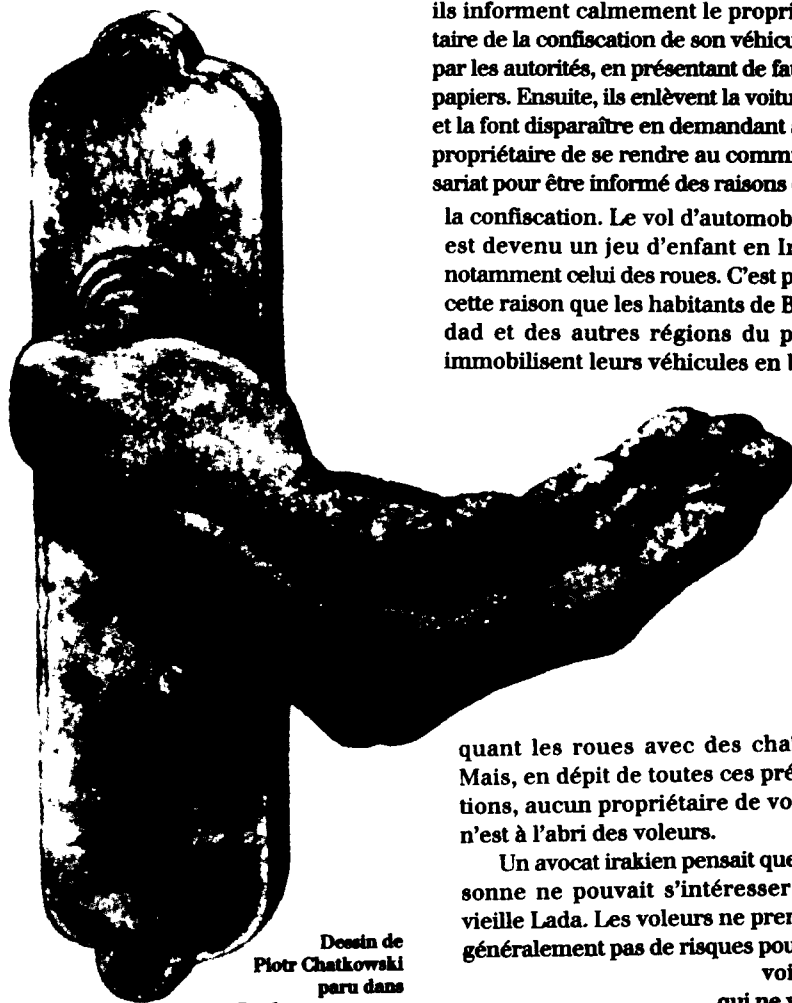
ASHARQ AL-AWSAT

Londres

D'AMMAN

Le propriétaire ne cachait pas sa satisfaction. Il avait réussi à louer à un prix très intéressant l'une de ses grandes maisons situées dans la banlieue ouest de Bagdad, et le locataire lui avait versé à l'avance le loyer de l'année entière. Jusque-là, l'histoire est banale. Mais, deux mois après la conclusion de l'affaire, alors qu'il passait en voiture, il s'aperçut que sa maison avait disparu. A la place, il n'y avait plus qu'une parcelle de terrain nue avec quelques murs démolis et des pierres éparses. Les voisins auxquels il demanda ce qui était arrivé à son imposante demeure lui répondirent en toute simplicité que le nouvel acquéreur - qui n'aimait pas l'architecture de la maison - avait ordonné sa démolition. Le locataire, qui s'était présenté comme le nouveau propriétaire des lieux, avait tout simplement disparu dans la nature après avoir vendu la maison en pièces détachées. La pénurie de matériaux de construction sur le marché local provoquant une flambée des prix, tous les documents qu'il avait présentés au propriétaire étaient des faux.

Cette histoire n'est pas le fruit de l'imagination. C'est un cas réel d'escroquerie. Beaucoup d'autres histoires de ce genre fleurissent à Bagdad, plus invraisemblables les unes que les autres. La presse irakienne se fait de temps à autre l'écho des vols les plus spectaculaires. Sous le titre "Rendez-moi la dépouille de mon père", les journaux ont rapporté une incroyable aventure. Profitant de l'arrêt d'un convoi funéraire dans un café entre Karbala et Najaf [lieux saints de l'islam chiite, au centre de l'Irak], un groupe d'hommes s'est emparé de la luxueuse voiture transportant le cercueil. Le fils du défunt lança, en vain,



Dessin de
Piotr Chatkowski
paru dans
Gazeta Bankowa - VARSOVIE

un appel aux ravisseurs leur demandant de garder la voiture et de lui restituer le corps de son père afin qu'il puisse l'enterrer dignement.

Des chaussures de policier volées à l'intérieur même du commissariat

Il n'est pas surprenant que les voleurs d'automobiles possèdent aujourd'hui des grues spéciales, peintes aux couleurs de la police et portant les mêmes numéros d'immatriculation. Quand ils ne réussissent pas à dérober une voiture avec leurs méthodes habituelles,

ils informent calmement le propriétaire de la confiscation de son véhicule par les autorités, en présentant de faux papiers. Ensuite, ils enlèvent la voiture et la font disparaître en demandant au propriétaire de se rendre au commissariat pour être informé des raisons de la confiscation. Le vol d'automobiles est devenu un jeu d'enfant en Irak, notamment celui des habitants. C'est pour cette raison que les routiers de Bagdad et des autres régions du pays immobilisent leurs véhicules en blo-

quant les roues avec des chaînes. Mais, en dépit de toutes ces précautions, aucun propriétaire de voiture n'est à l'abri des voleurs.

Un avocat irakien pensait que personne ne pouvait s'intéresser à sa vieille Lada. Les voleurs ne prennent généralement pas de risques pour des voitures

qui ne valent rien. Toutefois, deux jours après avoir changé ses roues, ce qui devait arriver arriva. "Un bruit qui provenait du jardin de la maison où je gare ma voiture m'a réveillé en pleine nuit, raconte-t-il. Une fois descendu, j'ai vu un homme occupé à démonter les roues de mon véhicule. Quand je lui ai demandé ce qu'il faisait, il m'a répondu calmement : "Tu vois bien que je travaille. — Tu es en train de voler les roues de ma voiture", lui répliquais-je. Il me répondit : "Moi, j'appelle ça travailler ; toi, voler." Les menaces de l'avocat n'eurent aucun effet. Sachant que même s'il appelait

la police, celle-ci ne se déplacerait pas et que, même si d'aventure elle le faisait, le voleur pouvait disparaître avant qu'elle n'arrive et revenir le lendemain pour voler la voiture par vengeance, l'avocat finit par accepter la proposition qui lui était faite. Le voleur lui vendit à moitié prix les roues de son propre véhicule avant même de les avoir démontées. Satisfait du marché, il quitta tranquillement les lieux.

Pour conclure ces histoires extravagantes d'arnaques et de vols à Bagdad, terminons par l'histoire de ce journaliste irakien qui décida d'aller porter plainte dans un commissariat de police du quartier d'El Karakh pour le vol du magnétophone qu'il utilisait dans sa voiture. Quand l'officier de police lui demanda : "Est-ce que vous êtes venu pour vous plaindre du vol de votre magnétophone ?" le

journaliste répondit par l'affirmative. L'officier poursuivit : "Votre voiture était dans la rue. Il est donc normal qu'on la vole entièrement, et pas seulement le magnétophone." L'officier sortit alors de derrière son bureau. Il était pieds nus. "N'est-il pas encore plus effarant, dit-il, que l'on vole les chaussures de l'officier de police à l'intérieur même du commissariat ?" ●

LE FIGARO

VENDREDI 12 JUIN 1998

ARMEMENT

La Turquie sanctionne la France

En riposte à la reconnaissance du génocide arménien par les députés, Ankara gèle les contrats en cours et exclut les Français des appels d'offres militaires.

ISTANBUL :
Éric BIÉGALA

Haro sur la France ! C'est le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères qui a mis, hier, les points sur les « i » : tous les contrats d'armement en instance de signature avec Paris seront gelés.

La France, troisième vendeur d'armes dans le monde, sera également exclue de tous les appels d'offres militaires tant que dure le processus parlementaire français.

L'Assemblée nationale a adopté, le 29 mai dernier, un projet de loi reconnaissant le génocide arménien, ce qui provoque l'ire des Turcs, mais le Sénat ne l'a pas encore mis à son ordre du jour et il ne le sera pas, précise-t-on au Palais du Luxembourg, « avant octobre prochain ». Ensuite, si Paris persiste et signe, les contrats seront tout simplement annulés.

La semaine dernière, déjà, le salon Eurosatory 98 devait

voir la finalisation d'un accord signé en mars et visant la co-production de 10 000 missiles anti-tank Eryx (Aérospatiale) pour l'armée turque, un contrat de 2,6 milliards de francs. Les discussions ont été repoussées.

Comme le souligne un diplomate français, « dans le contexte actuel », il faut bien voir que « personne, chez les Turcs, ne peut se permettre de signer quoi que ce soit avec nous ».

Mercredi, des officiels turcs ont annoncé que Thomson CSF ne pourrait plus participer à un appel d'offre d'un montant de quelque 900 millions de francs destiné à équiper les avions de surveillance maritime turcs.

Citant un officiel anonyme, la presse turque soulignait toutefois que cette disposition pouvait être reconsidérée « si la loi [sur le génocide] arménien n'était pas entérinée ». Chez Thomson CSF, à Ankara, on indiquait n'avoir pas été saisi officiellement de l'affaire. « D'ailleurs, ajoutait un cadre

de l'entreprise, il ne s'agit pas encore d'un appel d'offre en bonne et due forme. Nous n'en sommes qu'au stade des études. »

D'autres contrats risquent de pâtir de ce refroidissement des relations. En 1997, les Français avaient remporté plusieurs marchés importants en Turquie : frégates, chasseurs de mines, hélicoptères... Le tout pour un montant dépassant les 3 milliards de francs.

Évincé du métro d'Izmir

L'avenir s'annonçait tout aussi prometteur : l'armée turque envisageant l'achat de 150 milliards de dollars d'équipements (900 milliards de francs) sur les vingt-cinq prochaines années.

Actuellement, les entreprises françaises concourent dans deux appels d'offres géants. Le consortium franco-germanique Eurocopter tente d'imposer son Tigre comme le nouvel hélicoptère d'attaque

de l'armée turque, un marché de 21 milliards de Francs, et le char Leclerc de GIAT industries est également concurrent dans un appel d'offre visant le remplacement d'un millier de M-48 par des tanks de troisième génération, pour une somme de 29 milliards de francs.

« Il est parfaitement clair que si le texte voté par l'Assemblée est promulgué, nous allons rencontrer de très grosses difficultés », pronostique un industriel de l'armement pour qui « la seule solution serait que l'affaire soit repoussée dans le temps pour faire baisser la tension. Il faut que, en France, les hommes politiques prennent la mesure de l'importance de la chose », ajoute-t-il.

Les contrats civils risquent aussi de subir la mauvaise humeur turque, particulièrement les projets d'infrastructures. La semaine dernière, c'est la Cegelec qui avait été éjectée du marché du métro d'Izmir, sur la côte égéenne.

E. B.

Representatives condemn attack on IHD's Birdal

- Representatives from Danish human rights associations are in Turkey to observe

Ankara - Turkish Daily News

Representatives from Danish human rights associations, currently in Turkey to observe the latest developments in Turkey's human rights record, visited the headquarters of the Turkish Human Rights Association (IHD) and received information about the attack on IHD Chairman Akin Birdal.

Speaking at a press conference at IHD headquarters, Anker Jorgensen, the former prime minister of Denmark, Klaus Slavensky, a member of the Denmark Human Rights Center and Inge Geneffe, a member of the Rehabilitation Council for Victims of Torture, all expressed their sorrow about the attack against Birdal.

Jorgensen said that he and Democratic Left Party (DSP) Chairman and Deputy Prime Minister Bulent Ecevit had become friends during his term as prime minister, but added that he did not fully support Ecevit's current ideas. He stated that they had not been allowed to visit Leyla Zana, former deputy of the outlawed, pro-Kurdish Democracy Party (DEP), who is currently in prison.

"People can talk about democracy, human rights and torture in Turkey. Some deputies in Parliament are human rights activists. This was not previously so," Klaus Slavensky said.

After the press conference, the representatives visited Birdal at his home. They stressed that they would join tomorrow's opening ceremony of the Diyarbakir branch of the IHD.

Iran uses PKK to cleanse ethnic Kurds

Ankara - Turkish Daily News

Recent reports have accused Iran of employing the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to cleanse its own ethnic Kurdish minority and the PKK of "executing" 19 of its members who refused to attack their own people.

Regional intelligence sources said that Tehran has been providing the PKK health services and bases in return for helping its security forces to wipe out the Kurdish population in Iran. In one such effort, according to intelligence sources, 100 ethnic Kurds were discovered to have been killed.

The PKK uses its bases outside Turkey to launch attacks against Turkish security forces. The illegal organization has been fighting for an independent Kurdish state since 1984.

According to recently gathered intelligence reports, 19 members of the terrorist organization objected to Iran's policy towards the ethnic Kurdish population, saying they would refuse to kill their own people. Following their critical remarks, they were taken to a PKK camp in Iran and were executed there following the orders of PKK leader Abdullah Ocalan's brother, Osman.

No interest in human rights

- There was virtually no interest in a meeting organized by Galatasaray University which included top-level representatives of the European Human Rights Commission. Aside from members of the press only 17 people attended the opening.

HAKAN ASLANELI

Istanbul - The meeting which Galatasaray University organized within the framework of the MEDA programs which have been set up under an agreement with the European Union (EU) has turned out to be a broken dream. European Human Rights Commission General Secretary Michele de Salvia and Lawyer Civan

Turmangil from the Commission's General Secretariat came to participate in the meeting on human rights which was held in the Galatasaray University's Ortakoy building. Galatasaray University President Yildizhan Yayla who opened the conference spoke of how sensitive the university was about the topic. Yayla emphasized how the universities had taken the leadership in organizing yesterday's meeting and other such meetings. As for the European human rights representatives, they characterized the developments which had been taking place in Turkey in recent years as pleasing even as they contrasted the state of human rights in Turkey vis-a-vis in other places in the world. Although the meeting had been announced to the press and to students and even former members of Galatasaray University's teaching staff, little interest was shown. Only 17 people attended aside from the press. The university students apparently preferred to sun themselves on the water's edge rather than participate in the meeting. The fact that there was so little interest in the meeting about human rights which is Turkey's greatest problem in the eyes of European countries surprised the university administrators. The speeches, information and results of the two-day meeting is being held under the slogan, "Shared law codes for all Europeans," are to be relayed to the Turkish Human Rights Commission.

Athens Stays Tough On Ankara's EU Bid

ATHENS — Greece rejected on Thursday plans by Britain to ease Turkey's anger at being snubbed by the European Union last year.

Foreign Minister Theodoros Pangalos of Greece said Turkey had done nothing but engage in "insults, blackmail and threats" against the EU since being left off a candidates' list at a summit meeting in Luxembourg in December.

"I don't see why a very successful summit like Luxembourg has to be revised or reformulated," he said.

Britain, which holds the rotating EU presidency and which will be host of the Union's mid-year summit meeting next week, has been seeking ways to improve the climate with Turkey.

Greece will block any move to change the EU's official position even if it meant being isolated from the 14 other nations in the bloc, Mr. Pangalos said. Turkey and Greece are longtime rivals in the Aegean and Cyprus. (Reuters)

JUNE 12, 1998

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Turkish Journalist To Go to Jail for Interviewing Kurd

Agence France-Presse

ISTANBUL — An award-winning Turkish journalist, Ragip Duran, is to begin serving a seven-and-a-half month prison term next week after exhausting all legal means to appeal his conviction of propaganda for a separatist organization under Turkey's anti-terror laws.

"This can happen to anyone who works at serious journalism in this country," Mr. Duran said at a farewell dinner for the foreign press Thursday in Istanbul, lamenting the restrictions of freedom of speech in Turkey.

"There are a number of taboo subjects in Turkey, on which you can express views only if you stay within the line drawn by the state," Mr. Duran, 44, said. "The Kurdish issue is at the top of that list."

He is currently the Istanbul correspondent for the French daily Liberation

and formerly worked for Agence France-Presse, the BBC, and various Turkish newspapers.

He was tried and sentenced in December 1994 for an article in a Turkish newspaper about an interview with Abdullah Ocalan, the leader of the outlawed Kurdish Workers' Party, which is fighting for a Kurdish homeland.

While the Istanbul State Security Court did not object to the interview in itself, it ruled that a comparison drawn with a former interview and an analysis of Mr. Ocalan's statements violated Article 7 of the Anti-Terror Act.

JUNE 13-14, 1998

Turks Say Cyprus Gets Missile Gear

ANKARA — Turkish intelligence officials have learned that radar and control panels for five Russian-made air-defense missile systems have reached the divided Mediterranean island of Cyprus, the Hurriyet daily reported Friday.

But a Greek Embassy spokesman, Nikos Papaconstantinou, said the report was unfounded.

The Turkish newspaper said the parts were transferred from ship to ship in several Mediterranean ports to elude surveillance by Turkey, which has threatened to use force to stop deployment. (AP)

JUNE 12, 1998

Turks Suspend a Deal To Buy French Missiles

ANKARA — Turkey has suspended the signing of a \$145 million accord to buy Eryx missiles from France's Aerospatiale in a bid to pressure the French Senate not to

recognize the 1915 deaths of Armenians as genocide, a French diplomat here announced.

Officials from Turkey's Foreign and Defense ministries declined to confirm the suspension of the deal for the shoulder-launched, anti-tank system.

Last month, the French National Assembly adopted a bill stating: "France publicly recognizes the Armenian genocide of 1915."

The bill is to be discussed this month in the Senate.

Armenians say Turks killed 1.5 million of their people. Ankara says thousands of Turks and Armenians died in 1915 fighting in what is now eastern Turkey. (Reuters)

JUNE 11, 1998

Mosque debate revived

- Ankara Mayor Melih Gokcek has been accused of using green areas of the capital for the unnecessary construction of new mosques

Ankara - Turkish Daily News

Ankara Mayor Melih Gokcek has been accused of using green areas of the capital for building new mosques.

According to retired General Yasar Demirbulak, a member of the Ankara Metropolitan Municipality Assembly from the Republican People's Party (CHP), the Ankara municipality has allocated land for 217 new mosques, 152 of which are to be constructed on sites previously being used as parks or other green areas.

Demirbulak emphasized that Ankara's 2,547 existing mosques are sufficient to meet the needs for places of worship, and that in spite of the fact that existing mosques are using only eight percent of their capacity, the Ankara municipality, like other Virtue Party-controlled municipalities, is continuing to present the city's green areas to religious foundations.

Demirbulak chastised the metropolitan municipality, saying that it was improper for it to sell land to religious foundations for mosque construction. "We sued the Ankara municipality for this inappropriateness, but the Administrative Court did not accept our suit. Melih Gokcek has put an end to the holiness of mosques by surrounding them with shops which work as financiers of reactionary movements," he said.

Ankara Mayor Melih Gokcek replied to Demirbulak's allegations by saying that his term has been unique in its efforts to increase green areas in the city. Gokcek said that it is only the CHP that cannot appreciate his service to Ankara, the Anatolia news agency reported.

However, Gokcek admitted that children's parks and other green areas are being used for mosque construction and that he will continue this practice if the demand arises. He ridiculed the CHP, saying, "Why are they so irritated? Are they paying for the mosques? CHP members may think that there is no need for mosques, but for us they are indeed a necessity."

PKK assesses 'post-Assad' plans to survive

- The sources said that five senior members of the PKK met in an undisclosed location in early June and assessed the future of the terrorist organization and of Syria if Assad dies

Ankara - Turkish Daily News

Outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) chief Abdullah Ocalan is reportedly making possible post-Assad era plans in order to crystallize the PKK's stance as a legally recognized organization "in Europe."

Ocalan, who resides in Syria, is becoming more worried about the PKK's stance in the international arena if Syrian President Hafez Al Assad were to die or somehow lose his one-man rule, according to intelligence sources. Currently, the PKK chief and his organization enjoy a "controlled" freedom of movement in Syria. Recent interviews and pictures of Ocalan prove that the terrorist leader has been living in Damascus for a long time, despite continuous denials by Syria.

Meanwhile earlier reports had said that Assad's health was worsening and that his loss of control was likely to steer the country into political chaos. Ocalan is also concerned about the above predictions and this is why, according to intelligence sources, he is trying to secure the PKK's future in the international arena by having it legalized in Europe.

The sources said that five Central Committee members of the PKK, including Ocalan and his aide, Murat Karayilan, met in an undisclosed location in early June and assessed the future of the terrorist organization and of Syria if Assad dies. The intelligence sources say they also found out that Ocalan had briefed Iranian officials about his assessment.

"We need to have the PKK as a legal organization, given freedom of movement in Europe, before Assad dies. The PKK will definitely find itself in a difficult situation in the event of a political crisis in Syria," Ocalan reportedly said. He also allegedly mentioned a promise by Iran to have its territories opened to the PKK's use, but that still seemed a remote possibility for him. The PKK leader is aware that the loss of Assad's single-man rule might seriously blur the PKK's future.

The intelligence sources also alluded to another possibility, that Ocalan may improve ties with Iran in order to have his organization settle down there, saying that his briefing to the Iranian officials was a clear indicator of this purpose.

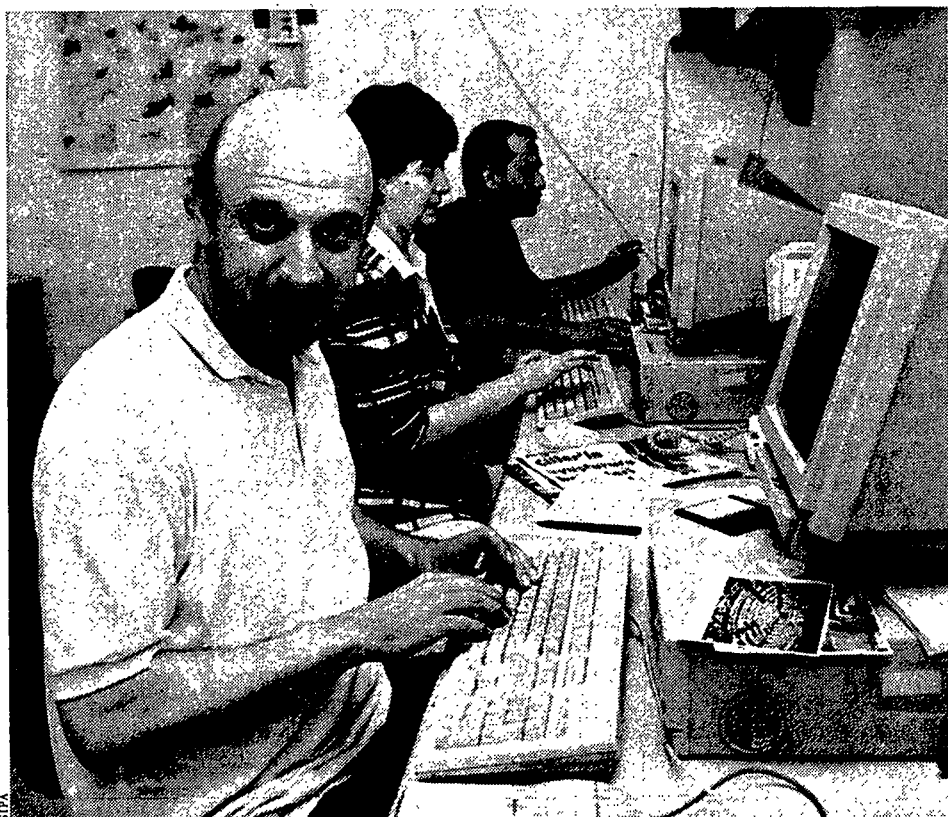
Notre correspondant en Turquie est incarcéré aujourd'hui à la prison de Saray

Dix mois de prison pour un article

Ragip Duran a été condamné pour ses écrits sur le leader des séparatistes kurdes.

Quelque 67 journalistes sont actuellement sous les verrous en Turquie, condamnés le plus souvent du seul fait de leurs écrits. Aujourd'hui, il y en aura un de plus, Ragip Duran, 44 ans, que nos lecteurs connaissent sous son pseudonyme de Musa Akdemir. Depuis cinq ans, il assure à Istanbul la correspondance de *Libération* pour la Turquie. Chroniqueur et écrivain connu, longtemps collaborateur de la BBC et de l'AFP, chargé de cours à l'université francophone de Galatasaray, Ragip Duran, comme beaucoup d'intellectuels turcs, est convaincu qu'il n'y aura jamais de démocratie pleine et entière dans son pays sans une solution politique du problème kurde. Ils représentent quelque 13 millions des 60 millions de citoyens turcs et bénéficient de tous les droits de leurs concitoyens sauf de celui de se revendiquer collectivement comme kurdes. Ainsi, Ragip Duran est engagé depuis des années dans la bataille pour la reconnaissance du fait kurde et la démocratisation des institutions de la République créée sur le modèle jacobin par Kemal Atatürk après la Première Guerre mondiale.

C'est pour l'un de ses articles, publié en avril 1994 dans le quotidien pro-kurde *Ozgur Ulke*, fermé depuis, que Ragip Duran a été condamné à dix mois de prison par la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul le 18 décembre 1995. Un verdict confirmé par la Cour de cassation le 9 septembre 1997. Finalement, il en fera huit par le jeu des remises de peine. Son délit? Avoir comparé Abdullah Öcalan, dit Apo, leader du PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste), à «un Garibaldi



Ragip Duran, 44 ans, assure la correspondance de «Libération» pour la Turquie depuis cinq ans.

kurde». Cet article présentait une interview du chef rebelle qui mène dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde une sanglante guérilla contre l'armée et la gendarmerie turques. Une «sale guerre» où la population civile est prise en otage et qui a fait quelque 27 000 morts en quinze ans. La rencontre avec Apo avait eu lieu à Bar Elias, dans la plaine de la Bekaa, avec deux autres journalistes, Ertugul Kurkcü et Behcet Avsar. Ce dernier, vivant en Allemagne, a affirmé être le seul auteur de la transcription de l'entretien, permettant la relaxe de ses deux collègues. La cour estima que le texte de Duran, par certains propos — «En 1991, à Damas, j'avais rencontré un Zapata kurde; là, en 1994, à Bar Elias, c'était encore un Kurde devant moi. Zapata était là,

mais debout à côté je voyais aussi Garibaldi» —, représentait «une apologie d'organisation terroriste» selon l'article 7 alinéa 2 de la loi antiterroriste. Malgré les engagements du Premier ministre turc Mesut Yılmaz (droite libérale), qui dirige un gouvernement de coalition «gauche-droite» avec le soutien des sociaux-démocrates, les atteintes à la liberté d'opinion sur les sujets sensibles continuent malgré quelques réelles améliorations.

Les directeurs et rédacteurs en chef ne sont plus incarcérés uniquement à cause de ce qui est publié dans leurs colonnes. Cette loi d'amnistie a notamment permis en août 1997 la remise en liberté d'une douzaine d'entre eux dont Izik Yurçu, rédacteur en chef d'*Ozgur Gundem*. La loi antiterroriste avait été modifiée en mars, notam-

ment l'article sanctionnant le délit d'apologie du séparatisme, et les peines diminuées de moitié (de un an à trois ans au lieu de deux à cinq ans). Mais les tribunaux et les cours de sûreté de l'Etat continuent de traquer les écrits jugés séditionnaires parce que favorables à la cause kurde ou au fondamentalisme islamiste. Désormais, les juges utilisent plus volontiers l'article 312 du Code pénal sanctionnant de deux à six ans de prison «l'incitation à la discrimination et à la haine sur des

bases régionales, ethniques ou religieuses». Le champ d'application est large et permet de sanctionner ou simplement d'être une constante menace pour tous les journalistes trop dérangeants. Comme Ragip Duran, dont le sérieux professionnel a été aussi couronné en 1997 par le prix Hellman-Hammet de la liberté d'expression décerné par Human Rights Watch ●

M. S.

COMMENTAIRE

Contre l'arbitraire

Les journalistes ne sont pas au-dessus des lois. Mais, pour qu'un journaliste soit envoyé en prison dans un pays démocratique, il faut qu'il ait commis des délits d'une gravité sans nom. Ce n'est pas le cas en Turquie: notre correspondant à Istanbul, Ragip Duran, purge à partir d'aujourd'hui une peine de dix mois de prison

pour ce qui s'apparente largement à un délit d'opinion. *Libération* considère sa condamnation à une peine de prison ferme comme une décision arbitraire et inique, et exprime sa solidarité avec son correspondant. La quasi-totalité de la presse turque et plusieurs organisations de défense des droits de l'homme et de la liberté de la presse ont, elles aussi, exprimé leur solidarité à l'égard de ce journaliste réputé et intègre, qui ajoute son nom à la longue liste des hommes de presse emprisonnés dans ce pays. En s'attaquant ainsi aux

«porteurs de mauvaises nouvelles» que sont les journalistes, plutôt qu'aux racines du mal, notamment dans la résolution de la «question kurde» qu'elle traîne depuis tant d'années, la Turquie se rend un bien mauvais service. Un tel comportement ne participe pas d'une modernisation de la vie politique turque souhaitée par une bonne partie de sa population et par son élite. Il donne surtout des munitions à tous ceux qui, au sein de l'Union européenne, militent contre un rapprochement avec elle, au nom des ratés de sa démocratie et de son Etat

de droit. La Turquie réagit à coups d'orgueil froissé à chaque difficulté venue de l'extérieur, qu'il s'agisse de la maladroite fin de non-recevoir des Quinze à Luxembourg en décembre dernier, ou du récent vote des députés français sur le génocide arménien. En emprisonnant des hommes comme Ragip Duran, la Turquie marque contre son camp: elle ajoute un handicap de plus à une image déjà passablement entamée.

PIERRE HASKI
et MARC SEMO

«Je ne me sens pas du tout coupable»

Dîners d'adieux, sentiment d'injustice...

Dernières impressions avant les barreaux.

Istanbul de notre correspondant
J'ai écrit un article et ils m'ont condamné à dix mois de prison. Et aujourd'hui à 11 heures, je me rends (physiquement et non professionnellement!) au bureau du procureur d'Istanbul, qui va m'envoyer à la prison de Saray, district de Tekirdag, en Thrace, à 190 km au nord-ouest d'Istanbul. Je serai accompagné d'un policier et de plusieurs dizaines de mes collègues journalistes. Car en Turquie, le départ d'un copain ou d'un collègue en prison demande une série de cérémonies: depuis une semaine, mes amis de lycée, des quotidiens, ex-camarades maoïstes, correspondants étrangers basés à Istanbul, et mes amis de quartier et des stades de foot m'invitent à des dîners d'adieu. Ils m'ont déjà offert des pyjamas, des sous-vêtements, des livres et

des disques: *la Passion du football*, de Patrick Mignon, *Géopolitique du chaos*, d'Ignacio Ramonet, le coffret de CD *le Cahier de Maxime Le Forestier* avec 84 chansons de Brassens... J'aurai donc le temps d'écouter des disques, de lire, voire de traire ces deux livres.

Depuis jeudi dernier, en moyenne six collègues de la presse écrite et de la télévision m'ont interviewé chaque jour. Je ne croyais pas que les médias turcs accordaient autant d'importance à la question des libertés.

Alors, bien entendu, je ne suis pas heureux mais je ne suis pas triste non plus, ni d'ailleurs en colère. Mais il est sûr qu'il y a une grande injustice. Car les responsables du gouvernement accusés de l'assassinat de mil-

liers d'innocents et de trafic de drogue se promènent librement, alors que je serai, comme des dizaines d'autres journalistes, en prison. Les lois en vigueur en Turquie et ceux qui les appliquent ont estimé que j'avais commis un crime. Mais

je ne me sens pas du tout coupable.

La liberté de la presse et l'Etat de droit en Turquie ne sont pas au même niveau qu'en France. C'est pourquoi, d'ailleurs, mes collègues étrangers n'avaient pas cru

d'abord au verdict final de la Cour de cassation: «*propagande d'organisation terroriste séparatiste*»! Tout au long du procès, j'ai essayé d'expliquer aux juges et au procureur la différence fondamentale entre l'information et la propagande.

Mais il a été impossible de les convaincre. Car, en Turquie, les grands médias sont plutôt organe de propagande, cinquième colonne du pouvoir politico-économique. Ils sont libres de louer les politiques économiques du gouvernement (95% d'inflation annuelle!), de faire l'apologie de la violence de l'armée turque contre les Kurdes (plus de 25 000 morts depuis quatorze ans!), d'insulter les Grecs, les Arméniens, voire Bruxelles et tout récemment Paris (soutien des terroristes arméniens de l'Asala!), mais il leur est interdit d'interroger le rôle et la place des forces armées dans la société et l'Etat turcs, d'essayer de comprendre et de faire comprendre les revendications des Kurdes... Je voudrais enfin remercier l'ensemble des personnes, en Turquie et à l'étranger, qui se

«Je ne suis pas heureux, mais je ne suis pas triste non plus, ni d'ailleurs en colère. Mais il est sûr qu'il y a une grande injustice.»

sont solidarisées avec notre lutte qui n'est que défendre et encourager la liberté d'expression: Reporters sans frontières, Committee To Protect Journalists, Human Rights Watch, le Conseil de l'Europe, la Commission des droits de l'homme de l'ONU...

Dimanche soir, pendant plus de six heures, l'Assemblée des journalistes, une toute nouvelle initiative complètement indépendante et professionnelle, a organisé une «festivité de rue» dans l'ancien quartier de la presse, à Cagaloglu: stands, interventions, concerts et dîner...

Mes collègues m'ont couronné d'un prix extraordinaire: une plaquette en métal sur laquelle était gravé un texte. Le texte dont l'auteur a été condamné à dix mois de prison! ●

RAGIP DURAN,
et MUSA AKDEMIR

Arménie Une Turquie contre l'oubli

ELLE — 15 juin 1998

Le 29 mai, le Parlement français a reconnu le génocide arménien. Après quatre-vingt-trois ans de silence gêné, les députés ont finalement jugé bon d'honorer – à l'unanimité, s'il vous plaît! – la mémoire des 1 500 000 morts. Et ce, malgré les multiples pressions de la Turquie. Car, depuis 1915, les gouvernements turcs successifs nient farouchement avoir commis ce crime contre l'humanité. Les partis politiques, eux, n'abordent pas la question taboue. Seule exception récente: une poignée d'intellectuels et de démocrates. Parmi eux, une femme... turque. Yelda (voir photo), journaliste et écrivain, engagée dans la lutte pour les droits de l'homme. Un combat qu'elle mène, car, dit-elle, « nous ne sommes pas encore



devenus une société propre ». Et de citer les disparitions ou la répression dont sont actuellement victimes les Kurdes. Autant de prises de position qui lui ont valu une mise en examen. Qu'importe, elle récidive et s'attaque au révisionnisme d'Etat concernant le premier génocide du siècle, celui des Arméniens: « Nous, Turcs, n'avons pu donner une réponse propre à une histoire sale, déplore-t-elle. Notre génération a reçu un enseignement falsifié. Nous avons peur de tout rapprochement avec les Arméniens... J'en suis désolée. » Pour exorciser son « sentiment de honte », l'Istambouliote publie des livres sur le sujet, donne des conférences à l'étranger et apprend l'arménien. A 37 ans. Sans doute parce qu'il n'y a pas d'âge pour commencer à dialoguer.

Marie-Aude Panossian

L'Irak et l'ONU s'entendent sur un calendrier de désarmement

L'IRAK et la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de Bagdad (Unscop) ont créé une certaine surprise en annonçant, dimanche 14 juin, qu'ils étaient convenus d'un plan de désarmement s'étalant sur deux mois.

« Nous nous sommes mis d'accord sur un calendrier de travail pour les deux prochains mois, concernant les questions en suspens dans le domaine du désarmement », a déclaré le chef de l'Unscop, Richard Butler, au terme d'une visite de cinq jours à Bagdad. Le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, principal interlocuteur de M. Butler, a confirmé l'accord, se félicitant du « bon progrès » réalisé au cours des discussions.

M. Aziz et M. Butler se sont donné rendez-vous en août pour faire le point de l'application de l'accord. « Je n'entrerai pas dans les détails, mon devoir étant d'informer d'abord le Conseil de sécurité » des Nations unies, a dit M. Butler, qui a néanmoins indiqué que l'objectif était de « mettre fin le plus tôt possible, et de manière légitime, au travail de démantèlement des armes irakiennes de destruction massive ».

« Nous avons eu des rencontres très fructueuses ces deux jours. Les échanges de vues ont été professionnels et méthodiques (...). Nous avons fait de bons progrès », a renchéri M. Aziz.

M. Butler était arrivé en Irak muni d'une « feuille de route » dont le respect par Bagdad devrait permettre à l'Unscop, selon lui, de donner un *satisfecit* sur le désarmement de l'Irak, condition *sine qua non* pour la levée de l'embargo pétrolier imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU après l'invasion du Koweït, en août 1990. L'Unscop devra certifier que l'Irak ne possède plus d'armes chimiques et biologiques ni de missiles d'une portée supérieure à 150 km. Le dossier nucléaire est entre les mains de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

L'accord conclu dimanche est d'autant plus surprenant que le chef de la diplomatie irakienne, Mohamad Saïd El Sahaf, avait rejeté ladite « feuille de route » dès le

début du mois. La presse irakienne, qui n'a jamais été tendre avec M. Butler, s'est encore livrée dimanche à une attaque en règle contre lui, l'accusant de « bloquer » la levée de l'embargo et de « tromper » les membres du Conseil de sécurité.

Le quotidien *Babel*, dirigé par Oudaï Saddam Hussein, fils aîné du président irakien, traitait le chef de l'Unscop de « chien enragé ». Résumant l'exaspération des Irakiens, le président du Parlement, Saadoun Hammadi, affirmait que « le va-et-vient des inspecteurs et le jeu des prétextes de l'Unscop ne peuvent pas se poursuivre ».

M. Butler devait informer lundi les dirigeants koweïtiens des résultats de ses discussions à Bagdad puis rendre compte le 25 juin de sa mission au Conseil de sécurité de l'ONU. – (AFP, Reuters.)

U.S. judge clears way for 'terrorist' group aid

Jun 15, 1998 Eastern
By Michael Miller

LOS ANGELES, June 15 (Reuters) - A judge on Monday struck down a key part of a federal anti-terrorism law, ruling it was legal for groups designated as "terrorist" by the government to receive training in the United States for lawful pursuits.

In a decision keenly awaited by the government and human rights groups, U.S. District Court Judge Audrey Collins barred the government from prosecuting supporters of the Kurdistan Workers' Party and the Liberation Tigers of Tamil Eelam from training and supplying the organisations' American branches with personnel.

But Collins stopped short of endorsing the rights of supporters of the groups to supply "materials" -- ranging from blankets and food for refugees to cash contributions -- to the organisations.

The lawsuit, filed on behalf of the Kurdistan Workers' Party and the Tigers of Tamil Eelam by the New York-based Centre for Constitutional Rights against Attorney General Janet Reno and the Justice Department, stemmed from the Anti-terrorism and Effective Death Penalty law passed by Congress in 1996.

The suit challenged the law which made it a criminal offence punishable by 10 years in jail to train representatives of "terrorist" organisations in the United States to lobby peacefully for their cause.

Nancy Chang, one of the attorneys for the plaintiffs, said she was happy that Judge Collins had in effect struck down the "training and personnel" provisions of the law -- at least in the case of the plaintiffs -- but said the "materials" decision, which denies financial support of the organisations, would be appealed to a higher court.

"It was a mixed decision for us. On one hand we won, on the other we lost," she told Reuters.

The Centre said the Kurdistan Workers' Party advocates human rights and self-determination for Kurds in Turkey, while the Liberation Tigers of Tamil Eelam is the leading political organisation seeking self-determination for Tamils in Sri Lanka.

Legal analysts said the ruling could impact not just sympathisers of the Kurds and Tamils, but other U.S. groups who support various branded "terrorist organisations."

David Cole, a professor at Georgetown University Law Centre in Washington said, "The Anti-terrorism law violates a cardinal principle of the First Amendment (the right to free speech) -- it imposes guilt by association rather than on the basis of one's acts.

"The Anti-terrorism law makes it a crime to send blankets to a refugee relief centre, not because doing so causes any harm, but simply because the government has designated the group that runs the centre as 'terrorist.'"

Kurdish Rebels Kill Three Turkish Militiamen

DIYARBAKIR, Turkey, June 15 (Reuters) - Kurdish rebels have killed three militiamen in two raids in the southeastern provinces of Turkey, a security official said on Monday.

Reuters
15-JUN-98

He said Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas had opened fire on a telecommunications relay station in the province of Hakkari overnight, killing one militia member and injuring four others and a Turkish Telekom employee.

There were no details of any damage to the station. In a separate attack the same night, the rebels shot dead two members of the militia, also known as village guards, in Mardin province.

Ankara employs more than 60,000 Kurdish guards in the force to bolster its campaign against the PKK, fighting for self-rule in the mainly-Kurdish southeastern provinces of Turkey.

More than 28,000 people have died in the conflict.

Ragip Duran heads for prison

Istanbul - Turkish Daily News

Today is Tuesday, June 16 and another one of Turkey's prominent journalists is headed for prison to serve out a ten-month sentence. Ragip Duran is his name and he enjoys a good reputation for his writing for newspapers in Turkey and abroad. The article for which Duran was found guilty was published on April 12, 1994 in Ozgur Gundem, a newspaper which has subsequently been closed. It was entitled "Apo 91/Ocalan 94" and involved a comparison of two interviews with Abdullah Ocalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The first was conducted in 1991 and lasted 13 hours while the second, in 1994, took only seven hours. The comparison was his personal impression of the PKK leader and he took careful note of the changes which occurred between those years as Ocalan now appeared to have grown in stature and thought, more sure of himself and more concerned for international affairs than he had been previously. Another charge against Duran and Ertugrul Kurkcu concerning an article entitled "No solution without the PKK" which appeared on the same page as the Ocalan interview was dropped. However the charge against Duran alone was considered sufficiently proven to warrant a prison sentence. It is thought that his comparison of Ocalan with the leader of the Italian war of independence, Garibaldi, was the offense. According to the decision by the Istanbul State Security Court No. 5 on December 19, 1994, the article violated Article 7 of the Anti-Terror Act which prohibits "outlawed organization propaganda." The Supreme Court confirmed the decision. Duran's lawyer Fikret Ilkiz has issued a statement (dated 9 June 1998) that his client will surrender to the prosecutor of Sisli district in Istanbul today as requested. Duran faces a fine of TL 333,333,333 (approx. \$1300) and a ten-month sentence which will last until the end of January 1999. Among the groups which are protesting his jailing is the New York-based Committee to Protect Journalists (CPJ) which has issued a call to Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz to do everything in his power to find some way to prevent Duran's going to prison. Duran, who was born in 1954, has worked as a journalist since 1978 in Istanbul, Paris and London. In the past he has worked with Agence France Presse (AFP) and BBC. He has up to now been working for the French daily Liberation and has also presented short programs for French radio stations. He has been active in the work of the Paris-based Reporters Sans Frontieres and the CPJ in New York. In addition Duran has been teaching courses on "International events and the Media" and on media ethics at Galatasaray University as well as in a private school. He has also been working as a conference translator since 1978. He is considered a specialist on the Kurdish problem. Last year he published a book entitled "Apoletli Medya" (Pro-military Media). He won the "Hellman/Hammett Freedom of Expression" award given by the US-based Human Rights Watch and was made "Journalist of the Year" in 1991 by Turkey's Human Rights Association.



As the military holds an extraordinary session

- The Supreme Military Council has decided to meet only a month before its biannual routine meeting at the end of July to draw attention to its sensitivity to the 'growing threat of fundamentalism'

Editorial by Ilnur Cevik

When Prime Minister Mesut Yilmaz took office last year, some people seemed to think that the military had fulfilled its goal of getting rid of the coalition government that had paid lip service to Islamic fundamentalism, and that things would thus return to normal.

Yes, with the arrival of the Yilmaz minority coalition government, political tension in the country has subsided, but those who felt that the military would be satisfied with this and would withdraw its insistence on an effective fight against Islamic activism were wrong.

The military asked Yilmaz to implement all the measures accepted at the National Security Council (MGK) against religious activism. At first, Yilmaz tried to stall, but later realized that the military was too determined to let him get away with superficial measures.

What is interesting is that the military still feels quite strongly about what it sees as a "growing fundamentalist threat" and thus wants deep-rooted and widespread measures to counter Islamic activism.

What people do not seem to understand is that the military is hardly in the mood to listen to "ifs" and "buts." They want serious measures, and they say that this is exactly what they will get.



Unlike politicians, the military does not feel that it has to court the conservative voters, and acts accordingly. It is true that in recent weeks military commanders have been seen praying in public at funeral ceremonies in order to counter claims that the armed forces have become "a force of nonbelievers." Or else the military is still as determined as ever to face all the conservative elements in Turkey in the name of fighting against religious activism.

It is true that there are some groups that are highly active in their efforts to promote fundamentalism. These groups have been both knowingly and unknowingly encouraged by various past governments and administrations, including the military leadership that ran the country after the 1980 coup... In the past three decades, many governments have paid lip service to these groups simply to win votes.

The laws and regulations on religious activism were pushed aside by successive governments who preferred to court conservative votes. Now we are all paying the price of these shortsighted people. The masses in Turkey who have religious sensitivities are becoming victims of a campaign that should have targeted the extremists.

What is sad is that the military is in no mood to ease its campaign against fundamentalism; this is actually hurting the masses, not the radicals. Yilmaz, who has always been sincere and constructive in his approach to such issues, seems to be the one who will pay the bill.

mardi 16 juin 1998, 16h29 heure de Paris

Un journaliste turc escorté par ses collègues vers la prison

ISTANBUL, 16 juin (AFP) - Un journaliste turc, Ragip Duran, a été brièvement escorté par ses collègues mardi alors qu'il prenait le chemin de la prison où il purgera une peine de sept mois et demi pour un article sur le problème kurde.

Un groupe d'une centaine de journalistes s'est réuni au bureau de l'Association des Journalistes de Turquie à Istanbul, pour manifester leur solidarité avec M. Duran.

"Je ne suis pas le premier journaliste et je ne serai pas le dernier" à être emprisonné aux termes des lois anti-terroristes, leur a déclaré M. Duran.

Le journaliste, âgé de 44 ans, est alors monté dans un bus pour se rendre à la prison de Saray, à quelque 160 km à l'ouest d'Istanbul, accompagné de parents et de plusieurs collègues.

A Paris, l'association Reporters sans Frontières (RSF) a demandé que sa condamnation soit "révisée". Dans un communiqué, RSF a ajouté que l'emprisonnement de M. Duran constitue "une atteinte grave à la liberté de la presse et illustre les dérives de la loi antiterroriste qui permet de réduire au silence certains journalistes en Turquie".

Le Comité de Protection des Journalistes (CPJ), basé à New York, a protesté contre la condamnation, qu'il a qualifiée de "dénier illégal des droits (de M. Duran) à la liberté d'expression, en tant que journaliste et citoyen turc".

La section turque du Pen-Club a également condamné la condamnation de M. Duran, selon l'agence turque Anatolie.

Son avocat, Fikret Ilkiz, prévoit de saisir la Commission européenne des droits de l'Homme de Strasbourg.

M. Duran enseigne l'éthique journalistique à l'université francophone de Galatasaray à Istanbul. Il avait été désigné "journaliste de l'année" en 1991 par l'Association des Droits de l'Homme de Turquie et avait reçu l'année dernière le prix de la liberté d'expression de l'organisation Human Rights Watch.

Actuellement correspondant du quotidien français Libération, Ragip Duran est un ancien collaborateur de l'Agence France-Presse, de la BBC et de plusieurs quotidiens turcs.

Il avait été jugé et condamné en décembre 1994 pour un encadré paru dans le journal turc Ozgur Gundem (pro-kurde) en marge d'un entretien avec Abdullah Ocalan, le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, mouvement kurde séparatiste).

La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul n'avait pas vu d'objections à l'interview elle-même mais avait jugé qu'un commentaire dans l'encadré, faisant une comparaison avec un précédent entretien et une analyse des propos de M. Ocalan, violait l'article 7 de la loi antiterroriste qui interdit la propagande pour les groupes séparatistes. La Cour d'appel avait confirmé la sentence l'an dernier mais M. Duran avait bénéficié d'un sursis qui a expiré.

"Ce n'est pas une bonne journée pour les journalistes de ce pays", a écrit l'éditorialiste Hasan Cemal dans le quotidien Sabah.

Diyarbakir Torture Treatment Facility Closed by Police

Turkey-Torture
APn (AP US & World)
Thu, Jun 18, 1998

DIYARBAKIR, Turkey (AP) -- Turkish authorities shut down a private rehabilitation center for torture victims just five days after it opened, human rights activists said Thursday.

About 15 policemen came to the center in the southeastern city of Diyarbakir and ordered it to close Wednesday, the Human Rights Foundation of Turkey said in a statement.

The facility was sponsored by the International Rehabilitation Council for Torture Victims, based in Copenhagen, Denmark.

Police said the center's director had failed to obtain proper authorization for the opening Saturday, the group said.

But activists said the center had the proper authorization and called the closing illegal.

"They don't want any witnesses or human rights defenders in southeast Turkey," said Nazmi Gur of the Human Rights Association in Ankara.

Government officials could not immediately be reached for comment.

Most charges of human rights abuses are focused on the southeast, where the military has been fighting autonomy-seeking Kurdish rebels for 14 years. Torture also is said to occur in prisons and police stations throughout the country.

Turkey denies systematic rights violations, and says that those suspected of abuses are brought to justice.

Greece Foils EU Move To Give Aid to Turkey

Clinton's Appeal Is Brushed Off by Athens

By Tom Buerkle
International Herald Tribune

CARDIFF, Wales — A British-led push to improve relations between the European Union and Turkey was blocked on Tuesday by Greece, which rejected proposals for fresh aid to soothe Ankara's anger at being left out of the EU's enlargement process.

Greece maintained its hard-line stance despite a direct appeal from President Bill Clinton, who took the unusual step of telephoning Prime Minister Costas Simitis in the early hours of Tuesday morning while the Greek leader was participating in the EU's semiannual summit meeting here.

Mr. Simitis said that Mr. Clinton had urged him to lift Greece's longstanding veto on EU aid to Turkey, saying it would ease tensions between Turkey — a NATO ally — and Europe.

But Mr. Simitis resisted the pressure, insisting that the blame for Turkey's soured relations with Europe rested squarely with Ankara.

That left EU leaders to repackage a position they adopted in December, which called for closer EU-Turkish relations and spoke of Turkey's eligibility for EU membership but left Turkey out of a group of 11 candidate countries from Eastern and Southern Europe.

That exclusion prompted Turkey to

suspend political contacts with Europe in protest, and Washington has been working alongside major European

countries in an effort to repair the diplomatic damage.

The EU has promised to provide Turkey with 75 million European currency units of aid a year under a 1995 agreement on closer trade and political ties, but Greece has consistently blocked payment of the funds because of disputes with Ankara in the Aegean Sea.

Athens has insisted that the disputes be submitted to international arbitration before lifting its veto on EU aid.

EU leaders also engaged in a preliminary skirmish over the bloc's internal



Prime Minister Mesut Yilmaz, right, and Turkish generals visiting the Kemal Ataturk mausoleum on Tuesday.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JUNE 17, 1998

budget here, but the talks did little more than demonstrate the wide gap between the EU's paymasters, led by Germany, and its budgetary beneficiaries.

Adopting a tough stance in what could be his last meeting with fellow EU leaders, Chancellor Helmut Kohl demanded a reduction in Germany's big payments to the EU budget. Germany pays about 11 billion Ecus more than it gets back in farm and development subsidies, by far the largest net contribution of any country. That makes the budget an obvious target for Mr. Kohl as he seeks to come from behind in the campaign before

German election in September.

Mr. Kohl recalled the rebate that Margaret Thatcher won for Britain in the 1980s and insisted that the EU adopt what he called a fairer method of billing its members. While Mr. Kohl won predictable support from the Netherlands, Sweden and Austria, other big net payers into the EU budget, he got a stiff rebuff from President Jacques Chirac of France, which draws some of the biggest benefits from the EU farm budget.

"I'm not in favor of a reduction of the German contribution because it would mean the French contribution would be

increased," Mr. Chirac said bluntly.

Disputes over the budget threaten to delay the enlargement process, and the president of the European Parliament offered the gloomiest official prediction here Monday when he said the first Eastern members would not join the EU before 2005.

Officials said that the real bargaining over the budget would not begin until a special summit meeting in October, after the German election, and that the bloc would be hard-pressed to finish negotiations by a March 1999 deadline.

Clinton Offers 'Genuine Reconciliation' to Iran

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — In a dramatic gesture toward a bitter foe, President Bill Clinton said Thursday that the United States was seeking "a genuine reconciliation" with Iran, which he said was "changing in a positive way" under the reformist influence of President Mohammed Khatami.

Mr. Clinton's comments, together with a major policy speech on Iran a day earlier by Secretary of State Madeleine Albright, constituted the strongest signal yet that the United States is ready to move, if cautiously, toward ending two decades of rancor and suspicion with a key regional power.

Such a reconciliation would dramatically alter the political and economic face of the Middle East and Central Asia. "What we want," Mr. Clinton said, "is a genuine reconciliation with Iran based on mutuality and reciprocity and a sense the Iranians are prepared to move away from support of terrorism and distribution of dangerous weapons," as well as ending Tehran's opposition to the Middle East peace process.

In a striking sign of how far the United States was prepared to see the relationship evolve, Mrs. Albright, in her speech, suggested that Iran could be included in "multilateral efforts to protect international security."

If such cooperation should come to pass, it would be "a real breakthrough," said Andrew Hess, professor of diplomacy and academic dean at the Fletcher School of Law and Diplomacy at Tufts University in Massachusetts. "It's very, very difficult to think of establishing a security regime in this very important area of the world without the presence of Iran." Iran's immediate reaction to the U.S. overtures was skeptical.

Foreign Minister Kamal Kharazi, speaking during a visit to Madrid, said that the United States must end its "hostile policies" toward Iran before any normalization could occur.

An Iranian radio broadcast was more specific, calling for the United States to end support for opponents of the Iran regime based in Iraq, to free Iranian assets frozen two decades ago and to "apologize to the Iranian nation for its wrong policies in the past 50 years."

It appeared that those comments were at least partly rhetorical and did not necessarily represent a bottom line for negotiations.

Mr. Hess of the Fletcher School said that he knew Mr. Kharazi personally and that the foreign minister strongly supported Mr. Khatami's overtures toward the United States.

Mr. Kharazi said that Mrs. Albright's statement showed that "Americans are

coming to some new understandings."

But he added that U.S. opposition to the building of a Caspian oil pipeline in Iranian territory was a sign of American hostility toward Iran.

Neither Mr. Clinton nor Mrs. Albright offered any concrete actions or made any specific demands on Iran, and it was unclear what steps either side might take next.

The relationship has been evolving slowly since January, bringing frustrated charges from some Iranian officials that the United States, by responding tepidly to an opening by Mr. Khatami, was strengthening the position of his hard-line critics in Iran.

Clinton administration officials have said in turn that they feared moving too

fast could harm Mr. Khatami's faction as he wages a power struggle against religious militants.

While Mr. Khatami has promoted cultural exchanges, the United States has relaxed its travel restrictions on Iranian diplomats and eased entry barriers to visiting Iranians. It also announced last month that it would not impose sanctions on three big foreign energy companies that want to develop a natural gas field in Iran.

Mr. Clinton's comments came five months after Mr. Khatami's overture, apologizing indirectly for the "hurt" caused to the American people after Islamic militants overthrew the shah of Iran, a U.S. ally, in 1979 and seized Americans at the embassy in Tehran.

In an interview with CNN in January, Mr. Khatami said that the U.S. government "deserves respect" as a reflection of the "great American people." Mirroring his comment in her speech Wednesday, Mrs. Albright said that Mr. Khatami "deserves respect because he is the choice of the Iranian people."

She spoke at length about the evolution of U.S.-Iranian relations in her speech Wednesday to The Asia Society in New York, and called for confidence-building measures to strengthen bilateral ties.

She credited Iran with taking part in

efforts to bring peace to Afghanistan and with trying to improve relations with Saudi Arabia.

Mrs. Albright noted that Mr. Khatami had publicly renounced terrorism.

"If these views are translated into a rejection of terrorism as a tool of Iranian statecraft," she added, "it would do much to dispel the concerns of the international community from Germany to the Persian Gulf, and from Argentina to Algeria."

She also credited it with an improved record in the war against drugs and for its treatment of more than 2 million Iraqi and Afghan refugees.

"Obviously," she continued, "two decades of mistrust cannot be erased overnight. The gap between us remains wide.

"But it is time to test the possibilities for bridging this gap."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

JUNE 19, 1998

TAPE-KURDE

Le Canard enchaîné

- Mercredi 17 juin 1998 -

DEPUIS que les députés français ont reconnu, après quatre-vingt-trois ans de réflexion, le génocide arménien par les Turcs en 1915, rien ne va plus entre Paris et Ankara. Furieuse, la Turquie a décidé, en guise de représailles, de geler les contrats en cours : c'est pas moins de 145 hélicoptères d'assaut, 10 000 missiles antichars et 1 000 chars Leclerc (pour un montant total de 60 milliards de francs) que la France s'apprêtait à lui refourguer.

A quoi devaient servir ces armes ? Certainement pas, on l'imagine, à poursuivre le massacre

des Kurdes (plus de 25 000 morts depuis quatre ans, comme l'a noté le journaliste turc Ragip Duran, correspondant de « Libé », qui vient d'être condamné à 10 mois de prison ferme pour un article dans un journal pro-kurde). Car les Quinze ont signé voilà quinze jours un texte fort sympathique par lequel ils s'engageaient à ne pas vendre d'armes qui puissent servir à la répression interne (ni même, d'ailleurs, à des agressions externes).

Ces armes ne devant servir à rien, on ne peut que se féliciter que nos amis turcs se soient épargné cette dépense inutile !

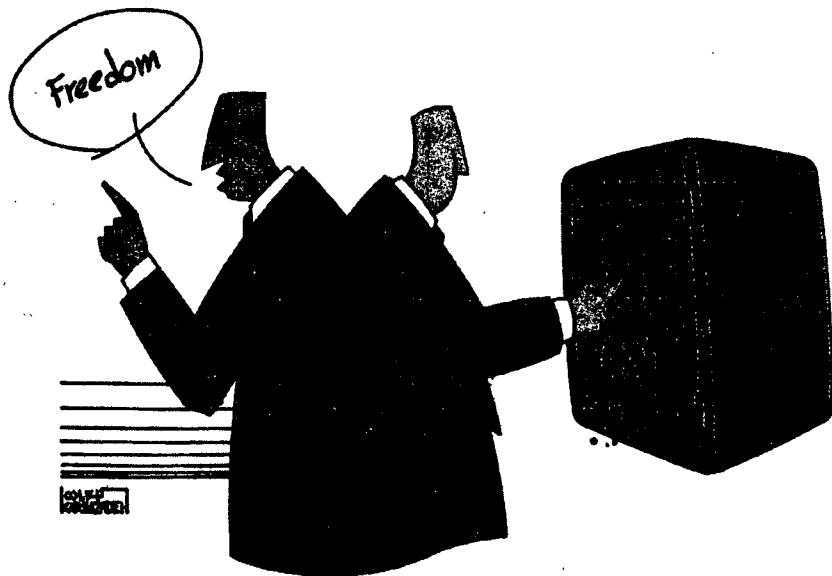
IRAN L'embargo américain se desserre

La loi D'Amato – par laquelle les Etats-Unis menaçaient de sanctions toute société étrangère qui traiterait de façon significative avec l'Iran – a vu son application suspendue le 18 mai dernier. Une décision qui va relancer le flux d'investissements européen vers Téhéran.

KAYHAN

Londres

Le 18 mai dernier, à Londres, l'Union européenne et les Etats-Unis sont parvenus à un compromis sur les conditions d'application de la loi D'Amato – du nom de son initiateur, le sénateur républicain Alphonse D'Amato. Un compromis qui va sans nul doute bouleverser les relations économiques de l'Iran avec l'Europe. Promulguée en août 1996, cette loi prévoyait des sanctions contre les entreprises étrangères qui investiraient plus de 40 millions de dollars [240 millions de FF] par an dans les industries pétrolière et gazière d'Iran ou de Libye. Un an plus tard, le seuil de 40 millions avait été réduit à 20 millions de dollars. Mais, selon l'accord de Londres, les trois compagnies pétrolières qui étaient en principe sous la menace de sanctions américaines pour avoir traité avec Téhéran devraient bénéficier, à titre exceptionnel, d'une exemption définitive. Malgré son caractère "exceptionnel", cet arrangement semble ouvrir la voie au flux des investissements étrangers à destination de l'Iran, notamment dans le secteur énergétique.



"Liberté." Dessin de Karimzadeh paru dans Farange Toseeh - TEHERAN

Des sanctions serviraient les intérêts des conservateurs de la République islamique, estime Clinton

En violation des dispositions de la loi D'Amato, la compagnie française Total, en association avec les sociétés Gazprom (Russie) et Petronas (Malaisie), avait signé avec le gouvernement

iranien un contrat de 2 milliards de dollars pour développer l'extraction du gaz à Pars Sud. A la suite de cette initiative, les milieux politiques ainsi que les grandes multinationales pétrolières attendaient la réaction des autorités américaines pour mesurer leur degré de sévérité dans la mise

en œuvre des sanctions. Dans une lettre adressée à Bill Clinton il y a trois semaines, un groupe de sénateurs américains – dont D'Amato lui-même – avait mis en garde contre le risque de voir les Etats-Unis réduits au statut de "géant de papier" si la loi devait rester inappliquée. Mais la Maison-Blanche a finalement préconisé la "souplesse" dans ce domaine pour le moins sensible. Les raisons de cette souplesse sont essentiellement de trois ordres.

D'abord, le gouvernement américain n'est pas encore parvenu à des conclusions définitives concernant les récents changements politiques intervenus en Iran. Les conseillers de Bill Clinton semblent divisés sur l'évaluation des prises de positions du nouveau président iranien Mohammad Khatami. Toutefois, l'ensemble des institutions américaines s'accordent sur l'incontestable changement du jeu politique à Téhéran et l'existence d'affrontements – parfois violents – entre les différentes fractions de la République islamique. Le "message au peuple américain" de Khatami, diffusé en janvier dernier par CNN, a de surcroît contribué à améliorer l'image de l'Iran dans l'opinion publique états-unienne. Dans ces conditions, Bill Clinton a estimé que l'application précipitée des sanctions prévues dans la loi D'Amato aurait servi les milieux de la République islamique les plus hostiles à l'Occident.

Ensuite, la mise en œuvre de sanctions économiques à l'encontre

de la société française Total pouvait donner naissance à une crise interminable entre l'UE et les Etats-Unis. La mise en place de la monnaie unique européenne risquait de transformer toute tension en une crise grave de longue durée. Le développement des relations commerciales entre les deux rives de l'Atlantique constitue à l'heure actuelle un des objectifs les plus importants de la Maison-Blanche. L'application rigoureuse de la loi D'Amato aurait très probablement créé des obstacles imprévisibles à cette évolution. Certes, l'application d'une loi américaine à des pays tiers posait des problèmes juridiques assez complexes que les Européens allaient soumettre aux instances internationales, notamment à l'Organisation mondiale du commerce. En outre, si la société française Total devait subir des pressions américaines, les compagnies américaines auraient certainement été confrontées aux mesures de représailles qu'aurait adoptées la Commission européenne. Il faut ajouter que l'exercice du pouvoir par Khatami a également amélioré l'image de l'Iran en Europe, ce qui a naturellement apporté une plus grande légitimité à la souplesse préconisée à l'égard de ce pays.

Enfin, il ne faut pas négliger le rôle des négociations occultes des membres du G8 [les sept pays les plus industrialisés plus la Russie]. Les observateurs estiment que Washington, en échange de sa "souplesse" vis-

à-vis de Téhéran, a reçu certaines compensations de la part des Européens, notamment une meilleure coopération au Moyen-Orient, au Kosovo et dans la crise financière asiatique. Des sources officielles américaines soulignent qu'Européens et Russes ont récemment pris des engagements en matière de lutte contre le terrorisme et sur le dossier des armes de destruction massive.

Quoi qu'il en soit, tous ces événements montrent que l'isolement de l'Iran, qui aura duré vingt ans, touche à sa fin. Les pessimistes diront que l'accord de Londres est une construction ambiguë et instable pouvant difficilement durer. Cet arrangement n'abroge pas la loi D'Amato, il prévoit simplement quelques exceptions dans sa mise en œuvre. Les optimistes, eux, considèrent que la loi D'Amato est morte et que l'accord de Londres représente le début de changements importants en Iran et dans la région de la mer Caspienne. Les compagnies pétrolières américaines, elles, semblent satisfaites de l'accord de Londres. Dans un communiqué publié peu après sa signature, le directeur exécutif de Conoco – la compagnie pétrolière américaine qui, en 1995, avait dû laisser la place à Total pour l'exploitation des champs de Sirri [île iranienne du golfe Persique] – s'est déclaré très satisfait que Bill Clinton ait finalement jugé injustes les sanctions qui menaçaient les sociétés étrangères désireuses de travailler en Iran. ●

LE PRIX EUROPÉEN DES DROITS DE L'HOMME DÉCERNÉ À LA FONDATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME

Le septième prix européen des droits de l'homme, attribué tous les trois ans par le Conseil de l'Europe, a conjointement récompensé, jeudi 4 juin 1998, la Fondation turque des droits de l'homme (IHV), Clara Lubich, fondatrice du Focolare Movement en Italie et le Comité pour l'Administration de la Justice (CAJ) de l'Irlande du Nord suite à une proposition de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation.

Institué en 1980, ce prix honorifique vise à "consacrer les mérites d'une personne, d'un groupe de personnes, d'une institution ou d'une organisation non gouvernementale qui ont œuvré pour la promotion ou la défense des droits de l'homme conformément aux principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du droit". Parmi les précédents primés se trouvent, la Commission internationale de Juristes (CIJ) en 1980, la Section médicale d'Amnesty International en 1983, MM. Raul Alfonsin et Christian Broda en 1986, M. Lech Walesa et l'International Helsinki Federation of Human Rights en 1989, M. Felix Ermacora et Médecins sans Frontières en 1992 et enfin, MM. Sergei Kovalyov et Raoul Wallenberg en 1995.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a commenté son choix en ces termes: "la Fondation turque des droits de l'homme joué un rôle exceptionnel dans la défense des droits de l'homme en Turquie au cours des sept dernières

années. Sa raison d'être et sa fonction sont d'appliquer, sur le terrain, les valeurs universelles reconnues par les conventions internationales et de contribuer à la lutte pour l'élimination de la torture et des autres violations des droits de l'homme".

La remise du Prix de 1998 est prévue le 2 septembre 1998 au Conseil de l'Europe lors d'un colloque organisé pour commémorer le 50ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

★★★

LA QUESTION KURDE

À L'ORDRE DU JOUR AU PARLEMENT TURC

Un "rapport de migration", préparé par la Commission parlementaire turque de migration, après six mois de travail sera finalement débattu au Parlement turc. Le rapport brise certains tabous et montre différentes perspectives du problème kurde.

Le débat a d'une part montré combien les parlementaires s'intéressaient au sujet; seuls 20 députés sur 550 ont assisté aux discussions. Et pourtant le rapport contenait des allégations ambitieuses sur la question de savoir "qui" avait évacué les 3 428 villages de la région kurde. Le député d'Erzurum, Zeki Ertugay, du parti de la Juste Voie (DYP) a souligné à ce sujet que "35% des migrations de la région sont dues à des raisons économiques; 60% à l'oppression de l'organisation séparatiste; et les 5% restant à l'application de l'administration provinciale", accusant le rapport de calomnier contre l'État. Huseyin Yildiz, membre du parti islamiste de la Vertu (FP), député de Mardin, a répliqué que de nombreux meurtres non élucidés se sont produits dans la région et que les conditions défavorables ont joué à l'avantage des bandes, incitant ainsi des incidents comme celui de l'attentat contre Akin Birdal. M. Yildiz a ajouté qu'une migration forcée a été organisée par l'État sans qu'aucune option n'ait été présentée au peuple. Les députés du DYP et de la Mère Patrie (ANAP - au pouvoir) chahutant dans les rangs en criant "Quelle migration? Quel village a été évacué?", le vice-président du Parlement, Kamer Genç, président la session est alors intervenu en disant "Si vous voulez voir des villages évacués, venez avec moi à Tunceli et voyez la migration et l'embargo de denrées alimentaires dans la région".

Le rapport établit en effet que de nombreux villages ont été évacués après des actions arbitraires des forces de sécurité turques. Pour la première fois depuis l'histoire de la République turque, un rapport parlementaire contient des propositions radicales telles que la reconnaissance de l'identité kurde et l'autorisation des institutions d'enseignement privé pour le kurde. Le rapport demande également la levée de l'état d'urgence, des forces spéciales et du système de protecteurs de village. Selon le rapport toujours, 401 328 personnes (chiffre en dessous de la réalité) ont quitté 3 428 lieux d'habitations, parmi lesquels 905 villages et 2 523 hameaux.

Après le rapport de Susurluk susceptible d'être évoqué par les familles des victimes à l'appui des requêtes à la Cour Européenne des droits de l'homme, ce dernier rapport pourrait également servir de preuves substantielles contre la Turquie.

Juup
1998

17 JUIN 1998

Titre : Turkish court overturns Kurd party convictions
Service de presse : RTw (Reuters World Report)
Date : Jeu 18 Juin 1998

(Adds radio stations shut for one year, paras 9-11)

ANKARA, June 18 (Reuters) - Turkey's Supreme Court on Thursday overturned convictions against leading members of the country's main Kurdish party for aiding separatist rebels, Anatolian news agency said.

Among the 43 defendants to have verdicts thrown out because of "insufficient investigation" was Murat Bozlak, leader of the People's Democracy Party (HADEP).

They will now be retried at a state security court.

Thirty-one leading party members had been found guilty and sentenced to up to six years in prison last year for links to Kurdistan Workers Party (PKK) rebels. Another 12 had been acquitted.

The party leadership was arrested after a congress in June, 1996 when the

Turkish flag was torn down and replaced with PKK banners.

The Supreme Court on Thursday upheld a sentence of 22 1/2 years against the youth convicted of tearing down the flag.

HADEP was formed in 1994 after another Kurdish party was closed by the constitutional court for alleged separatism and 13 of its deputies were expelled from parliament. Six MPs were jailed for links to the rebels.

More than 28,000 people have died in 13 years of armed conflict between the military and the PKK, which is fighting for self rule in Turkey's mainly Kurdish southeast.

Two radio stations in the southeast were closed for one year on Thursday by Turkey's radio and television authority because of separatist broadcasts, Anatolian said.

Metro FM, which broadcasts in the main southeast city of Diyarbakir, was shut for producing material "against the territorial integrity of the Turkish Republic."

Broadcasts at Radyo Karacadag, based in Sanliurfa near the border with Syria, were halted for a year for "inciting hatred and ethnic discrimination," the agency said.

HUMAN RIGHTS WATCH

350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
Telephone: (212)-290-4700
Facsimile: (212)-736-1300
E-mail: hrwnyc@hrw.org
Website: <http://www.hrw.org>

HUMAN
RIGHTS
WATCH

EUROPE AND CENTRAL ASIA DIVISION

Holly Cartner
Executive Director
Rachel Denber
Deputy Director
Elizabeth Andersen
Advocacy Director
Diederik Lohmann
Moscow Office Director
Pamela Gomez
Caucasus Office Director
Fred Abrahams
Erika Dailey
Julia Hall
Malcolm Hawkes
Andreas Lommen
I. Maxine Marcus
Christopher Panico
Diane Paul
Marie Struthers
Research Associates
Alexander Petrov
Assistant Moscow Office Director
Acacia Shields
Coordinator
Caucasus/Central Asia
Liudmila Belova
Alex Frangos
Emily Shaw
Juliet Wilson
Associates
STEERING COMMITTEE
Peter Osnos
Chair
Alice H. Henkin
Vice Chair
Morton Abramowitz
Barbara Finberg
Felice Gaer
Michael Gellert
Pauli Goble
Bill Green
Stanley Hoffmann
Robert James
Prema Mathai-Davis
Jack Matlock
Herbert Okun
Jane Olson
Barnett Rubin
Leon Sigal
Malcolm Smith
George Soros
Donald J. Sutherland
Ruti Teitel

FOR IMMEDIATE RELEASE

June 18, 1998

For further information, please contact:

Holly Cartner, in New York: (212) 216-1277
In Washington, D.C. (202) 371-6592

IMPRISONMENT OF WELL-KNOWN TURKISH JOURNALIST UNDERScores ARBITRARY NATURE OF RESTRICTIVE PRESS LAWS

(New York, June 18, 1998)—Human Rights Watch condemns the June 17 imprisonment of the respected journalist Ragip Duran for a 1994 article he wrote based on an interview with Abdullah Öcalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK). Mr. Duran's imprisonment provides further evidence of the arbitrary nature of laws in Turkey that restrict free expression and constitutes a clear violation of Turkey's international human rights obligations.

On December 19, 1994 the Istanbul State Security Court No. 5 found Mr. Duran, who has worked as a journalist for the BBC and Agence France Press, guilty of violating Article 7 of the 1991 Anti-Terror Law, which prohibits conducting "propaganda for outlawed organizations." The conviction was based on an article in which Mr. Duran called Abdullah Öcalan a "Kurdish Garibaldi." The article appeared in the now closed pro-Kurdish daily *Özgür Gündem*. Ironically, Mr. Duran had interviewed the PKK leader in 1991 and had written similar stories in March 1991 for the Istanbul-daily *Cumhuriyet*. In those articles, which were published without prosecution, he referred to Mr. Öcalan as a "Kurdish Zapatista." On October 23, 1997, the High Court of Appeal (*Yargıtay*) confirmed the ten-month sentence and fine of TL333,333,333 (around \$1,300) handed down by the lower court.

Laws that restrict peaceful free expression are usually applied by prosecutors according to the political climate in Turkey. In 1991, a period of liberalization in Turkey, Mr. Duran could

William D. Zabel
Warren Zimmermann
HUMAN RIGHTS WATCH
Kenneth Roth
Executive Director
Michele Alexander
Development Director
Carroll Bogert
Communications Director
Reed Brody
Advocacy Director
Cynthia Brown
Program Director
Barbara Guglielmo
Finance & Administration Director
Susan Osnos
Associate Director
Wilder Taylor
General Counsel
Lotte Leicht
Brussels Office Director
Joanna Weschler
United Nations Representative
Jonathan Fanton
Chair

call the PKK leader a "Zapatista" without incident. Three years later, during a period of escalating violence, Mr. Duran was prosecuted for a similar article about Mr. Ocalan. The very arbitrariness of the enforcement of such laws serves to keep journalists uncertain about the legal limits they face in their work and may cause them to self-censor their writing. "Ragip Duran should have been free to publish both articles without facing legal sanctions. These articles fall squarely within the limits of protected speech that is guaranteed by international human rights law," commented Holly Cartner, the executive director of the Europe and Central Asia division.

The minority coalition government of Prime Minister Yılmaz has presented a bill before parliament that would amend several articles of the Turkish Penal Code restricting free expression as well as Article 8 of the Anti-Terror Law prohibiting separatist propaganda. The bill is part of a larger draft amending the Penal Code. "We welcome the effort of the Yılmaz government to change laws that restrict peaceful free expression and hope the bill passes, even though it would not aid those like Mr. Duran who are sentenced under Article 7 of the Anti-Terror Law. However, the government must make further efforts to abolish laws that penalize

peaceful free expression to allow the release of all those presently imprisoned under such charges. All of Turkey's citizens, especially its lawmakers, need to ask themselves what purpose is served and how Turkey is strengthened by prosecuting writers, intellectuals and journalists such as Ragip Duran, Eşber Yağmurdereli, Yaşar Kemal, and Ahmet Altan," Ms. Cartner added.

Those sentenced under the Anti-Terror Law must serve 3/4 of their sentence. Mr. Duran is confined in the prison in the Saray district of Tekirdağ province in western Turkey. In 1997, Mr. Duran was a recipient of a Hellman/Hammett award, which is given to journalists and writers who face state repression. The award, granted by Human Rights Watch, is made possible through the estate of the writers Lillian Hellman and Dashell Hammett.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JUNE 19, 1998

Cyprus Denounces Visit by Turkish Jets

Compiled by Our Staff From Dispatches

LEFKONIKO, Cyprus — Six Turkish F-16 warplanes swooped into northern Cyprus on Thursday in the latest exercise in brinkmanship between Turkey and Greece.

The jets, bristling with weaponry, parked on the tarmac at a small Turkish Cypriot airport in Lefkoniko. Tight security measures were in place, and anti-aircraft guns were stationed on the runway.

Three of the planes later left. They circled low over the airport before screeching off north toward Turkey.

The deployment was in retaliation for an unprecedented visit by four Greek F-16s and two C-130 transport planes to the southern Cypriot air base of Paphos this week.

The arrival of the Turkish aircraft angered the Cyprus government on the south of the divided Mediterranean is-

land. It denounced what it described as "provocative" violations of its airspace by Turkish jets and said it would make protests to international organizations.

"Cyprus remains calm to the attempts by Turkey to create artificial tension," a five-line statement issued by the government spokesman's office said.

Greece, meanwhile, said Turkey was violating international law by sending warplanes to bases in northern Cyprus but dismissed the move as nothing new.

"Turkey already has an abundance of weapons systems illegally on Cypriot soil," Foreign Minister Theodoros Pangalos said. "I don't see how this in any way changes the present situation."

A Greek Cypriot military source said, "We will protest the violation of our airspace to the United Nations."

The Anatolia news agency quoted Prime Minister Mesut Yılmaz of Turkey as saying during a visit to Romania:

"With the air force deployed on the island, Greece has exhibited its offensive intentions directed against Turkey. It is out of the question for Turkey not to respond to that."

Mr. Yılmaz warned Greek Cypriots they would come off worse if friction grew.

"The Greek Cypriots would be the ones who suffer from an escalation in tension," he said.

Asked about the possibility of war on the island, Mr. Yılmaz said: "Of course, we do not want such a thing. But to a large extent this depends on the attitude of the Greek Cypriots."

Turkey was also planning to send a cargo plane full of staff officers, the private NTV television station said.

Turkey keeps 30,000 troops in a self-declared northern Turkish Cypriot state. Greece and the Greek Cypriots have had a defense pact since 1993. (Reuters, AP)

Grecs et Turcs dépêchent des avions de combat à Chypre

La Turquie a déclaré qu'elle s'opposerait au déploiement par les Chypriotes grecs de missiles sol-air au mois d'août

ISTANBOUL

de notre correspondante

Répondant à la brève visite sur l'île, en début de semaine, de quatre avions F-16 grecs qui s'étaient posés à la base aérienne de Paphos, au sud de Chypre – « une provocation extrêmement grave », a-t-on dit à Ankara –, les Turcs ont à leur tour dépêché, jeudi 18 juin, six avions de combat de même type. Ils ont atterri à l'aéroport de Geçitkale, situé au nord de l'île, dans la République turque de Chypre du Nord (la RTCN, reconnue uniquement par Ankara qui, depuis son intervention militaire en 1974, y maintient quelque 30 000 soldats)... Depuis, trois des appareils turcs ont regagné leur base.

Ce mini-ballet aérien illustre le

coup de tension qui agite Chypre et ravive, une fois de plus, la rivalité entre la Turquie et la Grèce, menaçant de nouveau la stabilité en Méditerranée orientale. « La Turquie ne veut pas de guerre à Chypre », a déclaré le premier ministre Mesut Yılmaz, qui assure que l'évolution de la situation dépendrait de l'attitude du camp grec.

Une crise à Chypre était attendue pour le courant de l'été; elle semble devoir intervenir plus tôt que prévu. C'est qu'en août doit avoir lieu le déploiement, dans la partie sud de l'île, de missiles sol-air russes S-300, achetés par les Chypriotes grecs. Depuis plus d'un an la Turquie, qui a déclaré qu'elle s'opposerait par tous les moyens à l'installation de ces missiles, s'efforce d'attirer l'attention de

la communauté internationale sur le danger que présenteraient ces engins pour la stabilité régionale.

Lundi 15 juin, les autorités turques avaient intercepté près du détroit

des Dardanelles un cargo maltais à l'équipage russe, apparemment en route pour l'Égypte, qui contenait du matériel militaire identifié comme étant vraisemblablement des rampes de missiles. La convention de Montreux, qui régit le passage des bateaux dans les détroits turcs, ne permet cependant pas à la Turquie d'arrêter des navires en temps de paix. Après avoir été fouillé, le cargo a été autorisé à poursuivre son voyage.

La Turquie, déjà frustrée dans ses ambitions européennes lors du sommet de Luxembourg et doublement vexée par le fait que Chypre, en revanche, est sur la liste des pays candidats, supporte de plus en plus mal les obstacles constamment placés sur son chemin par la Grèce. A Cardiff, lors du sommet de l'Union européenne (UE), Athènes s'est une fois de plus opposée à tout assouplissement de la position de l'Europe à l'égard d'Ankara. La Grèce continue d'opposer son veto au verse-

ment de fonds – quelque 400 millions de dollars – promis par l'Union européenne à la Turquie dans le cadre de l'accord d'union douanière conclu entre Ankara et l'UE.

Tout récemment nommé représentant des États-Unis à l'ONU, Richard Holbrooke, l'architecte des accords de paix en Bosnie, dont les talents de négociateur ont été mis à rude épreuve à Chypre au cours des derniers mois, disait au *Los Angeles Times*: « Chypre n'est pas un endroit tranquille (...) Une seule étincelle, un survol aérien, un gang de motocyclistes, un concert de rock ou un simple malentendu la sépare d'un conflit. »

Nicole Pope

Selon M. Butler, l'Irak refuse de discuter de « questions prioritaires »

NEW YORK. Richard Butler, le chef de la commission des Nations unies chargée de désarmer l'Irak (Unscorn); indique dans un rapport publié jeudi 18 juin que l'Irak refuse de discuter de « questions prioritaires » de son désarmement, ce qui laisse planer un doute sur une rapide levée des sanctions. Dans ce rapport destiné au Conseil de sécurité de l'ONU, M. Butler précise qu'au nombre des sujets tabous pour Bag-

dad figurent la production de gaz neurotoxiques VX, la comptabilité des combustibles de missiles prohibés, ainsi que la politique et les mécanismes de dissimulation. Il estime qu'une « enquête complète » sur la dissimulation « est fondamentale » pour que l'Unscorn puisse certifier « que tous les programmes d'armement prohibés de l'Irak ont été détruits, enlevés ou rendus inoffensifs ». Ce rapport tranche avec le ton confiant de M. Butler au début de la semaine à Bagdad, après ses entretiens avec le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz. Les deux parties avaient conclu un plan d'action sur le désarmement de deux mois, et M. Butler avait affirmé que « la lumière que l'on aperçoit au bout du tunnel maintenant n'a jamais été aussi visible ». – (AFP)

L'ambassadeur de Turquie en Suisse rappelé pour consultations

ANKARA, 22 juin (AFP) - L'ambassadeur de Turquie à Berne a été récemment rappelé pour "consultations", suite à l'apparition de problèmes entre les deux pays, dont les relations diplomatiques avaient été restaurées fin 1994 après une période de froid, ont indiqué lundi plusieurs médias turcs.

Selon la chaîne d'information en continu NTV, l'ambassadeur, Taner Baytok, a été rappelé temporairement à Ankara, après que les autorités helvétiques eurent refusé d'autoriser la célébration du 75ème anniversaire du traité de Lausanne dans cette ville.

Le chef de la diplomatie turque, Ismail Cem, s'apprête à envoyer une lettre à son homologue suisse, exprimant "la vive indignation" de la Turquie face à l'attitude helvétique, mettant également en garde sur les "effets néfastes" qu'elle pourrait avoir sur les relations bilatérales, a ajouté NTV.

Un responsable du ministère turc des Affaires étrangères s'est contenté de déclarer à l'AFP que l'ambassadeur turc à Berne avait récemment fait un voyage à Ankara pour "évoquer l'état actuel des relations turco-helvétiques".

A la question de savoir si M. Cem allait effectivement protester par lettre auprès de la Suisse, il s'est borné à répondre: "c'est possible".

De source suisse à Ankara, on a confirmé à l'AFP qu'il y a bien eu refus d'autorisation mais on précise que ce refus n'émane

ni du gouvernement helvétique, ni de la ville de Lausanne mais des autorités du canton de Vaud, dans lequel est situé cette ville.

Le refus, selon cette source, a porté sur la mise à disposition de la Turquie, aux fins de célébration, du palais de Rumine à Lausanne, où avait été signé le traité en 1923.

Le traité de Lausanne, signé entre Ankara et les vainqueurs de la première Guerre mondiale, modifiait les clauses du traité de Sèvres de 1920 qui démembrait l'empire Ottoman et promettait des territoires aux minorités kurdes et arméniennes avec indépendance prévue à terme.

Aux termes du traité de Lausanne, le sud-est anatolien, la côte égéenne et Istanbul étaient laissés à la Turquie sous la présidence de Mustafa Kemal Atatürk, qui créa trois mois plus tard la république turque.

Pour la Turquie actuelle, ce traité est le fondement même de son existence et de son appartenance à la communauté des nations.

Selon NTV, l'affaire aurait été aggravée par une déclaration anti-turque du maire de Lausanne, qui aurait affirmé avoir "honte" de la signature dans sa ville de ce traité.

Selon la presse turque, une autre cause de friction est apparue avec les difficultés rencontrées par les diplomates turcs pour trouver un nouveau local pour leur consulat à Zurich, l'ancien local n'étant plus disponible. Selon ces médias, la Turquie aurait dû renoncer à deux emplacements pressentis, en raison de pressions exercées par des riverains, inquiets d'une telle installation.

En juin 1993, la Turquie et la Suisse avaient connu une longue période de tension, après qu'une manifestation de Kurdes qui soutenaient le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) eut dégénéré en tentative d'assaut contre l'ambassade de Turquie à Berne.

Des agents turcs, dont l'ambassadeur Kaya Toperi, avaient ouvert le feu contre les manifestants, tuant l'un d'eux et en blessant sept autres, ce qui avait entraîné une détérioration des relations réduites au niveau du chargé d'affaires.

Les deux pays avaient normalisé leur relations en décembre 1994, en nommant réciproquement des ambassadeurs.

lundi 22 juin 1998, 16h06 heure de Paris

Le Conseil de l'Europe débattrait des réfugiés kurdes

STRASBOURG, 22 juin, Reuters - L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a repoussé, lundi à Strasbourg, une demande de retrait d'un rapport, contesté par Ankara, sur la situation des réfugiés kurdes.

Le débat sur la "situation humanitaire des réfugiés et des personnes déplacées kurdes dans le sud-est de la Turquie et le nord de l'Irak" aura lieu comme prévu jeudi matin.

La motion de retrait avait été présentée par Lale Aytaman, membre du Parti de la Mère patrie au pouvoir à Ankara, qui estimait que ce rapport s'occupait "surtout de problèmes politiques et non seulement de problèmes humanitaires".

Le rapport s'inquiète de "l'insécurité" et de "la situation économique et sociale difficile qui prévalent dans ces régions".

Il condamne les violences commises dans le sud-est de la Turquie tant par les séparatistes du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) que par les forces de l'ordre. Il invite Ankara à "cesser l'utilisation des forces armées contre la population civile kurde", à restaurer l'Etat de droit dans le sud-est du pays et à favoriser une relance de l'économie dans la région.

Des parlementaires turcs ont reproché au texte de "placer cette organisation terroriste (le PKK) sur un pied d'égalité avec l'Etat turc".

Ils réfutent l'idée même de "question kurde". "Le fait de parler d'une question kurde concernant la Turquie revient à refuser de reconnaître la réalité ou à essayer de soutenir la cause du terrorisme du PKK", écrivent-ils.

Le ministère turc des affaires étrangères avaient protesté au début de mois à Ankara contre le rapport.

Lundi, dans une conférence de presse, la présidente de l'assemblée parlementaire, Leni Fischer (Allemagne - CDU), lui avait apporté un soutien implicite.

"Je crois très important qu'il y ait un rapport équilibré sur cette question. On ne peut pas examiner la situation des réfugiés kurdes sans examiner la situation des pays d'où viennent ces réfugiés", avait-elle déclaré.

REUTERS



Akin Birdal tells TDN: 'I will continue on my path'

- Akin Birdal, the chairman of the Human Rights Association (IHD) opened the doors of his home first to the TDN, following an unfortunate assassination attempt against his life. Birdal, who still receives extensive medical care following his release from the hospital, is steadily improving. Due to nerve damage sustained by the bullets that wounded him, Birdal is currently receiving physiotherapy and may need a third operation
- Birdal: 'No illegal organization can dare to organize an assault of this caliber unless they have a government presence with or behind them. We are well aware of the fact that the struggle for human rights and freedom is a long process. We also know that the history of rights and freedom is written by making great sacrifices. My friends and I knew that we would be subject to such attempts'
- Birdal looks upon the future with great hope. Whatever Birdal did before will do the same from here on he explains and thinks that his attackers were directed by powers that want to steer Turkey away from Europe
- Birdal: 'Turkey will at the and take its place within the family of Europeans. Our endeavour is for Turkey to take this place as soon as possible and with pride and dignity. We wish Turkey to be saved form being a country that is subjected to interrogations, trials, sentences in the international arena. That is our aim'

Mustafa Erdogan

Ankara - Turkish Daily News

"They had such a criminal look on their faces and they were so restless that I immediately knew what their intention was" says

Akin Birdal. Despite the twelve bullet holes fired into his body by two aggressors who entered his office, he clung tightly to life. He is now paying badly for the assault made against his right to live. On one foot, he has 10 broken bones caused by the bullets, a disabled right arm and a body full of holes. Apart from that, he has ten units of blood in his body that don't belong to him. This is a very high price to pay for simply being a defender of human rights in Turkey. He now is following the course of events from his home by reading the papers, watching TV and conversing with his friends. Taking regular deep breaths, he speaks at a very slow pace. His body is tired out.

Akin Birdal, a famous figurehead as a defender of human rights, has the additional responsibility of being the deputy chairman of the International Human Rights Federation whose head office is in Paris. Upon his admittance to the hospital, many countries like Norway, France, England and Switzerland approached him at the government level to absorb his hospital and medical expenses. When we asked Birdal if the Turkish government had offered any help, the answer was a short and definite "No."

During his healthy days, he was always present either in a remote village in the east, or in a city square alongside the "Saturday Mothers" (the mothers whose children disappeared while under custody), or at the lectern of a multinational conference. The day he was shot, he attended the court hearing of reporters Can Dundar and Varlik Ermenek who were both being tried for signing a book titled "Freedom of Thought." The TDN ran into him at the court house and requested an appointment for an interview, which was granted. If he had not been shot, we would have perhaps interviewed him the same day.

TDN: How do you feel now following your hospital treatment?

Birdal: For an active individual, it is very difficult to be confined to a bed. I am trying very hard however to regain my health so I can get back into my struggles for human rights and freedom. Surgery was a success in general, however, I have ten broken bones in my foot, which will stay in plaster until early August. Possibly three months later I will be able to stand on my feet again. On my shoulder, where one of the bullets hit, there is nerve damage. Before, I couldn't move my shoulder, arms and hands, however, there is some motion in those areas now. Physiotherapy has started but I need a long time to fully recover. The extend of the damage on the nerves will be determined by a new EMG, upon which the medical team will establish if a new surgical intervention is required. The third operation will be conducted following this decision. The doctors are very happy with my recovery. I hope that I will be capable of using my hand again in the future.

TDN: Who is conducting the treatment, with what medical team?

Birdal: The responsibility is predominantly on Sevgi Hospital. The orthopaedic treatment is done under the observation of Dr. Sabri Dokuzoguz who is also an administrator at the Human Rights Organization. The Turkish Medical Association is also providing valuable support. Nurses from the Medical Union provide voluntary support. A physiotherapist from the Human Rights Organization also volunteered to monitor the entire process.

TDN: Did the doctors feel that a psychological treatment is necessary?

Birdal: I spoke to the psychiatrist and he decided that I did not require any treatment. However, my friends informed me that I could talk to one anytime I needed to.

TDN: You promised me an interview on the day of this incident...

Birdal: As you know, that morning I was at the State Security Court. When the hearing was postponed until the afternoon, I attended the hearing of Hasan Huseyin Ceylan, an ex-Refah Party parliamentarian which also continued longer than was expected and I had to leave. I informed the other participants that I was unable to attend the afternoon session as I had a meeting at 2 o'clock. And you know the rest.

They had such a criminal look on their faces and they were so restless that I immediately knew what their intention was. At that moment I wished that we had taken some technical precautions at the office like a bell under my feet or perhaps a couple of little code words to notify people of an irregular event.

TDN: Were you expecting an assault like this?

Birdal: "No illegal organization can dare to organize an assault of this caliber unless they have a government presence with or behind them. We are well aware of the fact that the struggle for human rights and freedom is a long process. We also know that the history of rights and freedom is written through making great sacrifices. My friends and I knew that we would be subject to such attempts. In our (IHD's) 12-year history, several of our friends were murdered the same way. In particular, our regional managers assigned to the Emergency Rule Region were under threat, but we did not expect danger of this extent. This is a threat against all human rights activity and all its members. They wanted to give a message. They could have made this attack at the entrance of the office, outside Ankara or around our home. But, they wanted to give a message to all the democratic organizations. In other words they wanted to threaten everyone who with his pen, thoughts or words criticizes the government's economic policies which adversely effect people's rights.

I must also point out that we had been shown as a target since April 26. While we were expecting an assault and taking certain precautions in our daily activities, somehow the government was unable to see the warning signs.

TDN: It was announced that you did not request protection?

Birdal: It is obvious that this country has a criminal record on the human rights issue. In a country with a record of many unsolved murders, deaths under torture, and people missing while in custody, it does not take a genius to figure out that a person like me fighting against these incidents and announcing them to the world would be subject to these threats. This was an incident waiting to happen and it happened. Now they have assigned guards. But what we want is a country where nobody, even the president have any guards around their homes.

TDN: Your attackers were seized in an efficient manner never before experienced during previous incidents. How do you evaluate this?

Birdal: I think this is directly due to the pressure received from both inside and outside. Of course, there may be some other similar reasons. It may also be interpreted as combat between the gangs within the state. It may also be a punishment for not accomplishing their task. These killing machines (meaning his attackers) have no souls. They do not comprehend human values. People tell people to go and kill someone. The only gain they expect for the kill is money. Nothing else. Once they succeed, they get an opportunity dominate the other gangs. If those people were able to assassinate me, they would have got new assignments. Of course it is important to have them captured. These people, once they are caught, they start giving information about their conspirators as they do not place any value on concepts like country, people, peace and freedom.

TDN: Hanefi Avci, ex-chief of the intelligence section of the police force claims that he gave warnings about your attackers...?

Birdal: Naturally. Why hasn't the man with the code name "Yesil" been apprehended? This question should be answered. For example, why have certain journalists and our association been implicated in press reports regarding the statements Semdin Sakik (the second in command of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK)) has been claimed to have made, when in reality our names had not been mentioned in these statements? The prosecutor should immediately take action and start legal procedures against certain people responsible for setting me up as a target.

Unfortunately, this was not done. Our lawyer friends did, however, started proceedings against two newspapers and a TV channel that pointed me out as a target.

TDN: When British Foreign Minister Robin Cook paid a visit to you in the hospital, you told him that the attackers are from the group that do not want Turkey to join the European Union (EU). Do you still think the same?

Birdal: Yes, Mr. Cook visited me in the intensive care ward. I openly told him that the attack was arranged by those who do not want to see Turkey in the European Union (EU). Because, if we were in the EU we would have oriented ourselves according to EU norms and standards. This is a prerequisite for being an ideal judicial government. And in such a government it is impossible for illegal conspirators, gangs, and murderers to remain.

TDN: There were rumors about ex-Prime Minister Tansu Ciller and Mehmet Agar having illegal contacts. Ciller announced openly that Abdullah Catli was an honorable person upon his death. The same Ciller claims that she made extensive efforts for Turkey to enter the EU and blames the current government for delaying this process. Do you think this is a contradiction?

Birdal: No, it seems that way but the reality is different. Tansu Ciller made certain dealings to free up frozen funds that misled the EU. Ciller did not take a single decisive step towards becoming part of the EU. She made many promises before 1995, but during her tenure as prime minister, Turkey did not advance at all in terms of human rights and democracy. Her government did not show any determination against the obstacles created by certain elements.

TDN: But you want us to enter despite everything.

Birdal: Of course. We are situated in this geographical region. I mean, Turkey cannot remain outside this system. Sooner or later, Turkey will eventually take her place in the European family. What we want is for Turkey to take a prestigious place there as soon as possible, in an honorable manner. We want it to stop being a country which is in question; tried and convicted at the EU human rights courts, at national and regional human rights platforms. Our efforts are for that. We have set on this road, striving against those who seem inclined to have their authority sooner or later. The goal is clear. We will reach that final destination. We will achieve this by sending into its proper place and role an illegal power which has infiltrated Turkish politics and the economy so much; a power which considers itself to be an authority against Parliament, the judiciary, and other institutions.

TDN: Okay, Mr. Birdal, on one side, the gangs, and on the other, the human rights defenders -- in the end, weapons have been involved in this affair. What do you think will happen from now on?

Birdal: Now, neither I nor you, must give the answer on our own. The answer to that question must be sought by all democratic forces. The answer must be given primarily by those politicians in Parliament who consider themselves responsible for the current situation and, secondly, by the judiciary. This is because the judiciary is the power which will expose the illegal formations within the state structure and start proceedings against those responsible, the power which will make a deterrent effect. Thirdly, the media must provide an answer to that question. Professional values, ethical values, must be questioned. For example, the press should give an answer about the way secret interrogation [documents] get disclosed and nonexistent minutes get published as genuine documents, setting up persons and institutions as targets. The media must really question itself. They must admit that tomorrow similar attacks may be directed at themselves. I do not know the persons who attacked me. They had been told, "Go and kill him." So this can be directed against anybody who wants democracy. I mean, I think that they too must seek an answer to the question of what must be done.

Our democratic reaction to these circles have not proved to be a deterrence. This is because that [democratic reaction] is a tradition, the culture of democratic societies. Then, I of course, think that the labor organizations do have very big historical, ideological and political obligations. It is the governments who are in a position to take into consideration the alternative proposals of the nonparliamentary civic organizations. If a state does not have such a government or such a tradition, the labor organizations are the institutions which can cause the state to act with enough deterrent force against illegal attacks. That is, unless the labor's clout is carried into the arena of democratic struggle, they too will some day find themselves at a point of no return. Then everything will become all the more difficult.

TDN: Since the attack on you, there has been a stirring on the human rights issue. In Parliament, a commission has been formed to look into the Birdal assassination attempt. Are these positive developments?

Birdal: When I was in the hospital, I was visited by the state minister for human rights, Hikmet Sami Turk, the state minister responsible for the Southeast Anatolia Project (GAP), Salih Yildirim, and the chairwoman of Parliament's Human Rights Committee, Sema Piskinsut. I think that the decision to form such a commission resulted from the commission members' sensitivity. But I do not think that results will be obtained. The work to be undertaken by the commission will be important in that the process that has been experienced will be documented.

TDN: After all these developments, what will Akin Birdal do from now on?

Birdal: Akin Birdal will do, from now on, what he has been doing to date. He will do whatever an enlightened person living in this country, a Turkish citizen who thinks he owes something to his country and people, should be doing. He has done this until now and he will do this from now on.

Council of Europe's Southeast report stirs heated debate

Ankara - Turkish Daily News mardi 23 juin 1998

Heated debate about southeastern Turkey dominated the Council of Europe's General Assembly meetings on Monday, the Anatolia news agency reported.

Leni Fischer, the chairperson of the Council of Europe Parliamentarians' Assembly, harshly criticized the southeastern Anatolia report prepared and presented to the council by a socialist deputy. The controversial report drew storms of criticism from Turkey.

While noting the need for debate on the issue of displaced people and the political causes behind such displacement, Fischer underlined that this should be done in a realistic and balanced manner.

Fischer also criticized a recommendation posited by the report to hold an "International Kurdish Conference." "How can the Council of Europe hold a conference of Kurds living in Iraq, Iran, Syria, Russia and Turkey? One has to be realistic about this and not force the capacity of the council," Fischer said.

Anatolia reported that the Turkish delegation of deputies will urge the council to postpone the release of the report, entitled "People Displaced in the Southeast." The report was slammed by the Turkish Foreign Ministry as well as the Turkish deputies.

The report condemns the forceful evacuation of people in the Southeast as well as the burning of villages and calls for a dismissal of the village guard system. It also calls upon Turkey to end cross-border military operations into northern Iraq.

Turks flock to Paris to protest 'Armenian Genocide' bill

- Three Turks coming to participate in the demonstration are stabbed before the protest starts

Paris - Turkish Daily News Nazlan Ertan

Waving Turkish flags or carrying banners with the symbol of the Welfare Party or slogans like "Yes to Peace" and "Catli Lives," from youths wearing red headbands to fifty-year old professors, Turks from all over Europe gathered in the heart of Paris Saturday to protest the French parliamentarians' bill recognizing the Armenian genocide.

With the French capital simultaneously hosting World Cup supporters, homosexuals arriving for their yearly "Gay Pride Parade," and the annual "Feast of Music," Turks have chosen to hold their public protest at the Place Vauban, located behind the historical military hospital building dating from the Napoleonic era.

Despite tight security measures taken by police, three Turks arriving early at the scene of the demonstration were stabbed by an unidentified group. Although no one has claimed responsibility for the stabbing, eyewitnesses told the TDN that they believed the event to be a "Kurdish trap" to spoil the rally. Witnesses stated that the attackers were armed with baseball bats and iron bars but were unclear as to the number of people in the mob.

In the clash between this unidentified group and the demonstrators, 18 people were injured. French police questioned 35 people including witnesses and suspects, security forces on the scene told the TDN.

Aside from this event, the rally, which gathered around 3,000 Turks, passed without incident.

Collective display of public sentiment

Turks from Germany and Belgium arrived in Paris in buses or private cars to participate in the rally protesting against the French legislators recognition of the "Armenian genocide" in 1915. Apart from the Turkish government's suspension of defense deals with French companies and diplomatic maneuvers, the demonstration marks the first collective display of public sentiment against the French.

The demonstration, which started with the national anthem, continued with various speakers who stressed that by this decision, France had "offended all the Turks living in Turkey and in Europe." The speakers, including the director of the Union of Turkish Associations in France, Mustafa Goker, said that France had to undo this mistake and that Turks were counting on the French Senate not to pass this bill. "This demonstration is important in the sense that it show the senators the sensitivity of the Turks," Goker said, adding that the bill, if it became law, would serve no one, not even the Armenians, as it would poison ties.

The demonstrators, most of whom had come from Germany, also called upon European countries to give more rights to Turkish immigrants. Some slogans were seen that were sharply reminiscent of Turkish ultranationalism, such as "Catli is alive, Turkey cannot be divided."

Vu de TURQUIE

Les détenus du côté du Sud

Ragip Duran, 44 ans, chroniqueur, écrivain, chargé de cours à l'université francophone de Galatasaray et correspondant de «Libération» en Turquie (sous le pseudonyme de Musa Akdemir), a été condamné à dix mois de prison pour un article publié dans le quotidien pro-Kurde «Özgür Ülke» en avril 1994. Passionné de football, Ragip Duran, qui a commencé à purger sa peine mardi, a décidé de nous envoyer régulièrement des «cartes postales» sur l'ambiance de sa prison durant la Coupe du monde. Voici la première.

Quatre heures de plus qui passent tous les jours devant les écrans de télé

dans la prison de Saray (Turquie), grâce aux matches de la Coupe du monde. Les prisonniers kurdes, «les Noirs de la Turquie», sont les fervents défenseurs du Cameroun, car les couleurs de l'équipe africaine sont les mêmes que celles du Kurdistan, jaune rouge et vert. Les Kurdes soutiennent en général les équipes d'Afrique mais également le Brésil. Presque tous les prisonniers politiques venant de la gauche turque ou kurde choisissent leurs équipes favorites selon des critères politico-idéologiques : toujours du côté des équipes du Sud contre les Européens. Chili contre Italie ou bien Afrique du Sud contre Danemark. Mais il y a des exceptions : par exemple, certains ont soutenu

la France contre l'Arabie Saoudite. Alors qu'un prisonnier a nettement déclaré qu'il était pour... l'arbitre! Les paris sont ouverts pour le match opposant l'Iran et les Etats-Unis. Mais tout le monde attend les conséquences politiques du résultat final : si les Yankees gagnent, les mollahs perdront beaucoup de prestige car Satan aurait battu les bons musulmans. Si les Iraniens gagnent, alors on croit que M^{me} Albright pourrait même venir jusqu'à Téhéran pour rétablir les relations diplomatiques entre Khatami et Clinton. Tous amateurs de football, les détenus politiques estiment que la prison est le meilleur endroit pour suivre les

matches. «Dehors, on n'a pas tellement le temps de regarder l'ensemble des rencontres», dit l'un d'entre eux.

Le thé accompagne toujours les téléspectateurs mais s'il y a un journal télévisé sur une autre chaîne, alors on peut se

passer de l'émission de foot. Une dizaine de footballeurs romains, nigériens, sud-africains et danois, qui poursuivent leur carrière en Turquie, sont également suivis avec attention par les prisonniers politiques : «Hagi ne jouait pas aussi vite à Galatasaray» ou bien «Hogh gardait son sang-froid quand il jouait à Fenerbahçe». La France, l'Argentine, le Brésil et l'Allemagne sont les favoris des occupants de la cellule politique de la prison de

Saray. Enfin, tout le monde est d'accord sur une observation : «Depuis que le football est devenu essentiellement un jeu basé sur le fric, c'est-à-dire depuis les deux dernières

Coups de monde (Etats-Unis et Italie, ndr), l'esthétique du jeu offensif a beaucoup perdu de son charme. Tout le monde cherche d'abord à ne pas encaisser des buts, alors le jeu défensif casse le rythme.»

RAGIP DURAN (notre correspondant en Turquie, depuis la prison de Saray)



Ragip Duran, condamné à dix mois de prison en Turquie.

L'ONU autorise Bagdad à importer des équipements pétroliers

Washington souhaite maintenir un contrôle sur les revenus irakiens après la levée de l'embargo

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

En dépit du dernier rapport négatif de la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak (Unscm), la pression internationale ne cesse d'augmenter pour que l'embargo pétrolier imposé à ce pays après l'invasion du Koweït soit levé. Conscient de ce fait, Washington est à la recherche d'une nouvelle stratégie pour maintenir son contrôle sur les revenus pétroliers irakiens après la fin de l'embargo. Cet objectif a failli être atteint avec l'adoption, vendredi 19 juin par le Conseil de sécurité de l'ONU, d'une nouvelle résolution sur l'Irak.

Adoptée à l'unanimité, la résolution 1175 autorise l'importation par Bagdad, pour un montant de 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs), de pièces détachées destinées à la réparation de son infrastructure pétrolière. Cela devrait permettre à l'Irak de porter ses exportations pétrolières de 2,2 milliards de dollars (13,2 milliards de francs) par semestre à 5,25 milliards (31,5 milliards de francs), comme l'y a autorisé le Conseil de sécurité en février. En vertu du programme humanitaire de l'ONU, en place depuis décembre 1996, cette somme sera consacrée à l'achat de produits alimentaires et pharmaceutiques pour subvenir aux besoins humanitaires de la population.

L'adoption de la résolution 1175 aura nécessité deux mois de tractations difficiles. « Relativement satis-

fait », l'ambassadeur français, Alain Dejammet, a souligné, devant le Conseil de sécurité, que le texte final « écarte in fine des formulations qui auraient pu être dangereuses ».

AMBIGUÏTÉ

Le texte originel contenait, en effet, une phrase dont l'ambiguïté aurait fourni à Washington le cadre juridique pour maintenir indéfiniment son contrôle sur les revenus irakiens. Cette phrase, inspirée par les Américains, laissait entendre que la résolution 986, qui est à la base du programme « pétrole contre nourriture », resterait en vigueur jusqu'à ce que « toutes les résolutions » pertinentes de l'ONU soient appliquées par Bagdad. Or selon les termes du cessez-le-feu, la levée totale de l'embargo

pétrolier est liée uniquement au désarmement de l'Irak. La Chine, la Russie, et surtout la France ont résisté à une telle formulation et ont, pour l'heure, obtenu gain de cause.

Les Américains, indique un haut responsable du département d'Etat, continueront de faire en sorte que l'Irak « ne soit pas en mesure de dépenser son argent comme il l'entend, même après la levée de l'embargo ». Aussi Washington s'emploiera-t-il à chercher d'« autres moyens » pour empêcher que l'Irak « soit en mesure de poser de nouvelles menaces à ses voisins ».

Dans cette optique, les Etats-Unis auront une attitude plus souple au sein du Comité des sanctions de l'ONU - seul habilité à donner son feu vert aux contrats d'achat et de ventes irakiens et qui comprend des représentants des

quinze pays membres du Conseil de sécurité. « D'un point de vue tactique », explique ce responsable américain, Washington « sera beaucoup plus souple sur l'approbation des contrats » parce qu'il a « tout intérêt à ce que l'Irak soit inondé d'assistance humanitaire et que cette aide soit nettement moins politique ».

La Russie est d'un autre avis. L'aide humanitaire, « si importante soit-elle », n'est pas la solution au problème. « La seule solution est la levée des sanctions économiques », a dit l'ambassadeur russe Sergéï Lavrov dans son intervention. « Nous comptons, a-t-il ajouté, que cela se fera prochainement. »

Interrogé par *Le Monde*, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, estime que la pression internationale en faveur de la levée des sanctions imposées à l'Irak ne sera réelle que « lorsque Bagdad aura divulgué toutes les informations que lui demande l'Unscm. Au vu du dernier rapport de l'Unscm, nous n'en sommes pas là », fait-il remarquer.

Dans ce rapport, le chef de l'Unscm, Richard Butler, en dépit des propos optimistes qu'il a tenu il y a quelques jours à Bagdad, affirme que l'Irak continue de refuser de coopérer sur des « questions prioritaires » relatives à son désarmement. Le rapport de M. Butler fera l'objet de consultations au Conseil de sécurité, mercredi 24 juin.

Contrebande entre l'Irak et la Turquie

L'Irak vend en contrebande des millions de tonnes de produits pétroliers à la Turquie, en violation des sanctions de l'ONU, mais Washington ferme les yeux, car cela se fait au bénéfice d'un pays ami, a rapporté, vendredi 19 juin, le *New York Times*. La contrebande porte sur du pétrole, du diesel et d'autres produits raffinés, transportés par des centaines de camions sur des routes survolées par des patrouilles aériennes américaines et alliées, ajoutait le quotidien. Un expert turc a estimé que le trafic alimentait 25 % du marché turc du pétrole.

Minimisant l'importance de cette contrebande, le porte-parole de la Maison Blanche, Mike McCurry, l'a qualifiée de « portion congrue » par rapport à l'ampleur des sanctions économiques imposées à Bagdad. Ces ventes représentent une valeur d'« environ 100 millions de dollars [600 millions de francs] par an, soit moins de 1 % de la valeur totale des sanctions économiques » mises en place par l'ONU, a-t-il ajouté. - (AFP)

Afsané Bassir Pour

22 JUIN 1998
Libération

LE MONDE / DIMANCHE 21 - LUNDI 22 JUIN 1998

TURQUIE

Le journaliste Ragip Duran doit être libéré immédiatement

Index AI : EUR 44130/98

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International a appelé les autorités turques à relâcher sans délai le journaliste Ragip Duran, qui a été emprisonné le 16 juin uniquement parce qu'il avait écrit en 1994 un article consacré à un mouvement illégal.

Le 12 juin, l'organisation de défense des droits humains a adressé à M. Oltan Sungurlu, ministre turc de la Justice, un courrier dans lequel elle se disait préoccupée par l'incarcération imminente de cet homme. Le contenu de cette lettre a été rendu public lors d'une cérémonie d'adieu organisée pour Ragip Duran devant le siège de l'Association des journalistes à Cagaloglu, avant qu'il ne se rende à la prison de Saray, non loin de Tekirdag. En tenant compte de la remise de peine, Ragip Duran devra passer sept mois et demi en détention.

Il avait été reconnu coupable le 19 décembre 1995 de "propagande en faveur d'une organisation terroriste" aux termes de la Loi antiterroriste (loi 3713), pour avoir écrit un article intitulé "Apo 91 / Öcalan 94" [en référence à Abdullah Öcalan, dit "Apo", le dirigeant du *Partiya Karkeren Kurdistan* (PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan)]. Ce texte avait été publié dans le journal *Özgür Gündem* (Programme libre) le 12 avril 1994.

Cet article ne prônant en aucune manière le recours à la violence, Amnesty Internatio-

nal considère Ragip Duran comme un prisonnier d'opinion et demande instamment sa libération immédiate et inconditionnelle. Son emprisonnement constitue une violation de son droit à la liberté d'expression, tel qu'il est garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe, à laquelle la Turquie est partie.

Amnesty International constate avec regret que les autorités continuent d'arrêter et d'incarcérer des personnes qu'elle considère comme des prisonniers d'opinion, alors même que des membres du gouvernement turc évoquent publiquement le renforcement de la liberté d'expression.

Ainsi, selon des informations diffusées le 5 décembre 1997 par l'agence de presse turque UBA, un ministre a annoncé que la "liberté d'expression [serait] garantie" et qu'il était envisagé d'amender la Loi antiterroriste (loi 3713), ainsi que les articles 159, 311 et 312 du Code pénal turc. Pourtant, l'écrivain et biologiste Edip Polat a été emprisonné le 5 avril en vertu de l'article 159 du Code pénal, l'avocat Esber Yagmurdereli a été incarcéré le 1^{er} juin aux termes de l'article 8 de la Loi antiterroriste et l'écrivain Haluk Gerger a été emprisonné le 26 janvier en vertu de l'article 7 de cette même loi, tous en raison de leurs déclarations publiques ou de leurs écrits. Par ailleurs, de nombreux membres de la confrérie des Ajzimendis sont également maintenus en détention, uniquement pour avoir paru en public vêtus de turbans et de robes.

Amnesty International a appelé les autorités à libérer sans condition l'ensemble de ces prisonniers d'opinion ●

Amnesty International
BULLETIN D'INFORMATIONS 120/88
23 juin 1998



Thought crimes museum and art gallery opens

- Co-chairman of the Joint Committee for Human Rights Pieter Dankert: 'The thought crime museum is not a good thing because of its contents, but I think people will learn something from it and we expect that the Turkish government will keep its promises about human rights'
- The museum includes a torture room in the basement where people can see some of the instruments of torture that have been used in Turkey up until the present time. If people want to know what torture equipment feels like, they can try it for themselves
- After the opening of the museum, entertainment was provided at the conference hall of the Dokuz Eylul University's Rectory the same evening. Police insisted that everyone show their identity cards and submit to a search at the door, but some lawyers objected, saying that such an act was illegal

Izmir - Turkish Daily News

"I have always believed that one day thought crimes and human rights infringements will be worth a museum, so we prepared this project to exhibit the freedom of thought which has been kept under pressure by official authorities and has been forbidden by governments throughout our history," said Murat Alpaşlan, a lawyer and member of the Freedom of Thought Movement (FTM) of Izmir, which prepared the project.

23 June 1998 Copyright © Turkish Daily News

The Human Rights Infringements and Thought Crimes Museum was opened late last week in Izmir, on the same street where Ismet Inonu was born. It is the first of its kind in the world. At the opening, there were many invited guests who hailed from Europe and from various parts of Turkey. The guests made no efforts to hide their emotions and one of them, Tomris Ozden, said: "I have been affected by the opening of this museum. I still can't believe this event, I was afraid that the opening may have been prevented by the police, so my heart was beating very fast."

The museum was opened by lawyer Semih Ozay and Pieter Dankert, co-chairman of the Joint Committee for Human Rights which is sponsored by the Turkish Parliament in cooperation with the European Union (EU). The opening deviated significantly from a normal museum unveiling. Instead of cutting the perennial ribbon, they unlocked a chain which barred the museum door. As he unlocked the chain, Dankert said, "The thought crime museum is not a good thing because of its contents, but I think people will learn something from it and we expect that the Turkish government will keep its promises about human rights."

Pieter Dankert attended the opening with a number of Dutch Amnesty International members who said that they have supported the project all along. Also at the opening to show support for the project were the President of the Mazlumder (Islamic Human Right Association), Yilmaz Ensaroglu; Ercan Demir, the chairman of the Human Right Association's (IHD) Izmir Branch; Islamic writer Abdurrahman Dilipak; human rights activists Sanar Yurdatapan, Professor Ali Nesin, musician Suavi and Tomris Ozden; and Turkish members of Parliament Aydin Guven Gurkan and Sabri Ergul.

"This museum has different sections where people can see portrayals of thought crimes and human rights infringements through various symbols and documents that have been collected from every part of Turkey," said Alpaslan. He added that there was a torture room in the basement where people can see some of the instruments of torture that have been used in Turkey up until the present time. If people want to know what torture equipment feels like, they can try it for themselves.

When the museum was introduced to the guests, the foreigners were particularly interested in the torture room. There, Deputy Sabri Ergul explained every torture instrument and called on Emrah Sait Erdogan, one of the students tortured in Manisa. Erdogan and sixteen others, including one teacher, were accused of being affiliated with an illegal organization. When asked by journalists whether or not he could remember these instruments Erdogan replied, "No, because my face was covered with a bag, but I have not forgotten their pain."

The museum occupies three floors and each room covers a different subject. Works banned by official authorities are on display, including pieces by Aziz Nesin, Yasar Kemal, the great Islamic writer Saidi Nursi, Ismail Besikci, who is still in prison, and Nazim Hikmet, the great Turkish poet who died in exile in Russia. The museum's gardens house the gallows on which three young students, Deniz Gezmis, Yusuf Aslan, and Huseyin Inan, were hanged.

Alpaslan said that through this museum our society would come to understand torture and learn the history of thought crime in Turkey. Perhaps once people understood what was truly at stake, they would lend their support to the ongoing struggle against torture and thought crime.

Dankert was quite explicit in his statement that Turkey's human rights record is "the biggest stumbling block for Turkey's European Union membership." He said that during the time that he has been involved with Turkey -- ever since the 1970s, when he acted as the European rapporteur for human rights here -- he has seen "an increasing interest in the [human rights] issue in civil society," which has coincided with the "development of Turkish society and the press." He seemed certain that changing the law on political parties would "raise the level of human rights in Turkey," but stressed that "everyone has to be involved in society." Dankert smiled broadly when asked if he finds his role depressing: "No," he said, "It's what motivates politics. It's depressing sometimes when it's [improvements] are so slow."

Police try to block evening entertainment

After the opening of the museum, entertainment was provided at the conference hall of the Dokuz Eylul University's Rectory the same evening. Police insisted that everyone show their identity cards and submit to a search at the door, but some lawyers objected, saying that such an act was illegal. Confusion ensued between the police and the visitors. After a half-hour wait at the entrance to the conference hall, parliamentarians and lawyers confronted the police chief and, at last, the police granted permission for all the guests to enter the hall without needing to show identification or be searched -- previously the police had stated that only lawyers would be exempt.

Once the guests had been seated, video clips were played showing human rights infringements and thought crimes. Following this montage, various performers held a short musical concert, which was interwoven with brief speeches and a reading of congratulatory messages. Among these letters was one from the recently wounded head of the IHD in Ankara, Akin Birdal.

Here are some of the attendees thoughts on the opening of the new museum

Pieter Dankert: "I have been interested in Turkey for about 25 years: I see that Turkish society has changed a lot, but that your



political system has still not changed. I believe that one day your society will change the political system, too. We will be happy to see Turkey in Europe, but firstly the Turkish government should solve the human rights problem as it has promised. We would like to see Turkey respectful of human rights. We support Turkey's entrance to the European community."

Anneke Dam, representative from the Amnesty International chapter in Holland: "Today when I visited the thought crime museum, I saw pictures that have been forbidden, I saw books which have been burnt. I think that people should have the freedom of thought because this is a natural right of human beings. I believe that the thought crime museum will be a monument for human rights."

Deputy Sabri Ergul: "Everybody knows that torture is forbidden by our laws, but everybody also knows that in our country you can still easily see people who have been exposed to it because our government does not want to change its mentality. I expect one day we will have changed this situation in line with other European countries. I know that Europe didn't find it easy to overcome this problem either."

Abdurahman Dilipak: "I hope the thought crime museum won't be a wailing wall for us. I expect this museum will be a center for consciousness and I think our people can live with each other, despite all their differences. Up until today, 200 lawsuits have been brought against me and I have been sentenced to 24 years in prison by the courts, but still I believe we have a chance and that one day everything will change."

Head of Mazlumder Yilmaz Ensariolu: "I think that the Turkish government has brought the concept of thought crime to world literature. When we tried to find a name for this museum, we felt bad because we couldn't find any word in the Turkish language. For example, the word 'museum' is used for a place where old and antique things are kept safely, but everything in this building is still in use in Turkey, so when I use this word, 'museum,' it seems very funny for me."

Iran Leader Ignores Critics To Continue Reform Drive

Reuters

TEHRAN — President Mohammed Khatami shows no sign of slowing his drive for greater political and social openness despite conservatives' success in forcing the resignation of his reformist interior minister.

Iranian analysts said Monday that Mr. Khatami's swift move to restore the minister, Abdollah Nouri, to his cabinet in another post showed his determination to carry on with the reforms he promised ahead of his surprise landslide election victory 13 months ago.

The daily Jomhuri Eslami, the voice of Mr. Khatami's traditionalist critics, acknowledged that the president's overwhelming mandate — 75 percent of voters backed him in May 1997 — could not be ignored, even after the no-

confidence vote Sunday against Mr. Nouri.

The newspaper said in a commentary, "The group that won the impeachment should not get proud of itself and must pay attention that the interests of the nation and the revolution take precedence over those of any faction."

Deputies in the Parliament, or Majlis, voted to force the resignation of the interior minister on charges of undermining social and political stability in the Islamic republic.

Mr. Khatami struck back almost at once, naming the man he last week called a "blessing" to the new post of vice president for development and social affairs.

Mr. Nouri's job carries a guaranteed seat in the cabinet and ensures that the former minister's influence will remain largely undiluted.

■ Vote Setback for Khatami

Elaine Sciolino of The New York Times earlier reported from Tehran:

Parliament is controlled by Mr. Khatami's enemies. Its action Sunday is the most serious political setback to his presidency since his election victory as well as graphic proof of Mr. Khatami's limited room for maneuver in Iran's Islamic Republic.

The vote was as much an attack

against Mr. Khatami as it was against Mr. Nouri, and it is part of a wider campaign led by conservative members of the clergy to discredit officials loyal to the president.

Mr. Nouri, 49, a midranking cleric from Isfahan, has been an outspoken proponent of Mr. Khatami's commitment to impose a rule of law and has come under fire for issuing permits to allow groups to conduct peaceful demonstrations.

Under the constitution, the country's spiritual leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, and not the president, controls the judiciary, as well as the military, radio and television and the intelligence and security services.

But Mr. Khatami has encouraged Mr. Nouri to challenge decisions by the judiciary — particularly the arrest of the Tehran mayor, Gholamhossein Karbaschi, who is on trial on corruption and embezzlement charges. The trial is broadcast on television in the evenings.

Mr. Nouri has also strongly supported Mr. Karbaschi and has openly criticized the chief of the judiciary, Ayatollah Mohammed Yazdi, for arresting the mayor in April without telling Mr. Nouri. After several thousand people demonstrated in favor of the mayor, he was released on bail.

Turkey Recalls Envoy

ANKARA — Turkey has recalled its ambassador from Switzerland for consultations, apparently because of irritations about a Swiss refusal to let Turkey celebrate the 75th anniversary of the Lausanne Treaty in that city, the news channel NTV said.

Foreign Minister Ismail Cem is to

send a letter to his Swiss counterpart, expressing Turkey's "indignation" over the Swiss attitude and warning of the consequences for bilateral ties. NTV said.

According to NTV, Ambassador Taner Baytok was recalled after the Swiss authorities refused to permit a celebration of the treaty, signed by Ankara and the World War I victors over the carving up of the Ottoman Empire.

(AFP)

Turkey

Despite leading a weak coalition government, the prime minister has succeeded in introducing modest reforms, writes John Barham

On a political tightrope

Mesut Yilmaz leads one of the weakest administrations in Turkey's recent history, but he is playing the political hand he has been dealt with some skill. Against the odds, he has succeeded in holding his three-party minority coalition together, while making a start on economic reforms that have eluded governments throughout the 1990s.

The deficit-ridden public finances, the mainspring of Turkish inflation, are now under better control. The government may even raise \$9bn-\$12bn in privatisation revenues this year, at least three times more than the total in the previous 13 years. Inflation is heading down, and the economy is booming.

For the first time, Motherland, Mr Yilmaz's conservative party, is pulling ahead of Turkey's biggest political party, the Islamist opposition Virtue party, in the opinion polls. Mr Yilmaz said: "I do not have a majority in parliament but I still enjoy a lot of support in the electorate."

If he is to overcome to overcome Turkey's problems, however, Mr Yilmaz is going to have to demonstrate vision and energy not seen so far. The problems

include an economy choked by decades of inflation; a fragmented political system; a Kurdish insurrection in the southeast which has claimed almost 30,000 lives since 1984; a bad human rights record; poor educational and health indicators; a large broad-based Islamist opposition; and troubled relations with Greece and the European Union.

If he does not succeed, Turkey does not seem to have a new leader waiting in the wings. "The political system is locked and blocked with little hope of new leaders emerging. The [political] system hinders change," Ishak Alaton, chairman of Alarko Holding, a conglomerate, and a critic of the government, said.

Weak coalitions have ruled Turkey since 1991. In the last election in 1995, no party took more than 21 per cent of the vote. Party bosses wield absolute authority inside their parties. The party structure is fragmented: there are now three conservative parties, two centre-left parties and one Islamist party in the 550-member parliament, plus 14 MPs sitting as independents. The government is about 50 seats short of a majority and needs the support of an

opposition centre-left party to survive.

Pollsters doubt whether fresh elections, tentatively scheduled for next April, will return a strong, stable government capable of embarking on radical free market reforms unless MPs change the electoral and party laws. Few expect them to do so in time.

Yet, despite this unhelpful political backdrop, Turkey is taking the Asian crisis in its stride. In spite of double- and sometimes triple-digit inflation, the economy has grown at an average 5 per cent a year in the 1990s, and even faster in the boom towns of central Anatolia.

Financial market analysts believe, too, that Turkey is more than ripe for reform. "Turkey is like pre-Menem Argentina or pre-Cardoso Brazil," according to Süleyman Tombul, director of GFC, an Istanbul brokerage. However, until an effective new leader comes and stops inflation, observers worry that social tensions will continue to grow.

Encouragingly, there is still little sign of the spread of radicalism. The Islamist movement's extremists are a minority. As Mr Yilmaz himself recognised, "almost half the [Islamist] vote was the

outcome of social disturbances [and] poverty in the slums of the big cities. Inflation leads to an unjust distribution of income."

Although the unrecorded economy, said to be as large as the formal economy, soaks up a lot of labour and the extended family provides an informal social safety net, instability also discourages much-needed investment.

The military, who mounted three coups d'état between 1960-80, have been vociferous in their opposition to the Islamists. General İsmail Karadayı, chief of staff, warned this year that "fundamentalism continues to be the number one threat" to national security.

However, the army has chosen to focus on political action to eliminate support for the Islamists instead of pushing for economic and social reforms.

The generals forced Necmettin Erbakan, the Islamist leader, to resign as prime

minister last June and then helped install Mr Yilmaz in his place.

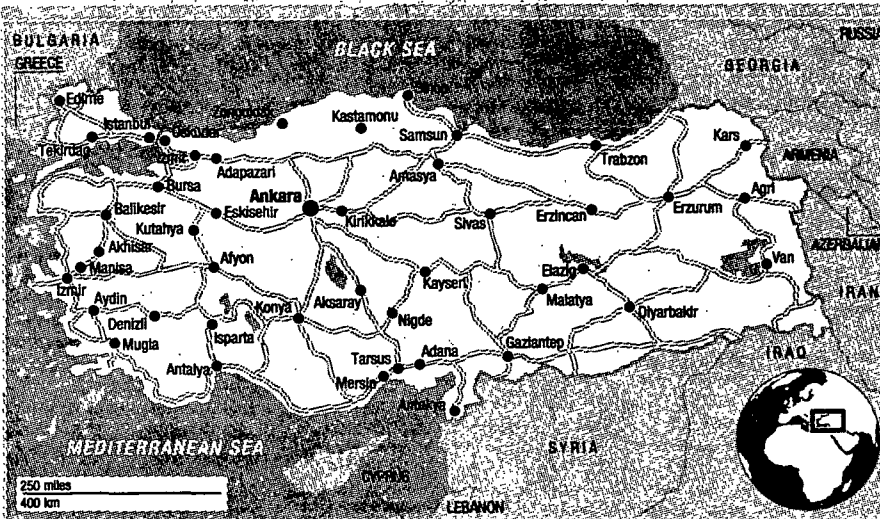
They backed a legal offensive by civilian prosecutors. In January, the constitutional court dissolved Mr Erbakan's Welfare party and banned him from politics for five years. Welfare MPs promptly formed a new group, the Virtue party, and chose a figurehead leader.

In April, a State Security court sentenced Recep Tayyip Erdoğan, 44, the Islamist mayor of Istanbul and a strong contender for Mr Erbakan's mantle, to 10 months in jail for 'inciting hatred' with a speech he made in December. If Mr Erdoğan's appeal fails, he will be barred from holding political office, denying Virtue a charismatic young leader.

Parliament may also send Tansu Çiller, the former prime minister and Mr Erbakan's coalition ally, for trial on corruption charges

before the constitutional court, which effectively prevents her from participating in elections.

The generals are, however, growing impatient with Mr Yilmaz, who is shrinking from supporting a series of anti-Islamist measures in parliament. These would require strict enforcement of an existing ban on Islamic dress, controls on mosque



Area: 789,380 sq km
 Population: 63.9m (1996)
 Language: Turkish
 Currency: Turkish Lira (TL)
 Exchange rate: 1997 average \$1 = TL151.320
 June 15 1998 \$1 = TL263.640
 Main towns and population (1995)
 Ankara (capital) 3,524,000 Izmir 3,055,000
 Istanbul 6,796,000 Adana 2,123,000

Constitution

- Official name: Republic of Turkey
- Form of state: Parliamentary republic
- Legal system: Based on European models and constitution of 1982
- National legislature: Unicameral Meclis (national assembly) of 550 members directly elected for a five-year term
- Electoral system: Universal direct suffrage over age 18. Only parties gaining more than 10% of the national vote are eligible for seats in the parliament
- National elections: December 24 1995; next election due by December 2000. Possible early elections next year



Head of state: President, elected by an absolute majority of the Meclis for a seven-year term. Currently Süleyman Demirel, elected in May 1993

National government: Parliament passed a vote of confidence in the new government on July 12 1997. The minority government consists of a coalition, ANASOL-D, led by the Motherland Party (ANAP), with Mesut Yilmaz as prime minister, the Democratic Left Party (DSP), led by Bülent Ecevit as deputy prime minister, and Huseyin Cankoruk's Democratic Turkey Party (DTP). Ismet Sezgin (DTP) is deputy prime minister and defence minister.

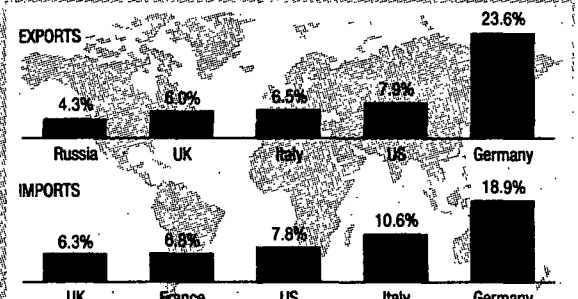
The government depends on support from independents and Deniz Baykal's Republican People's Party (CHP)

Main political parties:
 Islamist - Fazilet (successor to the Welfare Party; Refah)
 Centre-right - Motherland Party (ANAP), True Path Party (DYP), Democratic Turkey Party (DTP)
 Centre-left - Democratic Left Party (DSP), Republican People's Party (CHP)
 Nationalist right - Grand Unity Party (BSP), National Action Party (MHP)
 Independent pro-Kurdish - People's Democracy Party (HADEP)

Economic summary

	1997 Forecast	1998 Forecast
Total GDP (\$bn)	191.1	202.6
Real GDP growth (annual % change)	6.8	3.8
GDP per head (\$)	3050	3218
Inflation (annual % change in CPI)	84.8	89.5
Government debt (as a % of GDP)	41.3	38.5
Budget deficit (as a % of GDP)	7.7	7.0
Three-month interest rate (%)	100.0	85.0
Unit wage costs (annual % change)	90.0	72.0
Industrial production (annual % change)	6.5	6.0
Unemployment rate (%)	5.4	6.4
Broad money supply (annual % change)	110.0	85.0
Foreign exchange reserves (\$bn)	19.0	20.0
Government expenditure (as a % of GDP)	6.3	1.5
Total foreign debt (as a % of GDP)	42.8	42.0
Current account balance (\$bn)	-4.5	-3.5
Exports (\$bn)	29.0	27.2
Imports (\$bn)	48.7	51.3
Trade balance (\$bn)	-29.6	-23.6

Main trading partners (share of total trade to world 1996)



construction and closer supervision of Islamist-owned businesses, broadcasters and charitable foundations.

Mr Yilmaz's Motherland party has an Islamist minority, and as elections approach, he may be anxious to avoid alienating support among Turkey's many pious Moslems who have little interest in politics. Some commentators worry, too, that the anti-Islamist campaign may force Virtue on to a radical path. Many believe Virtue will lose votes at the next election because voters

believe it threatens the secular system.

For their part, Turkey's generals are proving no more successful than civilian politicians in providing the country with strong government. Some observers say it would now be more difficult to mount another coup, the military's ultimate sanction, than it was in 1980. However, many believe the military would still intervene directly or indirectly to prevent Virtue from taking office.

The military's determination to keep Turkey on the narrow secularist path naturally angers the Islamists. Yet the army remains by far Turkey's most trusted institution.

The military's political role is also one of the reasons why the European Union, which Turkey first applied to join in 1987, spurns Turkey.

Robin Cook, British foreign secretary, said membership depends on having a "fully functioning market economy, democratic governance with civilian control of the military, respect for the [EU's] Copenhagen criteria on human rights and secure external borders."

He added "politicians in Turkey fully appreciate there is a lot of work to be done before Turkey can claim to be in conformity

with these criteria." While minor reforms should help, social tensions may grow and the distance between Turkey and the western world continue to widen.

Bülent Eczacıbaşı, a leading businessman, said: "There has to be consolidation in the political spectrum for lasting stability and that can only come with time and in the conditions of a functioning democracy. Military interventions in the past were a big mistake. Ultimately, it is the responsibility of society to make it safe for politicians to do the right thing."

POLITICS • by Kelly Couturier

Yilmaz throws election dice

The prime minister hopes to push through reforms to boost his poll chances

Mesut Yilmaz, the Turkish prime minister, took a gamble in early June. He then announced he would step down at the end of this year and hand over power to a caretaker government that would pave the way for early elections next spring. In this way he aims to secure another six months in office for his government. He tentatively hopes that this will give him time to push through economic reforms and increase his

conservative Motherland Party's chances at the early polls, scheduled for next April.

In the capricious world of Turkish politics, Mr Yilmaz's move is a risky one.

For his plan to work, Mr

Yilmaz will have to be given approval for early elections and economic reforms from a parliament in which his government lacks a majority. He will also have to take action on the military's demands for legislation to

curb religious radicalism; legislation that some lawmakers in his own party oppose.

It is a tall order. But the prime minister had little choice after Deniz Baykal, leader of the social democratic Republican Peoples Party, which gives vital parliamentary support to the minority coalition, threatened to abandon the prime minister unless early elections were announced.

With the clock now ticking, the prime minister says he must move quickly to mobilise the 550-seat national assembly. Tax and social security reforms promised by his government are necessary if he is to benefit in the elections from an improved economic performance, especially if predictions that the government's success in budgetary discipline and marginally lowering inflation may be short-lived.

Despite the prime minister's announcement and its promise of a few more months of stability, many observers see no end in sight

to the political fragmentation that has led to a series of weak, short-lived coalitions.

Nor does an early election seem to be the solution, according to analysts. With opinion polls showing that no party will be able to muster more than 20 per cent of the vote, an early election seems to offer no promise of strong government.

Furthermore, the military, which has spearheaded a crackdown against Islamic radicalism over the past year, is unlikely to favour early elections if the pro-Islamic Virtue party - which includes most members of the now-banned Welfare Party - is predicted to do well.

The staunchly secular armed forces leadership, which has identified Islamic radicalism as the chief domestic threat to secular Turkey, has been increasing its influence over Turkish politics.

Pressure from the military brought down the previous Welfare-led government last June, in what has become

known as the 'soft coup' of 1997. The current government - an uneasy grouping of Mr Yilmaz's Motherland Party, the social democrat Democratic Left Party, and the centrist Democratic Turkey Party - is under heavy pressure to produce anti-Islamic measures demanded by the generals.

The government's hesitation about enacting such legislation reflects the continued electoral strength of the country's religious conservative community.

Religious conservatives in Yilmaz's own Motherland Party bitterly protested against moves, taken by the government shortly after it came to power, to reform education. These included cutting enrolment in the country's religious-training secondary schools.

Few analysts believe the generals will tolerate inaction on anti-fundamentalist legislation for long. "Even if some of the [anti-Islamic] laws are enacted, then Mr Yilmaz will be in a position to tell the military he's done his best," said Sedat Ergin,

political columnist with Hürriyet newspaper.

The military's involvement in policymaking in the crackdown on political Islam has led to criticism at home and abroad that democracy and human rights have suffered a setback in Turkey. European Union officials cited Turkey's democratic shortcomings and human rights problems in Luxembourg last December when Turkey was kept off the EU's short list of candidate countries.

Ankara froze political dialogue with the EU after the Luxembourg meeting. It refused to discuss human rights, its much-criticised policy toward its Kurdish minority, and Turkish-Greek disputes over the Aegean sea and Cyprus.

Although the robust EU-Turkey trade relationship remains on track, a chill in political relations remains prompting some analysts to warn of possible negative consequences for Turkey, in that it might remove the momentum for legislative and human rights reforms.

Human rights groups have reported a slight improvement in Turkey's record - fewer prosecutions in freedom of expression cases, for example - under the Yilmaz government. The minister responsible for human rights, Hikmet Sami Turk, reports a "growing consciousness and sensitivity on the subject of human rights among public administrators."

Human rights groups say the growing public response to rights abuses has generated political pressure for change.

But substantial problems remain. The shooting last month of prominent human rights leader Akin Birdal - suspected to be the work of a right-wing gang - was a reminder of the perils faced by human rights advocates in Turkey.

The recent wave of prosecutions against Islamic politicians underlines the continuing limits on freedom of expression.

Nouri dismissal seen as a defeat for Khatami

By Robin Allen in Tehran

Tehran's Radio Bazaar, the name for the city's traditional rumour mill that goes into top gear in moments of high drama, was working overtime yesterday after parliament's dismissal of Abdollah Nouri, interior minister.

According to Iranian businessmen, diplomats and other observers trying to weigh up the latest round in the struggle between reformists and their opponents who hold most of the constitutional levers of power, the conservatives' impeachment of Mr Nouri represents a "tactical defeat for President [Mohammad] Khatami".

It was only partly compensated for by the speed with which he made Mr Nouri one of seven vice-presidents with a seat in the cabinet.

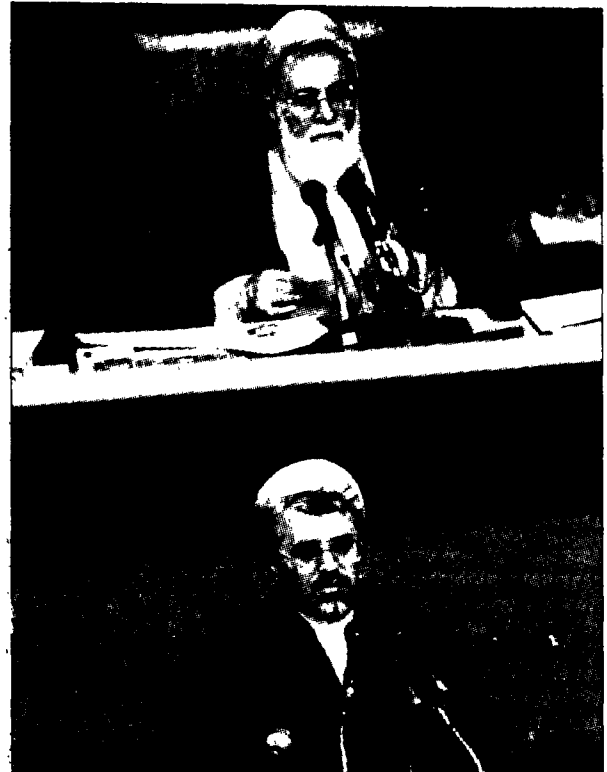
At the same time, he threw down the gauntlet by appointing Mostafa Tajzadeh, Mr Nouri's former deputy, as interim interior minister, a nomination almost sure to be rejected by the Majlis (parliament).

According to several observers, Mr Khatami can carry on for at least three months, perhaps longer, without seeking parliamentary approval for Mr Tajzadeh - "and a lot can happen in three months", commented one. "Mr Tajzadeh has been one of the most outspoken officials in the interior ministry in favour of reform," said one diplomat.

He has mooted the possibility of holding Iran's first nationwide local municipal elections next February. "This could mean some 160,000 people proposing themselves as candidates," he added.

Such a number could test the structure of the constitution and overwhelm the conservatives, who control the 12-man Council of Guardians. The council has the right not only to vet candidates but also to annul any results.

Mr Tajzadeh's interim appointment, analysts say, signals the president's intention, despite resistance from parliament, to continue the



Abdollah Nouri (bottom), Iran's interior minister, addresses parliament during Sunday's impeachment hearing. Above is parliament chairman Ali Akbar Nateq. Picture: CP

programme of political, social and economic reform for which he has the support of more than 70 per cent of the population over the age of 15 who voted for him a year ago.

The president has several strengths, observers note, starting with the degree of his own commitment to reform, and his ability, which his opponents cannot ignore, to exploit national support and the limited constitutional powers available to himself and his ministers.

The interior minister does not control the police and security forces, which remain the prerogative of Ayatollah Ali Khamenei, but can appoint and dismiss provincial governors and officials.

Mr Nouri had made full use of this authority to remove officials appointed by conservatives in previous years.

The Tehran daily newspaper Hamshari, under an editorial entitled "Impeach or Revenge", has suggested that the conservatives' desire to be rid of this threat, which observers say could undermine their own chances for re-election in parliamentary elections due in March 2000, was the real reason behind the move of these MPs to play factional politics. This was, it went on, a reason far removed from the ones offered during Sunday's impeachment debate.

Proponents of reform suggest factional politics is not a long-term option for the conservatives, given the national support which Mr Khatami enjoys.

If so, the message appears to have been lost on Ali Akbar Nateq-Nouri, the parliamentary speaker, who claimed that impeaching ministers on the "right" of

the parliament did not mean "contradiction and confrontation between the legislative and executive branches".

Analysts say future targets for impeachment are Ayatollah Mohajerani, Islamic guidance and culture minister, and Kamal Kharrazi, foreign minister, the former for encouraging "excessive" freedom of the press, and the latter for having allowed into the country so many US non-government officials.

But the first victim of the conservatives' latest counter-attack could be Gholamhossein Karbaschi, Tehran's mayor, whose trial for embezzlement continues next week.

An outspoken supporter of Mr Khatami, who did not return the compliment, Mr Karbaschi is seen as particularly vulnerable to the wrath of the conservatives who

control the judiciary.

Looming above the domestic infighting is the grim prospect of a collapse in oil revenues, putting further strain on an already stretched economy, and making Mr Khatami's economic reform programme more urgent, at a time when relations with the conservative opposition in parliament will make it more difficult to achieve.

According to senior finance officials, oil revenues, on which Iran relies for 80 per cent of its hard currency earnings, totalled \$15bn in the last fiscal year to 20 March, and "may well go down, at the present rate of decline in oil prices, as low as \$8.5bn this year".

A Telltale Trace of Iraqi Gas

Finding on Warhead Fragments Contradicts Baghdad's Claim

By Jim Hoagland
and Vernon Loeb
Washington Post Service

WASHINGTON — United Nations weapons inspectors have uncovered evidence that Iraq put deadly VX nerve gas into missile warheads before the 1991 Gulf War, contradicting claims by the Iraqi government that it was unable to make a weapon using the volatile nerve agent, according to official documents and diplomatic sources.

The new evidence is contained in a confidential U.S. Army laboratory analysis completed on June 10 of warhead fragments recovered in March by United Nations inspectors from a de-

struction pit at Taji, Iraq. Swabs from the warheads were analyzed for the United Nations at the Aberdeen Proving Ground in Maryland, which reported finding significant amounts of VX disulfide and stabilizer in the samples.

The laboratory results appear to confirm an account by a defecting Iraqi general and suspicions long harbored by technical experts that Iraq succeeded a decade ago in stabilizing and weaponizing VX gas, a few drops of which can kill a human in minutes.

Iraq's ability to add VX to its missile arsenal would significantly expand the lethal capacity of a chemical attack on its neighbors or internal opponents. The discovery also suggests a continuing effort by Iraq to conceal weapons of mass destruction. Iraqi officials repeated denials regarding their VX program as recently as last week, in a meeting in Baghdad with Richard Butler, executive chairman of the UN Special Commission, or Unscogm, which is responsible

for finding and destroying prohibited weapons in Iraq.

Mr. Butler is scheduled to report his complete findings to the Security Council in a closed-door session on Wednesday. Last week, he informed the council that he had presented preliminary results from the Aberdeen laboratory to Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister, but was rebuffed.

"During the discussions," Mr. Butler said in a June 16 report to the Security Council, "the Commission presented the preliminary results of the chemical analysis of certain evacuated remnants of special missile warheads. The Iraqi side rejected these results. Both sides agreed to conduct further discussions on the issue."

Mr. Butler also reported that "Iraq refused to undertake additional steps to clarify the extent of its attempts to produce the chemical warfare agent VX. Iraq stated that this matter was closed and that it was only ready to discuss the evidence available to the commission of incorrect declarations on VX."

Mr. Aziz took strong exception to Mr. Butler's version of the exchange in a letter Monday to the Security Council. He wrote that Iraq had presented all necessary documents showing that it had not produced VX in 1990 or 1991 "in sufficiently stable manner to be utilized within the framework of the armament program."

Mr. Aziz also asserted that Iraq had completed all disarmament activities required by a 1991 Security Council resolution and that a new work schedule agreed to with Mr. Butler would enable the commission to submit its final report, clearing the way for a lifting of Gulf War sanctions.

A copy of the U.S. Army laboratory

report was obtained from officials of the Iraqi National Congress, the principal Iraqi exile opposition group. Diplomatic sources confirmed the findings. U.S. officials declined to discuss the report, but did not dispute its conclusions.

The new indications of Iraqi deception are likely to reverberate in U.S. politics. Conservative Republicans have been increasingly critical of what they see as a failure by the Clinton administration to support strongly either aggressive UN inspections for Iraqi weapons of mass destruction or efforts to overthrow the Iraqi leader, Saddam Hussein.

Word of the new findings on VX gas began to circulate on Capitol Hill late last week, leading to the drafting of a letter to President Bill Clinton from Republican congressional leaders demanding to know if Mr. Clinton would back Mr. Butler in a confrontation with Baghdad. The letter was sent to the White House on Monday night.

The Senate majority leader Trent Lott, Republican of Mississippi, one of the four signatories of the letter, said he was deeply disturbed by reports that the administration had not acted on the VX information.

"The latest example of a failed policy toward Iraq will not be swept under the rug," he said.

The State Department spokesman, James Rubin, denied Republican suggestions that the administration had accepted restrictions on UN inspections since the Feb. 23 accord between the UN secretary-general, Kofi Annan, and Mr. Saddam that averted U.S. military strikes.

"We strongly support Richard Butler and UNSCOM," Mr. Rubin said.

Iraq is known to have developed an extensive arsenal of biological and chemical weapons before the Gulf War. In 1994, General Wafiq Samarra, the chief of military intelligence, defected from Iraq and disclosed that at least 10 warheads filled with VX and 10 filled

with anthrax had been available to Iraqi forces in 1991.

Iraq initially denied having done any work on VX, then admitted to having conducted some research on it, and finally admitted to having made 3.9 tons in the course of its research, which Iraqi officials

claimed to have destroyed in secret.

At a meeting with two panels of UN experts in Baghdad in February, Lieutenant General Amer Saadi, the head of Iraq's delegation, said that "if there was know-how, it was only on the laboratory scale, without full understanding."

Kurds Drive For Self-Determination Perceived As A Perennial Problem

By Jolyon Naegele

Istanbul, Turkey, 25 June 1998(RFE/RL) -- The development in Turkey of a modern, civil society has sparked a public debate on ethnic and religious identity issues. These were previously regarded as taboo. The reasons for this interest have been prompted by increasingly open, rapidly expanding private news media, largely independent of government control.

The Turkish Republic is a multi-ethnic secular state with a single official language and recognized nationality. The 1982 constitution, enacted during a period of military rule following the 1980 coup stipulates that "all individuals are equal without any discrimination before the law, irrespective of language, race, color, sex, political opinion, philosophical belief, religions and sect..." The constitution prohibits "discrimination on the basis of language, race, religion or sect."

But the constitution also stipulates "no language other than Turkish shall be taught as a mother tongue to Turkish citizens at any institutions of training or education." It also says the national will has absolute supremacy and rejects "any idea or opinion contrary to Turkish national interests."

In practice, regardless of a Turkish citizen's ethnic and religious origins, the state considers him a Turk.

In the words of one Ankara journalist, "you in the West are lucky that you can express yourselves politically as individuals -- here in Turkey we still can only express ourselves as a nation."

Bookstores in Ankara and Istanbul now offer, however, a variety of new works on Turkey's ethnic minorities and religious sects. Most of the works are on the Kurds, but there are also books on such smaller groups as the Laz, the Pontic Greeks, the Kabardians, the Circassians, and the Kirmandz.

No one really knows the size of any of these minorities. The last national census that took into account national minorities was decades ago, and natural assimilation pressures particularly in the cities, make any extrapolations of old census figures or estimates unreliable.

The Kurds are the largest minority, believed to number between seven and ten million or more than ten percent of Turkey's population. The interest in the Kurds has been strongly influenced by the Kurdish drive for self-determination.

One of Turkey's foremost sociologists, Nilufer Gole, of Istanbul's private Bosphorus University, says neither the authorities nor the public perceive the open discussion about minority issues as a threat. The sole exception, she says, is Kurdish nationalism, which she claims, has made the public debate difficult.

"It is basically Kurdish nationalism which is perceived as a threat because...there is a civil war going on there (in Southeastern Anatolia) which challenges Turkish democracy. But I think this is related to what extent we are going to open up our definition of nationalism to other nations and ethnicities. That is the main issue".

The Turkish authorities have opposed to the Kurds' national aspirations, perceiving them to pose a challenge to Turkey's territorial integrity. The government responded with a military action. It portrays this action as a struggle against a terrorist organization, the Kurdistan Workers Party (PKK), supported from abroad. Turkish authorities and some editorial writers continue to claim "there is no Kurdish problem in Turkey," pointing out that Kurds are not discriminated in public life and that the overwhelming majority of Turkish Kurds are law abiding citizens totally integrated into Turkish society and the country's economic, social and cultural life.

The majority of Kurds have fled strife-torn southeastern Anatolia over the past two decades in search of jobs and normal life in the cities of western Turkey.

The Turkish government intends to pour some \$1.8 billion a year through the year 2010 into the depopulated southeast through the Southeast Anatolian Project (GAP) in the hope of revitalizing the economically depressed region by developing agriculture and energy production.

The State Minister responsible for GAP, Salih Yidirim recently told the Turkish media that some 40 percent of the population

the region is illiterate and half the women in the area do not speak Turkish. But he also opposed any instruction in Kurdish, saying it is neither necessary nor a "meaningful instrument to harness technology and science in the 21st century."

Yidirim decried the evacuation of villages in the region and said 80 percent of the Kurds who have resettled in western Turkish cities are unemployed and should go back to farming in the southeast.

Denied access to the domestic media in their mother tongue, the Kurds have turned to satellite TV broadcasts from abroad. One of the most striking scenes in eastern Anatolia are the Kurdish minority's stone houses with satellite dishes on flat grass covered roofs. There have been reports of Turkish soldiers destroying satellite antennae of Kurdish households.

The government claims the civil war has been won, despite continued reports of isolated PKK attacks on civilian targets in the southeast, mopping-up operations by the army and the maintenance of the emergency rule over the region.

The military, which is the force behind Turkey's pluralistic government, were said to have recently started to consider whether to survey ethnic identity in the next national census.

jeudi 25 juin 1998, 15h04 heure de Paris

Le Conseil de l'Europe trébuche sur le problème kurde par Thérèse JAUFFRET

STRASBOURG, 25 juin (AFP) - Le Conseil de l'Europe a trébuché une nouvelle fois sur le problème de la Turquie, l'un de ses membres fondateurs, à l'occasion d'un rapport très controversé sur la situation humanitaire de la population kurde.

L'Assemblée parlementaire, coupée en deux, droite contre gauche, a finalement adopté jeudi une recommandation vidée de sa substance, sur la base d'un compromis de la droite et de la délégation turque, après un débat-record de plus de quatre heures.

"Je ne reconnais plus mon rapport qui est complètement châtré", a dit le rapporteur Ruth-Gaby Vermot-Mangold (Suisse, socialiste), lors d'une conférence de presse après le vote.

"Il ne contient plus rien dont les réfugiés kurdes pourraient se réjouir", a-t-elle ajouté. "Le Conseil de l'Europe a montré une fois de plus qu'il était pusillanime et qu'il ne prenait pas au sérieux sa tâche qui est d'aider les victimes des violations des droits de l'Homme", a-t-elle dit avec beaucoup d'amertume.

Manoeuvres dilatoires, pressions et dépôt d'une cinquantaine d'amendements: aucun n'effort n'avait été épargné par la partie turque pour empêcher le débat ou le torpiller.

Mme Vermot-Mangold a été accusée d'avoir des "hallucinations" et d'avoir rédigé un rapport trop "politique", plein "d'informations fausses et trompeuses", "partial et totalement inacceptable".

sabrer les points importants

Mme Vermot-Mangold, qui a revendiqué avec vigueur son droit de faire de la politique, accusait dans son rapport les forces armées turques de pratiquer la politique de la "terre brûlée" dans le sud-est du pays, d'avoir rasé 3.428 villages et chassé de 300.000 à 2,5 millions de Kurdes de leurs maisons depuis 1984.

Environ 100.000 réfugiés kurdes vivent en France et entre 450.000 et 600.000 en Allemagne. Les combats dans la région ont tué près de 40.000 personnes, selon les chiffres récemment révélés par une enquête parlementaire turque.

Mais Walter Schwimmer (Autriche, chrétien-démocrate), qui a négocié pendant deux jours avec la délégation turque pour parvenir à un compromis, a regretté que le rapport paraisse lancer une "attaque unilatérale" contre la Turquie, au lieu de favoriser le dialogue et la discussion.

Les parlementaires n'ont, cette fois encore, pas osé mécontenter la Turquie et ont sabré les trois points les plus importants de la recommandation: le terme "kurde" et les critiques contre les forces armées ont été gommés quasiment partout, la proposition d'organiser une conférence parlementaire internationale sur les Kurdes a été biffée ainsi que la proposition de cessez-le-feu faite par le PKK dans une lettre adressée à tous les parlementaires des "40".

Tandis que se déroulait le débat dans l'hémicycle, une centaine de Kurdes ont manifesté dans le calme devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg avec des drapeaux kurdes et des slogans tels que "indépendance du peuple kurde", "mort au régime fasciste turc" et "l'Europe doit agir contre le génocide turc".

tj/stz/amc ef

ISRAËL - IRAN La course à l'armement nucléaire est relancée

Les essais nucléaires indiens et pakistanais ont nécessairement des retombées au Moyen-Orient. Si le fantasme d'une "bombe islamique" dont pourrait bénéficier l'Iran résiste mal à l'analyse, la région, où Israël est le seul pays à posséder la bombe, se prépare néanmoins à la dissuasion nucléaire.



Dessin de Cajas paru dans *El Comercio* - quito

LOS ANGELES TIMES

DE TEL-AVIV

Le mois dernier, quelques heures avant que le Pakistan ne procède à sa deuxième série d'essais nucléaires, ses radars identifiaient des avions de combat ennemis, ressemblant à des F-16 américains, qui pénétraient dans son espace aérien. Comme les avions de combat indiens sont des Mig de fabrication soviétique, les Pakistanais en ont conclu que les

intrus étaient des Israéliens qui s'apprêtaient à attaquer leurs installations nucléaires pour le compte de l'Inde. Le gouvernement de Nawaz Sharif fit donc une déclaration tonitruante, menaçant l'Inde de "représailles douloureuses". Parallèlement, il prit secrètement contact avec le gouvernement israélien pour tirer l'affaire au clair. L'ambassadeur d'Israël à Washington s'empressa de téléphoner à son homologue pakistanais pour l'assurer qu'aucun bombardier israélien n'avait été envoyé dans les pages.

Les craintes pakistanaises d'une attaque israélienne n'étaient pas sans fondement. Depuis 1972, date à laquelle le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto chargea les spécialistes de son pays de fabriquer l'arme nucléaire, les pires cauchemars d'Israël tournent tous autour d'une "bombe islamique". Les inquiétudes israéliennes de voir le Pakistan partager son savoir-faire et ses matériaux nucléaires avec d'autres pays musulmans ont contribué à rapprocher Tel-Aviv de New Delhi. A.P.J. Abdul Kalam, la plus haute sommité scientifique indienne en matière de défense, s'est rendu plusieurs fois en Israël en 1996 et 1997, accompagné d'autres chercheurs indiens de renom. Et les meilleurs spécialistes israéliens leur ont rendu la pareille, en allant à leur tour en Inde. En mai dernier, quelques jours après les essais nucléaires indiens, une délégation de responsables d'Israel Aircraft Industries, l'entreprise publique israélienne d'aéronautique, s'est rendue dans plusieurs villes indiennes. Objet de la visite : stimuler la vente d'avions sans pilote et de missiles mer-mer fabriqués en Israël.

Aux yeux de certains Israéliens, dont le Premier ministre Benyamin Nétanyahou, les essais nucléaires pakistanais ne sont qu'une nouvelle action du bloc musulman pour détruire l'Etat juif. La visite inattendue à Islamabad du ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazi (pour féliciter le Pakistan de sa réussite), n'a fait que renforcer les suspicions. Mais les hauts fonctionnaires et experts des renseignements ne partagent pas cette inquiétude. "Je ne crois pas en une coopération immédiate entre le Pakistan et l'Iran dans le domaine nucléaire", a déclaré un spécialiste israélien.

Téhéran entretient des relations plus étroites avec Delhi qu'avec Islamabad

En réalité, l'Iran entretient avec l'Inde des relations diplomatiques beaucoup plus étroites, des échanges commerciaux plus étendus et des contacts plus nombreux en matière de défense. Il n'empêche que, pour Israël, les essais indiens et pakistanais ont sonné l'alarme. L'éventualité d'une course aux armements nucléaires au Moyen-Orient planait depuis longtemps ; aujourd'hui, elle est plus probable que jamais. Il semble que des sanctions économiques et militaires n'aient aucun effet sur un pays déterminé à devenir une puissance nucléaire. D'après un rapport récent du département de recherche des renseignements militaires israéliens, commandé par M. Nétanyahou, l'Iran développera lui aussi à plus ou moins long terme ses capacités nucléaires dans le domaine militaire. Et, une fois qu'il sera en possession de la bombe, il y a de fortes chances pour que son ennemi juré, l'Irak, en fasse autant.

Israël n'a jamais reconnu qu'il possédait la bombe atomique. La doctrine officielle, réaffirmée par les gouvernements successifs, dit que le pays ne sera pas le premier à introduire des armes nucléaires dans la région. Cette attitude est destinée à susciter l'ambiguïté et à détourner les pressions de la communauté internationale tout en tenant ses adversaires en respect. Or, si l'Iran fabrique une bombe, Israël perd son monopole régional. Mais de nombreux experts se demandent si, quoi qu'il en dise, l'Iran considère vraiment Israël comme un ennemi. Si l'on en croit un responsable israélien des renseignements, *"il est probable qu'une ogive nucléaire iranienne inquiétera davantage l'Arabie Saoudite, l'Irak et l'Egypte"*. Il se peut qu'Israël change de politique et, renonçant à l'ambiguïté au profit de la transparence, annonce sa volonté d'entrer dans le club des puissances nucléaires. Mais ni le pays ni la communauté internationale n'y sont prêts. *"Il est bon pour nous de rester ambigu"*, a déclaré l'an-

ancien Premier ministre Shimon Pérès.

Si la perspective de voir Israël prendre l'Iran de vitesse en se déclarant membre du club des puissances nucléaires semble peu réaliste, l'éventualité la plus probable consiste en une accélération de la course aux armements. Au cas où l'arme atomique se trouverait entre les mains des Iraniens – et, peut-être, des Irakiens –, Israël se sentirait dans l'obligation de garder sa position de leader tant dans le domaine des armes conventionnelles que non conventionnelles. En se fondant sur la logique qui a prévalu par le passé et sur l'expérience de la course aux armements entre les Etats-Unis et l'URSS, on peut en déduire qu'Israël devra développer une force de frappe nucléaire supérieure. D'ici à la fin de cette année, la marine recevra le premier de ses deux sous-marins modernes construits dans les chantiers navals allemands.

Yossi Melman*

* Chroniqueur à Ha'aretz.

Une "bombe islamique" ne serait d'aucun secours aux Arabes

Un écrivain irakien rappelle aux intellectuels qui souhaitent l'"équilibre nucléaire" entre Israël et les pays arabes que la faiblesse de ces derniers est d'abord socio-politique, et non pas militaire.

AL HAYAT
Londres

Les récents essais nucléaires indiens et pakistanais fournissent une nouvelle occasion à certains Arabes, fervents partisans de l'arme nucléaire dans le but de *"rétablir l'équilibre stratégique avec l'ennemi"*, de se faire entendre. Ceux-ci oublient que l'agressivité expansionniste d'Israël et notre infériorité ne peuvent s'expliquer uniquement par le fait que nous ne disposons point de l'arme atomique.

En réalité, les principaux facteurs de la faiblesse des pays arabes résident dans les infrastructures, les orientations de la politique arabe, le retard accusé par notre civilisation, les divisions et l'aggravation des susceptibilités et des différends entre Etats – sans parler de la marginalisation du citoyen, de la violation de ses droits, de l'absence de société civile, de l'exploitation de la femme et de l'anal-

phabétisme.

Et l'on oublie que, outre l'aide massive des Américains et la culpabilisation de la conscience occidentale, Israël a réussi à ériger des institutions, à jeter les bases de son Etat, à octroyer à ses citoyens un minimum de liberté d'opinion et d'expression, ainsi que le droit de vote – même si cela doit amener au pouvoir les extrémistes les plus agressifs et les intégristes. Les parti-

sans d'une bombe atomique arabe semblent oublier le coût exorbitant de la course aux armements pour le citoyen arabe, qui continue d'en faire les frais aux dépens de sa santé et de l'éducation de ses enfants. Cet armement à outrance contribue à enfoncer les pays arabes dans la dépendance économique et politique et à les affaiblir sans cesse davantage. Le plus étrange est que certains regrettent la destruction des armes irakiennes. On dirait qu'ils ignorent à quelles terribles conséquences les rêves de Bagdad ont conduit la "Russie du monde arabe", et le lourd tribut payé par sa population. Ceux-ci pleurent la destruction d'armes qui ont coûté plusieurs dizaines de milliards au détriment du développement, de l'éducation et de la santé, mais ils ne pleurent pas l'Irak, qui a perdu les fondements essentiels

de sa souveraineté, un pays où des dizaines de milliers d'enfants désertent l'école pour se livrer à la mendicité, au vol et au crime.

Les vraies "bombes" sont celles qui nous permettraient d'opérer un changement culturel, politique et social, de lancer de nouveaux programmes de développement, de restituer leur liberté et leur dignité aux Irakiens et de parvenir à avoir des positions communes au sein du monde arabe sur un minimum de questions. Il faudrait ainsi revoir la position arabe vis-à-vis de "l'intermédiaire" américain, de façon à exercer sur Washington une pression afin que le gouvernement américain use de tous ses moyens pour faire courber l'échine à M. Nétanyahou et à ses semblables. De même faudrait-il multiplier les démarches diplomatiques, être persévérant et patient, afin que le Moyen-Orient devienne une région exempte d'armes de destruction massive. Tel est l'objectif à atteindre.

Ceux qui se félicitent des bombes indienne et pakistanaise ne nous expliquent pas comment ce type d'arme peut participer au développement et à la libération du monde arabe. Comment se réjouir du fait que des "bombes islamiques" se trouvent entre les

mains d'intégristes hostiles à la démocratie et dont le régime est pro-américain ? Quant à nos gouvernements, incapables de se réunir pour une conférence au sommet, mieux

vaut les appeler à chercher des voies autres que la bombe atomique pour mettre fin aux faiblesses chroniques du monde arabe.

Aziz el-Haj*

* Ecrivain irakien résidant en France.

Réfugiés kurdes - La Grèce pour un "code de conduite"

STRASBOURG, 24 juin, Reuters - La Grèce prendra en septembre une initiative auprès du Conseil de l'Europe pour imposer aux Etats membres le respect de leurs engagements en matière de droits de l'homme, concernant notamment le problème kurde, a dit son représentant, mercredi à Strasbourg.

Giorgios Papandreou, ministre grec adjoint aux Affaires étrangères dont le pays préside actuellement le Conseil de l'Europe, a dit qu'il suivrait avec "beaucoup d'attention" le débat que l'assemblée parlementaire de l'organisation tiendra jeudi sur "la situation humanitaire des réfugiés et personnes déplacées kurdes dans le sud-est de la Turquie et le nord de l'Irak".

"Il existe une nécessité impérieuse pour l'adoption d'un code de conduite, pour une déclaration politique moralement contraignante par les Etats partageant les valeurs du Conseil de l'Europe", a-t-il ajouté en annonçant une initiative en ce sens en septembre devant le comité des ministres.

"Les personnes prises dans de telles situations subissent souvent des violations de leurs droits humains les plus fondamentaux", a-t-il estimé.

Le rapport qui sera discuté jeudi condamne les violences commises dans le sud-est de la Turquie tant par les séparatistes du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) que *par les forces* de l'ordre.

Il invite Ankara à "cesser l'utilisation des forces armées contre la population civile kurde", à restaurer l'Etat de droit dans le sud-est du pays et à favoriser une relance de l'économie dans la région.

Le ministère turc des Affaires étrangères a demandé mardi à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de retirer ce rapport de son ordre du jour. Lundi, l'assemblée avait repoussé une demande similaire formulée par Lale Aytaman, membre du Parti de la Mère patrie, au pouvoir à Ankara.

mercredi 24 juin 1998, 09h26 heure de Paris

Cinq militants kurdes déférés devant un magistrat antiterroriste

PARIS (AP) -- Cinq militants kurdes, soupçonnés d'avoir agressé des ressortissants turcs qui manifestaient samedi dernier à Paris contre la reconnaissance du génocide arménien, ont été déférés mercredi au Palais de justice de Paris en vue de leur mise en examen.

Les suspects, membres présumés du parti kurde d'extrême-gauche PKK, doivent être mis en examen par le juge anti-terroriste parisien Jean-François Ricard pour "violences en réunion et association de malfaiteurs", ces deux délits étant commis en relation avec une entreprise terroriste. Le parquet a décidé de requérir leur placement en détention provisoire, précise-t-on de source judiciaire.

Trois personnes avaient été grièvement blessées et une quinzaine d'autres plus légèrement atteintes samedi en début d'après-midi place Vauban, dans VIIème arrondissement de Paris, à l'appel de l'Union des associations turques en France contre la reconnaissance du génocide arménien par l'Assemblée nationale.

Vers 13h30, une cinquantaine de personnes se rendant à cette manifestation avaient été prises à partie par un groupe de 60 à 80 militants kurdes, armés notamment de barres de pioches. Une trentaine de contre-manifestants avaient été interpellés.

Les cinq suspects déférés devant le juge Ricard ont été identifiés par les deux fonctionnaires de police accompagnant la manifestation qui regroupait au total 1.500 personnes, selon la préfecture.

Report: 'Iraq, Syria and Iran use PKK to cleanse Kurds'

- Intelligence sources say Iraq supplied large quantity of weapons to PKK

Ankara - Turkish Daily News

Turkey's southern and eastern neighbors, Iraq, Syria and Iran, are reported to be continuing with ethnic cleansing policies against their Kurdish populations by employing the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Ammunition and dozens of weapons belonging to the Iraqi army have been transferred to the terrorist group, reports from the region said.

The transfer took place on May 6, as a large number of weapons and supplies of ammunition, including heavy machine guns and assassination rifles owned by an Iraqi military unit in the northern Iraqi province of Kirkuk, were handed over to the PKK. The weapons are said to have been received by Remzi Kartal, a former Turkish deputy of Kurdish origin, and by Nizamettin Tas, the Iranian representative of the PKK's military wing, ARGK.

Baghdad has not only been a spectator in the continuing fight between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the PKK in northern Iraq, it has also been trying to further aggravate tensions there by providing the PKK with arms and ammunition. The reports confirm that Iraq wants to contain and weaken both groups in order to prevent any of these groups turning against Baghdad.

The PKK was originally founded by the separatist Kurds to achieve an independent Kurdish homeland in Turkey's Southeast. It has been fighting a bloody conflict with the Turkish authorities for 14 years. More than 27,000 people, including civilians, security force members and terrorists, have been killed since 1984.

It was also reported that the authorities in Damascus had been forcing their own Kurdish youth to join the ranks of the PKK in order to weaken its northern neighbor. During the latest operations by the Turkish military, both in Turkey and in northern Iraq, the PKK has suffered from a considerable lack of control.

The sources say that between 1989 and 1999 around 11,000 Syrian Kurds joined the PKK and that many of them were killed in clashes with the army. It is now believed that nearly half of the estimated remaining 5,000 armed members of the terrorist organization is comprised of Syrian Kurds.

According to the sources, PKK leader Abdullah Ocalan, who is allowed to reside in Damascus by the Syrian authorities, has already lost his grasp over the group to Syrians, particularly regarding the PKK's activities in Turkey. Ocalan is a Turkish Kurd.

The sources went on to say that the Turkish Foreign Ministry has begun international efforts to change European Union (EU) governments' overall perception of the PKK from one where it is associated with Turkey's Kurdish people, to one where the PKK is viewed as a terrorist organization largely controlled by Syria. Foreign Ministry officials in Ankara declined to make any comment on the reports.

The Turkish Daily News earlier quoted intelligence sources as saying that Iran was trying to cleanse its Kurdish population with the help of the PKK. Iran denied these reports earlier in the week, but the sources continued to underline that the Iranian military, accompanied by the PKK, has been carrying out assaults against the Iranian Kurdistan Democratic Party -- not to be mistaken with the one in Iraq.

Pro-Turkish lobby seeking annulment of Armenian bill

- Efforts to collect the 60 signatures required to file an application to annul the bill are just about completed, a French firm's representative says

Ankara - Turkish Daily News

A pro-Turkish lobby, comprised mainly of French businessmen operating in Turkey, has intensified efforts to ward off the ultimate endorsement of the so-called Armenian genocide bill, which was passed by the French parliament last month.

The representative of a major French company, who spoke on the condition of anonymity, has said that efforts to gather the 60 signatures required to file an application to annul the bill, on grounds that it infringes the French Constitution, were just about to be completed, the Anatolia news agency reported on Thursday.

In the event that 60 parliamentarians sign the appeal calling for the abolition of the bill, the French Constitutional Council will take the issue on its agenda and rule whether or not the bill should be annulled. The appeal to the Constitutional Council will be based on an article which stipulates that the authority to determine the country's foreign policy belongs to the president and the government, not the legislature, the French representative said.

The pro-Turkish lobby believes that the adoption of the so-called Armenian bill will damage Turco-French ties. "The Armenian bill is a very dangerous step. It should be prevented," the official told Anatolia.

He emphasized that French investments topped the list of foreign investments in Turkey. French companies aim to win a total of \$45 billion in tenders in Turkey over the next ten years, particularly in the fields of energy and defense.

A harsh row erupted between Turkey and France after the French Parliament unanimously passed a bill on May 29 recognizing the alleged Armenian genocide by Ottomans in 1915. The Senate must give final approval to the bill before it can become law. Irked by the severe reactions from Turkey, the Senate did not take the bill onto its agenda immediately. The issue is expected to be handled by the Senate in October at the earliest.

Several French firms have been dropped off the list in important Turkish tenders in response to the stance taken by the French Parliament.

Hasimi searches to obtain financial support for reconstruction of vacated villages

MUSTAFA ERDOGAN

BONN - Turkish Daily News

Hasim Hasimi, chief of Parliament's Migration Commission and a deputy of Diyarbakir has been promised DM 100 million per year by the German Government for the reconstruction of villages located in the Emergency Rule Region (OHAL). The Germans stressed that the proposed aid will not be unconditional and indicated that there should be no suspicion attached to the use, control and allocation of this financial support. Hasimi assured German officials on this issue, who further indicated that a detailed report will be prepared pertaining to the use of this financial aid. Hasimi also informed the German government that their participation and proposals are also anticipated in the report. As a result, the German Government will actively participate in the supervision of these funds.

Hasimi's initiative efforts with the German government in an endeavour to reconstruct vacated villages situated within the OHAL district were proven positive. Hasimi, who received a positive reply in principle from the German government will improve the project based on suggestions received from the latter. Hasimi indicated that he expected a positive attitude from the Turkish General Staff and said that a pilot project will be initiated for the reconstruction of 100 villages, and explained that according to the OHAL governor there will be no objection to the reconstruction of villages located in this region. This situation has been approved by the German authorities and the project will commence after the required responses are received. The German undersecretary of the Ministry of Development announced that the release of this aid will depend on the fulfillment of certain requirements.

Negotiations were shadowed by Yilmaz

German Minister: 'Yilmaz offended us'

Negotiations between Carl Dieter Spranger, the German minister of development and Hasim Hasimi were witnessed only by a Turkish Daily News reporter. After carefully listening to Hasimi's explanations about the migrations, Spranger said that they were aware of the tragedies which had occurred in the Southeast and added that the German Government is concerned about the situation. Spranger further explained that the ministry's duty is to provide a coherent perspective for the people and added that this migration adversely affects their mission. In his statement, Spranger stressed that they are in favor of giving the aid. "It should be directly given to the Turkish Government, however, their attitude towards the German Government is stopping us" he said. He further stated that a new approach should be developed. He believes that announcements made recently by Mesut Yilmaz have been detrimental to the relationship between the two countries and consequently a friendly cooperation cannot be established. "We really hoped that this aid could be arranged at the government level however it was not possible."

Following this conversation, the German minister left Hasimi alone with the technical team established by the German

government so that Hasimi could coordinate the reconstruction plans.

The undersecretary of the German Ministry of Development expressed his concern regarding the allocation of funds. Hasimi assured the undersecretary that in order to prevent unjust expenditure, a commission will be established which includes deputies trusted by local people along with local leaders. When the undersecretary asked if there is a risk involved in assigning village guards to the area, Hasimi replied that no such risk existed and informed the undersecretary that this is indicated in the Migration Commission's report.

The German undersecretary indicated that those people allowed to return to their villages should have political and cultural programs and asked if they already have a project for the development of Kurdish culture. Hasimi explained that the migration report he prepared includes issues such as improving Kurdish Culture and education in the Kurdish language and indicated that it requires high-level political determination. Hasimi further indicated that the commission believes in development for each and every culture.

Hasimi later met with German parliamentarians. Besides the deputies of SPD, SDU and the Greens, Hasimi also met with the Human Rights Commission of the European Parliament and requested support for his project. German parliamentarians asked Hasimi whether his project had any links with the Koy Kent (central settlement village) project that Deputy Prime Minister Bulent Ecevit had mentioned. Requesting that his project should not be confused with the central village project that the DSP had prepared, Hasimi said that he and his colleagues were against central villages and that his project concerned those who wanted to return to their own villages. He has therefore eliminated the concerns of German parliamentarians, who pledged that they would put pressure the German government about the central villages projects. They said they would continue to put pressure on the new German government following the elections in September.

Foundations pledge support

Hasimi was invited to Germany by the Konrad Adenaur Foundation, which is known as the strongest foundation in Germany, and, in particular, has influence with government officials. All the appointments and contacts Hasimi made were organized by the Gesellschaft fur bedrohte Volker Foundation, an organization that has assumed a significant role in the reconstruction of Bosnia. Tilman, the head of the foundation, has promised to provide a certain amount of construction materials to rebuild houses for each family in destroyed villages. Stating that loans for agriculture and animal husbandry may be included in the foundation's support if the negotiations continued positively, Tilman told the TDN that all Hasimi's meetings had gone well. Tilman invited Hasimi to Austria and Switzerland in September to make contacts with the aim of obtaining support from those countries as well. Reportedly, Hasimi will go to Switzerland and Austria in line with a program to be prepared by Tilman for this purpose. In addition to this, it is said that the Eisenhower Foundation, based in the United States, is also interested in Hasimi's project and that it will discuss the issue of reconstruction of the villages him. With this in mind, Hasimi is expected to go to the United States soon.

Hasimi held a press conference in Bonn on Wednesday following his meetings.

Resettlement villages determined by the Office of the Emergency Rule Regional Governor

Province Resettlement villages

Batman Village of Kuyubasi
Village of Binatli
Village of Demirbilek
Village of Isikveren Besiri
Bingol Village of Ilicalar
Village of Sancak
Township of Sevri Genc
Bitlis Hamlet of Yolalan
Hamlet of Ovakisla Ahlat
Village of Meydan Mutki
Diyarbakir Village of Tepe Bismil
Village of Kocaalan Dicle
Village of Kalkan Egil
Town of Solen Ergani
Village of Bagdere Silvan
Hakkari Village of Gecimli
Hamlet of Esendere Yuksekova
Mardin Village of Ortaca Dargecit
Village of Girmeli Nusaybin
Village of Derinsu Derik
Mus Hamlet of Kizilagac
Village of Ucevler
Hamlet of Caylak Varto

Siirt Village of Ziyaret Baykan
Village of Baggoze Eruh
Village of Bilgili Eruh
Sirmak Village of Akcay
Village of Kumcati
Village of Ortabag Uludere
Village of Findik Guclu Konak
Tunceli Village of Cicekli
Village of Hasangazi Pulumur
Village of Akpazar Mazgirt
Van Village of Albayrak Baskale
Village of Buyukagac Catak
Village of Aladuz Gevas
Village of Kirgecit Gurpinar
Village of Yalinca Gurpinar

27-28 JUIN 1998
 L'UNION
 L'UNION

**LE CENTRE DE
DIYARBAKIR
DE RÉHABILITATION
POUR LES VICTIMES
DE LA TORTURE FERMÉ
PAR LES AUTORITÉS
TURQUES**

Les autorités turques ont fermé, mercredi 17 juin 1998, le Centre privé de Réhabilitation pour les Victimes de la torture, situé à Diyarbakir, créé par la Fondation des droits de l'homme de Turquie avec le soutien du Conseil International de Réhabilitation pour les victimes de la torture basé à Copenhague. Cinq jours après son ouverture, le centre a reçu l'ordre de fermer ses portes par une quinzaine de policiers sous prétexte que l'autorisation d'ouverture ne serait pas

conforme. "Ils ne veulent pas de témoins ni de défenseurs des droits de l'homme au Sud-Est de la Turquie" a affirmé Nazmi Gur de l'Association turque des droits de l'homme d'Ankara.

La plupart des violations de droits de l'homme ont lieu au Kurdistan, où une guerre ravage la région depuis 14 ans. La torture y est également monnaie courante dans les prisons et les commissariats de police.

**DOCUMENT:
LE PARLEMENT
TURC RECONNAÎT
L'ÉVACUATION
DE 3428 VILLAGES
ET HAMEAUX KURDES**

La Commission des migrations du Parlement turc vient de rendre public un rapport de 120 pages sur la situation sociale, éducative et sanitaire sur les provinces du Sud-Est. Ce document reconnaît l'évacuation forcée de 3428 villages et hameaux kurdes (décompte officiel établi à la date du 30-11-1997). Voici des extraits significatifs de cet important document:

Villages évacués, habitants contraints à l'exode D'après l'enquête

de la préfecture de la région d'état d'exception (OHAL) relative à l'importante évacuation des villages en 1993 et 1994 ; Dans la région OHAL (Diyarbakir, Hakkari, Siirt, Sîrnak, Tunceli, Van) et les zones contiguës (Batman, Bingol, Bitlis, Mardin, Mus), à l'exclusion des personnes qui ont regagné les 11 provinces en novembre 1997, le chiffre des personnes exilées a atteint le nombre de 378.335 pour 820 villages, 2345 hameaux évacués.

L'incompréhension persistante entre Ankara et les Quinze

ENTRÉE dans une phase d'isolement depuis le rejet de sa candidature par les Quinze au sommet de Luxembourg, en décembre 1997, agitée par des turbulences internes, la Turquie boude l'Europe. La note positive du dernier sommet européen de Cardiff, lorsque Paris et Londres, afin de panser les plaies de Luxembourg, ont appelé à établir une « relation plus positive » avec elle, n'y a rien changé. Mais si la « petite Asie » n'entend pas renouer, dans l'immédiat, le dialogue politique avec l'UE interrompu il y a six mois, elle ne renoncera pas, comme l'a rappelé le vice-premier ministre Bülent Ecevit, à « faire valoir ses droits de candidat à l'adhésion ».

« Honte », « camouflet », « préjugé », « erreur » : même les plus européens des Turcs sont amers à l'évocation de ce qu'ils ressentent comme une approche « discriminatoire » des Européens envers eux. Géographiquement, arguent-ils, la Turquie est d'Europe ; culturellement, elle partage les mêmes valeurs que le Vieux Continent - l'empire ottoman ne fut-il pas le légataire de l'empire byzantin ? Et la République kémaliste n'a-t-elle pas été inspirée de l'idéal jacobin ? Enfin, le dynamisme de son économie - son taux de croissance, 8 % en 1997, est un des plus hauts au monde - en font un candidat tout aussi acceptable que les pays de l'ex-glacis soviétique retenus pour l'adhésion. Non, avancent les Turcs, la vraie raison du rejet réside dans le fait que l'Europe se voit avant tout « comme un club chrétien » et qu'elle se sent menacée par la perspective de flux migratoires en provenance d'Anatolie.

Cette crainte existe. Ainsi l'Allemagne - qui a payé un lourd tribut à la réunification et compte sur son sol plus de deux millions de ressortis-

sants turcs - « ne pourrait accepter l'accroissement de la part des non-Allemands au sein de sa population », explique un diplomate allemand. Pour autant, l'argument de « l'injustice » mis en avant par les Turcs est outré. C'est oublier trop vite que la Turquie n'a tout simplement pas rempli les critères politiques et économiques requis pour l'adhésion. Aucune avancée n'a été constatée sur le terrain des droits de l'homme. Pas la moindre amorce du règlement de la question kurde n'est en vue et d'aucuns s'interrogent sur « la viabilité d'une démocratie qui connaît un taux d'inflation de 85 % ».

LE POUVOIR TURC EST-IL CIVIL ?

Le tableau des droits de l'homme est sombre : selon Amnesty International, pour les six premiers mois de 1998, six personnes sont décédées pendant leur garde à vue, neuf ont « disparu » après interpellation, vingt ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires. A cela s'ajoutent les récentes incarcérations de journalistes et d'écrivains comme Haluk Gerger, Esber Yamugdereli, Ragit Duran dont les écrits ou les paroles sont supposés menacer l'unité du pays. Plus alarmante encore est la confirmation de liens existants entre la mafia, les militaires et les ultranationalistes mis en lumière lors de la tentative d'assassinat du militant des droits de l'homme Akin Birdal. Il s'avère que les auteurs de l'agression, des ultranationalistes à la solde d'un mafieux notoire, avouèrent, une fois arrêtés, avoir reçu un entraînement dans une caserne de la gendarmerie. Il semble pourtant que l'existence d'une « joint venture » entre ultranationalistes, milieu du crime et militaires, nourrie par la guerre dans le Sud-Est à majorité kurde, soit à terme plus dommageable à l'unité

du pays que l'amorce d'un vrai débat d'idées. Celui-ci est quasi-absent dès lors que sont abordés les cinq grands tabous : le rôle de l'armée, l'islam politique, les relations avec la Grèce, la question de Chypre, et enfin la question kurde - et plus largement celle des minorités. Si la liberté de ton est indéniablement plus grande en Turquie aujourd'hui, les vraies questions restent à poser. Malgré ses attributs démocratiques - multipartisme, alternance, laïcité -, le pouvoir est-il civil ? L'argument selon lequel l'armée se fait discrète ne vaut pas. Pourquoi interviendrait-elle tant son pouvoir n'a jamais été aussi grand ? C'est elle qui décide des grandes orientations de la diplomatie. C'est elle qui fixe les règles du jeu politique comme l'a montré l'interdiction du parti islamiste Refah (Parti de la prospérité) en janvier 1998, et comme le prouve aujourd'hui son insistance à faire adopter par la Grande Assemblée une loi instaurant des purges anti-islamistes au sein du ministère de l'intérieur.

En resserrant l'étau autour des islamistes - des heurts opposent chaque jour étudiants barbus et forces de l'ordre sur le campus de l'université d'Istanbul, les maires islamistes de Kayseri et Sinan sont incarcérés, ceux d'Istanbul et d'Ankara sont dans le collimateur des autorités - le haut commandement militaire accroît la polarisation de la société entre partisans et adversaires de l'expression d'un islam politique. Les intérêts de l'armée sont multiples et c'est aussi en tant qu'acteur économique de poids - l'Oyak, créée en 1961 pour aider les militaires et leurs familles, est aujourd'hui un géant de l'économie - que l'armée prend l'émergence d'un patronat d'islamistes.

En confisquant le pouvoir politique, elle jette

LE MONDE / SAMEDI 27 JUIN 1998

le discrédit sur les partis traditionnels, déjà considérablement affaiblis. La tenue d'élections législatives anticipées, annoncées pour avril 1999, loin de mettre un terme à l'instabilité politique des coalitions gouvernementales que la Turquie connaît depuis maintenant cinquante ans, devrait tout simplement permettre au Parti de la vertu (Fazilet Partisi, islamistes, formation qui a succédé au Refah interdit) d'engranger de nouvelles voix, si toutefois son existence se prolonge jusque-là. Dans ce contexte, le pouvoir étant concentré aux mains des militaires, est-il envisageable que ceux-ci procèdent au transfert de souveraineté que suppose le pacte européen ?

Au-delà de l'attitude de l'Union européenne, il y a donc le raidissement de l'armée envers les islamistes, la montée de la tension avec la Grèce, la crise avec la France à propos du vote sur le génocide des Arméniens : tout cela a accru les crispations en Turquie, rendant plus improbable la recherche d'une ouverture semblable à celle qu'avait connue le pays sous la présidence de Turgut Özal. Pour aider le pays à sortir de l'impasse actuelle et lui permettre, peut-être, de retrouver cet âge d'or, l'Europe se devrait de lui proposer de nouveaux compromis. L'Europe n'est-elle pas justement cette « machine à produire du compromis » ?

Marie Jégo

Turkey Slams European Report on Treatment of Kurds

Reuters
26-JUN-98

ANKARA, June 26 (Reuters) - Turkey on Friday slammed a report by European parliamentarians critical of its treatment of the Kurds, even though the document was watered down following Turkish objections.

"It would have been better if this report had never been written and for it not to have reached this stage," Foreign Ministry spokesman Sermet Atacanli told Reuters.

"This report is far from the truth, full of lies and false claims."

The Council of Europe Parliamentary Assembly, a 40-nation organisation set up to promote democracy and human rights, on Thursday approved a text criticising Turkey's policy towards the Kurds.

The report was widely amended after Turkish parliamentarians said the original draft, drawn up by a committee under Swiss Socialist deputy Ruth-Gaby Vermot-Mangold, put Turkey on the same level as Kurdistan Workers Party (PKK) rebels.

More than 28,000 people have been killed in 13 years of conflict between Turkish security forces and the PKK, who are fighting for Kurdish self-rule.

The Council rejected an original committee demand for an international conference on the issue of the Kurds on the grounds it was a domestic Turkish problem.

The idea of the conference was replaced in the text by a call for a Council delegation to be sent to Turkey's mainly Kurdish southeast to hear testimony about events in the region.

"Some of the extreme clauses were rejected. Not just Turkish MPs but parliamentarians from other countries helped in this," Atacanli said. "It was not just us but other MPs who saw the negativity and extremeness of the report."

Despite the objections, the final text condemned "the evacuation and burning of villages by Turkish armed forces" as well as "violence and terrorism perpetrated by the PKK."

The final report replaced a demand that Ankara try security forces personnel accused of human rights violations with one calling on Ankara to prosecute "anyone" who violated human rights.

The text also called on Turkey to give Kurds better facilities to exercise cultural and political rights and asked Ankara to dissolve the Kurdish "village guard" militia paid to fight the PKK.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

ART

JUNE 27-28, 1998

The Enigma of Iran: In Search of the Cultural Melting Pot

By Souren Melikian
International Herald Tribune

PARIS — It is one of the Ancient World's great unresolved mysteries. Those who do not just see antiquities as toys to satisfy their collecting whims, but as the unwritten documents of mankind's history wondered how much more had been lost with each of the "Luristan bronzes" that came up in a sale this week at Drouot.

Ever since the small composite figures, the axes, the horse bits, the vessels and other items found their way from the West Iranian province of Lorestan (Luristan) to the Western markets through the gigantic looting that has been plaguing Iran for most of this century, speculation has raged over these strange and sometimes beautiful artifacts. Some proper excavations, mainly those of the late Belgian archaeologist Louis Vanden Berghe of Ghent, have helped narrow down questions rather than solved the enigmas.

How in the course of some 2,500 years the transition was made from a succession of unknown cultures to the final merging into mainstream Iranian art remains to be discovered.

Not one clue has turned up that might help identify those who cast the earliest "bronze" (in fact, nearly pure copper) vessels, arrowheads, axes and other objects inscribed in cuneiform writing with the names of Babylonian kings of the third millennium B.C. Sometimes explained as imports, they look different from comparable pieces from Iraq, and are more numerous. At the sale on Thursday at Drouot, conducted by Claude Boisgirard with the assistance of Anne-Marie Kevorkian, an uninscribed pickax with two stylized leopards attached to the tubular shaft reminded the viewer of the great sophistication of these unknown bronze makers. It ended up at 138,568 francs (\$23,000).

Early in the second millennium B.C., ax heads with their shaft stylized in the form of a snarling animal on the edge of abstraction carry names written in cuneiform, this time of Elamite kings. With them the Lorestan mystery deepens. Elam, a non-Semitic, non-Indo-European culture that developed in southwestern Iran, around Susa, seems to have been hugely important.

When, many centuries later, the first all-Iranian empire was founded by Cyrus the Great in 559 B.C., Elamite was retained as one of three empire



Pascal Falgout/Seventh Square

Pickax with two stylized leopards, from middle of third millennium B.C.

languages. At Persepolis (Takht-e Jamshid to the Persian-speaking world), the shrine palace built in the sixth and fifth centuries B.C., accounts were kept in Elamite on small clay tablets. Historians now suspect that Elamite culture stretched very far to the east. It is no wonder if it extended into neighboring Lorestan, up in the northern highlands.

The precise nature of the relationship, however, escapes us. All that remains to testify to its reality are beautiful ax heads that leave behind the pieces found in Elam. One, with its blade springing out of an admirable lion's head, was sold for 25,497 francs.

WHAT happened between the 19th century B.C. and the 13th century, when a unique style associating linear stylization and an irrepressible

sense of fun blossomed, is anyone's guess. Two axes with blunt spikes at the back are inscribed, one with the names of an Elamite king (Shilhak Inshushinak 1165-1151 B.C.), the other with the name of Nebuchadnezzar I of Babylon (1124-1103 B.C.). But the type is unknown to Elam and Babylon. Do such names point to political allegiance? Or, perhaps, to commissions from the outside? No one can say.

The aptitude of the designers and bronze makers at isolating figural elements and integrating them into overall abstract patterns as if they were pictograms is astounding. On Thursday, an ax from the 12th century B.C. could be seen, with its blade coming out of a stylized lion head, out of which springs an arrow cast in low relief on the blade while on two of the spikes projecting from the back calf heads comically ap-

pear to be nibbling at the shaft.

Fun could be graceful. Whetstones were produced in vast quantities, the shaft abruptly giving rise to the elongated neck of a mountain goat. One of these in the sale carried an equally elongated leopard on its back, like some elegantly calligraphic parody of the ancient Middle Eastern theme of a feline downing a horned animal. It fascinated a new buyer, who bid up to 44,342 francs to get it.

Parody pushed to extremes with more than a suggestion of the grotesque culminates in the "idols," among the most intriguing artifacts that have come out of the Middle East. Designed with an over-riding concern for linear stylization and a cogent sense of fun, some show superposed laughing human faces in the central shaft, with spindly arms extending sideways to clutch wriggling beasts.

Carefully examined, others can be seen to be purely figural. One such piece sold for 19,954 francs. Two standing felines face each other, their heads thrown back to touch ever so gently the butts of two small mountain goats. In the middle, a shaft goes up, topped by a human head that looks suitably non-plused.

Stranger still in its kind of shorthand figuration is a standing female figure pressing its breasts as two crested bird heads with vulture-like beaks spring out of each shoulder. The female's eyes dilated under her raised bushy eyebrows and the broad smile that pulls up the extremities of her closed lips suggest hilarity. Ascribed to the eighth or seventh century B.C., she laughed her way up to 20,508 francs.

This, however, pales by comparison with another female figure pressing its breasts while carrying two felines that stand on its rigid cap. These in turn support a tablet on which a goat, its tail perkily curled up, is precariously poised as if to demonstrate its acrobatic skills. The meaning of all this eludes us even though the visual themes are familiar in Middle Eastern art, be it the naked female character or the felines chasing animals. It looks like a piece of sophisticated spoofery — dazzling enough to be pushed up to 105,312 francs by a London dealer.

In this cartoon line, the most pithy came up minutes later in the form of a crescent ax head, a shape common enough in the north Iranian sites around the Caspian Sea. A lion's head

in the best Mickey Mouse style — big pop eyes, jowls so blown up in the effort that the beast looks like a hippo — grips it in its teeth. Attached to the lion's head, the tubular element that allowed the haft of the ax to go through carries a lion downing a boar. The symbolical weapon (it is too awkward to be of use, like all Lorestan axes), climbed to 135,242 francs.

HOW it all ended can only be surmised. Horse bits appeared, almost certainly linked with the growing number of Iranian groups. The earliest are in the comic-strip vein dear to the Lorestan artist as in a piece with mountain goats and winged quadrupeds dancing a jig. The latest, straightforwardly figural, represent horses, boars and winged bulls. Some are joined back to back as in the north Iranian bronzes from the Caspian Sea sites or, centuries later, as on the huge stone capitals at Persepolis. The enigmatic culture of Lorestan (and of Elam) slowly blended into the Iranian world. Like China in the Far East, Iran had become the pole of attraction, the artistic model for the entire area.

Turkish troops entrenched in northern Iraq

- In little more than an hour on Saturday, witnesses saw 35 Turkish armored vehicles and troop carriers crossing the border back into Turkey and another dozen military vehicles, including empty tank transporters, entering the remote region

Zakho - Reuters

RODDY SCOTT

A year after launching a major offensive into northern Iraq, Turkish troops have dug in for what appears to be a long-term stay in the mountainous Kurdish enclave.

Witnesses saw 35 Turkish armored vehicles and troop carriers crossing the border back into Turkey and another dozen military vehicles, including empty tank transporters, entering the remote region in little more than an hour on Saturday.

Local Kurds said Turkish troops had set up bases in the Iraqi towns of Betuta, Bekova and Kam Massi close to the border with Turkey in a campaign against the armed members of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK).

They also confirmed the presence of PKK members in the main area of operations in the mountains around Zakho. "This is a really bad area, there are lots of PKK here," said one man who declined to be named.

Turkey's Iraqi Kurd allies in the border region, the Kurdistan Democratic Party (KDP), have blocked public access around Turkish camps and were helping to fight the PKK, locals said.

"At the moment it is Kurds who are losing because Kurds are fighting Kurds," said Jabbar Farman military commander of the KDP's rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

The sight of Turkish troops in the enclave aroused little surprise from local people as the heavy vehicles bristling with weaponry rumbled by.

NATO member Turkey has regularly intervened in northern Iraq in pursuit of PKK members since launching a major offensive involving around 30,000 troops against the rebels in May 1996.

Observers say the success of the Turkish army's scorched earth policies against the PKK inside Turkey has led them to carry the conflict into neighboring Iraq in an attempt to finish off the separatists, who use the area to mount raids into Turkey.

"There are more PKK inside Iraq than in Turkey now," said Farman. "This has been a very successful policy."

Besides the mountains around Zakho, Iraqi Kurds say the PKK members are mainly concentrated around Haji Umran and the Qandil mountains near Iraq's border with Iran.

Turkey has severely limited access of journalists travelling to the enclave. The KDP, headed by Massoud Barzani, and Turkey share a lucrative trade in Iraqi diesel that is technically in defiance of U. N. sanctions against Iraq.

The United States has so far turned a blind eye to the trade, estimated by Washington to be worth around \$100 million a year.

Le chef d'une organisation patronale islamiste devant la justice

ANKARA, 29 juin (AFP) - Le procès intenté pour "incitation à la haine religieuse" au président de la principale organisation patronale islamiste de Turquie, Erol Yazar, s'est ouvert lundi devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara.

M. Yazar, président de l'Association des Hommes d'Affaires indépendants (Musiad, pro-islamiste), est accusé d'avoir "incité à la haine religieuse" au sein de la population turque, dans un discours public l'année dernière, et est passible d'une peine allant jusqu'à trois ans de prison.

Le procès a été renvoyé au 20 juillet.

La Musiad s'était farouchement opposée à une réforme de l'enseignement adoptée par le parlement en août 1997, aux termes de laquelle les sections secondaires de centaines d'écoles religieuses d'Etat doivent être fermées dans les deux ans.

Dans son acte d'accusation, un procureur de la Cour de sûreté de l'Etat affirme que la Musiad s'est livrée à des activités anti-laïques et a réclamé également sa dissolution dans le cadre du procès contre son président.

Il est reproché à M. Yazar d'avoir déclaré en octobre 1997, lors d'une réunion de la Musiad: "S'ils mettent en application cette réforme de l'enseignement, ils perdront leur tête".

La procédure lancée en mai contre M. Yazar et son organisation, qui compte plus de 2.000 membres à travers la Turquie, est considérée comme une étape supplémentaire de la lutte menée par l'Etat laïc turc, au sein duquel l'armée joue un rôle moteur, contre le mouvement islamiste.

La Musiad était un ardent partisan de l'ancien Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, qui a dirigé la Turquie de juin 1996 à juin 1997.

M. Erbakan avait démissionné sous la forte pression des militaires, qui accusaient son parti de la Prospérité (Refah) d'encourager la montée du fondamentalisme musulman en Turquie.

Le Refah a été dissous en janvier 1998 par la Cour constitutionnelle, pour activités contre le régime laïc. Aux termes de ce verdict, M. Erbakan et plusieurs de ses amis ont été interdits de politique pour cinq ans.

La plupart des députés de l'ex-Refah ont rejoint un autre groupe pro-islamiste, le parti de la Vertu (Fazilet), qui est ainsi devenu le premier parti en sièges au parlement, comme l'était le Refah avant lui.

Dix rebelles kurdes tués par l'armée turque en Anatolie du sud-est

Dim 28 Jui 98 - 11h40 GMT

ANKARA, 28 juin (AFP) - Dix rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), ont été tués dans des opérations de l'armée turque en Anatolie du sud-est, a rapporté dimanche l'agence Anatolie.

Les dix rebelles ont été tués dans des accrochages intervenus dans les provinces de Hakkari, Mus et Van, selon l'agence qui a cité des responsables gouvernementaux.

Deux agents de sécurité ont été tués dans les combats, selon la même source.

Par ailleurs, des maquisards du PKK ont tué deux passagers d'un autocar qu'ils avaient intercepté à Baliklicay, une localité de la province de Bingol (est).

Une vaste opération a été lancée par les forces de sécurité dans la région pour éliminer les assaillants, selon Anatolie.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est anatolien à majorité kurde, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 30.000 morts.

©AFP 1998

Les parades aériennes israélo-turques sont une menace, selon Damas

DAMAS, 29 juin (AFP) - Les parades aériennes internationales prévues mercredi et jeudi en Israël à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'État hébreu constituent "une menace pour la sécurité arabe et islamique", estime lundi le quotidien gouvernemental "Techrine".

"Cette manifestation élargie avec la participation de la Turquie est une provocation des sentiments arabes et islamiques, une menace pour la sécurité arabe et islamique. Elle encourage la politique d'Israël hostile à la paix", ajoute le quotidien.

"Participer à ces parades incite les dirigeants israéliens à poursuivre leurs plans colonialistes visant à garder Jérusalem, la Cisjordanie, le Golan et le Liban sud".

"L'alliance militaire avec la Turquie, et l'attitude négative des dirigeants américains (à l'égard des problèmes palestiniens et arabes), ajoute Techrine, confortent dans ses plans le Premier ministre israélien" Benjamin Netanyahu.

Dix avions de combat turcs F-5 sont arrivés dimanche en Israël pour participer à des démonstrations aériennes internationales en l'honneur du cinquantième anniversaire d'Israël.

Israël et la Turquie ont développé une coopération militaire depuis la signature d'un accord en 1996, vivement critiqué par les pays arabes et l'Iran. L'accord a notamment permis aux armées de l'air des deux pays d'organiser des manoeuvres conjointes.

Sud-Est: le MGK recommande la prolongation de l'état d'urgence

ANKARA, 29 juin (AFP) - Le Conseil national de sécurité turc (MGK) a recommandé lundi au gouvernement de prolonger pour quatre mois l'état d'urgence en vigueur dans le Sud-Est anatolien, théâtre principal de la rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a-t-on annoncé dans un communiqué officiel.

Cet avis a été exprimé au cours de la réunion mensuelle du Conseil, où siègent les principaux dirigeants civils et militaires du pays.

La décision sur la prolongation de ce régime à partir du 30 juillet prochain, doit être adoptée par le parlement. Ce dernier n'a jamais refusé depuis 1987 aucune décision de cette sorte.

Le régime d'exception est en vigueur depuis juillet 1987 dans des régions administratives du Sud-Est à majorité kurde, où le PKK mène une rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat indépendant kurde.

L'avis du MGK concerne les provinces de Diyarbakir, Hakkari, Siirt, Sirnak, Tunceli et Van, selon le document.

L'état d'urgence avait été initialement décrété dans 15 provinces de l'Est et du Sud-Est. Il a été progressivement aboli par le parlement dans neuf de ces provinces, conformément aux vœux émis par le Conseil national de sécurité.

Le Parlement lance une 3ème enquête contre le Premier ministre pour corruption

Mar 30 Jui 98 - 17h43 GMT

ANKARA, 30 juin (AFP) - Le Parlement turc a approuvé mardi une motion de l'opposition demandant une nouvelle enquête pour corruption à l'encontre du premier ministre Mesut Yilmaz, a-t-on appris de source officielle.

M. Yilmaz est accusé de corruption dans une affaire de vente de terrains publics à des promoteurs privés, dans les environs d'Istanbul.

Le premier ministre fait déjà l'objet de deux enquêtes, l'une sur l'origine de ses biens, dans laquelle la commission parlementaire ad-hoc doit rendre un rapport vers le mois de septembre, l'autre pour "abus de pouvoir" lors de l'appel d'offres public pour la construction d'un second aéroport à Istanbul.

Un verdict de culpabilité dans l'une ou l'autre de ces enquêtes pourrait mener à une interdiction de faire de la politique pour l'actuel Premier ministre.

Mardi, tous les députés de l'opposition ont voté cette motion, tandis qu'un petit parti de gauche qui soutient généralement le gouvernement n'a pas participé au vote, laissant la victoire à l'opposition.

©AFP 1998

Début et report du procès d'un ancien commandant du PKK à Diyarbakir

DIYARBAKIR (Turquie), 30 juin (AFP) - Le procès d'un ancien commandant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), Semdin Sakik, capturé en avril par l'armée turque dans le nord de l'Irak, s'est ouvert mardi devant la Cour de Sûreté de l'Etat de Diyarbakir (DGM), qui réclame la peine capitale.

Après la lecture de l'acte d'accusation du parquet de la DGM de Diyarbakir (chef-lieu du Sud-Est anatolien à majorité kurde), le tribunal a renvoyé le procès au 3 septembre prochain, selon un correspondant de l'AFP.

Necmettin Erbakan jugé pour avoir insulté la Cour constitutionnelle

ANKARA, 29 juin (AFP) - Le procès intenté à l'ancien Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan pour avoir insulté la Cour constitutionnelle qui avait dissous son Parti de la Prospérité (Refah) s'est ouvert lundi à Ankara, en son absence.

M. Erbakan, qui est accusé d'avoir "insulté" la Cour constitutionnelle dans une intervention devant le comité directeur de son parti, deux jours après la dissolution du Refah, est passible d'une peine de prison allant jusqu'à un an et demi.

Le chef islamiste n'a pas assisté à l'audience d'ouverture du procès car il est en voyage en Europe. Le tribunal a renvoyé le procès au 14 septembre.

M. Erbakan avait accusé la Cour constitutionnelle d'"avoir commis un meurtre judiciaire" en interdisant le Refah pour "activités contre le régime laïc" du pays. Il avait également dit que le verdict prononcé par la Cour "n'avait aucune importance".

M. Erbakan, qui avait gouverné la Turquie de juin 1996 à juin 1997 à la tête d'une coalition gouvernementale à dominante islamiste, avait dû démissionner sous la forte pression des militaires, qui accusaient son parti d'encourager la montée du fondamentalisme musulman en Turquie.

Le Refah a été dissous en janvier 1998. Aux termes de ce verdict, M. Erbakan et plusieurs de ses amis ont été interdits de politique pour cinq ans.

La plupart des députés de l'ex-Refah ont rejoint un autre groupe pro-islamiste, le Parti de la Vertu (Fazilet), qui est ainsi devenu le premier parti en sièges au parlement, comme l'était le Refah avant lui.

Erbakan stands trial for defaming Constitutional Court

- Trial of MUSIAD chairman charged with 'inciting hatred among the people' postponed until July 20



Ankara - Turkish Daily News

A criminal court in Ankara has commenced to try in absentia Necmettin Erbakan, former chairman of the now-defunct Welfare Party (RP) for a speech Erbakan delivered two days after the Constitutional Court had ordered the closure of his party.

Erbakan is charged with defaming the Constitutional Court. The prosecutor is demanding a prison term ranging from three months to one-and-a-half years. Erbakan, who is abroad, was represented by five lawyers during Monday's hearing.

Yasar Gurkan, one of the lawyers who is representing Erbakan, noted that his client was abroad attending an international human rights symposium, therefore, he requested additional time for he and his colleagues to present a written defense to the court. The court accepted the lawyers' request, and postponed the hearing until Sept. 14.

According to the indictment prepared by Bekir Selcuk, the acting chief prosecutor, Erbakan is quoted as saying on Jan. 18 during a meeting organized by his party in Ankara that the ruling did not have any historic value, and that those who had passed that judgment had not passed it only against the RP but unfortunately against themselves as well. The prosecutor continues to quote Erbakan as maintaining that the ruling was a serious judicial error and that it had no link with justice.

The indictment also mentions the preliminary defense delivered by the defendant, which maintained that the speech Erbakan had delivered was the repeat of a speech he had delivered during the RP parliamentary group meeting, and therefore, it should

be protected by parliamentary immunity. However, the indictment notes that the date of the meeting, where Erbakan was claimed to have made the same speech, had not been given to the prosecutor's office.

An attorney from Izmir, Zeki Noyan, had also filed a complaint against Erbakan, claiming that Erbakan had defamed the Constitutional Court in the speech Erbakan had delivered two days after the court had announced its ruling.

The Constitutional Court on Jan. 16 closed the pro-Islamist RP, and banned its leader, former Prime Minister Erbakan, from political leadership for five years. Together with Erbakan, the court also banned five other leading Refah deputies from political leadership for five years. The High Appeals Court Chief Prosecutor Vural Savas filed a closure case against Refah on May 21, on the grounds that it had become the focal point of anti-secular activity.

Also on Monday, the trial of Independent Industrialists' and Businessmen's Association (MUSIAD) Chairman Erol Yazar was postponed until July 20, after Yazar's lawyer, Muhammet Aksan, successfully argued that Yazar had not been properly informed about the prosecutor's indictment against him.

Yazar's hearing was held on Monday in the State Security Court (DGM) in Ankara. Prosecutors had charged him with "inciting hatred among the people," and asked for a one- to three-year prison sentence, and called for the shutdown of his organization.

MUSIAD is known to have rallied support from mostly pro-Islamic businessmen, and the first letter of its acronym, "M," is commonly perceived as standing for "Muslim." Some MUSIAD-member businessmen and Rebirth Party (YDP) Chairman Hasan Celal Guzel were in attendance at the hearing on Monday.

Yazar's trial was launched after a speech he made last October in Ankara in which he was critical of the government's "new" education bill. "Some heads will be chopped off if they are not changed," he said.

Aksan said that a defendant must at least have seven days in order to prepare a defense, which Yazar was not afforded. After Judge Mehmet Turgut Okyay assessed all claims, he postponed the hearing until July 20.

MUSIAD Chairman Yazar, after leaving court, told reporters that Article 312 of the Turkish Penal Code, which was used in charging him for inciting hatred, should be removed.

Union Européenne

La Grèce tracasse la Turquie

En remettant sur le tapis la candidature turque, Français et Britanniques ont surtout réussi à dresser une Grèce sans concession

■ **P**as de rattrapage pour Ankara. Le petit geste envers la Turquie souhaité notamment par la France et la Grande-Bretagne à l'occasion du sommet européen de Cardiff les 15 et 16 juin n'a pas eu lieu. Londres et Paris ont pourtant tout essayé pour effacer l'impression laissée par les Quinze à Luxembourg le 11 décembre dernier, qui avaient rejeté la candidature des Turcs à l'Union et entraîné leur bouderie.

La France, en première ligne à chaque sommet pour défendre la candidature turque, n'a pas été une fois de plus la dernière à voler au secours d'Ankara. Elle a même innové en se déjugeant purement et simplement sur la candidature de Chypre, un principe qu'elle avait acceptée six mois auparavant... La porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, avait en effet indiqué le 12 juin que "L'Union ne peut pas importer le problème de la division de Chypre en son sein". "On ne peut faire adhérer une île coupée en deux. Les négociations n'ont pas de sens s'il n'y a pas de perspective de réunification (...). De façon

moins diplomatique, cela veut dire que nous pensons que la question de la poursuite ou de la suspension de ces négociations mérite d'être posée." Paris a en fait essayé par n'importe quel moyen de calmer Ankara, hostile à l'entrée de Chypre sans négociations préliminaires sur le statut définitif de l'île, et très fâchée après la loi sur la reconnaissance du génocide arménien. Mais la position française a déclenché du même coup la colère des Chypriotes et suscité l'énervement de la Grèce, alliée naturelle de Nicosie et déjà peu encline à laisser entrer la Turquie. Au cours du sommet, Athènes a mis son veto à toutes les tentatives, même les plus désespérées, d'inclure coûte que coûte Ankara parmi les prétendants à l'Europe et d'avoir "une relation plus constructive". Ainsi Tony Blair n'a pas pu faire référence dans le communiqué final aux "12 pays qui ont déposé leur candidature" (la Commission européenne n'en a retenu que onze), la Grèce ayant estimé que le Premier ministre britannique allait un peu loin. Par ailleurs Londres a eu beau

rappeler que les Quinze avaient des "obligations financières" à l'égard de la Turquie - allusion aux 2,5 milliards de francs prévus dans le cadre de l'Union douanière et toujours pas versés en raison du veto grec - la position du Premier ministre Costas Simitis n'a pas varié. Seule petite concession : la Commission européenne devrait prochainement faire des "propositions" sur cette aide financière.

Athènes ne comprend d'ailleurs pas l'insistance de ses partenaires à vouloir arrondir les angles avec la Turquie sur la question de son adhésion. "Je ne vois pas pourquoi un sommet aussi fructueux que celui de Luxembourg devrait être ressuscité ou reformulé du seul fait que notre décision pose un problème à la Turquie", avait notamment déclaré le ministre des Affaires Etrangères Théodore Pangalos le 11 juin dernier. La Grèce a sans doute oublié que la France avait un problème diplomatique à régler à cause d'une certaine loi...

Christophe Diremszian

■
Juin 1998

ARMÉNIE

En Turquie : l'hystérie

L'Empire ottoman a donné naissance à 26 Etats, à l'exception des Arméniens et des Kurdes, et il n'y aura jamais d'Etat arménien et kurde en Anatolie". Ces propos de Suleyman Demirel, tenus cinq jours après l'adoption de la proposition, reflètent bien le joli vent de panique qui s'est emparé de la Turquie depuis le vote de l'Assemblée nationale. Le texte des députés n'a pas encore été définitivement entériné que le président turc accuse déjà en effet "certains milieux occidentaux de vouloir ranimer le traité de Sèvres" qui prévoyait la création de ces Etats. Une réaction disproportionnée vu la formulation plutôt indolore de la proposition, mais qui montre que cette fois-ci l'affaire est suffisamment grave aux yeux d'Ankara pour justifier un vaste déploiement de moyens diplomatiques et économiques destinés à faire capoter le texte du Sénat.

Pourtant, jamais la pression turque n'aura été aussi forte sur les députés et le gouvernement d'un pays pour éviter d'en arriver là. Dans les dix jours qui ont précédé l'adoption du texte (l'annonce de l'initiative a été rendue publique le 18 mai), rencontres au plus haut sommet de l'Etat, courriers officiels et pétitions en tout genre se sont intensifiés, et les loups sont sortis du bois. Tout a en fait débuté fin avril, lorsque le groupe PS annonce son intention d'inscrire la fameuse proposition à l'ordre du jour de l'Assemblée pour le 29 mai. L'initiative remonte rapidement aux oreilles de la diplomatie turque, qui ne réagit pas encore. Lorsque Jean-Paul Bret, député PS et président du groupe d'amitié parlementaire France-Arménie, publie le 4 mai dans le quotidien lyonnais *Le Progrès* une tribune libre intitulée *Le génocide arménien bientôt reconnu*, la menace se précise. Comment ? La France, deuxième investisseur étranger en Turquie et avocate zélée de son entrée dans l'Union européenne, va reconnaître le génocide ? Impensable ! Tellement improbable que la diplomatie turque à Paris ne bronche toujours pas officiellement mais prend quand même langue avec des hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay (siège du ministère des Affaires Etrangères), au cas où...

Pressions tous azimuts

Le 19 mai, jour du dépôt du texte à l'Assemblée, c'est le branle-bas de combat. L'artillerie lourde est sortie et la machine diplomatique se mobilise à tous les niveaux pour une première salve qui va durer une semaine. Selon le *Turkish Daily News*, l'ambassadeur de Turquie en France, Sonmez Koksak, rencontre discrètement le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, pour lui dire tout le mal qu'il pense de l'initiative des députés socialistes.

Le lendemain, passage au niveau supérieur. Le Premier ministre Mesut Yilmaz et le président du Parlement Hikmet Cetin font parvenir une lettre à leurs homologues respectifs, Lionel Jospin et Laurent Fabius, pour faire état, à mots feutrés, de leur "malaise" et des "préoccupations turques" face aux intentions de l'Assemblée. Hubert Védrine, le chef de la diplomatie française, se déclare alors "réserve" sur la proposition de loi. Parallèlement, le 21 mai, le consul général de Turquie à Lyon réagit dans *Le Progrès* au propos de Jean-Paul Bret en débattant son argumentaire négationniste.

Pourtant les pressions sur le gouvernement et le président de l'Assemblée n'ont qu'un effet limité, car Lionel Jospin ne peut juridiquement rien faire pour retirer la proposition. En plus, le texte est d'initiative parlementaire et les députés ont apparemment à cœur de prouver leur indépendance vis-à-vis de l'exécutif, géré qui plus est par le même camp que le groupe parlementaire majoritaire. La partie est d'autant moins gagnée d'avance pour la Turquie que Laurent Fabius et Jack Lang, le président de la Commission des Affaires Etrangères qui doit statuer sur la proposition de loi, se sont déjà prononcés à titre personnel pour le texte.

Les autres députés n'ont cependant pas été oubliés. Entre le 23 et le 26 mai, date de la séance de la Commission, les boîtes aux lettres de nos parlementaires se remplissent de lettres de protestation venant d'associations turques, probablement téléguidées par leur ambassade. L'une d'entre elles, non datée et non signée, n'hésite pas à employer des arguments... percutants. "(...) Bien que payant mes impôts, je ne dispose pas

du droit de vote comme les 350 000 autres membres de la communauté turque de France. Les 400 000 personnes composant la Diaspora Arménienne en disposent et c'est simplement pour les satisfaire que le Parlement français prend le risque de blesser tout un peuple". Deux autres émanent du "Comité de coordination des associations turques de Paris-centre, Région nord, ouest" et de l'Union des associations turques de France. Ce sont des courriers dactylographiés, commençant tous deux par une dizaine de lignes identiques et qui demandent aux députés de "laisser aux historiens ce qui appartient à l'Histoire".

Dans leurs démarches, les diplomates turcs vont recevoir le renfort d'industriels français qui vont viser du côté des initiateurs de la proposition de loi et des vedettes de l'hémicycle, comme le RPR Patrick Devedjian. Parmi ces entreprises, le groupe Aérospatiale, dont un représentant essaiera de rencontrer le rapporteur de la proposition, le député-maire PS d'Alfortville René Rouquet. Rien d'étonnant : ce poids lourd de la construction aéronautique civile et militaire en Europe tente actuellement de décrocher plusieurs contrats avec Ankara.

"Vulgaire politique"

Tout cela reste sans effet. La commission des Affaires Etrangères du 26 mai adopte le texte en l'état. La Turquie vient de perdre un point psychologique important et lance une deuxième salve de protestations, moins polie et avec des attaques plus précises. Lors d'une cérémonie à la mémoire de victime de l'ASALA à Ankara le 27 mai, le patron turc des Affaires Etrangères, Ismail Cem, s'énervé : "Ceux qui soutiennent (le texte) n'ont pu surmonter leur complexe d'infériorité face à la Turquie depuis des siècles". Le ministre chargé des Relations avec le Parlement, Rifaeddin Sahin, en rajoute et qualifie l'initiative d'acte de "vulgaire politique". Quant au porte-parole des Affaires Etrangères, Necati Utkan, il voit déjà des attentats anti-turcs partout. "Il est inacceptable de croire que (la loi) restera une déclaration innocente. Nous avons déjà vu ce film auparavant. Ces allégations ne peuvent que servir qu'à encourager le terrorisme et la répétition d'événements sanglants dont nous avons fait l'expérience dans le passé". Ismail Cem ressert le même argument à Hubert Védrine le 28 mai, au cours d'un entretien en marge d'une réunion de l'OTAN à Luxembourg. Pour calmer son homologue, le chef de la diplomatie française insistera bien sur le fait que "c'est une initiative purement parlementaire".

Après l'adoption définitive du texte, la Turquie entière semble y aller de sa marque de protestation : marche des étudiants de l'Université Atatürk à Erzurum, manifestation d'une centaine d'ultranationalistes devant le consulat de France à Istanbul, appel au boycott des produits hexagonaux... Bakou n'est pas en reste : le Parlement azéri publie le 3 juin une résolution évoquant son inquiétude face à la décision française, tandis que de jeunes militants du Front populaire pour l'Azerbaïdjan, un parti d'opposition, manifestaient sous les fenêtres de l'ambassade de France en réclamant l'expulsion de cette dernière du groupe de Minsk de l'OSCE.

Ankara a aussi fini par sortir sa carte maîtresse : la rétorsion économique. Et elle frappe fort (voir encadré). Mais la Turquie est loin d'avoir abandonné le terrain politique. En écrivant à Jacques Chirac le 4 juin pour qu'il "use de son influence sur le Parlement", Suleyman Demirel marque la reprise de la lutte contre l'approbation finale du texte. Il sait qu'il trouvera en Jacques Chirac un interlocuteur plus attentif que les députés. C'est ce qu'espère aussi du Quai d'Orsay et des sénateurs français la délégation du groupe d'amitié Turquie-France, emmenée par le parlementaire et juriste Mumtaz Soysal. Celui-ci a rencontré Hubert Védrine le 9 juin pour lui avancer l'argument de l'inconstitutionnalité de la loi. Une tentative guère couronnée de succès, mais ça n'était que la première. Les Turcs savent qu'ils ont maintenant du temps devant eux avant le passage du texte au Sénat et feront tout d'ici là pour ne pas perdre définitivement la partie.

Christophe Dirmszian

مضرة بوحدة الصف الكردي وبقيضيتنا، خصوصاً عندما تجري على صعيد حزبي وليس كردياً عاماً. أن حل المشاكل بالطرق السلمية مفيد دوماً حتى مع السلطة الحالية وعلى رغم التجارب التي نكرناها، ولكن، على الأكراد أن يقوموا بالحوار موحدين وكفريق واحد وأن يتم على أساس قرار مجلس الأمن ٦٨٨ لسنة ١٩٩١ وبحضور طرف ثالث كما يتم الحوار لحل مختلف مشاكل دول العالم الداخلية والخارجية هذه الأيام.

أثبتت تجاربنا عدم نجاح الحوار الثنائي مع السلطة خصوصاً إذا جرى في نطاق ضيق من دون الانفتاح ووجود قدر من الديموقراطية على صعيد العراق ككل لا يمكن حل القضية الكردية سلباً.

ومرة أخرى أقول لم لا تحاول القاهرة استضافة هذا حوار؛ وهي طرف عربي وقد استضافت في السابق حوارات مشابهة لبلدان أخرى كالصومال واثيوبيا مثلاً؛ ولكن هل تقبل سلطة بغداد؛ لا. والدليل رد فعلهم على الندوة المحدودة التي تمت دعوتهم لحضورها والتي تستهدف خدمة الشعب العراقي والاخوة العربية - الكردية. إن رد الفعل العنيف والمعادي يدل أكثر على كيفية تفكيرهم. ثم إن طارق عزيز رئيس دبلوماسيتهم قال على شاشات التلفزة العالمية منذ أسابيع أنهم لم يستخدموا السلاح الكيماوي في حلبجة، كمن يقول إن الكرة الأرضية لا تدور!

أود أن أشير إلى أننا في الجانب الكردي لم ولا نبرئ أنفسنا من أخطاء في التقدير وفي المراهقات والحسابات، هذه الأخطاء التي دفع شعبنا ضرائبها غالياً، إلا أن الجانب الحكومي العراقي يتحمل المسؤولية الأكبر في الموضوع خصوصاً في العمل على إيجاد حل سلمي وديموقراطي للقضية الكردية.

ميزنا وعلينا أن نغير دائماً بين العراق كبلد وشعب وبين الحكم، نحن عراقيون ونريد كل الخير لبلادنا ونطالب دوماً برفع الحصار عنها كما نفهم ونؤكد في أحيان كثيرة على اهمال المجتمع الدولي بقيادة أميركا لقضية ومعاناة شعب العراق بعربه وكراده وأقليته، بل وعلى نفاق هذا المجتمع في هذا المجال وتركيزه فقط على تدمير الاسلحة في تطبيق قرارات الأمم المتحدة (على الرغم من تأييدنا لتدميرها حيث عانينا نحن منها الكثير جداً) وعدم الاهتمام بقرار ٦٨٨ ولا بمقترحات فان دير ستويل حول حقوق الإنسان التي ننتهك في بلادنا على أوسع نطاق.

* سياسي كردي لعب أدوار قيادية منذ نهاية الخمسينات وشارك (أو رأس) في جميع الوفود الكردية التي تفاوضت مع بغداد وأخرها في ١٩٩١. والمقالة كلمته في لقاء عربي - كردي نظمت في القاهرة أخيراً اللجنة المصرية لمنظمة التضامن الأفرو - آسيوي.

خطا واعتذار

في مقالة محمود عثمان في ملحق «تيارات»، الأحد الماضي، ورد أن القاهرة رفضت أن تتمثل في الحوار الكردي - العربي، والصحيح أن بغداد هي التي رفضت. نعتذر للكاتب وللقرء.

انجازا مهما لاعترافه بحق الأكراد في الحكم الذاتي وهذا أيضاً لم يتم تنفيذه كما يجب، ورجعنا إلى موجات دامية من القتال بل إلى الحرب في ١٩٧٤ اعقبقتها اتفاقية الجزائر السيئة الصيت بين حكم بغداد وحكم الشاه لمحصرة القضية الكردية وضربها. وفي السبعينات والثمانينات بل حتى في

مفاوضات ١٩٩١ التي جاءت بعد حرب الخليج الثانية وتأسيس المنطقة الآمنة عندنا واشتركت فيها الجبهة الكردستانية العراقية بكل جدية، لم يطالب الأكراد بأكثر من الحكم الذاتي على الرغم من كل تلك الماسي التي عانينا منها منذ ١٩٧٥ خصوصاً في أواخر الثمانينات.

إلا أن الذي لمسناه في ١٩٩١ كان تراجعاً واضحاً عما اتفق عليه في ١٩٧٠ من بنود علنية وسرية خصوصاً في ما يتعلق بتحديد المنطقة الكردية، ووقف تغيير معالمها القومية، ومسألة الأمن والاستخبارات والأجهزة القمعية في كردستان والعمل الحزبي للأكراد داخل القوات المسلحة وأي خطوة ولو كانت صغيرة نحو الانفتاح والديموقراطية في العراق، كما أن الحكم العراقي لم يوافق على صلاحيات تشريعية لمجلس كردستان الاقليمي ولا على مشاركة الأكراد في القيادة الحقيقية أي في صنع القرار العراقي.

والأغرب من هذا أنهم كانوا يطالبوننا علناً بالتقليل من مطالبنا لأنهم عانوا من حربين ومن مؤامرات على سلطتهم علماً أن الحربين من صنع سياساتهم بشكل عام كما هي حروبهم في كردستان واستخدامهم للسلاح الكيماوي ضدنا ولسموم الناليوم والزرنيخ وغيرها وللتعريب والتبعية والتهجير ولعمليات الانفصال التي دفن فيها أكثر من مئة وثمانين الف كردي أحياء لا نعرف أين هي قبورهم إلى الآن، أي أنهم يطلبون منا نحن الضحية أن ندفع ضريبة ما قاموا به هم؟!

أدت هذه العقبات المهمة إلى عدم الاتفاق بيننا في ١٩٩١ وليس كما يقولون «الأكراد لم يتفقوا بتأثير اميركي، علماً أن القيادة الكردية تحلّت في ١٩٩١ بمرونة في جـسـولات مفاوضاتنا مع الحكومات العراقية المتعاقبة.

بعد كل هذه التطورات قرر البرلمان الكردستاني تحديد الفيدرالية كهدف ناضل من أجله، إضافة إلى ما نكرنا فان في الفيدرالية ضمانات لحقوقنا لا نجدها في الحكم الذاتي نحن بحاجة إليها حيث نتعامل مع سلطة تؤمن بلغة القوة والقهر فقط مع الأسف.

اتكلم عن هذه الامور والتطورات لتجاربتي العملية فيها فقد اشتركت في مجمل جولات الحوار مع الحكومات العراقية المتعاقبة وخصوصاً الحكم الحالي وكنت مطلعاً بالكامل على التفاصيل الدقيقة للجولات التي لم اشترك فيها شخصياً، وفي سنة ١٩٧٠ ترأست الوفد الكردي في اهم مفاوضات وانجحها في تاريخ علاقتنا مع الحكومات العراقية.

إن عقلية وسياسات الحكم العراقي لم تتبدل إلى الآن وهذا ما نلمسه ويلمسه بشكل اوضح من حاوروهم خلال السنوات القليلة الماضية وحاوورونهم الآن. انني شخصياً، على الرغم من ايماني بان كل المشاكل يجب حلها بالحوار كلما كان ذلك ممكناً، لا أؤمن بجدي حوارات تجري الآن مع السلطة بل اعتبرها

الامن والاستقرار في المنطقة، انها كالقضية الفلسطينية في حاجة إلى حل عادل ودائم. اقترحنا في السابق دوماً ونعيد الآن أيضاً: لماذا لا يعقد مؤتمر اقليمي حول هذا الموضوع تحضره الدول ذات العلاقة والأكراد من كل الأجزاء بإشراف الأمم المتحدة وحضور الدول الكبرى لإيجاد حل على أساس الاعتراف بحقوق الأكراد وليات هذا الاقرار على أساس الاتحاد الاختياري داخل هذه البلدان وبصيغة الفيدرالية (إذا لم تسمح الظروف الدولية والاقليمية بأكثر من هذا) وبشكل يضمن وحدة هذه البلدان التي كان عدم حل القضية الكردية دوماً خطراً عليها وليس وجود هذه القضية كما يزعم البعض. وليعقد هكذا مؤتمر في القاهرة مثلاً، إن ارادت، لم لا وقد اجتمعت هذه الدول مرات عدة، وعقدت اتفاقات واحلافاً ضد الشعب الكردي كاتفاق سعدآباد ١٩٣٧، وحلف بغداد ١٩٥٥ واتفاقية الجزائر ١٩٧٥ وغيرها؛ كذلك نشير إلى الاجتماعات المتكررة بين تركيا وايران وسورية بعد تأسيس برلمان كردستان (١٩٩٢) في العراق بهدف عدم فسح المجال لتطور ونجاح هذه التجربة الديموقراطية. فلم لا تعقد هذه الدول اجتماعاً واحداً لحل هذه القضية سلباً كما اسلفنا في حين عقدت اجتماعات كثيرة جداً لمحاصرتها ومعاداتها من دون جدوى؟

عندما اعلن البرلمان الكردستاني الفيدرالية في تشرين الاول (اكتوبر) ١٩٩٢ نُظِر إليها في كثير من الأوساط العربية والإسلامية بشكل سلبي وبادرت ايران وتركيا إلى مواجهة الاعلان ومعه الكيان الكردي الاقليمي بنشئ الاساليب، وربط البعض هذا الاعلان بالحماية الاميركية لكردستان العراق وبناء المنطقة الآمنة، والربط ليس صحيحاً فالمنطقة الكردية لم تكن آمنة ولا محمية كما يجب وكانت تعاني ولا تزال من مشاكل جغرافية وسياسية واقتصادية لا يراها الآخرون من بعيد، كما لا يرون معاناة شعبنا من القرارات الدولية التي أنت بوجي من مصالح اميركا ودول أخرى وليس من مصالح الشعب الكردي بالطبع. وساء الوضع كثيراً في كردستان العراق بعد الإقتتال الداخلي المؤسف الذي خلق انطباعاً سلبياً واسعاً.

جاءت المطالبة بالفيدرالية كتطور طبيعي للاهداف الكردية وكاستحقاق نضالي مبني على اساس حق شعبنا في تقرير المصير، ولنتناول هنا كيفية هذا التطور: رُضينا نحن الأكراد في العراق بحق تقرير المواطنة الكاملة في العهد الملكي فلم نحصل عليه بل جوبهنا بموجات من القتال من قبل بغداد والاستعمار الانكليزي، ورضينا بعد ذلك بالمادة الثالثة من الدستور الموقت بعد ١٤ تموز (يوليو) ١٩٥٨ في عهد عبدالكريم قاسم التي اكدت على شراكة العرب والأكراد في العراق ولم تُنفذ بل استخدم العنف ضدنا مرة أخرى، ثم قبلنا ببيان اللامركزية في ١٩٦٣ ولم ينقذه البعثيون بل شنوا علينا حرباً واسعة تعاونوا فيها مع ايران وتركيا، ثم قبلنا ببيان شباط (فبراير) ١٩٦٤ في عهد عبدالسلام عارف وبعده ببيان ٢٩ حزيران (يونيو) ١٩٦٦ في عهد عبدالرحمن عارف وعبدالرحمن البرزاق ولم ينفذ أي منهما وعشنا جولات جديدة من القتال المؤسف الدامي. وفي سنة ١٩٧٠ صدر بيان الحادي عشر من آذار التاريخي كنتيجة لحوار مع السلطة، وكان

دعوة الى حوار ومصارحة حول مستقبل الاكراد والفيدرالية للعراق مطلب يقتضيه حق تقرير المصير

محمود عثمان *

■ عاش الاكراد في وطنهم كردستان وحسب الحقائق الجغرافية والتاريخية منذ آلاف السنين. والادلة والبحوث والدلالات على ذلك كثيرة، قبل الميلاد وقبل التوثيق العربي، كما ورد في زمن زينوفاون اليوناني الذي مر من كردستان في القرن الرابع قبل الميلاد وذكر عن مسيرته الشاقة هذه، اضافة الى ما هو معلوم عن كردية الحوريين والمتنايين والميديين وغيرهم، ثم يأتي التوثيق العربي (ابن الأثير والمسعودي وغيرهما) وهذه الدراسات تؤكد أيضاً الانتشار الجغرافي للاكراد خلال القرون العشرة الاولى من الفتوحات في موطنهم كردستان.

وبعد القرن السادس عشر تبدأ الدلائل والوثائق العثمانية، كما ورد في ما كتبه (اولياجلي) في القرن السابع عشر، بعد رحلته في المنطقة، عن وجود الاكراد في مناطق سكناهم في الامبراطورية العثمانية، وكذلك في كتاب الشرفنامه للمؤرخ الكردي البديلي (القرن السادس عشر). وللإستمرار في التسلسل التاريخي نأخذ ما كتبه الفرنسي بيير جوبير في ١٨٢١ (رحلة الى أرمينيا وبلاد فارس) الذي يذكر ان كردستان تمتد من جبال أرارات شمالاً وحتى جبل حميرين جنوباً، ومن أورمية ووان شرقاً حتى نهار جلة غرباً. ثم ناتي الى الاب ايوجي اليسوعي ١٨٨٦ الذي يؤكد هذه الحقائق، ومن ثم يقول: «تعتبر كردستان من احسن الأراضي العثمانية، ويعني ذلك الموارد الطبيعية. بعد هذا نتناول عهد الاستعمار الغربي فلقد نزع ماركس سايكس الانكليزي كردستان شبراً شبراً ووضع خرائط مفصلة عام ١٩٠٨ ثم تجاهل كل شيء حول واقع الشعب الكردي ووطنه واتفق مع جورج بيكو الفرنسي على تقسيم كردستان في معاهدة سايكس بيكو (١٩١٦). في الوقت نفسه كتب مينورسكي الروسي دراسة «الاکراد: دراسات وانطباعات» في ١٩١٥ يحدد فيها المنطقة الكردية، وينطبق التحديد هذا الى حد كبير مع ما سبق ذكره من دراسات. خلاصة القول ان الاكراد شعب عريق كالعرب، كما تؤكد المصادر التاريخية التي ترجع بعضها الى ثلاثة الاف عام او اكثر.

والناخي العربي - الكردي حقيقة تاريخية لها مقوماتها ومعطياتها، والخلاف العربي - الكردي وتاجيجه واستخدام العنف فيه يتناقض مع جدلية التاريخ، لقد جاءت العلاقات نتيجة تضحيات جسام للشعبين على مر السنين اذ وقفوا معاً لرد غزوات كثيرة وكانت مصائبهم مشتركة الى حد كبير اثناء الحكم العثماني والبريطاني والفرنسي، وقد لعب الاكراد ادواراً كبيرة في بناء الحضارة الإسلامية بل حتى العربية احياناً. نذكر على سبيل المثال في هذا المجال اشخاصاً في مصر ادوراهم مشهورة في هذا المجال كصلاح الدين

الابوي ومحمد علي الكبير وعبدالرحمن الكواكبي ومحمد عبده واحمد شوقي وقاسم امين وعباس محمود العقاد وغيرهم، اضافة الى مئات آخرين في مصر والبلدان العربية والإسلامية.

عن هذه العلاقات العربية - الكردية تحدث الكثير من الزعماء والشخصيات العربية ونذكر هنا فقط البعض وبسرعة. قال المرحوم عبدالرحمن عزام اول امين عام لجامعة الدول العربية: «ان امال العرب والعراق خاصة ومستقبل العراق ليست في التوسع على حساب الكرد وانما في التفاهم واحترام خيارهم الحر... الخ». (مجلة «الهلال» ١٩٤٣). والرئيس الراحل جمال عبدالناصر الذي عمل على ايجاد تفاهم عربي - كردي في العراق وأيد حصول الشعب الكردي على حقوقه ضمن الوحدة العراقية كتب في رسالة جوابية الى رئيس جمعية الطلبة الاكراد في أوروبا في ١٩٥٩/١/١٥: «اكتسب اليكم لأشركم على التصريح الصحافي حول العلاقة العربية - الكردية في الجمهورية العراقية واود ان اشير الى ان روح التامر بين الاكراد والعرب عمل استعماري، وبيعت الأمل في نفوسنا ان نرى روح السلام والتعاون المخلص تسود العلاقات بين العنصرين في العراق... الخ». (كتاب احمد فوزي «خناجر وجبال»). اضافة الى تصريحاته وكلامه عندما التقى بعض القادة الاكراد في فترات مختلفة حول قضية الشعب الكردي وضرورة حلها سلمياً، ولا أريد هنا تكرار تفاصيلها انما اشيرت فقط الى الرسالة اعلاه التي تظهر اهتمامه بالقضية وقلقه من تدهور العلاقات العربية - الكردية. وكان عبدالناصر سباقاً الى تهنئة الاكراد وبغداد بعد اعلان اتفاقية ١١ آذار (مارس) ١٩٧٠ على رغم ان العلاقات كانت متوترة جداً بينه وبين قيادة بغداد آنذاك.

والرئيس الجزائري الأسبق احمد بن بله وجه نداء الى العرب والمسلمين في ١٩٨٨ جاء فيه: «ان ابناء الشعب الكردي احفاد نور الدين وصلاح الدين وقفوا منذ مئات السنين اذ منذ ان جمعتهم راية الإسلام، بجانب العرب، ان هذا الشعب وهو في محنة اليوم يستحق من اخوانه العرب والمسلمين ان يرفعوا اصواتهم ل حمايته من الإبادة... الخ». (جريدة «السفير» ١٩٨٨/٩/٤). وجساء هذا النداء مع بعض النداءات الاخرى من اخوان عرب قليلين اثناء قصف نظام بغداد كردستان بالاسلح الكيماوي، ومع الاسف الشديد كان موقف الحكومات العربية سلبياً تجاهنا ولم تقف ضد هذه الجريمة الكبيرة، بل العكس، وقفت الغالبية العظمى معها وحاولت اسناد النظام والتغطية على فعلته هذه كما فعلت حكومات في الشرق والغرب. توجه السلك الدبلوماسي العربي بقيادة عميدهم سفير الكويت للمقابلة السيد نيكويار الامين العام للامم المتحدة ليؤكد له ان صدام لم يستخدم السلاح الكيماوي في كردستان، وهذا الموقف كان له تأثيره السلبي على العلاقات العربية - الكردية.

الناخي العربي - الكردي يعني الاعتراف بمساهمة كل جانب في احترام وقرار ما لدى الجانب الآخر، وان المبادرة هنا يجب ان تاتي اكثر من الشقيقة الكبرى الامة العربية، ففي الوقت الذي يتوقع العرب تاييد الاكراد لنضالهم عليهم ان يؤيدوا من دون شروط حق تقرير المصير للامة الكردية وان يقفوا معها في

المحن ووقت الحاجة، ولا اطلب هنا اكثر مما يقوله الاخ معمر القذافي دائماً حول الامة الكردية وضرورة الاعتراف بحقوقها في تقرير المصير وبناء كيانها. ان الاكراد لم يتوسعوا على حساب الشعوب الاخرى وقتالهم كان دفاعياً ضد دعوات الصهر والغزوات والابادة التي اثبتت فشلها الفزع يوماً وأضرت بالغاً بمصالح الكرد والشعوب التي يعيشون معها خصوصاً العربية. عندما اقول تاييد حق تقرير المصير للاكراد من دون تحسيدات وشروط اعني بذلك نقطتين اساسيتين:

١ - تقرر السلطة التشريعية الكردية الاقليمية هذا الحق في العراق مع مراعاة مصلحة العراق وشعبه، لا السلطة التشريعية المركزية كما يقول البعض في معرض تعليقهم على الفيدرالية مثلاً، اي انهم لا يوافقون على ان يكون خيار الشعب الكردي بيده وفق ارادته الحرة كاي شعب.

٢ - ليس صحيحاً ان يقال ان حق تقرير المصير يجب ان يمارس ضمن حدود العراق اذ ان القرار بهذا الحق يعتبر ناقصاً ومقيداً هكذا ويفرض على الاكراد ان يمارسوه ضمن اطار محدود وهذا يتناقض مع مبدأ ممارستهم الحرة لحقهم.

يقول جمال الاتاسي في مقدمة كتاب «العرب والاکراد، لمنذر الموصلي: «كان من المفروض ان يؤدي اختلاط العرب والاکراد في اوطانهم ومعاناتهم من الظلم والاضطهاد الى التقارب بينهم وليس الابتعاد والى ايجاد قواسم مشتركة للتحالف والاتفاق بين الحركتين التحريريتين العربية والكردية والوصول الى منظور مشترك لبلوغ الاهداف العربية القومية لكل منهما... الخ».

ولا بد هنا من الإشارة ولو بكلمات الى الواقع المأسوي الذي تعيشه الامة الكردية الجزاء، فهناك اكثر من ٣٥ مليون كردي في بلدان مختلفة لا حقوق لهم، ففي تركيا يسمون بالأتراك الجبليين او بالارهابيين وتشن عليهم حرب ضروس على طرفي الحدود. في ايران كان الكرد اربين زمن الشاه من دون حقوق والآن وفي العهد الاسلامي يقولون كلما مسلّمون ولا فرق وايضاً الاكراد من دون حقوق.

وفي سورية وفي بعض جمهوريات الاتحاد السوفياتي السابقة لا حقوق لهم رسمياً، اما في العراق فالصراع مستمر مع الماسي ولا يوجد حل عادل لهذه القضية الى الآن. ان مأساة الامة الكردية لو بقيت على هذه الحال فانها ستؤثر ايضاً سلباً على الشعوب المجاورة، خصوصاً الشعب العربي، وعلى

وهو التقدير» العاصف للأنوثة يجعل كل شأن خطير، عاصف، مهول، قوي، مزلزل، منسوباً إليها: هي أم الفوز بالخسارة - أما هذا كله ففيه من ثوابت «البهاء» العقلي ما ينبغي تفويض النظر إلى نتيجته: «الحصانة» الأخيرة للامة في رمز «الرفض» للخضوع، الذي أوجب على صدام حسين، من قبل، تفويت التمرد على «الحصانة» في شماله الكردي، باعلان «غزوات» الأنفال، المتاح ببركة اسمها للجندي أن ينهب بيت «المواطن» الآخر، عبر إعادة الدولة - عمق الحصن العربي - إلى أصله في البيان الطبيعي: الغاية. وإلى إعادة لغة النهب، بأسراف صفيق، إلى خطاب الدولة، وأخيراً إلى استعارة نسب «الأنفال» في السياق الديني للتدليل على مواجهات الخير المطلق، ممثلاً في عائلة حزب البعث، ضد الشر المطلق مرتدياً شروال الكردي وعمامته. فهل «الهمس» المتخصص، في إنديته، بأحوال ادب كردي «يتوجه إلى الغرب الشرير»، سمعى إلى «أنفال» على جبهة أخرى؟

كيف رأى هؤلاء في تعبير الكردي عن قدر الكردي، ووجوده، وممكانته، دعوة إلى تدبير حماية ما من نوع «Provide Comfort»، وهو ما يعنى استدراجاً من كتاباتي للغرب كي يتدخل في سيادة النص العربي، وينقص من «مباهجه»؟ حين نحا الغرب إلى تقديم العون، في شكل حماية، كان أكراد العراق يتجهون، أنصاف موتى، في تلوج الممرات الجبلية، بألاف الألفهم، إلى تركيا «الرحيمة»، هرباً من «السعادة» التي وعدتهم بها طائرات الأب القائد السميتية، فهل غدر الكرد بالروح العربية إذا قبلوا حماية الغرب من الموت بفاز الخردل الشفيق، الرؤوم، الذي تخصصت مصانع الاسمدة في تحويله إلى نفع لعظام البشر؟ وبجهم إذا. انهم يعرفون كم غدر بهم الغرب الصامت، رحم الاستثمارات في خرائب صدام، لكنهم استعذبوا، في فوضى الطحن وفوضى الوعود، أمل الخلاص من عبودية العائلة البعثية، ورامة سهامها عن يد الكيمياء، قبل أن ينكس الغرب إلى الاكتفاء بمراقبة عراق مهلهل، ليتدبر وجوده سلطاناً على منابع الدم الكوني - النفط.

لماذا لا يكون التعبير العربي عن الاستبداد العربي، في الأدب، توسلاً إلى الغرب لاستدراج شفقة الترجمة؟ لم الجأ إلى ذلك الأكراد الذين كتبت عنهم فيهم اللص، والجاهل، والقوي، والمتعب، والعنيد، والمحبط، والقائل، والجسور، والعالم، والامي. لم أحول قرى الكرد إلى ملاعب لتدبير الوعي «بجتمية الخلاص التاريخي». كتبت عن الكرد لأنني كردي، وجاري كردي، وأهلي موزعون في قرى كردية، يتكلمون الكردية، ويؤدون الصلاة بالعربية، ولله جل جلاله لفظ في لغتهم لا يجعل منه إلهاً آخر غير الذي للعربي، فلماذا لا أكتب عنهم؟ لماذا لا أكتب عما يجعل اللغة ولادة لحقيقتها كمشهد، وعلاقات؟ أنا أتناول على «شأن داخلي» في الأقاليم هذه؟ هل الكرد «شأن داخلي» ينبغي على الكاتب استئذان الرقابة العربية كي يتوجب تصريفهم تصريف أفعال اللغة، ووضع علامات إعراب بلغة الضاد على مخارج اسمائهم؟ القتل شأن داخلي. الذبح شأن داخلي. النظام شأن داخلي. السجن بلا محاكمة شأن داخلي. مصادرة الإنسان شأن داخلي. الثواب والعقاب شأنان داخليان. منع الخطابة بالكردية، أو الكتابة بها، أو تداول كتب بحروفها، شؤون داخلية. الكردي شأن

داخلي في أمصار اشقائه، إذا، فلماذا يتدخل المتدخلون في شقاء الصييين، والأفارقة، واللاتيينين؟ لماذا التعريض ببيئوشيه، وتشاوشيسكو، وعيدي أمين، وسيسي سيكو، وماركوس؟ كلهم يتصرفون بحيوات «داخلية» هي ملك الزببية؟ ملك طلاقات علي حسين المجيد المتفجرة بعد سقاية الضحية بنزناً، وملك أخي رئيس في بلد آخر يتسبح للسجناء هرباً من السجن ليتصيدهم بالبندقية. كلها شؤون داخلية في إخفاء معارضين بسرقتهم من بلدان أخرى، هيبا، اكملوا موعظة الشأن الداخلي، واعفوا أنفسكم من تنظيرات التدخل في صفر العالم.

ليس مخيفاً قط، وليس خيانة أن يصلي المرء لنجدة تصله من خارج ما، تعيد الحرية المقضى عليها من الركل إلى صوابها. الوسط المذود من انهيار «العمق العربي» ينتظر التغيير، أبداً، بالعامل الداخلي، النقي الدم، القادر كصفحة كيم إيل سونغ (التي تزيح سلسلة من الجبال شديدة الانحدار) على الاطاحة بحديد النظام وفولانه. إن «الشأن الداخلي»، كمصكوك في الاخلاق المحدثة، «ميثاق» الأنظمة الملن كي لا يبيع أحد لعامل خارجي ترويض أحد آخر من فصيلها، فيغدو الأمر عرفاً، ويجري في زيد ما جرى في عمرو. «العامل الداخلي» مقولة تحصين أكثر ألقاً من كنوز قاروون. لكن ما وجه «التمييز الكردي» الذي أتوجه به إلى الغرب ليخف إلي على صهوة جواده، معيناً كعامل خارجي على ترشيد الواقع «الذهبي» الضال؟ إذا كانت كتابتي عن الكرد «تريضاً» على الترجمة بعامل «الإثارة» المفروضة في موضوع كهذا، فالأمر يعني، إذا، أن الواقع العربي، النقي، أمين على رخاء النفوس، صحيح الجسد، عادل المشية (19).

لم أترعرع في بيت تشرب النظر في خصائص كونه عرقاً آخر من أعراق هذا العالم. كان أبي الملا، بلقبه الديني الصغير، يرى إلى العرب أقرباء الحقيقة لأنهم فرع الأصل النبوي، الكامن في جيلة الخلق الأول، وهم خطاب الله إلي الوجود العارض. لكنني، حين تيقهت عرضاً، ذا يوم، بما يذكر بعرقى، أعدت لي ليدرسه محاكمة نويث عظامي هلعاً. كل أساتذة المدرسة الاعدادية - الشائوية اجتمعوا لوضع المحاكمة على سكة أصولها، وتياروا - إلا أستاذ الكيمياء الشيعوي، والجغرافيا الفلسطيني - في إعادة عقلي إلى مسلك الحقيقة: إذا ادعت أصلاً كردياً، عد إلى تركيا. هكذا قال معلم الأدب العربي، ذو الشيب في العارضين. الأكراد هم من تركيا، إذا!!!. وافسون طارنون. أعرف أن والد جدي قدم من جهات قزوين إلى أرض متداخلة الأعراق، لم ترسمها الخرائط، بعد، مبنوية بخطوط زرقاء، وحمراء، وسوداء. جاء إلى أرض كان فيها شركاء لغته، وشركاء ثيابه، وشركاء حكاياته عن البسالة، والخيبة، والفرام المذهب، في أقاليم صغيرة، كل إقليم قرية لها اسم كردي.

قبل أن أولد، بسنين عشرين ربما، لم تكن ثلاثة أرباع هذه البلاد بلاداً بعد. ومع ذلك طلب مني معلم اللغة العربية أن «أعود» إلى تركيا!!!. بالطبع لم أطلب منه، هو، أن يعود إلى الجزيرة العربية، بل - بعد ما طردت من الصف الإعدادي الثالث - تقدمت إلى

الامتحان وفق «النظام الحر»، فنقلت خطواتي، جرجرة، إلى الصفوف الثانوية. وما أنا أود أن أكتب إلى ذلك المعلم أنني ابتعدت قليلاً عن مصافي العروبة التي يديرها بشهامة أشعار الفخر، غير أن شركاء له يتبعونني إلى اللغة كي يفيدوا إليها «استقلالها» من احتلال كردي يتوسل بها الترجمة إلى لغة الغرب الغارية.

لم اخترع شعباً على مقياس خيال الغرب. لم أهن الشخصية العربية في أي نص. أم ترانتي أراحم البعض على جزء من خيال المكان؟ أنه مكاني أيضاً. أنه المكان الذي يحق لي، مثلهم، إعادة ترتيبه، والإضافة إليه، وصوغه، وتصويره على حاله. فإن ذهبوا في الأمر إلى وجوب تصنيفي كاتباً كردياً، خارج مملكتهم، فانما لم أدر، قط، أنني غير كردي. أي: لم «أخدعهم»، فجأة، لأقتنص ما «يشير» الغرب، ويحرض، على الترجمة. منذ «دينوكاريفيا»، في العام 1973، وأنا مسترسل في القبض على «البرهة الكردية». فليقرأوا «البرهة الكردية» بالحق الذي يقارون به يابانياً مترجماً إلى العربية فيبتهجون بأضافة شيء، ما إلى معرفتهم بأحوال العالم في نص أدبي.

أم أن وراء الأكمة عود زربا؟ لم أساوم في اللغة. لم أساوم على جعل النص رقعة معرفية بجسارة تحميل المعنى حروباً على جبهاته المتعددة. لم أساوم على استدراج نفسي، وقارني، إلى امتحان يصل إلى حدود المغز، كون المغز باباً من أبواب الحقيقة إلى التيه العادل. وأنا، بضراوة البناء عندي وتركيبه، الأكثر صعوبة على الترجمة. فأي غرب أتوجه إليه بأثقالتي هذه؟ تعاقب على إحدى رواياتي مترجمان إلى لغة واحدة، ثماني سنين، وهو وقت لم يستغرقه صدور مئة رواية عربية في لغات أخرى. «كاتبكم الكبير... يترجمه المترجمون على المقاعد في انتظار المترو. أنت صعب، أنت فاحش الصعوبة»، ذلك ما كتبت به إلى مسؤولة عن تدبير النصوص العربية متبلة على مائدة الغربي. ربما هي «الاعتناقية الفكرية»، في مقامها من الفراغ الراهن، تزيين الاختبال كموضوع «جدير» بثقة النظار وقد طحنوا بتسارع الانهيار في منظومة المرحلة. ما من شيء واضح، والذين أوقفوا خطابهم على الديمقراطية، والاختلاف، يختتمون النص بنقطة من «أمهات» النقط المبذولة من بيان صدام ويلاغته. ربما هم يتسلون، لكنها تسلية دموية في انتظار انتشار فكرتهم من طوفان المازق.

الفصيلان شاركا في لقاء للمعارضة العراقية في لندن

حزب طالباني يبرر سقوط الخيار العسكري بدعم تركيا حزب بارزاني

AL HAYAT FRIDAY 19 JUNE, 1998 ISSUE NO 12890

□ لندن - «الحياة»

ان اجراء انتخابات في مناطق الاكراد «سيظهر كم صغار الشعب الكردي يفر منهم، في اشارة الى حزب بارزاني».

واعترف بان التفوق العسكري التركي على مقاتلي الاتحاد جعل خيار الحل العسكري للخلافات بين الحزبين معدوماً. وأضاف: «استطعنا ان نحصي ٣٦ دبابه تركية في مواجهتنا وكان واضحاً ان الامر فوق طاقتنا».

واللافت ان مندوباً عن حزب بارزاني شارك قبل ايام في لقاء للمعارضة العراقية رعته وزارة الخارجية البريطانية في لندن، بعدما كان الحزب قاطع لقاءات من هذا النوع عقبت خلال الاشهر الماضية.

وفي هذا السياق اعلن مساعد وزير الخارجية الاميركية مارتن انديك اول من امس ان ادارة الرئيس بيل كلينتون قررت مساعدة المعارضة العراقية، التي نشرت وزارته قائمة باسماء ٧٣ تنظيمياً اعتبرت انها تمثل هذه المعارضة. وقال انديك ان الادارة ستحاول مساعدتها وراى انها «تمثل رؤية بديلة للعراق، وهي ديموقراطية تناقض رؤية (الرئيس) صدام حسين».

■ اعلن جبار فرمان، وهو عضو في المكتب السياسي ومسؤول عسكري رفيع المستوى في الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامة جلال طالباني)، ان حزبه اسقط الخيار العسكري كحل للخلافات بينه وبين الحزب الديموقراطي الكردستاني الذي يتزعمه مسعود بارزاني. واوضح ان الدعم التركي لخصمه لم يترك مجالاً إلا للفتاهم بين هذين الفصيلين الرئيسيين في شمال العراق اللذين يتقاسمان المنطقة الكردية منذ اندلع بينهما اقتتال في ١٩٩٤.

وعقدت اخيراً لقاءات منتظمة بين قيادتي الحزبين مما ادى الى تحسن الاجواء بينهما. وعلى رغم ان الهدف النهائي لهذه اللقاءات هو عودتهما الى التعاون في اطار ادارة موحدة، اقتصرت النتائج حتى الآن على اجراءات مشتركة محدودة، ولم يتفق الطرفان بعد على تبادل الاسرى.

ونقلت وكالة «رويترز» عن فرمان قوله في السليمانية ان «الحزب الديموقراطي فقد دعم الشعب واصبح مديناً لتركيا ومعتمداً عليها بدعوتها الى التدخل في كردستان لحل مشاكله العسكرية». وراى

الاثنين ٢٢ حزيران (يونيو) ١٩٩٨ الموافق ٢٧ صفر ١٤١٩هـ/ العدد ١٢٨٩٣

AL HAYAT MONDAY 22 JUNE, 1998 ISSUE NO 12893

الذي يستحقه كردي في الاشارة الى دجاجات امه، وتبع ابيه.

• الملفت في الامر، حقاً، ان «الهمس» المتنامي عن «التشكيك» في النوايا الحقيقية لادبي، يأتي من وسط احتفى همساً بصدام حسين، وصموده المرتفع على الانقراض، تباكيا على العمق العربي الذي جرى تهشيمه. لا طائل من التذكير بتواطؤ صدام والغرب لاشاعة البرهة الأكثر دويماً في الخسارة، لأن هذا الوسط «المتحصن» بسجاله في تقديس الديموقراطية، وتشريف «الاختلاف»، يريد لنفسه استثنائاً ببوابة المعنى، وتحديد خواصه. هكذا وجدنا «اصولية» جديدة للقراءة ترى تعبير «الاقلية» (الشقيقة) تطاولاً على طموحها في احتكار التعبير عما تعتقده هي، بميزان مكسور، واقعاً رديئاً، واستبداداً، والغاء للهوية يستوجب النقد. هي «اصولية» تلتقي وشقيقتها الاسلامية في استنزاف الممكن الديموقراطي الى مشروعية لافناء الآخر إذا استوى لها السلطان.

• يستطيع هذا الوسط المشاء بخلط من انكسارات لغته على جبهة الاممية، تحويل صدام حسين الى تجريد في لعبة الحنين المفتوحة الى مجابها على مفاص شعارة المثلوم: اجتماع «الامبريالية» الكونية ضد العراق. أما تفاصيل اجتذاب صدام لاغاً ممنون الى فطيرة تفاح الخليج، واستنزاف العراق في حرب العبد على جبهة فارس، وتشنئة «التعددية» الحزبية على يدي ابني عميه الماسوفين على شبابيهما، وابني وترقيه الجاذبية الديموقراطية على مائدة «مجلس الثورة»، وجمالية البحث عن الفاظ الجهاد،

مقالة مغلنة بالانكليزية) بعدم الوقوع في «فخ» ما استدرج دور النشر الغربية اليه، لأنني أتوجه بكتابتي - في زعمه - الى الغرب، واتقصد «سهولة» البناء، وسهولة اللغة، لاوفر على الترجمة «شقاء» ملاقاته الكردي في نصف الطريق الى روجه.

انا كاتب لم يبدأ توسل «اقلية»، بعد حرب الخليج لتكون مرتبة في تعبيره كملامة سرير يحملها الى «شقيقة» الغربي على «هويته». لم يبدأ بعد حرب الخليج المهولة في اهاب «امهات» الكشف لاوتوسل الى حظوة في الترجمة. لم تبدأ كريدتي حين اعترف جورج بوش بوجود إبادة أصم أننيه عنها أول الامر، فقررت استغلال صحوة ضميره كي يترجمني المترجمون الى لغة اليانكي. كتبت باللغة الاشد ضراوة في التنقيب عن نحاس الكردي، وفتحته، فيما كان في مستطاعي بلوغ الترجمة بتدبير سهل كالركاكة المحمولة على انشاء طاحن، يحمله البعض تحت إبطيه الى اصداق «مفاتيح» في المشورة لدى الدور الغربية، حيث تجري ترجمات باكملها على إبريق من القهوة.

لم اذهب في اتجاه الترجمة الى لغة أخرى، بل في اتجاه ترجمة روح الكردي الى عربية تخص شريكي العربي، الذي ينبغي ان «يتعرف» إلي بعد اغتراب في صحوة قوميته التي الزمني بتهجئة إعرابها. ذهبت في اتجاه شريك معني عن اللغة الكردية فذهبت اليه، متمسحاً، بلغته، التي هي اقتداري على تدبير حريتي في بلاغتها، وتدبير هويتي في نبلها الأعمق، مستغلاً استقلال العاشق توأطؤها مع أعماقي على تدبير المعنى،

إلى من يهمه الأمر ومن لا يهمه

سليم بركات

■ في السنين الأخيرة هذه، المرمية على قارعة حرب أكثر نكالا بما تبقى من تاريخ عربي، تناهي إلي - أنا كاتب السطور الملقاة على كامل الفضيحة - ما ظننته مزاحاً في التصنيف، فإذا به، عبر همس بتصاعد، عنصرية في التصنيف.

أوساط من كتبة النقد «الأكاديمي»، يتامى الواقعية الاشتراكية واخواتها، وحفنة من العائدين الى «عمقهم العربي» بعد تيه في الاممية واخواتها، يتداولون «شرعية» انتسابي الى الكتابة العربية، لأنني، في بساطة، لم افصل لابي بنظراً يتماهى به مع الزي العربي، وتركت أمي في زي لا يشبه ما ترتديه نساء العواصم. ثم تركتهما، بعد ذلك، يتحدثان الكردية الى جيرانهما، من غير ترحيب بخطط «محو الامية» عن اللسان الكردي بانطاقه المعرفة الكلية، الازلية، في الحرف العربي. ومنذ قليل، في مثال ركيك عن امتداد هذا الهمس الى شواطئ الأمم الأبعد، أوصى ناقد داراً (في

ديميريل حذر "أعداء تركيا من محاولة تعديل حدودها"

□ انقره - ا ف ب

وقال ديميريل لدى استقباله وفداً من جمعية الصداقة التركية - الأميركية: «هناك بعض الأوساط الغربية التي لم تنس معاهدة سيفر وتريد تعديلها». يذكر أن معاهدة سيفر الموقعة في آب (أغسطس) ١٩٢٠ بين المنتصرين في الحرب العالمية الأولى والسلطة العثمانية تعد

■ اتهم رئيس الجمهورية التركي سليمان ديميريل «بعض الأوساط الغربية بالسعي إلى تعديل معاهدة سيفر، الموقعة بعد الحرب العالمية الأولى وتم بموجبها تفكيك السلطنة العثمانية».

التركية الحالية المنصوص عليها في الميثاق الوطني، أي الحدود الوطنية التي حددتها حكومة انقره خلال فترة النضال من أجل تحرير تركيا من أيار (مايو) ١٩١٩ إلى تشرين الأول (أكتوبر) ١٩٢٢ ولكنه لم يسم أي دولة. وجاءت تصريحات ديميريل هذه بعد اعتراف الجمعية الوطنية الفرنسية رسمياً الأسبوع الماضي بـ «الإبادة الأرمنية» في ١٩١٥.

بأراض للأرمن وللاكراد في شرق وجنوب شرقي الأناضول مع الاستقلال على المدى الطويل، كما منحت اليونان منطقة أزمير على بحر ايجه (غرب) ووضعت منطقة اسطنبول تحت إشراف الحلفاء الغربيين. وقال الرئيس التركي إن «السلطنة العثمانية قسمت إلى ٢٦ دولة باستثناء الأرمن والأكراد ولن يكون هناك أبداً دولة أرمنية ودولة كردية في الأناضول». وأضاف أن «تركيا تعرف أعداءها، وفي حال تضافرت جهود كل أعدائها ضدها فهي تملك القدرة على المواجهة. هم (الأعداء) يريدون تغيير الحدود

أقوال بحاجة إلى أفعال

■ كشف ديفيد شيفر، السفير في وزارة الخارجية الأميركية المكلف بشؤون جرائم الحرب، أن حكومة الولايات المتحدة في صدد إعداد سجل بجرائم النظام العراقي لكي تصبح هذه المعلومات في متناول فريق للتحقيق في هذه الجرائم.

وأوضح، في ندوة عقدت حديثاً في معهد واشنطن لسياسة الشرق الأدنى، أن قسم مراقبة حقوق الإنسان التابع للجنة العلاقات الخارجية في مجلس الشيوخ الأميركي قام قبل بضع سنوات بجمع وثائق رسمية تتعلق بجرائم حرب وإبادة جنس تتألف من نحو ٥٠٥ مليون صفحة تركها العراقيون وراءهم عندما فروا من شمال البلاد بعدما سيطر الأكراد على المنطقة في ربيع ١٩٩١. والمؤشر المشجع هو إعلان شيفر أن الحكومة الأميركية أنجزت قبل مدة قصيرة استنساخ هذه الوثائق كلها على ١٧٦ قرصاً مدمجاً يمكن أن توضع تحت تصرف أي فريق للتحقيق في جرائم النظام العراقي بغية محاكمة صدام حسين.

هل يعني هذا الكلام أن إدارة الرئيس كلينتون تعترم العمل بجدية على محاكمة النظام العراقي أمام محكمة دولية متخصصة في جرائم حرب لم تظهر إلى الوجود بعد؟ بالطبع لا، على رغم أن كبار أعضاء الإدارة الأميركية أعلنوا أكثر من مرة أنهم يحضون على محاكمة صدام حسين أمام محكمة دولية. بعبارة أخرى من السابق لأوانه توقع تشكيل مثل هذه المحكمة في مستقبل منظور، خصوصاً «مثول» صدام أمامها.

يقال هذا كله مع تأكيد أن حملات المطالبة بمحاكمة صدام ينبغي دعمها وتشجيعها وتبنيها بكل الوسائل الممكنة، وهو أمر يتطلب إصراراً وعزمًا وصبراً، خصوصاً من جانب المعنيين مباشرة بالأمر وهم ضحايا نظامه، في مقدمهم العراقيين، عرباً وأكراداً، شيعياً وسنة، تركماناً وأشوريين، إضافة إلى الكويتيين والإيرانيين، شعياً ودولة. والأكيد أن هؤلاء يمكنهم أن يتفقوا مع شيفر على أن الأعمال التي تندرج تحت مفهوم جرائم حرب تشمل الآتي:

- حملات «الأنفال» التي نفذتها القوات العراقية في ١٩٨٨ ضد الأكراد وراح ضحيتها ما لا يقل عن ١٠٠ ألف كردي، بحسب تحقيقات أجرتها ميدانياً منظمة «ميدل إيست هيومان وايتش».

- قصف مدينة حلبجة الكردية بأسلحة كيميائية ما أسفر عن سقوط خمسة آلاف قتيل على الأقل ولا يزال ناجون من القصف يعانون أمراضاً غريبة، بينما تستمر العواقب المدمرة للقصف الكيماوي بالنسبة إلى التربة والبيئة في حلبجة.

- معاملة الإيرانيين خلال الحرب العراقية - الإيرانية (١٩٨٠ - ١٩٨٨).

- غزو الكويت واحتلاله وعمليات التعذيب والقتل التي تعرض لها المدنيين الكويتيين على أيدي القوات العراقية.

- الأعمال القمعية التي اتخذها النظام العراقي ضد عرب الأهوار في جنوب البلاد وتدمير بيئتها إثر حرب الخليج الثانية.

- قيام الجيش العراقي بتدمير المنشآت النفطية في الكويت وتلويث بيئتها أثناء فراره من البلاد في ١٩٩١.

وتبقى هذه كلها أقوال بحاجة إلى أفعال. فهل يمكن أعداء النظام العراقي أن يتحدوا ويطالبوا القوة العظمى الوحيدة في العالم بتقديم الدعم المطلوب لهم لتحقيق محاكمة صدام حسين؟ وإلا لماذا كلفت حكومة الولايات المتحدة نفسها عناء توفير ١٧٦ قرصاً مدمجاً يضم وثائق تكفي لإدانة صدام وأركان نظامه بجرائم حرب؟

كامران قره داغي

AL HAYAT TUESDAY 9 JUNE, 1998 ISSUE NO 12880
الثلاثاء ٩ حزيران (يونيو) ١٩٩٨ الموافق ١٤ صفر ١٤١٩ هـ / العدد ١٢٨٨٠

وخلاصة القول ان الندوة تعقد. لكن الاكيد انها تكون ندوة يتحاور خلالها طرشان. اما المتحدث الوحيد فلن يكون سوى صدام حسين... ونلك في الواقع قمة ماساة لا تدعو إلا الى السخرية.

* كاتب عراقي مقيم في بريطانيا.

اما المحاورون الناصريون، فكانوا اكدوا عجزاً مشابهاً قبل سنوات حين تداعوا بصوت واحد لرفض استضافة عاصمتهم ندوة تعلق بحوار الاعراق والاقليات. وكانت حججهم المعلنة ان الندوة تبحث ضمن مواضيعها المختلفة موضوع اقباط مصر. والمعالم ان رئيس مركز ابن خلدون المصري سعد الدين ابراهيم اضطر على إثر ذلك الرفض الى نقل موقع ندوته الى قبرص. فكيف ان يمكن الوثوق بصداقة هؤلاء في ادارة حوار ناجح مع الاكراد؟

AL HAYAT FRIDAY 29 MAY, 1998 ISSUE NO 12869

نفي اجراء حوار مع بارزاني بوساطة مصرية

طالباني : القوميون العرب ماذا يفعلون بنا إذا حكموا؟

□ القاهرة - «الحياة»

العراقي يعر به وكراده.
وأشار الى ان المشاركين في الحوار كلفوا اللجنة المصرية للتضامن تشكيل لجنة دائمة للحوار العربي - الكردي بالتشاور مع الاطراف الكردية لمتابعة ما ورد من توصيات، والسعي الى عقد لقاءات منتظمة أكثر شمولاً لتعميق هذا الحوار وتوسيع دائرته بمشاركة مزيد من الاطراف العربية والكرديّة.
ودعا البيان اللجنة المصرية للتضامن الى ان تبذل جهوداً لعقد اللقاء المقبل قبل نهاية السنة في مكان يتفق عليه بين الاطراف المعنية.
يذكر ان جلسات الندوة التي استمرت يومين خلت تقريباً من المداخلات العربية، مما دفع مراقبين الى وصفها بأنها «ندوة لتسويق فكرة الفيدرالية عربياً وليست للحوار العربي - الكردي».
الى ذلك اكد طالباني ان الحوار الكردي - الكردي مستمر داخل المناطق الكردية في العراق، وحقق تقدماً. وأعرب عن امله بان يسفر عن تحقيق «المصالحة الوطنية الشاملة».

جاء هذا في تصريح ادلى به طالباني على هامش الندوة، رداً على سؤال عما ترد عن وجود حوار كردي - كردي بوساطة مصرية. ونفى ما ترد عن حوار بين الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) والاتحاد الوطني الكردستاني بوساطة مصرية.
ولفت الى ان الندوة شهدت حواراً كـردياً - كردياً، وان مواقف الوفدين الكرديين كانت متطابقة. وشدد على ضرورة تمتين الوحدة الوطنية العراقية.

وعقب السيد جلال طالباني الأمين العام للاتحاد الوطني الكردستاني قائلاً: «إذا كان القوميون العرب يصادرون الآن حقناً في التعبير عن آمالنا فما الذي سيفعلونه بنا إذا تولوا الحكم لا قدر الله».

وأوضح أن «المؤتمر الوطني العراقي الموحد» وافق على الفيدرالية في مؤتمر صلاح الدين الذي عقد في عام ١٩٩٢.

وأيد السيد سامي عبدالرحمن عضو المكتب السياسي للحزب الديمقراطي الكردستاني ما قاله طالباني في هذا الشأن، وأضاف أن مؤتمر صلاح الدين «لم تعقبه مع الأسف تطورات تؤدي إلى عراق فيديريالي».

وزاد: «لم نأت الى هنا لنتنازل عن قرار برلماننا الذي يرى أن حل قضيتنا هو الفيدرالية».

وأكد البيان الختامي أهمية «الوقوف الى جانب نضال الشعب الكردي من اجل حقوقه القومية» مشيراً الى ان المشاركين في الندوة «يعتبرون التوجه نحو الديمقراطية والتعددية واحترام حقوق الانسان سبيلاً لدعم الوحدة الوطنية العراقية في اطار دولة العراق».

وشدد البيان على تأييد كل الجهود الدولية والشعبية الهادفة الى رفع المعاناة عن الشعب

شهدت الجلسة الختامية لندوة الحوار العربي - الكردي في القاهرة امس جدلاً حاداً حول مسألة الفيدرالية التي يسعى اكراد العراق اليها كحل لازمتهم مع نظام الحكم في بغداد.

وكان البيان الختامي للندوة، الذي قرأه السيد احمد حمروش رئيس اللجنة المصرية للتضامن، اشار الى ان «الجانب الكردي يرى أن حل القضية الكردية في العراق يقوم على اساس الديمقراطية والتعددية والفيدرالية وحقوق الانسان بما يعزز الوحدة الوطنية في اطار الدولة العراقية».

وأبدى علي الكليدار المحسوب على التيار القومي العربي المعارض في العراق تحفظه، وقال بحدّة: «كل فصائل المعارضة العراقية يجمع على ضرورة تأجيل الحديث في موضوع الفيدرالية الى أن يتم تغيير النظام في بغداد».

ورأى ان «قضية اكراد العراق شأن داخلي عراقي، واتخاذ اي قرار في شأن الفيدرالية يجب أن يتم عبر استفتاء يشارك فيه جميع العراقيين باشراف نظام حكم ديموقراطي».

بغداد وموسكو تطالبان أنقرة بسحب قواتها من شمال العراق

■ بغداد، موسكو - «الحياة»، أ ف ب - نددت بغداد بـ «الغزو التركي الجديد» لشمال العراق، وطالبت أنقرة بسحب القوات التركية فوراً من هذه المنطقة، واتخذت موسكو موقفاً مماثلاً.

وحمل ناطق باسم الخارجية العراقية على «العدوان العسكري التركي»، وطالب الحكومة التركية بـ «سحب قواتها الغازية من اراضي العراق فوراً والكف عن تكرار هذه الممارسات التي تتناقض مع ميثاق الامم المتحدة ومبادئ القانون الدولي واعتبارات الجيرة الحسنة». وكان الجيش التركي بدأ في ٢٠ ايار (مايو) الجاري هجوماً على مقاتلي حزب العمال في شمال العراق. وأفادت مصادر في ديار بكر ان نحو ١٥ الف جندي تركي والفين من «حراس القرى» توغلوا منذ اسبوع في

شمال العراق من مناطق سيبولي وسميدني واولودير (جنوب شرقي تركيا) تدعيمهم الطائرات التركية.

وتابع الناطق العراقي ان «مسلسل عمليات الغزو والانتهاك الذي تقوم به القوات المسلحة التركية لاراضي جمهورية العراق واجوائها يؤكد مغية السياسة المزدوجة التي تتبعها تركيا تجاه الحال الشاذة في شمال العراق والمساهمة في ادامتها تنفيذاً للمخطط الاميركي - البريطاني المعادي».

الى ذلك، اعلن الناطق باسم منسق الشؤون الانسانية للامم المتحدة في العراق اريك فالت ان عمليات توزيع المواد الغذائية في شمال العراق تآثرت بالعمليات العسكرية التركية.

وفي موسكو جاء في بيان اصدرته وزارة

الخارجية الروسية ان الاترك بدأوا «عملية عسكرية واسعة بحجة مكافحة، انصار حزب العمال الكردستاني في شمال العراق». واعتبرت الوزارة هذا التدخل «مرفوضاً ايّاً تكن التبريرات». وحذرت من تحويل «الغزو، التركي للاراضي العراقية «ممارسة دورية»، ودعت الى حل المشاكل بأساليب «حضارية»، مطالبة بالانسحاب الفوري للقوات التركية. على صعيد آخر اعلن فالت في بغداد ان خطة جديدة قدمها العراق اول من امس الى المنظمة الدولية لتوزيع المواد الغذائية والاساسية خلال المرحلة الرابعة من اتفاق «النفط للغذاء» تبلغ قيمتها ثلاثة بلايين دولار. وقال ان «مخصصات الصيغة المنقحة لخطة التوزيع التي قدمها العراق تبلغ ثلاثة بلايين دولار، بدل ١.٢ بلايين دولار».

الحوار العربي - الكردي في القاهرة

حوار طرشان... والمتحدث من وراء الستار صدام حسين

سامي شورش *

■ يعقد في القاهرة يوم ٢ حزيران (يونيو) لقاء حوار حول العلاقة العربية - الكردية وكيفية تطويرها وتعزيزها، يحضره ممثلون عن الحزبين الكرديين العراقيين، بارزاني وطلباني، وعدد من المثقفين المصريين ممن ينتسبون الى تجمعات واحزاب في مقدمها الناصريون. وابتداء، يمكن التشديد على ان الحوار في حد ذاته فكرة جيدة وطريقة مثالية لخلق التفاهم والتفاعل الايجابي بين الافراد او الجماعات او الشعوب، خصوصاً اذا كان المقصود منه تنشيط التعاون الثقافي والحضاري وحل العضلات وفتح آفاق جديدة لبناء مجتمعات مدنية متضامنة.

ويمكن التشديد ايضاً على ان العلاقات العربية - الكردية تعاني بالفعل من شروح عميقة احدثتها ممارسات نظام صدام حسين طوال العقدين الماضيين. وان ردم تلك الشروح اصبح يتطلب اقامة اكثر من ندوة وحلقة حوار.

لكن المشكلة في اللقاء ان اغراضه لا تمت الى كل ذلك بصلة، بل كل ما يريد تحقيقه هو نقطتان واضحتان: الاولى، حث الاكراد على تسريع محادثاتهم مع بغداد بغية التوصل الى اتفاق بين الطرفين يفضي الى تخلي اميركا عن حمايتهم من جهة، والى تهينة مقدمات تمويهية للايحاء بان النظام العراقي ينهمك بالفعل في تطبيق القرار ٦٨٨ الخاص بحقوق الانسان في العراق من جهة اخرى. والثانية، تاجيج مخاوف الاكراد من دور تركيا في المنطقة. ما يمكن ان يجرى الى اقناعهم بتحويل انتباههم من مخاطر نظام الرئيس صدام حسين الى مخاطر الدولة التركية.

والواقع ان النقطتين اعلاه يفسران رغبة القائمين على اللقاء في تحديد المشاركة الكردية بقاومتين تعذران سلفاً وتقتصران على عشرة اشخاص لكل منهما ترشحهما قيادتا الحزبين. اما المشاركة المصرية فتجري على اساس تحديدات تقوم بها التجمعات الناصرية، إضافة الى عدد محدود من العراقيين يراعى في اختيارهم كونهم من دعاة الانفتاح على النظام في بغداد.

بالنسبة الى الغرض الاول يمكن الإشارة الى ان الاتجاه القومي الناصري خصوصاً في اوساط المعارضة المصرية، اصبح يؤكد منذ مدة ليست بالقصيرة على ان العراق يتعرض الى مؤامرة اميركية - اسرائيلية تستهدف تفتيته والنيل من شعبه عبر فرض عقوبات دولية على نظامه السياسي الحاكم. وان اميركا، ومن ورائها اسرائيل تحاول استثمار الورقة الكردية لايذاء العراق والنيل من دوره العربي. واستناداً الى ادبيات تلك الاحزاب فان الواجب القومي اصبح يحتم على كل الدول العربية، بما فيها تلك التي اكتوبرت بنار صدام حسين كالكويت، ان تسارع الى تطبيع علاقاتها مع بغداد والعمل على اعادتها الى موقعها الطبيعي ضمن الساحة القومية العربية، من دون مراعاة الموقف الدولي الناشئ عن احتلال الكويت والقرارات الدولية المتعلقة بذلك.

تلك النغمة ليست جديدة ولا علاقة لها بالحساسية المفرطة التي اصبح عليها الموقف العربي بعد التشنيد الاسرائيلي حيال عملية السلام منذ وصول الليكود الى الحكم. وهي الحساسية التي يستخدمها البعض، ومنهم، ربما، منظمو ندوة القاهرة، لتمرير مطالبتهم بمساعدة صدام حسين واعادة تأهيله انطلاقاً من اهميته في اعادة التوازن الى ميزان الصراع العربي - الاسرائيلي.

واخذوا في الفترة الاخيرة يحاولون اقناع الشعب العراقي نفسه، يعربه واكراده، بتلك الطروحات. فقبل فترة ليست ببعيدة، مارسوا ما في جيبهم من ضغوط لاقناع افراد وتجمعات عراقية معارضة معينة للتوجه نحو التصالح مع نظام صدام حسين، بل والذهاب الى بغداد طلباً لذلك. كما شرعوا يشجعون الاكراد العراقيين على نسيان الماضي واعادة جسور التفاهم مع حكومتهم التي اذقتهم مرارة حلبجة والانفال. وكان اقتراحهم المتعلق بتنظيم ندوة محددة يحضرها ممثلون عن الحكومة العراقية او حزب البعث العراقي مع ممثلين من احزاب كردية وناصرية، آخر الاشارات في ذلك الخصوص. وعلى رغم ان الحكومة العراقية رفضت الحضور رسمياً، الا انها ظلت تبارك المقترح انطلاقاً من قناعتها ان الاكراد في الندوة سيكونون في «يد امينة» ما دام الغرض هو اقناعهم بالتصالح معها. وما يستدعي الانتباه ان الاوساط الناصرية ما فتئت تكرر على مسامع

الاكراد، او على الاقل على مسامع ممثلهم في القاهرة، ان الافضل بالنسبة اليهم هو التعاون مع صدام حسين وتفضيل ذلك على التشبث بحماية اميركية وغربية يمكن ان «تلغى في اي لحظة». فالصراع المحتدم بين المجتمع الدولي والنظام العراقي لا يمكن ان ينتهي، في نظر تلك الاوساط الا ب «انتصار» صدام حسين. وكانت بغداد نفسها التجات الى خطوة مشابهة، قبل ما يقرب من شهرين، حين اقنعت موسكو بإرسال سفيرها في العراق

الى المنطقة الكردية لاقناع قادة الحزبين بالاستعجال في توقيع اتفاقية سياسية مع بغداد انطلاقاً من حقيقة ان «صدام حسين باق من دون تغيير على رغم جهود واشنطن لإزاحته».

وبالنسبة الى المسألة الثانية فالواضح ان الاوساط الناصرية تعمل منذ فترة ليست بالقصيرة على استثمار انعكاسات الاتفاق العسكري التركي - الاسرائيلي، للقول بخاطر تركيا المتعاطف على الامن والاستقرار في الشرق الاوسط. والواضح ايضاً انها تحاول جهدها استغلال اكراد العراق، خصوصاً جلال تالباني، للقيام بدور التصدي للخاطر التركي. وتجلي ذلك بشكل واضح حين جرى اقناع الاخير في العام الماضي بالتعاون مع حزب اوجلان ضد تركيا.

واستطراداً لا يمكن الجدل في حقيقة ان تركيا تنتهك حقوق اكرادها بشكل فظ، وان مؤسستها العسكرية الشوفينية تخوض ضدهم حرباً مدمرة تستدعي التنديد والإدانة. وهي تشكل انطلاقاً من تلك الحقائق خطراً محدقاً باكرادها المحرومين من اسبط الحقوق الانسانية. لكن الواضح ان تلك الدولة المؤسسة على ايدولوجية قومية استعلائية، لا تمثل بالنسبة لاکراد العراق سوى خطر ثانوي اذا جرت مقارنتها بالخطر الصدامي المحدق. بل ويمكن للاحزاب الكردية العراقية ان تجد طرقاً سلمية مؤاتية لحل مشكلاتها مع الدولة التركية، شبيهة بالطرق التي تنتهجها الشعوب والحكومات العربية معها.

اما اذا كان المقصود بتلك المخاطر تزايد عدد المواقع التركية ومقار الاحزاب التركمانية في اربيل (منطقة نفوذ بارزاني) فيمكن التذكير في الوقت عينه بتزايد المواقع الايرانية وافتتاح حسينية كبيرة في مدينة السليمانية (منطقة نفوذ تالباني) التي تخلو تجمعاتها السكانية من شيعي واحد.

ثم لماذا تشجيع اكراد مقيمين على الدخول في حرب اخرى مع تركيا، في حين تحاول حكومات عربية، في تصرف حسن، تطبيع وتطوير وتعزيز علاقاتها مع تلك الدول الشرق الاوسطية المهمة؟ ولماذا اقناعهم بالتخاضي عن مخاطر صدام حسين؟ ولماذا دفعهم لمقاتلة دولة تخصص احدى قواعدها الجوية لحمايتهم؟ وحتى اذا اتفقنا على مساوى الاتفاق العسكري التركي - الاسرائيلي، فهل يبرر ذلك اقدام الاكراد عن الانقطاع عن تركيا في وقت تحرص فيه دولة عربية قوية كسورية على طرح مبادرات ودعوات سلمية للتطبيع وتسوية المشكلات معها؟

من دون شك، يمكن فهم الاسباب التي تدعو ببعض الاوساط الغربية الى التقليل من مخاطر صدام حسين. لكن ما لا يمكن فهمه هو اصرار بعض الاوساط على توريث الاكراد واستخدامهم للوقوف في وجه مخاطر خارجية مزعومة واشغالهم عن الاندماج مع المعارضة العراقية في بناء عراق معافي من صدام حسين وسلوكياته العدوانية. فتركيا بالنسبة الى اكراد العراق دولة كبيرة ومهمة في الشرق الاوسط وتمتلك معهم حدوداً تمتد لاکثر من ثلاثمئة كيلومتر. ما يعني ان الاكراد اذا ارادوا فعلاً ان يتحولوا الى عنصر استقرار وسلام في الشرق الاوسط، فلا بد لهم من تجنب الدخول في صراعات مسلحة مع الدول المجاورة وفي مقدمها تركيا وايران وسورية. وكل ذلك لا يعني البتة السكوت السياسي عما يلاقه بنو جلدتهم في تركيا من أهوال.

وبعيداً من النقطتين اعلاه يمكن الإشارة الى نقطة اخرى متعلقة بالية انعقاد الندوة. فهي، وعلى رغم كونها تجري تحت اسم «الحوار العربي - الكردي»، الا انها في حقيقتها لا تعدو ان تكون ندوة بين ممثلين لاجزاب واتجاهات حزبية وسياسية محدودة. ثم ان المشاركة الكردية فيها تتمثل في اشخاص اثبتت تجربة السنوات القليلة الماضية ان اكثرهم يفتقر الى الحد الأدنى من الالمام بثقافة الحوار. بل ان بعضاً منهم وضع بنديقيته في المحجب لحين انتهاء الندوة، مع عزم اكيد للعودة الى حوار البنادق بمجرد ان تطأ قدماه ارض كردستان العراق. والادى ان هؤلاء اثبتوا عجزهم الكامل عن اقامة حوار داخلي في ما بينهم يكفل انتهاء حربهم. فكيف يمكن التصديق بانهم قادرين على ادارة حوار مشترك مع طرف ثالث؟

AL HAYAT TUESDAY 26 MAY, 1998 ISSUE NO 12866

الاسبوع الماضي وفتلوا نحو عشرة من مقاتلي الحزب في اشتباكات في الجبل الأبيض وجبل متينة.
من جهة أخرى أعلن في بغداد ان فريقاً دولياً يضم خبراء في الأسلحة البيولوجية غادر العراق بعد زيارات مفاجئة لاثني عشر موقعا في العاصمة وجنوب البلاد. وأوضحت وكالة الأنباء العراقية، ان الفريق فتش عشرة مواقع صحية في بغداد وفي منطقتي ديالى وواسط جنوب شرقي العراق. وفتش أعضاء في الفريق موقعين صحيين في منطقتي ميسان وذي قار في الجنوب، مستخدمين طائرات هليكوبتر.

اشتباكات في شمال العراق بين جنود أتراك وقوات أوجلان

■ بغداد، تونجلي (تركيا) - رويترز - أفاد مسؤولون امنيون ان مئات من الجنود الأتراك اشتبكوا امس مع مقاتلين من حزب العمال الكردستاني (بزعامه عبدالله أوجلان) في شمال العراق.
وأكدوا ان حوالي ألف جندي توغلوا في شمال العراق اواخر

في افتتاح ندوة في القاهرة

طالباني : الحوار العربي - الكردي ليس مؤامرة ضد العراق

□ القاهرة - الحياة

واجب ومشروع، وإذا كانت القضية الكردية تبحث الآن في المحافل الدولية وتصدر قرارات في شأنها، فإن من الأفضل ان تكون مصر وحدها المكان المناسب للحوار العربي - الكردي حول هذه القضية المهمة. ان هذا الحوار لا يقتصر على حل القضية الكردية بل يمتد الى تعزيز التلاحم العربي - الكردي لمواجهة الاعداء المشتركين.

وتحدث في الجلسة الافتتاحية للندوة التي تنظمها «اللجنة المصرية للتضامن، برئاسة السيد احمد حمروش، السيد سامي عبدالرحمن ممثلاً للسيد مسعود بارزاني زعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني، فاكد أهمية الحوار «للمساعدة العراقيين عرباً واكراداً».

وأشاد بـ «مواقف الزعيم الليبي العقيد معمر القذافي الثابتة إزاء القضية الكردية».

وقال إن «إبقاء مشكلة أكراد العراق بلا حل الحق أبلغ الضرر بهذا البلد، سياسياً وعسكرياً واقتصادياً، منبهاً الى ان المشكلة الكردية في العراق ليست صراعاً بين العرب والاكرد بل صراع بين الاكراد والحكومات المتعاقبة في بغداد، والتي كثيراً ما لجأت الى قمع الشعب العراقي برمته».

الوحدة العراقية وحل المشكلة الكردية، وسد المنافذ امام القوى الاجنبية الطامعة في العراق ووحده».

واعترض ان «معارضة الحوار العربي - الكردي لا تخدم مصالح الجانبين، بل تساهم في توسيع الخلافات العربية - الكردية ودفع الاكراد الى التحرك في عواصم غير عربية دفاعاً عن قضيتهم».

وشدد طالباني على ان الاكراد «لا يطالبون بالانفراق والانفصال عن العراق»، مشيراً الى ان «الاحزاب الكردية الجادة لم تحمل شعار الانفصال بل نادت بالوحدة الوطنية، واختارت الفيدرالية كأفضل أسلوب لحل المشكلة، لان الفيدرالية توحد ولا تفرق».

ورأى ان «إقرار حقوق الاكراد هو تعزيز للوحدة العراقية وحل دائم لازمتها»، مؤكداً ان «الحرب والوسائل القمعية لن تساعد في حل المشاكل بل تعقد الأمور وتفتح المنافذ للتدخل الاجنبي».

اعداء للعرب والاكرد

ولفت الى ان «لجوء الاكراد الى العرب، ومصر خصوصاً، لحل مشكلتهم هو حق

■ أكد الأمين العام للاتحاد الوطني الكردستاني السيد جلال طالباني ان «لجوء الاكراد الى القاهرة لإيجاد حل عادل لقضيتهم ليس مؤامرة استعمارية معادية للعراق، كما يردد بعضهم، بل محاولة قومية مخلصمة لاختيار المسار العربي لإنقاذ العراق من المشاكل المستعصية التي تستنزف قواه وطاقاته وفي مقدمها المشكلة الكردية».

ووجه طالباني، في كلمة القاها امس، خلال الجلسة الافتتاحية لندوة الحوار العربي - الكردي التي بدأت اعمالها في القاهرة وتستمر يومين، الشكر للرئيس المصري حسني مبارك والحكومة المصرية للسماح بعقد الندوة في مصر، التي وصفها بأنها «المنارة السياسية لشعوب المنطقة»، مشيراً الى ان ذلك يعبر عن «حرص مصر على الحفاظ على وحدة العراق».

وندد بمواقف «بعض القوميين العرب الذين ينكرون حق الشعب الكردي في الحوار الحضاري معهم في القاهرة قلب العروبة، بعيداً عن تبادل الاتهامات، لدرس سبل تعزيز

تركيا تنتقد لجنة في البرلمان الفرنسي لتبنيها مشروع قانون عن اباداة الارمن

■ انقره، اسطنبول - ا ف ب، رويترز - وصفت تركيا امس الاربعة تبني لجنة الشؤون الخارجية في الجمعية الوطنية الفرنسية مشروع قانون تقدمت به المجموعة الاشتراكية ويدعو الى الاعتراف «بمذابح الارمن، بأنه «سياسة سوقية».

وقال وزير الدولة التركي

تشكل هي ايضاً نوعاً من السياسة السوقية.

وينص مشروع القرار المطروح على البرلمان على ان «فرنسا تعترف علناً بمذابح الارمن في ١٩١٥». علماً ان انقرة لا تعترف الا بقمع الارمن الذين تعتبرهم تعاونوا مع العدو الروسي اثناء الحرب العالمية الاولى، وترفض استخدام كلمة «مذابح». ويؤكد الارمن ان تهجير الارمن الى سورية من ١٩١٥ الى ١٩١٧ ادى الى مقتل ما بين ١.٢ و ١.٣ مليون شخص، بينما يؤكد الاتراك ان عدد الضحايا يتراوح بين ٢٥٠ و ٥٠٠ ألف شخص.

المكلف العلاقات مع البرلمان رفاه الدين شاهين في شأن المبادرة التي تقدم بها النائب الاشتراكي الفرنسي رينيه روكيه ان «القرارات التي تتخذها برلمانات دول اخرى لا تلزم بلدنا. السياسيون يعرفون ذلك لكنهم يستغلون هذه القضية لاغراض سياسة سوقية». و اضاف: «انهم يعتبرون هذه القضية وسيلة سياسية للتأثير في ناخبهم، في اشارة الى الجالية الارمنية في فرنسا. واتهم شاهين، الذي التقى الاسبوع الماضي الرئيس الارمني الجديد روبرت كوتشاريان على هامش اجتماع دولي، يريفان «بالوقوف وراء هذه المحاولة». واعتبر ان جهود ادارة يريفان

نصف مدفعي على شمال العراق

مقاتلون من حزب اوجلان لجأوا الى سفارة تركيا في بيروت؟

□ انقره - رشيد غيورديك

كشفت صحف تركية أمس ان ثلاثة من مقاتلي حزب العمال الكردستاني (بزعامة عبدالله اوجلان) لجأوا الى السفارة التركية في بيروت وهم رمضان محمود اوغلو (اسمه الحركي عقيد) وفؤاد قره داغ (مظلوم) ومحمود قره قايا (مردان). وأكدت أنهم فروا من معسكر تابع للحزب في البقاع اللبناني السبت الماضي، وحملوا معهم «وثائق ثمينة» تضم معلومات عن عمليات عسكرية و«دعم لوجستي سوري».

واشارت الصحف الى ان لجوء هؤلاء جاء بعد خمسة اشابيع على اعتقال القائد السابق لقوات حزب العمال في تركيا شمدين صاقيق. و إثر اعتقال صاقيق نفذت القوات التركية عملية واسعة في شمال العراق ربطها مراقبون في انقره بـ «اعترافات» لصاقيق

قبل انها تعلقت بمعلومات لوجستية عن الوجود العسكري لحزب العمال في المنطقة.

وأفادت مصادر مطلعة في بيروت ان اثنين من مقاتلي الحزب لجأ الى السفارة التركية عبر موظفين فيها وأعطيا جوازي سفر وسافروا فجر أمس الى تركيا على متن طائرة تركية.

الى ذلك أكد مسؤولون امينيون في جنوب شرقي تركيا أمس ان القوات التركية قصفت بالمدفعية مواقع تابعة لحزب العمال في شمال العراق في ظل حشود للاف الجنود المدعومين ببدايات قرب الحدود بين البلدين. ونقلت وكالة «رويترز» عن هؤلاء المسؤولين ان حوالي خمسة آلاف جندي تدعمهم الدبابات والمدفعية احتشدوا على امتداد القطاع الشرقي من الحدود العراقية في محافظة شيرناخ وحكاري.

مناورات كويتية - أميركية قرب الحدود العراقية

■ الكويت 1 ب - انزل حوالي اربعمئة من مشاة البحرية الأميركية (المارينز) معداتهم وأسلحتهم في ميناء الشعيبة جنوب مدينة الكويت أمس، وذلك في بداية مناورات مشتركة مع القوات الكويتية تستمر شهراً. وستجرى المناورات قرب الحدود الكويتية العراقية.

وتشمل المعدات ١٢ دبابة من طراز «أبرامس» - إم - إي - ١ - ومدافع «هاوتزر» و«بريات هجومية» وتأتي هذه المناورات في إطار الاتفاق الدفاعي الموقع بين الكويت والولايات المتحدة.

AL HAYAT FRIDAY 22 MAY, 1998 ISSUE NO 12862

الحوار العربي - الكردي في القاهرة يثير قلقاً في بغداد

□ القاهرة - محمد علام

■ ثار جدل عراقي - مصري بسبب استضافة القاهرة حواراً عربياً - كردياً (عراقياً) دعت الى عقده «اللجنة العصرية للتضامن» (منظمة غير حكومية) في ٢٧ و ٢٨ أيار (مايو) الجاري.

وأكد الجانب المصري تصميمه على «الحوار ورفض مصادرة بغداد الحق في الحوار والتعرف الى الحقائق»، فيما احتج «مجلس السلم والتضامن العراقي» في رسالة بعث بها رئيسه صلاح المختار الى السيد أحمد حمروش رئيس اللجنة، على عقد هذا الحوار، ووصفه بأنه «سلبى يتجاهل جوهر المشكلة الكردية في ايران وتركيا، وهذا ما تريده الأطراف المعادية للامة العربية. ووجه انتقادات حادة الى اللجنة مطالباً بإلغاء الحوار».

وعبر المختار عن «قلق بغداد من هذا الحوار» ورأى ان «توقيت الدعوة الى الحوار غير مناسب كونه يتزامن مع الاستخدام الأميركي - البريطاني للورقة الكردية ضد العراق في مسمى لتقسيم البلد كما ظهر خلال الازمة الأخيرة في شباط (فبراير) الماضي».

العرب والقوميات الأخرى، لأن إخطار التدخلات الخارجية عبر قضية الأكراد استصل الى مصر وسورية وغيرها من البلدان الغربية، معتبراً ان النظر الى الحوار بوصفه يمس وحدة العراق «تصور خاطئ».

ورأى حمروش ان الحوار جاء متأخراً «لأننا كعرب تعوننا معالجة مشاكل القوميات والاقليات بتقليل أهميتها بدل مناقشتها بصراحة وتأكيد حق المواطنة لأي انسان لتثبيت الاستقرار».

ويناقش الحوار العربي - الكردي ثلاثة مواضيع اساسية هي: «العلاقات التاريخية بين الغرب والاكرد»، و«كردستان الحاضر والمستقبل في إطار وحدة العراق»، و«الرؤية العربية - الكردية لقضايا السلام واستقرار المنطقة». وسيشارك في الحوار وفدان (يضم كل منهما ١٣ عضواً) من الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) والاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامة جلال طالباني).

واستبعد حمروش مشاركة بارزاني، لكنه توقع حضور طالباني، إضافة الى عدد من السياسيين والمثقفين المصريين وأعضاء لجان التضامن في دول عربية بينها اليمن والأردن وفلسطين وسورية والسودان.

وزاد ان «الولايات المتحدة تتوكل على حجة حماية اكراد العراق لإبقاء الغزل الاجباري لشمال العراق والحصار بزعيم ان العراق لم ينفذ التزاماته في شأن حقوق الاقليات. واعتبرت رسالة «مجلس السلم» ان عقد الحوار «يؤثر سلباً على الحوار الدائر بين الحكومة العراقية والاكرد خصوصاً ان العقبة الرئيسية، أمام تنويع هذا الحوار باتفاق، هي مواقف بريطانيا وأميركا». وعبر المجلس عن أمله بتراجع «اللجنة المصرية» عن عقد الحوار.

وعزا حمروش في تصريحات الى «الحياة» جعل الحوار الكردي مقتصرأ على الحوار مع العراق، الى «عنصر التوقيت اذ تشهد منطقة كردستان الاستراتيجية للأمن القومي العربي تدخلات من جانب تركيا وأطراف أخرى، علاوة على الحصار الذي يعانيه الشعب العراقي».

وزاد: «اهتمامنا باكراد العراق يرجع أيضاً الى انهم وحدهم بين الاكراد في المنطقة الذين اعترف بهم الدستور العراقي عام ١٩٧١ كقومية الى جانب العرب يشكلون معاً شعب العراق». وشدد على «رفض أي محاولة لمصادرة الحق في الحوار أو حق مصر والعالم العربي في التعرف الى حقائق الأمور، والعمل لتحسين العلاقات بين

AL HAYAT FRIDAY 22 MAY, 1998 ISSUE NO 12862

ديميريل يتهم سورية بتحريض العالم العربي على تركيا

٢٨ دولة أخرى بينها ثماني دول من أعضاء البنك الإسلامي للتنمية».

الى ذلك، أكد الرئيس التركي أمس أن تركيا «حريصة على تنفيذ كل قرارات الأمم المتحدة الخاصة بالعراق». واعتبر في تصريحات نشرت أمس في تونس التي زارها الاثنين والثلاثاء أن «تركيا تأتي في مقدم البلدان التي تدافع عن وحدة العراق».

وشدد على أن تطوير التعاون بين البلدان المتوسطة «سيساهم في تعزيز مقومات الرفاهية والأمن والاستقرار في الشرق الأوسط والمنطقة المتوسطة».

ودأى إن «تحقيق الاستقرار في الشرق الأوسط يمر عبر إتخاذ بلدان المنطقة اجراءات حازمة ضد الإرهاب». وأكد أن ذلك «يستدعي تكثيف التعاون بينها من أجل القضاء على هذه الظاهرة».

شبه الرسمية «ان العلاقات التركية - الاسرائيلية تساعد على العكس من ذلك في ارساء السلام في المنطقة».

وكانت اسرائيل وتركيا وقعتا منذ شباط (فبراير) ١٩٩٦ العديد من إتفاقيات التعاون العسكري بعد تحسين العلاقات بشكل مطرد بينهما اعتباراً من ١٩٩٤.

وأثارت هذه الإتفاقيات غضب الدول العربية، خصوصاً مصر وسورية إضافة الى طهران. ورات هذه الدول في الإتفاقيات الاسرائيلية - التركية تهديداً موجهاً اليها.

وتابع ديميريل: «إذا كانت سورية تعتزم ان تكون عدواً لتركيا فعليها ان تتحمل النتائج. ان تركيا وقعت إتفاقيات مماثلة مع

■ انقره، تونس - «الحياة»، أ ف ب - اتهم الرئيس التركي سليمان ديميريل سورية بتحريض العالم العربي ضد تركيا بسبب التعاون التركي - الاسرائيلي.

وقال ديميريل الذي كان يتحدث في الطائرة التي اقلته مساء أول من أمس الثلاثاء الى انقره في ختام زيارة رسمية الى تونس «ان التعاون التركي الاسرائيلي ليس موجهاً ضد اي بلد (...) والحملة الدعائية التي تقوم بها (ضد هذا التعاون) بلدان مثل سورية هي حملة خاطئة. ان سورية تحرض العالم العربي».

وأضاف الرئيس التركي الذي وزعت تصريحاته وكالة انباء الاناضول التركية

الذي أفاد ناطق باسمه ان الاطباء يكافحون من أجل إنقاذ حياته.

فساد

من جهة أخرى عقد البرلمان التركي أمس جلسة قرر على اثرها تشكيل لجنة للتحقيق في اتهامات بالفساد توجهها المعارضة الى يلماز. وقال محمد غيبوزلكايا، وهو نائب بارز في حزب الطريق الصحيح الذي تتزعمه رئيسة الوزراء السابقة تانسو تشيلر، ان الاقتراح الذي قدمه حزبه ويدعو الى اجراء التحقيق، يتهم يلماز بإحداث تكاليف مبالغ فيها في مناقصة حكومية.

يذكر ان البرلمان المكون من ٥٥٠ مقعداً قرر الشهر الماضي تشكيل لجنة مماثلة للتحقيق في مصادر ثروة يلماز بعد اجراء تحقيق يتعلق بالثروة الشخصية لتشيلر.



بيردال طريحاً بعد اصابته. (ا ف ب)

اسرى من الجنود الاتراك. واصيب بيردال بستة عيارات نارية، وصرح رئيس الجراحين في العيادة ان ثلاث رصاصات اصابته في صدره وكان نبضه متوقفاً عندما جلب الى المستشفى

تشكيل لجنة للتحقيق في اتهامات فساد موجهة الى يلماز

اعتداء مسلح في انقره على رئيس رابطة حقوق الانسان

■ انقره - رشيد غيورديك

القائد العسكري السابق لحزب العمال الكردستاني (بزعامة عبدالله اوجلان)، الذي خطفته قوات تركية من شمال العراق، وزعم فيها ان بيردال «حليف» للحزب. ونقل عن صاقيق ان بيردال هو «أداة» لحزب العمال انه «أكثر ولاءً للحزب من ولائي السابق له». وأضاف ان اوجلان كان يعتبره (بيردال) «عنصراً ثميناً».

وكان صاقيق ذكر اسماء صحافيين اترك بارزين قال انهم يتعاونون مع حزب العمال.

يذكر ان بيردال تصدى السلطات التركية بان زار مع سياسي اسلامي تركي قبل سنتين شمال العراق وفاوض حزب العمال على اطلاق

■ أعلن مصدر في الرابطة التركية لحقوق الانسان ان رئيسها اكين بيردال اصيب بجروح بالغة أمس الثلاثاء في اعتداء مسلح استهدفه في انقره. وأوضح ناطق باسم الرابطة ان مجهولين دخلوا مكتب بيردال الواقع في حي سكني في العاصمة التركية، واطلقوا عدة عيارات نارية عليه. وأضاف ان بيردال نقل فوراً الى مستشفى خاص قريب وان المهاجرين تمكنوا من الفرار.

ووقع الحادث بعد ثلاثة اسابيع على نشر صحف تركية «اعترافات» لشمدين صاقيق،

دول الشرق الأوسط، وقال ان «معسكر شبعاً كان تجمعا للجرحى واغلاقه سيفرح الاتراك لكننا فتحنا معسكرات تدريب في تركيا»، مشيراً الى «وقوف سورية ضد تركيا قرار سوري، وسورية لا تريد ان تكون شرطياً لتركيا واذا ارادت فهذا شأن خاص بها».

وقالت المصادر ان قيادة حزب العمال تجري مناقشات الآن لاعلان «مبادرة سياسية لوقف العمل المسلح ضد القوات التركية، وان «دولاً اوربية تولت مهمة اجراء الإتصالات بين الطرفين». وقابعت ان الحزب «مستعد في الوقت نفسه للخيار الثاني وهو أحداث نقلة نوعية في العمليات العسكرية لتستهدف المدن الكبيرة مثل انقره واسطنبول».

وكشفت المصادر ذاتها ان اوجلان يستعد لان يظهر «قريباً في دولة اوربية يرجح ان تكون المانيا او اليونان لعقد مؤتمر صحافي يعلن فيه هذا الموقف، اي الدخول في مفاوضات سياسية او تصعيد العمل المسلح وأحداث النقلة النوعية».

وكان حزب العمال بدأ في عام ١٩٨٤ عملياته العسكرية ضد القوات التركية.

سورية اغلقت معسكراً لأوجلان

■ لندن - «الحياة»

ان السلطات السورية اعتقلت اخيراً اكثر من اربعمئة شخص مؤيدين للحزب، علماً ان مسؤول «الكردستاني» في سورية محمود الاسود ما زال معتقلاً منذ سبع سنوات.

واكد اوجلان ذلك في اتصال هاتفى اجرته «الحياة» باحدى

■ كشفت مصادر قريبة الى حزب العمال الكردستاني بزعامة عبدالله اوجلان ان الحكومة السورية اغلقت الاسبوع الماضي معسكراً للحزب في منطقة شبعاً قرب دمشق في اطار «ضغط سوري» على الحزب. وأشارت الى